TRENTE ET UNIÈME ANNÉE — N° 9253 — 40 PAGES — MARDI 15 OCTOBRE 1974



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 7 sch. ; Belgique, 9 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 2,50 kr. ; Espagne, 18 pes. ; Grande-Bretagne, 14 p. ; Grèce, 15 dr. ; Iran, 45 ris ; Italie, 250 l. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 9 fr. ; Norvège, 3,50 kr. ; Pays-Bas, 0,75 fl. ; Portugal, 10 esc. ; Suède, 1,75 kr. ; Suisse, 0,90 fr. ; U.S.A., 75 cts ; Yougoslavie, 8 n. din.

Tarif des abonnements page 17

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 65572
Tél. : 770-91-29

EN ITALIE

M. FANFANI EST CHARGÉ DE FORMER LE GOUVERNEMENT

LIRE PAGE 40

Faisant état d'« indications positives dans le sens de la paix »

M. Kissinger annonce qu'il retournera en novembre au Proche-Orient

Prenant congé du président Sadate ce lundi 14 octobre, M. Kissinger a fait état d'« indications positives dans le sens de la paix *» et annoncé qu'il reviendrait au Proche-Orient en novembre, après le « sommet » arabe de Rabat. A propos d'une participation des Palestiniens aux négociations, le secrétaire d'Etat a répondu :* « Des négociations entre la Jordanie et Israël doivent commencer d'abord, mais, comme je l'ai déjà souligné, les négociations doivent inclure toutes les parties concernées. » *M. Sadate demande, pour sa part, la participation des Palestiniens aux conversations de Genève.*

M. Kissinger, qui se sera rendu au cours de la présente tournée en Israël, en Jordanie, en Arabie Saoudite et — par deux fois — en Egypte et en Syrie, était attendu lundi soir à Alger, venant de Damas. Il s'arrêtera mardi à Rabat.

On indique de source américaine que, au cours des entretiens de Ryad, le roi Fayçal se serait engagé à tenter de convaincre les autres pays arabes d'abaisser le prix du pétrole, à condition que M. Kissinger déploie des efforts parallèles pour obtenir le retrait d'Israël des territoires occupés.

M. Kissinger avait accordé, avant son départ de Washington, diverses interviews, notamment à James Reston, du New York Times, *ainsi qu'à l'hebdomadaire* Time *et au journal suédois* Svenska Dagbladet, *faisant état de ses inquétudes sur l'avenir de l'Occident.*

L'escale d'Alger

Pour la troisième fois depuis la guerre d'octobre, M. Kissinger a jugé nécessaire d'inclure dans une de ses habituelles tournées au Proche-Orient une escale à Alger. Bien que ce pays ne soit pas directement partie au conflit, le secrétaire d'Etat en est venu à apprécier le poids croissant pris par l'Algérie dans les affaires du monde arabe et du tiers-monde en général. A quelques jours du « sommet » arabe de Rabat, qui peut orienter de manière décisive la suite des événements au Proche-Orient, il n'était pas sans intérêt pour lui de recueillir les vues du président Boumediène sur les questions qui sont au cœur des efforts diplomatiques en cours.

L'Algérie joue aussi un rôle important au sein de l'OPEP, et M. Kissinger, qui s'est prononcé avec la vigueur que l'on sait pour une baisse du prix du pétrole, trouvera sur ce point un interlocuteur particulièrement vigilant. Comme le président Boumediène l'avait dit cette année à l'Assemblée générale de l'ONU sur les matières premières, et comme il vient de le redire au début de ce mois dans un important message à M. Waldheim, l'Algérie conteste vivement l'argument selon lequel toutes les causes du mal dont souffrent les pays industrialisés seraient à rechercher dans la seule augmentation des prix de l'« or noir ». Les causes véritables, écrivait-il par exemple au secrétaire général de l'ONU, ce sont « les bénéfices excessifs de leurs entreprises, les politiques d'amortissement, les taux de rémunération de leurs capitaux, ainsi que les dépenses ruineuses qui ne contribuent en rien au bien-être de leurs peuples ».

M. Kissinger devra bien admettre que l'inflation avait commencé dans les pays industrialisés bien avant la crise du pétrole, et que de nombreux pays du tiers-monde ont souffert autant, sinon plus, de la hausse des cours des produits alimentaires — à laquelle les Etats-Unis ne sont pas étrangers. En même temps, il fera sans doute valoir que les pays producteurs de pétrole, en quadruplant leurs prix, ne pouvaient, évidemment, s'attendre à voir les coûts des produits industriels qu'ils consomment ralentir leur ascension. M. Boumediène, qui fait état de la « bonne volonté » qu'auraient témoignée les pays de l'OPEP en figeant leurs prix pendant les neuf premiers mois de cette année, pense-t-il vraiment que ce délai aurait dû suffire à leurs clients pour « mieux maîtriser les mécanismes de leur économie », comme il l'indique dans son message à M. Waldheim ?

Un autre sujet qu'évoquera le secrétaire d'Etat sera l'éventualité d'une reprise des relations diplomatiques entre les deux pays, rompues par l'Algérie en 1967, à la suite de la guerre de six jours. Jusqu'ici, Alger a fait la sourde oreille, estimant que depuis la guerre d'octobre les Etats-Unis n'ont pas fait suffisamment pression sur Israël pour l'obliger à évacuer les territoires occupés, et qu'ils demeurent réservés à l'égard de l'O.L.P. En fait, Alger se satisfait assez bien du « statu quo » : le service des intérêts américains dans la capitale joue le rôle d'une ambassade sans en avoir le lustre, et l'absence d'un ambassadeur en titre n'a pas empêché l'accroissement des échanges économiques entre les deux pays. Toutefois, M. Kissinger pourra faire valoir que, après le rétablissement des relations entre les Etats-Unis, l'Egypte et la Syrie, le cas de l'Algérie constitue une anomalie.

Le choix de l'Occident : interdépendance ou désintégration

De notre correspondant

Washington. — Avant de partir pour le Proche-Orient, et à un moment où sa politique est l'objet de vives critiques au Congrès et dans la presse, M. Kissinger a donné à l'éditorialiste James Reston une longue interview dont le *New York Times* du dimanche 13 octobre et *l'International Herald Tribune* du lundi 14 reproduisent de larges extraits. Ce document prend ainsi l'aspect d'une somme de la pensée politique du secrétaire d'Etat, et parfois même, selon M. Reston, d'« adieux », encore que l'intéressé ait bien souligné qu'il ne s'agissait pas de son « chant du cygne ».

En ce qui concerne l'Europe, M. Kissinger justifie une fois de plus son discours de 1973, au Waldorf Astoria, sur l'« année de l'Europe ». En effet, il avait jugé utile d'engager un « sérieux dialogue » avec l'Europe, parce que, dit-il, il ne voulait pas « *que le succès soit uniquement associé dans l'esprit du public aux seules relations avec nos adversaires* ».

HENRI PIERRE.

(Lire la suite page 3.)

Signé par le C.N.P.F. et tous les syndicats

Un accord garantit aux chômeurs le maintien du salaire pendant un an

Un accord, conclu ce lundi 14 octobre entre le C.N.P.F. et l'ensemble des organisations syndicales représentatives (C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C. et C.G.C.), assure à tous les salariés privés d'emploi pour raisons économiques et qui sont affiliés à l'UNEDIC (Caisse de chômage complémentaire) le versement d'une indemnité égale à 90 % du salaire brut (soit à peu près la totalité du salaire net) pendant une période maximum d'un an.

Cette disposition intéresse l'immense majorité des salariés du secteur privé. M. Durafour, ministre du travail, devait recevoir les signataires dans l'après-midi afin de préciser avec eux certaines modalités d'application et, surtout, l'importance de l'intervention financière de l'Etat dans cet accord. L'ensemble de ce dispositif entrerait en vigueur dès le 1er novembre, ou du moins avant la fin de l'année.

Renforcer la sécurité de l'emploi, mais aussi améliorer l'aide apportée aux chômeurs pour trouver une autre activité, tels étaient dans ce domaine les objectifs qu'avait annoncés M. Chirac dans la lettre adressée, le 19 juin, aux organisations syndicales et professionnelles. Le premier ministre reprenait ainsi les promesses faites par M. Giscard d'Estaing pendant la campagne présidentielle et répondait aux préoccupations des syndicats.

JOANINE ROY.

(Lire la suite page 36.)

EN DÉPIT DES ASSURANCES DONNÉES

Le regroupement de la gauche socialiste continue d'inquiéter le parti communiste français

La polémique qui avait surgi entre le parti communiste, d'une part, le parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche, d'autre part, après les récentes élections législatives partielles, n'est pas close, malgré les assurances données par M. François Mitterrand et les organisateurs des assises du socialisme sur la fidélité à la stratégie de l'union de la gauche et la prise en compte du programme commun.

Le succès des assises et de la tentative de regroupement qu'elles incarnent semble, au contraire, raviver l'inquiétude des communistes. M. Roland Leroy, membre du secrétariat du P.C.F., s'interroge sur le rôle que jouera M. Michel Rocard et reproche à M. Mitterrand de s'en tenir, « au nom d'un prétendu rééquilibrage de la gauche », *à une attitude* « qui vise à affaiblir les positions du parti communiste ».

Les dirigeants des formations signataires du programme commun se rencontreront mardi 15 octobre, dans le cadre du comité de liaison de la gauche, et il y a tout lieu de penser que ce rendez-vous pris pour débattre des réponses économiques à donner à la crise sera l'occasion de revenir sur les problèmes politiques nés de la progression du courant socialiste.

Cette évolution devrait aboutir, après que chacune des composantes organisatrices des assises aura tiré les leçons de cette expérience, à la constitution d'un « parti des socialistes », axé sur le socialisme autogestionnaire et fidèle à la stratégie d'union de la gauche.

M. Pierre Abelin, ministre de la coopération et secrétaire général du Centre démocrate, intervient de manière bien anachronique lorsqu'il déclare au sujet des socialistes : « *Nous sommes toujours prêts à éhanger nos vues et à dégager des convergences.* » On n'en est plus là et le parti communiste qui s'est si longtemps inquiété de ce genre de convergence a, aujourd'hui, d'autres soucis avec ses alliés. La tentative *de réunification du courant socialiste* s'ajoutant à une poussée électorale remarquée confirme les communistes — les militants autant sinon plus que les dirigeants — dans leur crainte de voir les progrès de la gauche profiter beaucoup plus à leurs partenaires qu'à eux-mêmes.

Bien que les dirigeants socialistes aient décidé de ne plus faire état de la notion, suspecte aux yeux des communistes, de « rééquilibrage de la gauche » — parce qu'il est réalisé, souligne M. Mitterrand, — bien que MM. Rocard et Chapuis, anciens secrétaires nationaux du P.S.U., et Jacques Julliard, membre du bureau national de la C.F.D.T., aient affirmé leur adhésion à la stratégie d'union de la gauche en reconnaissant, à cet égard, la valeur d'apport politique du programme commun, la direction du P.C.F. reste méfiante. M. Roland Leroy répond à M. Mitterrand sans vraiment tenir compte de ce qui a été dit aux assises. C'est d'autant plus injuste que les sentiments exprimés par les communistes y ont trouvé un écho. A des degrés divers, des *personnalités telles que MM.* Jean Poperen et Georges Sarre ont laissé percer leur crainte de voir les renforts venus du P.S.U. et de la gauche chrétienne mettre en cause la nature et le contenu de l'union de la gauche, tandis que M. Claude Germont, membre de la commission exécutive de la CG.T., reprenant les thèses de M. Pierre Joxe, souhaitait que le *parti socialiste* n'ait pas de relation exclusive avec la C.F.D.T. D'une manière générale, rien dans les déclarations faites aux assises ne fut susceptible d'inquiéter les communistes. Sauf, peut-être, l'élan pris par la manifestation.

Les *assises nationales du socialisme* pouvaient n'être qu'une réunion, parmi d'autres, d'une gauche qui adore se réunir. Un moyen de marquer la rentrée d'automne et de renouer, comme avant l'élection présidentielle, avec la vie routinière de l'opposition. Elles étaient convoquées dans le cadre cossu, moderne et fonctionnel de l'hôtel P.L.M. Saint-Jacques, ce qui tranchait déjà avec les habituelles salles de banlieue.

ANDRÉ LAURENS.

(Lire la suite page 10.)

AU JOUR LE JOUR

RÉÉQUILIBRAGE

Où est le temps où l'on disait que le petit oiseau socialiste allait être mangé par le gros chat communiste ? C'est tout juste ces jours derniers si l'on ne verse pas un pleur sur le moineau Marchais en passe d'être gobé par le matou Mitterrand.

Qu'on se rassure : aucun des deux frères alliés n'est attiré par le rôle du chat, surtout du chat qui tire les marrons du feu. Fable pour fable, ils se verraient plutôt dans celui du singe, et ce n'est pas à eux qu'on apprendra à faire des grimaces.

On peut donc compter sur eux pour rééquilibrer les chances dans le cadre d'une saine émulation. Mais en sera-t-il de même dans la majorité, où l'U.D.R., encore sanguinolente de ses derniers combats, voit s'allumer l'œil vorace d'un centre devenu carnivore ?

ROBERT ESCARPIT.

LA MONTÉE DES VIEUX

La France compte environ six millions et demi de personnes âgées de plus de soixante-cinq ans. Dans dix ans, elles seront huit millions. Les efforts entrepris ces dernières années — et que M. Giscard d'Estaing veut amplifier — en vue d'améliorer les aides financières aux personnes âgées le plus défavorisées ne suffiront pas à résoudre les nombreux problèmes que pose l'irruption du « troisième âge » et surtout du « quatrième âge » dans notre vie sociale.

Tandis que la population du globe va probablement doubler d'ici à l'an 2000, la démographie des nations européennes s'engage en effet dans un double processus de vieillissement. D'une part, tous les pays développés enregistrent une baisse accélérée de la fécondité qui se traduit par une diminution très sensible de la natalité. D'autre part, soumis au « stress » de la vie moderne, aux syndromes d'adaptation qui fatiguent l'organisme, *l'homme d'aujourd'hui vieillit plus rapidement* que les deux générations précédentes, même s'il peut souvent vivre plus longtemps.

Au moment où se déroule la campagne nationale annuelle en faveur des personnes âgées (du 14 au 20 octobre), nous rendons compte ci-dessous de quelques expériences étrangères et françaises visant à répondre par une action sociale appropriée, voire planifiée, aux problèmes posés par cette « montée des vieux ».

I. — Vivre et survivre au pays d'Hamlet

De notre envoyé spécial JEAN BENOIT

Copenhague. — A 7 heures précises, dans sa maison à doubles fenêtres, proprette et confortable, tout emplie de fleurs artificielles et de figurines de porcelaine, la vieille dame tire les rideaux de couleur vive : le jour se lève au pays d'Hamlet. Soudain, le téléphone :

« *God dag ! Bonjour, comment allez-vous ? Avez-vous passé une bonne nuit ? Ja ? Tak, farvel ! Oui, merci, au revoir !* »

Comme chaque *matin*, à Gentofte, dans la banlieue de Copenhague, de bonnes âmes adressent un appel aux vieillards isolés pour s'enquérir de leur santé, pour savoir si tout va bien, s'ils n'ont besoin de rien en attendant le passage quotidien de l'aide-ménagère communale.

Il y a cinq mille aides-ménagères pour *l'agglomération de* Copenhague (environ un demi-million d'habitants), rétribuées comme des employées des services sociaux. A Gentofte (85 000 habitants) et dans la plupart des autres localités importantes, le téléphone est offert par la municipalité aux personnes seules impotentes, gravement malades ou simplement *très âgées. Les frais* d'installation et d'abonnement téléphoniques sont pris en charge par la collectivité : les bénéficiaires, quelles que soient leurs ressources financières, acquittent uniquement le montant de leurs propres communications. Les appels sont lancés depuis divers postes d'intervention socio-médicale qui surveillent chacun un « secteur » de cent retraités, *invalides* ou *semi-valides*. En cas d'urgence, et surtout si les appels restent sans réponse, des équipes de quartier bénévoles se rendent immédiatement au domicile des personnes en difficulté.

(Lire la suite page 34.)

UN LIVRE DE GEORGES ELGOZY

Haro sur les futurologues !

M. Georges Elgozy n'aime pas les devins. Il n'empêche qu'il a prévu juste en se mettant à l'ouvrage sur « le Bluff du futur », un peu avant que l'Occident ne voit monter d'un coup le prix de « tous les parfums d'Arabie » à base de pétrole. Quelle meilleure preuve pouvait-il donner de ce qu'il avance ? On tire à gogo des plans sur la comète, mais c'est toujours l'imprévisible qui est le plus important. *La crise de 1929, les événements* de mai 1968, le quadruplement des prix du « brut » fin 1973 : autant de « ruptures » qui ont pris le monde à contre-pied et bousculé du même coup les plus « savantes » prévisions. Sans même se référer à des événements aussi considérables, les incidents du parcours économique sont suffisamment nombreux pour rendre souvent caduques, voire ridicules, les estimations de soi-disants experts.

M. Elgozy joue donc sur du velours et nous applaudissons lorsqu'il fait descendre de leur piédestal quelques charlatans patentés qui *vivent du « futur », tranchent avec* une assurance tranquille sur la société de l'an 2000 et s'ébrouent dans leurs courbes jusqu'au « passez muscade ». Dans cet exercice, l'auteur met l'allégresse qu'on lui connaît, se servant de certains mots comme de ressorts, en forgeant d'autres, troquant le calembour, polissant la formule et la *repolissant*.

Il fustige les « prévoiricateurs », débusquant les aléas de la prévision, soulignant les inconnues de l'équation mondiale, décortiquant les méthodes utilisées par les spécialistes de l'avenir, cataloguant les erreurs d'appréciation de l'homme ou de son appendice la *machine, et il n'a pas de mal à* conclure que... « demain n'aura pas lieu ».

PIERRE DROUIN.

(Lire la suite page 25.)

LES COMPAGNIES POURRAIENT DEMANDER UNE NOUVELLE MAJORATION DES PRIX DES PRODUITS PÉTROLIERS

(Lire page 35.)

En Angola

LE PRÉSIDENT DU FRONT DE LIBÉRATION DEMANDE A SES PARTISANS DE CESSER LES COMBATS

(Lire page 40.)

EUROPE

Grande-Bretagne

La courte victoire de M. Wilson pourrait faire rebondir les polémiques sur le système électoral

De notre correspondant

Londres. — Le système politique de la Grande-Bretagne a été plus sérieusement ébranlé par les dernières élections qu'on a pu le croire tout d'abord. Dans ce pays, certes, l'évolution est toujours très lente. L'échec relatif, mais néanmoins sérieux des libéraux, pourrait même faire croire que la renaissance provisoire du troisième parti a été une simple parenthèse et que les Britanniques ne veulent rester à l'alternance entre conservateurs et travaillistes. En fait, les certitudes politiques avec lesquelles les citoyens ont vécu depuis près d'un siècle sont sapées.

Dans l'immédiat, M. Wilson n'est pas menacé. Le premier ministre est en droit d'estimer que, s'il dispose d'une courte majorité aux Communes, ses adversaires auront beaucoup de mal à s'unir pour le faire tomber. Il reste que, depuis le début du siècle, aucun gouvernement dit majoritaire n'a bénéficié d'un soutien aussi faible dans le pays.

Jamais, non plus, avant cette année, le parti travailliste n'avait obtenu moins de 40 % des voix à une élection générale. Qu'avec une telle proportion des suffrages populaires M. Wilson se voit confirmé au pouvoir peut paraître choquant, même pour les Britanniques qui considèrent encore leur système politique comme exemplaire.

L'opposition conservatrice, qu'elle le veuille ou non, va être entraînée dans un débat sur la réforme électorale : les tories sont condamnés à combattre le programme travailliste de nationalisation en faisant valoir que les deux tiers des électeurs s'y sont opposés. Mais comment, pourraient-ils avancer une telle thèse sans dénoncer, en même temps, un régime électoral qui maintient M. Wilson au pouvoir, même quand la majorité des citoyens ne sont pas prêts à approuver son programme ?

La plupart des élus conservateurs continuent sans doute d'être résolument hostiles à tout système de représentation proportionnelle qui ferait perdre leurs sièges à beaucoup d'entre eux. Mais ils commencent à se demander s'ils auront jamais une chance d'être à nouveau les bénéficiaires du mode de scrutin actuel et de revenir au pouvoir avec une majorité absolue à la Chambre des communes.

Alors que l'intervention des libéraux et plus encore le développement du nationalisme écossais sont en train de bouleverser l'équilibre politique, il est bien possible que la seule chance pour les tories de prendre part à nouveau à la direction des affaires du pays se trouve dans une modification du système électoral.

De toute manière, aucun parti ne peut plus ignorer le problème. Les travaillistes ont promis, en effet, d'installer en Ecosse une assemblée élue. C'est même ce qui a empêché, dans le nord du Royaume-Uni, une débâcle du Labour, alors que les conservateurs y ont été repoussés à la troisième place derrière les nationalistes. Il reste maintenant à savoir si l'assemblée d'Edimbourg sera élue, elle aussi, au scrutin uninominal à un tour — comme le Parlement de Westminster — ou si une certaine forme de représentation proportionelle interviendra dans sa composition, comme au Parlement de Belfast.

Jusqu'ici, le Labour a fermement repoussé toute réforme du système traditionnel, mais la bataille sur ce point risque de devenir extrêmement chaude. Les nationalistes écossais et les libéraux ne vont pas manquer de réclamer un système électoral qui leur rende justice. Si le scrutin du 10 octobre avait eu lieu à la proportionnelle, les travaillistes, en Ecosse, n'auraient pas obtenu 41 sièges, mais seulement 24. Les nationalistes en auraient 22 au lieu de 11 et les libéraux 6 au lieu de 3. Seuls les conservateurs n'ont pas été trop défavorisés : ils auraient gagné 1 siège seulement sur les 16 dont ils disposent encore dans cette partie du Royaume-Uni. La tentation, pour eux, sera néanmoins très forte de se prononcer en faveur d'une modification des règles électorales leur permettant tout au moins de ne pas disparaître à brève échéance de la scène écossaise.

Comme une étude de l'Observer le souligne, la question du régime électoral en Ecosse pourrait bien ouvrir une grave controverse constitutionnelle à la Chambre des lords. Soucieux de ne pas s'engager dans des conflits impopulaires avec l'assemblée élue, les pairs du royaume se permettent très rarement de faire obstacle aux décisions des Communes. Cette règle comporte toutefois une exception majeure : les Lords ont l'habitude d'intervenir quand un gouvernement tente de modifier à son avantage les règles fondamentales de la démocratie. Tel avait été le cas en 1969, lorsque les travaillistes s'efforcèrent en vain de faire approuver un redécoupage des circonscriptions électorales qui aurait trop nettement favorisé leurs candidats. Même si la Chambre basse devait, en fin de compte, se prononcer en faveur du vieux système électoral pour l'assemblée écossaise, il n'est pas du tout impossible que les Lords veuillent imposer la représentation proportionnelle. Comment, dans ce cas, le gouvernement travailliste pourrait-il engager la bataille contre les pairs du royaume, alors que ceux-ci joueraient le rôle glorieux de défenseurs de la démocratie ? Et si le système devait céder en Ecosse, combien de temps tiendrait-il dans le reste du pays ?

JEAN WETZ.

SIR CHRISTOPHER SOAMES A LA TÊTE DU PARTI TORY ?

Les rumeurs de démission de M. Edward Heath de son poste de leader du parti conservateur ont couru pendant tout le week-end. Parmi les noms des *successeurs éventuels* qui ont été prononcés figure celui de Sir Christopher Soames, vice-président de la commission européenne, ancien ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris.

Interrogé sur sa possible « rentrée » politique, Sir Christopher s'est contenté d'indiquer qu'il souhaitait retrouver un siège aux Communes lorsque la renégociation engagée par le gouvernement *Wilson* sur les conditions d'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté sera terminée.

A L'ISSUE DE SON CONGRÈS DE SURESNES

Le Parti socialiste ouvrier espagnol préconise l'alliance de toutes les forces de gauche

Les participants au treizième congrès du Parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.), qui a pris fin le dimanche 13 octobre, à Suresnes, après trois jours de délibérations, ont affirmé la nécessité de rechercher « *des accords avec tous les partis politiques et organisations antifranquistes, et, fondamentalement, avec les forces de gauche, comme moyen de restituer au peuple espagnol ses libertés démocratiques* ».

Dans cette perspective, la résolution politique adoptée par le congrès octroie à la commission exécutive du parti — renouvelée dimanche — la « *nécessaire liberté de contacts et de négociations* ». Mais cette résolution ne fait pas mention de la Junte démocratique, créée le 30 juillet dernier à l'instigation de M. Santiago Carrillo, secrétaire général du parti communiste espagnol, et Rafael Calvo Serer, monarchiste.

L'absence de référence à la junte démocratique confirme que les responsables du P.O.S.E. considèrent cette expérience comme « prématurée », mais elle traduit peut-être aussi l'existence de deux courants au sein du parti : celui des militants de l'intérieur — dont la détermination a été l'une des caractéristiques de ce congrès — qui veut se ménager la possibilité de larges alliances, et celui des militants vivant encore à l'étranger, plus méfiants à l'égard des communistes. Il a cependant été précisé, au cours d'une conférence de presse, que les alliances que le parti pourra[it] être amené à contracter ne du[reront] que « *jusqu'à ce que [le] peuple espagnol retrouve ses li[bertés]* ».

Dans ses résolutions, le congr[ès] indique d'autre part qu'il cons[i]dère que « *la crise du capitalism[e] et la décomposition du régim[e] franquiste* » devraient favoris[er] la restauration en Espagne d'u[n] régime émanant de la volont[é] souveraine du peuple. Le P.S.O.[E.] propose également la créatio[n] d'une « *République fédérale d[es] nationalités ibériques* », celles-[ci] s'intégrant à l'Etat espagnol e[n] vertu du droit à l'autodétermina[]tion qui leur sera accordé. Il [a] également été décidé que le jour[]nal du parti, *El Socialista*, sera dorénavant fabriqué en Espagn[e]. Sur le plan politique, le congr[ès] a renouvelé les différentes propo[]sitions contenues dans le pro[]gramme récemment publié ([Le] *Monde* du 12 septembre 1974).

Un hôte étranger a eu dro[it] dimanche à une très grande ov[a]tion : M. Carlos Altamiran[o], secrétaire général du parti soci[a]liste chilien, qui a comparé [le] coup d'Etat chilien de septemb[re] 1973 à la rébellion franquis[te] contre le gouvernement républi[]cain en 1936. Les délégués avaie[nt] entendu samedi M. François Mi[t]terrand, premier secrétaire [du] parti socialiste français.

Quatre cent trente-cinq dél[é]gués ont participé à ce congr[ès] dont plus de cent cinquante ven[aient] d'Espagne.

Allemagne fédérale

En évoquant le problème du candidat de l'opposition à la chancellerie

M. Strauss irrite les chrétiens-démocrates

De notre correspondant

Bonn. — M. Franz Josef Strauss, président de l'Union chrétienne-sociale bavaroise, a la réputation de ne ménager ni ses amis ni ses adversaires. Il vient d'en apporter une nouvelle démonstration dans deux interviews accordées aux magazines *Stern* et *Spiegel* de cette semaine, dont des extraits ont été publiés par les agences de presse, le dimanche 13 octobre. M. Strauss y prend position sur la question très controversée — mais qu'il était de bon ton de ne pas évoquer ouvertement — du candidat de l'opposition chrétienne-démocrate à la chancellerie.

Les dirigeants de la C.D.U.-C.S.U. s'étaient implicitement mis d'accord pour que le problème ne soit tranché que l'année prochaine. Cependant, le remplacement de M. Brandt par M. Schmidt a placé la démocratie chrétienne sur la défensive face à un chancelier pragmatique et réaliste, qui rassure les électeurs centristes et mène une politique que ne renierait pas un chancelier issu de ses rangs.

D'autre part, l'absence de candidat pour le poste de chancelier donne à l'opinion publique l'impression que la démocratie chrétienne n'est pas dirigée ou que sa direction est divisée entre MM. Kohl, président de la C.D.U. et ministre président de Rhénanie-Palatinat ; Strauss, président de la C.S.U., et Carstens, chef du groupe parlementaire C.D.U.-C.S.U. au Bundestag. Aussi les responsables chrétiens-démocrates sont-ils de plus en plus nombreux à penser que l'opposition va trouver un « *leader* » incontesté avant la fin de cette année. MM. Kohl et Stoltenberg — ce dernier est ministre-président du Schleswig-Holstein et spécialiste des problèmes économiques, — parviennent de moins en moins à masquer leurs ambitions.

C'est dans cette querelle que vient d'intervenir M. Strauss, avec un sens des formules que chacun lui reconnaît. « *M. Kohl est un ministre-président qui remporte des succès extraordinaires*, a-t-il déclaré au *Stern*, *mais il doit savoir lui-même où sont ses limites.* » Quant à M. Stoltenberg, « *il jouit d'un prestige énorme* », mais M. Strauss n'en propose pas moins M. Carstens comme candidat à la chancellerie.

Le président du groupe parlementaire pourrait être, selon M. Strauss, le chef de l'opposition jusqu'en 1976, sans toutefois être nécessairement la « *locomotive électorale* » de la C.D.U.-C.S.U. aux élections. Le dirigeant bavarois estime d'ailleurs que les chances de la démocratie chrétienne d'obtenir une majorité absolue contre une coalition libérale-socialiste sont très minces.

A plusieurs reprises, dans son entretien avec le *Spiegel*, M. Strauss affirme qu'il ne prépare pas sa propre condidature.

Les déclarations de M. Strauss devaient être le sujet principal de la réunion, ce lundi 14 octobre, à Francofrt, des dirigeants C.D.U., qui ne cachent pas une vive irritation, car le dirigeants bavarois ne se contente pas de donner des interviews. Il assoit son pouvoir d'abord en Bavière, où il espère que les prochaines élections régionales lui apporteront un nouveau succès, ensuite dans toute la République fédérale, où il soutient, tantôt discrètement, tantôt ouvertement, la création de petits groupes qui pourraient, le jour venu, constituer le noyau d'un nouveau parti. M. Strauss tient, en effet, le raisonnement suivant : si le parti libéral se lie durablement au parti social-démocrate, il sera très difficile à la démocratie chrétienne d'obtenir seule la majorité absolue et donc de revenir au pouvoir. Pour ce faire, elle aurait besoin de l'appoint d'un allié. M. Strauss affirme qu'il n'a pas l'intention, pour l'instant, de creer un quatrième parti, mais dit que « *le problème demeure* ».

DANIEL VERNET.

Union soviétique

LE COMITÉ CENTRAL DEMANDE AUX TRAVAILLEURS D'ÉCONOMISER L'ÉNERGIE

Moscou (*A.F.P.*). — Comme il le fait chaque année à la même époque, le comité central a publié ses mots d'ordre — au nombre de soixante-trois — pour l'anniversaire de la révolution. On remarque quelques nouveautés. Ainsi le comité central demande aux travailleurs d'économiser « *les matières premières, les carburants, l'énergie électrique, le métal et les autres matériaux.* »

Les autres innovations concernent la politique internationale. Après l'appel déjà traditionnel à la lutte contre le fascisme au Chili, un nouveau mot d'ordre concerne l'Uruguay.

Un appel concernant Chypre remet en mémoire, avant la visite de M. Kissinger à Moscou, la position soviétiques.

Le comité central appelle à la solidarité avec les peuples du Portugal et de la Grèce.

PROCHE-ORIENT

LA NOUVELLE TOURNÉE DE M. KISSINGER

JÉRUSALEM : la question de la Cisjordanie divise de plus en plus l'opinion et les partis

De notre correspondant

Jérusalem. — La septième mission Kissinger en Israël depuis la guerre d'octobre s'est achevée plus tôt que prévu. Le secrétaire d'Etat devait déjeuner dimanche en compagnie de nombreux invités à la table du ministre des affaires étrangères, M. Ygal Allon, mais il a demandé qu'on lui permette de poursuivre son chemin deux ou trois heures avant l'heure fixée afin qu'il puisse faire un détour par Ryad pour s'entretenir avec le roi Fayçal avant de passer la nuit au Caire.

Cette modification au programme a été portée à la connaissance de M. Allon dans la soirée de vendredi soir, vingt-quatre heures avant l'arrivée à Jérusalem de M. Kissinger. Ce ne sont donc pas des difficultés surgies au cours des entretiens qui sont à l'origine du départ précipité du cortège américain. Sur les dix-sept heures qu'il a passées à Jérusalem, le remuant ministre en a consacré cinq à discuter avec les dirigeants israéliens, deux à des conciliabules avec ses conseillers et son ambassadeur, moins d'une à s'entretenir avec une délégation de parents de soldats tués pendant la guerre près du canal et dont les corps n'ont pu être ramenés en Israël, et le reste à dormir...

La grippe contractée avant son départ de Washington et qui a souvent donné à son célèbre sourire une apparence crispée lui a permis, les antibiotiques aidant, de plonger dans un profond sommeil que ne sont pas parvenus à troubler les clameurs et les chants de trois cents à quatre cents jeunes manifestants, scandant à une centaine de mètres de sa fenêtre : « *Kissinger-Chamberlain go home !* »

Aucune indication n'a été donnée sur la teneur des entretiens dont une partie s'est déroulée dans un strict tête-à-tête Kissinger-Rabin. Un ministre israélien nous a déclaré que le chef du département d'Etat n'avait fixé aucun objectif spécifique à sa mission et que son rapide voyage devait seulement lui permettre de tâter le pouls de ses divers interlocuteurs.

C'est dans ce souci d'information qu'a été évoquée la formule de non-belligérance contre un nouveau repli. Le résultat n'a pas été concluant. Les Egyptiens ne sont pas prêts à proclamer la non-belligérance et les Israéliens n'accepteront un nouveau recul que s'il est accompagné d'un geste politique du Caire qui attesterait le désir de l'Egypte de s'orienter vers un règlement pacifique.

Lorsque nous avons demandé à notre interlocuteur si, sur ce point, c'était l'impasse, il nous a répondu en souriant : « *Les Egyptiens ont dit « non ». Nous aussi, à propos de Kuneitra, nous avons dit « non » à Kissinger. Et puis, nous avons dit « oui »*. Le ministre n'a pas précisé si cette fois ce sont les Egyptiens ou les Israéliens qui, finalement, diront « oui » à M. Kissinger.

Ce dernier ne paraît pas souhaiter en tout cas retourner à Genève, tout au moins pour de véritables négociations. Sur ce point, il a l'approbation enthousiaste de Jérusalem. La perspective d'une présence soviétique à la table de la négociation ne sourirait qu'aux Syriens. C'est pourquoi il a été très peu question d'eux au cours des conversations de Jérusalem. Il en a été de même à propos des Jordaniens, dont on ne sait plus très bien dans quelle mesure, aux yeux du monde arabe, ils sont les représentants des Palestiniens, et, le cas échéant, de quels Palestiniens.

C'est pourquoi M. Kissinger reste au cours de ce nouveau périple assez vague, préférant attendre que le « sommet » arabe qui se tiendra dans douze jours à Rabat se prononce sur ces points et définisse les conditions d'un règlement du conflit avec Israël.

Pour ou contre l'« annexionnisme »

Mais en Israël aussi la question des conditions du règlement de paix paraît devoir diviser de plus en plus profondément le pays. L'action spectaculaire des « colons sauvages » se poursuit, bien qu'aucune implantation ne se soit maintenue sur le terrain. Parallèlement, les partis politiques sont mobilisés et appellent le public à signer des pétitions contradictoires. Le groupe nationaliste Likoud a réuni en quelques heures dans la nuit de samedi quatre vingt mille signatures sur un appel réclamant l'annexion de la Cisjordanie et la liberté pour les Israéliens de s'y installer. Parmi les signataires, on compte le général Moshe Dayan et d'autres députés du parti travailliste, qui est le parti de M. Itzhak Rabin. Les formations de gauche recueillent elles aussi des signatures sur un manifeste condamnant violemment l'annexionnisme, « *qui met en péril les chances de paix* ». Au cours d'un meeting, qui a réuni à Tel-Aviv près de quatre mille personnes, les orateurs ont réclamé une action concertée contre « *le danger que représente l'expansionnisme des partis de droite et des organisations religieuses* ».

Ce réveil de l'opinion qui, d'un côté comme de l'autre, provient de la base, a provoqué des remous qui se font maintenant sentir dans les sphères élevées des partis où se négociaient l'élargissement de la majorité gouvernementale par l'entrée du parti national religieux dans l'équipe Rabin. Le Mapam (sionistes socialistes) ne veut désormais admettre le P.N.R. dans la coalition qu'à la condition que ce parti se désolidarise publiquement des « colons sauvages ». Les dirigeants du P.N.R. ne peuvent y consentir sans se couper de leurs troupes.

Si M. Rabin n'arrive pas à résoudre le grave dilemme que pose l'élargissement de son assise parlementaire, son gouvernement pourrait se trouver bientôt dans une situation délicate. L'équipe au pouvoir a voulu retarder au maximum la consultation populaire sur l'avenir de la Cisjordanie, mais le débat, déjà ouvert dans la rue, prend souvent, avec l'action des colons sauvages notamment, une forme dangereuse de contestation.

ANDRÉ SCEMAMA.

LE CAIRE : la visite du secrétaire d'État n'empêchera pas le « rééquilibrage » de la diplomatie

De notre correspondant

Le Caire. — M. Kissinger, qui s'est entretenu encore ce lundi matin 14 octobre avec le président Sadate, rapporte-t-il, comme on l'espère au Caire, le consentement israélien à un nouveau dégagement militaire dans le Sinaï ? Même si les champs pétrolifères d'Abou-Rodeiss n'étaient pas inclus dans le terrain qu'Israël pourrait évacuer, cette seconde étape de la « *libération de territoires arabes occupés* » serait pour le régime égyptien un ballon d'oxygène.

Cependant, Le Caire refusant par avance l'idée de réunions bilatérales à Washington en vue d'exprimer les étapes du retrait prochain, le secrétaire d'Etat devrait se lancer dans une nouvelle navette au Proche-Orient s'il veut pleinement satisfaire le Raïs. Les milieux informés de la capitale égyptienne pensent néanmoins que, même dans ce cas, l'Egypte continuerait à réclamer que commence enfin pour de bon, un peu plus tôt ou un peu plus tard, la conférence de la paix.

La position égyptienne est due sans aucun doute pour une bonne part à la volonté actuelle de complaire aux Soviétiques. Ceux-ci ne pourront que l'encourager lors du voyage de plusieurs jours qu'entreprend à partir de ce lundi à Moscou une délégation égyptienne dirigée par le ministre des affaires étrangères, M. Ismaïl Fahmi, et comprenant notamment les ministres du plan, du commerce extérieur, le chef d'état-major des armées, le vice-ministre de l'aviation et le vice-gouverneur de la Banque centrale. Cette visite, remise une première fois l'été dernier, pourrait déboucher, si les vœux du Caire sont exaucés, sur une « relance d'envergure » de la coopération avec l'Union soviétique, comme le souhaite le Raïs dans un message que le chef de l[a] diplomatie égyptienne remettr[a] aux dirigeants du Kremlin. Si ce[s] derniers acceptent, comme on s['y] attend, de rentrer dans le jeu [du] Caire, un « *sommet* » Sadat[e]-Brejnev aura lieu bientôt, en prin[]cipe en Egypte, et des Mig ainsi que des fusées Scud seraie[nt] livrés à l'armée égyptienne.

Faut-il donc croire que le pr[é]sident Sadate est en train [de] renoncer à sa politique de ra[p]prochement avec Washington[?] Non. « *Il tente seulement [de] donner une réalité à sa « dipl[o]matie équilibrée* », dit-on ici. [Et] cela impose que le fléau de [la] balance penche tantôt d'un cô[té] tantôt de l'autre. Aussi bien, [le] « camarade Brejnev » est-il [de] nouveau couvert d'éloges dans [la] presse cairote tandis que M. B[a]haeddine, rédacteur en chef d'[Al] *Ahram*, et proche de présiden[t], adresse de vives critiques a[ux] Etats-Unis, « *qui se sont immisc[és] dans les affaires intérieures [du] Chili* » et « *qui profitent de [la] hausse du pétrole* ».

Il n'en avait pas fallu pl[us] au début de cette année, po[ur] servir de prétexte à la mise [à] l'écart de M. Heykal, prédéce[s]seur de M. Bahaeddine. Dep[uis] lors, les temps ont changé...

On ne peut parler de cri[se] entre Le Caire et Washingto[n] mais les relations égypto-amé[ri]caines sont en voie d'être « b[a]nalisées », aucune lune de m[iel] n'étant éternelle. Cela dit, si [le] chef du département d'Etat pa[r]vient à obtenir un nouveau dég[a]gement israélien à des conditio[ns] qualifiées ici d'honorables p[ar] les Arabes, la conférence de G[e]nève restera, au moins pour qu[el]que temps encore, la « chamb[re] d'enregistrement » des acco[rds] restreints conclus sous l'égide [de] M. Kissinger.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

A TRAVERS LE MONDE

Bangladesh

● DIX PERSONNES soupçonnées d'appartenir à des groupes d'extrême gauche ont été tuées vendredi 11 octobre au moment où elles attaquaient un poste de sécurité situé dans le district de Barisal (125 kilomètres au sud de Dacca). — (*A.F.P.*)

Corée du Nord

● LA PEINE DE MORT a été requise contre M. Mun Se Kwang, accusé d'avoir assassiné l'épouse du président Park Chun Hee et d'avoir tenté de tuer le chef de l'Etat sud-coréen. D'autre part, huit des vingt et un dirigeants étudiants arrêtés la semaine dernière par la police ont été relâchés. — (*A.P., U.P.I.*)

Etats-Unis

● M. WILLIAM SIMON, *min[is]*tre américain du Trésor, [est] arrivé le jeudi 14 octobre [à] Moscou, où il aura des entr[e]tiens avec les dirigeants sov[ié]tiques sur le développeme[nt] des relations commercia[les] américano-soviétiques et [sur] la décision du président F[ord] d'empêcher l'exécution d'[un] contrat pour la vente [de] 3,5 millions de tonnes de [cé]réales à l'U.R.S.S. — (*U.P.*)

● TROIS NOIRS EN ARM[ES] ont occupé, le samedi 12 oc[to]bre, une station de radio [de] *Montgomery* (*Alabama*), da[ns] le sud des Etats-Unis. Ils [se] sont rendus au bout de tr[ois] heures après avoir lancé [des] appels à « *la révolution noire* ». — (*Reuter.*)

AMÉRIQUES

États-Unis

Les déclarations de M. Kissinger

(Suite de la première page.)

Mais selon le secrétaire d'Etat, l'Europe était *« intensément absorbée par elle-même... chaque pays avait une crise de direction... et s'efforçait de régler ses propres problèmes »*. En outre, *« l'Europe était si préoccupée par la formation de sa propre identité et elle avait tant de difficultés à le faire que toute conception plus large lui apparaissait comme une menace à ce qu'elle avait pu si péniblement acquérir d'autonomie... »*.

De même, le discours à la Société des pèlerins à Londres, le 12 décembre 1973, n'a pas été bien accueilli parce que, d'après M. Kissinger, il a été considéré *« d'un point de vue national »*. Néanmoins, il estime que le dialogue, lent à démarrer, a tout de même des résultats, mais qui n'ont pas dégagé un *« esprit de création »*. *« Les événements nous entraînent inévitablement dans le même sens »*, dit-il. Et de citer le programme d'urgence sur l'énergie, jugé « révolutionnaire » en février, accepté maintenant par tous les pays. *« Même la France, j'espère, trouvera un moyen de s'y associer. »*

M. Kissinger estime encore que la communauté de tradition, de développement industriel des nations de l'hémisphère occidental, offre des possibilités de création d'une structure commune. *« A quel point cette structure peut être institutionnalisée, je n'en sais rien... »*, mais cette possibilité existe, à condition que *« les Etats-Unis abandonnent leur prédominance traditionnelle et admettent que nos amis de l'hémisphère occidental sentent sincèrement que les décisions prises sont les leurs... »*.

En ce qui concerne les relations avec Pékin et Moscou, M. Kissinger estime que toutes les difficultés n'ont pas été surmontées, mais qu'on en est arrivé au point où la solution de ces problèmes par la guerre devient de moins en moins concevable. *« Cela signifie que la course aux armements se ralentit de manière visible et dramatique. »* Selon lui, il ne peut être question que les Etats-Unis exploitent les difficultés entre l'Union soviétique et la Chine. *« Pour de simples raisons tactiques, ils s'uniraient contre nous »*, ajoute M. Kissinger, en précisant que les Etats-Unis devaient mener une politique de *« méticuleuse honnêteté »* avec les deux afin qu'aucun ne puisse croire que *« nous nous servions de l'un contre l'autre »*. Le secrétaire d'Etat invite ces deux pays communistes à coopérer avec l'Ouest dans le domaine alimentaire. *« Nous ne pourrons résoudre le problème des réserves alimentaires mondiales si l'Union soviétique et la Chine n'admettent pas qu'elles ont des obligations ou si elles comptent sur le reste de la production mondiale pour résoudre leurs problèmes sur une base annuelle. »* Enfin, il estime que si le monde non communiste reste assez fort pour empêcher une hégémonie communiste, *« la transformation des sociétés communistes est inévitable »*.

Evoquant la nécessité d'une politique d'interdépendance en matière d'énergie et d'alimentation, M. Kissinger note qu'il est difficile aux Américains, si longtemps préoccupés par leurs affaires intérieures, de porter leur attention sur des problèmes à plus long terme ; il ajoute : *« Si nous ne prenons pas conscience de notre interdépendance, la civilisation occidentale se désintégrera presque complètement parce que chaque région chercherait à obtenir le maximum d'avantages, ce qui déboucherait sur des épreuves de force, et à l'intérieur de chaque pays à des formules autoritaires... »*

En ce qui concerne la politique étrangère américaine, M. Kissinger admet qu'elle est déterminée par une analyse pragmatique des intérêts *américains mais que sa définition* est liée à une appréciation de l'intérêt du monde : *« Un pragmatisme sans objectif est autodestructeur. »*

M. Reston croit avoir décelé quelques regrets dans les propos de M. Kissinger concernant les régimes autoritaires du Portugal et de Grèce jadis soutenus par les Etats-Unis. *« Le penchant des sociétés occidentales*, a dit M. Kissinger, *est d'accepter le statu quo... Mais la base politique s'effrite invisiblement, et quand le changement soudain intervient, il n'y a pas de base réelle pour une évolution démocratique, libérale et humaine... »*

A propos de la C.I.A., M. Kissinger estime qu'un service de renseignements est indispensable à une grande puissance, mais que les problèmes surgissent dès que cette organisation s'efforce d'affecter les opinions politiques dans les autres parties du monde, dans cette *« zone grise entre l'exercice de la diplimatie et l'emploi de la force »*. En tout cas, les opérations secrètes doivent être étroitement contrôlées par l'exécutif et par le Congrès.

En ce qui concerne son propre avenir, M. Kissinger déclare : *« Je voudrais partir à un moment où il sera encore clair que mes ambitions et ma vanité sont engagées dans l'action et que rester à mon poste n'est pas devenu la préoccupation centrale ou le principal sujet d'un débat public...*

Beaucoup de facteurs entrent en jeu, dit M. Kissinger : la confiance du président (*« cela ne pose pas de problèmes »*, a-t-il dit) et le degré de soutien du public et du Congrès. *« La politique étrangère doit rester un effort national*, ajoute M. Kissinger. *Si le débat devenait trop partisan, j'aurais à reconsidérer la situation. Je ne pense pas que quelqu'un soit indispensable ou doive poursuivre une politique qui le rende indispensable... »* HENRI PIERRE.

INCIDENTS RACIAUX A BOSTON

Boston (*A.F.P., Reuter.*). — Le président Gerald Ford, dans un message enregistré à la Maison Blanche et diffusé samedi 12 octobre à Boston (Massachusetts) a lancé un appel aux habitants de cette ville pour qu'*« ils rejettent toute violence quelle qu'elle soit »*. Boston, depuis quatre semaines, a été le théâtre d'incidents raciaux, parfois graves, à la suite d'un début d'application du « busing », le transport par autocars d'écoliers de différentes origines ethniques d'un quartier à un autre afin de faciliter l'intégration raciale dans les écoles.

A plusieurs reprises des manifestations de parents d'élèves blancs ont rassemblé plusieurs milliers de personnes. Une grève des cours se prolonge, et, il y a une semaine, un Noir a failli être lynché par une foule de Blancs en colère.

Dimanche, un millier de Noirs, *parents, étudiants, personnalités* locales, auxquels s'étaient joints quelques Blancs, ont participé à la première manifestation en faveur du « busing ». La manifestation, qui s'est déroulée pacifiquement, a rassemblé dans le vieux Boston deux cortèges venus des ghettos noirs.

Le procès du Watergate

Les avocats de MM. Ehrlichman et Haldeman rejettent toutes les responsabilités sur M. Nixon

De notre correspondant

Washington. — L'affaire du Watergate revient cette semaine au premier plan. Après la longue et laborieuse formation du jury, le procès des coaccusés devait commencer le lundi 14 octobre, et on sait déjà que les avocats de MM. Ehrlichman et Haldeman vont déposer des conclusions re*jetant sur M. Nixon toutes* les responsabilités du scandale.

Ils affirment que leurs clients avaient insisté auprès de l'ancien président pour que celui-ci fasse une révélation totale et rapide de tout ce qui s'était passé. Leur espoir est que M. Nixon, que le pardon présidentiel a mis à l'abri de toute poursuite judiciaire, fera l'effort, malgré sa maladie, de venir témoigner en faveur de ses anciens collaborateurs.

Jeudi, le président Ford, dans une déposition radio-télévisée devant la sous-commission judiciaire de la Chambre, expliquera au peuple américain les raisons de sa décision de pardon inconditionnel en faveur de M. Nixon. Cette déposition, prévue pour la semaine dernière, a dû être retardée en raison du délai apporté à la constitution du jury du procès du Watergate. Le président jouera ainsi une partie importante auprès de l'opinion publique, qui, à s'en tenir au dernier sondage Gallup, a réagi très défavorablement à la mesure de grâce : la cote de popularité du président *accuse en effet une chute de* 21 points.

Enfin, d'ici au 25 octobre, le président Ford aura à désigner un successeur au procureur spécial Jaworski, qui a donné sa démission samedi. Cette démission n'a pas surpris outre mesure les milieux politiques, M. Jaworski n'avait pas fait mystère de son intention de retourner à son cabinet d'avocat au Texas. La raison qu'il donne dans une des lettres adressées à M. Saxbe, ministre de la justice, est qu'ayant accompli le plus gros du travail qui lui avait été confié un autre homme est en mesure d'achever ce qui reste à faire. Mais le procureur Jaworski n'avait jamais caché non plus sa désapprobation de la décision de pardon, que le président Ford avait prise sans le consulter. De même, il n'avait pas apprécié l'accord passé entre M. Nixon et le représentant du président Ford, assurant à M. Nixon le contrôle des documents écrits et sonores de la Maison Blanche, accord également conclu sans consultation préalable.

Sa démission, suivant de quelques semaines celle de son premier adjoint, M. Locavara, exprime ainsi un certain désenchantement, sinon même un désaveu, du président, et cela bien que dans une seconde lettre au ministre de la justice le procureur Jaworski souligne qu'il ne se prêtera pas à la manœuvre suggérée par certains de mettre publiquement en accusation M. Nixon afin que la décision présidentielle de pardon puisse être contestée devant les tribunaux.

Le président Ford a agi conformément à la Constitution, écrit en substance M. Jaworski. Néan*moins, il paraît évident* qu'au moment où s'ouvre le procès du Watergate, M. Jaworski a estimé que sa mission perdait beaucoup de sa raison d'être, en tout cas de son intérêt, dès l'instant où le principal responsable ne pouvait plus être légalement poursuivi.
H. P.

Chili

De nombreux militants du MIR se réfugient dans les ambassades

Quatre mille personnes, selon les organisateurs, ont participé samedi 12 octobre à la manifestation patronnée par le comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien et ont défilé sans incidents de la place Denfert-Rochereau au boulevard Pasteur. D'importantes forces de police protégeaient les abords de l'ambassade du Chili. Celle-ci a publié un communiqué pour protester contre l'attentat de vendredi dernier contre ses locaux. Des chiffons imbibés d'essence auraient provoqué un début d'incendie dans les combles. Le communiqué affirme que ce *« nouvel acte de violence démontre une fois de plus qu'il existe en France des individus indésirables »*.

A Santiago-du-Chili, une quarantaine de membres du MIR Mouvement de la gauche révolutionnaire) se seraient réfugiés à l'ambassade d'Italie depuis la mort, *le 5 octobre, de* Miguel Enriquez, secrétaire général du mouvement. Celui-ci avait interdit aux militants de se réfugier dans des ambassades. La presse chilienne annonce, d'autre part, que plusieurs membres d'un commando ayant attaqué la Banque du Chili le 1er octobre ont été arrêtés. Selon *la Tercera*, tout *l'état-major d'un groupe appelé* VAR (Avant-garde révolutionnaire armée) et opérant pour le compte du MIR serait sous les verrous. Il semble enfin que M. Andres Pascal Allende, neveu de l'ancien président, et dirigeant important du Mouvement de la gauche révolutionnaire, serait encore en fuite. Il aurait été blessé le 5 octobre pendant l'affrontement à l'issue duquel Miguel Enriquez a trouvé la mort.

Les prisonniers politiques de Punta-Arenas confirment avoir subi des sévices

Punta-Arenas (*A.F.P.*). — *Plusieurs prisonniers politiques détenus à la prison de Punta-Arenas ont affirmé qu'ils avaient subi divers sévices durant leur captivité mais que leur situation s'était améliorée. Punta-Arenas est une ville de quelques dizaines de milliers d'habitants située sur les bords du détroit de Magellan, à plus de 2 000 kilomètres au sud de Santiago-du-Chili.*

Le correspondant de l'A.F.P. a été autorisé par les autorités militaires à s'entretenir pendant plus d'une heure avec trente militants du parti socialiste et du parti communiste purgeant des peines de prison allant jusqu'à la réclusion à vie. Les trente hommes avaient été condamnés en vertu de la loi de sécurité intérieure de l'Etat : la justice militaire leur avait notamment reproché d'avoir appartenu sous l'unité populaire à des groupes paramilitaires disposant d'armes et d'explosifs.

« On m'a appliqué des décharges de courant électrique et frappé », *a déclaré l'un des trente prisonniers, M. Abramor Gonzalez (trente-cinq ans), un militant du P.C. condamné à quatre mois de prison, qui a passé, comme la plupart de ses compagnons, plusieurs mois de captivité dans l'île Dawson, au milieu du détroit de Magellan.* « Nos geôliers faisaient des simulacres d'exécution pour nous préparer psychologiquement aux interrogatoires », *ajoute-t-il en affirmant, avec d'autres détenus, que* « la lecture de la Bible et des Evangiles était interdite dans ce camp ». « J'avais toujours les yeux bandés lors des interrogatoires », *souligne-t-il.*

Un autre détenu, M. Alfredo Corto, un militant du parti socialiste de vingt-sept ans, a déclaré qu'il avait été « frappé à coups de poing et avec des armes » *durant ses* « premiers mois de captivité ». *Il affirme avoir cohabité, pendant plus de deux mois, avec une centaine d'autres détenus dans un baraquement d'environ 150 mètres carrés, installé dans une caserne de la marine de Punta-Arenas.* « Ce Hangar, *dit-il*, était seulement éclairé par deux ampoules électriques. Le sol était de terre, et il n'y avait aucune installation sanitaire. Un trou avait été creusé à l'extérieur, en plein air, pour nous permettre de satisfaire nos besoins naturels. »

Le menu de la prison, à base de haricots, comprend deux fois par semaine de la viande, a indiqué M. Mario Galetovic, un militant communiste, ex-directeur d'une station de radio locale, condamné à cinq ans de prison.

Les détenus peuvent néanmoins améliorer cet ordinaire grâce aux colis de nourriture envoyés par leurs parents et leurs amis. « Le directeur de la prison ne met aucune objection à ce que nous recevions des paquets de ravitaillement », *indique M. Galetovic*, « mais nos familles traversent, du fait de notre absence, de grandes difficultés financières et ne peuvent pas nous envoyer toute la nourriture qu'elles désireraient ». *Plusieurs détenus ont quatre ou cinq enfants.*

Les prisonniers ont néanmoins reçu de l'extérieur de la prison une cuisinière sur laquelle ils préparent eux-mêmes certains repas, et un téléviseur qu'ils ont installé dans l'un de leurs dortoirs. C'est, avec le sport et la lecture, l'une de leurs rares distractions : le directeur de la prison les a autorisés à jouer chaque jour pendant une heure, au basket-ball ou au baby-foot, dans la cour intérieure de l'établissement.

ASIE

Chine

Pékin développe ses relations politiques et commerciales avec le tiers-monde

De notre correspondant

Pékin. — La Chine populaire n'a eu pendant longtemps de contacts qu'en direction du couchant. Si, aujourd'hui encore, le chemin des Amériques passe pour ses diplomates par Karachi et Paris, un courant se dessine qui la met en rapport avec les pays situés à son orient et à son midi. L'ouverture, *vendredi 11 octobre,* de *l'exposition australienne* à Pékin, l'inauguration *dans une* semaine *d'une exposition chinoise* à Sydney, *la manifestation* semblable organisée *en* Nouvelle-Zélande et la prochaine visite à Wellington du ministre de l'agriculture, ne sont que l'un des aspects de cet élargissement des relations internationales chinoises.

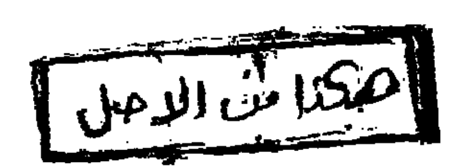
En réalité, la diplomatie de Pékin a déjà entrepris de franchir le Pacifique. Les progrès réalisés dans les liaisons aériennes en sont un premier indice. Deux ans après l'établissement des relations diplomatiques avec le Japon, les appareils de la Compagnie aérienne chinoise (C.A.A.C.) et de Japan Airline font la liaison entre le continent et l'archipel nippon ; les aéroports japonais serviront de tremplin vers l'Amérique du Nord. Canadian Pacific Air doit prochainement atterrir après escale au Japon. La C.A.A.C. a le droit de se poser au Canada, aux Etats-Unis et au Mexique.

Ce dernier pays occupe déjà une *place de choix parmi les partenaires de la diplomatie chinoise. Il est incontestablement l'interlocuteur privilégié en Amérique latine.*

Depuis la visite du président Echeverria l'année dernière, la coopération n'a cessé de se développer entre les deux pays tant sur le plan diplomatique que sur le plan économique. A la fin de septembre s'est achevée à Pékin une exposition industrielle mexicaine à la *mesure d'un pays du tiers-monde encore très pauvre, mais dont l'administration chinoise a tenu à faire un succès en achetant presque tout* le matériel présenté. Les difficultés rencontrées par le Mexique dans sa lutte pour une moindre dépendance à l'égard des Etats-Unis et les initiatives de son gouvernement représentent aux yeux des Chinois la situation modèle des pays du tiers-monde qui savent à quoi s'en tenir sur les pressions américaines, mais doivent composer avec elles. Il est, *en définitive, plus facile pour la République populaire de se lier au tiers-monde lorsqu'il est sous la férule* américaine que lorsqu'il dépend des Soviétiques. Chine et Mexique peuvent échanger leurs expériences dans le domaine agricole, envisager une coopération sur le plan du pétrole, voire favoriser la formation d'un front international commun des producteurs de coton. Pékin a soutenu l'idée d'une zone dénucléarisée en Amérique latine, à la grande satisfaction du président Echeverria.

Le soutien *que la Chine populaire* pourrait apporter aux *zones de paix proposées dans la région du Pacifique et de l'Asie du Sud ouvre aussi de nouvelles perspectives à sa diplomatie. On sait l'importance* qu'attachent les Australiens à la limitation de la prolifération des armes nucléaires. Il est possible que la questi soit de nouveau abordée ces jours par *le vice-premier ministr M. Cairns,* venu à Pékin pour l'ina*guration de l'exposition. La Malais a proposé récemment un plan po le démantèlement de toutes* les bas étrangères dans le Sud-Est asiatiq (Indochine, Birmanie, Thaïland Malaisie, Singapour, Indonésie Philippines) plan qui répond a désirs de la Chine. Celle-ci, de mêm soutient l'idée de faire de l'océ Indien une zone de paix comme demande le gouvernement Colombo. Avec ce même object *Manille a proposé,* il y a peu, *convocation d'un forum asiatiq Toutes ces idées conviennent* a dirigeants chinois, qui constatent av satisfaction que Washington et Mo cou s'en irritent. L'Inde elle au s'en trouve incommodée qui, t en soutenant plus ou moins l'id d'un pacte de sécurité collective as tique animé par Moscou, rejet récemment devant l'Assemblée d Nations unies la proposition de déc rer l'Asie du Sud zone non nucléai Comme le Japon est acquis d'avan à toute proposition de limitation d armements *nucléaires,* on voit q *existe dans tout le bassin Asie-Pa fique des convergences d'inté avec la diplomatie chinoise.*

ALAIN BOUC



Vietnam du Sud

ALORS QUE LES PARTISANS DU CHEF DE L'ÉTAT PRENAIENT LEURS DISTANCES

La campagne contre la corruption a miné le pouvoir et l'autorité du président Thieu

De notre correspondant

Bangkok. — Est-ce, au Vietnam du Sud, la fin d'un règne ? La question pouvait paraître prématurée voilà un mois à peine. Elle ne l'est peut-être plus : le président Thieu ne semble pas atteint de cécité politique. Mais, au moment même où il lui aurait fallu agir et prouver qu'il restait le maître à bord, il n'a su que faire ni que dire. Certes, il faut se méfier des méandres obscurs de la scène saigonnaise. Cependant, pour la première fois en sept ans, la confiance et la détermination ne sont plus du côté du « roi ».

Relancée au début de septembre par des catholiques, l'agitation contre le régime commence à descendre dans la rue. La police a reçu pour l'instant l'ordre — mais de qui ? — de ne pas répondre brutalement à la « *provocation* ». De leur côté, les prêtres qui animent la campagne contre la corruption veulent éviter la « *violence inutile* ». Les bonzes, plus prudents et moins influents, ont besoin de temps pour s'organiser. Enfin, en règle générale, la droite vietnamienne et ses généraux souhaitent peut-être changer de *leadership*, mais de préférence dans l'ordre.

Accusé publiquement de corruption le 8 septembre par le Père Tran Huu Thanh et son groupe, le président Thieu serait passé de la fureur à la dépression. Il aurait même songé un instant à se retirer. En tout cas, il aura mis trois longues semaines à se rendre devant les caméras de la télévision, pour répondre aux accusations dont il est l'objet. Son discours-fleuve du 1er octobre — deux heures d'une dissertation parfois incohérente — a laissé l'impression d'un homme qui ne sait plus trop à quel saint se vouer. A l'entendre, ce sont les autres qui sont responsables des maux dont souffre son régime : les Américains, qui lui refusent de l'argent ; les généraux et les ministres, qui ne luttent pas assez pour enrayer la corruption ; l'opposition « pacifiste », qui tombe dans « *la trappe communiste* ». Le propos était un tissu d'ambiguïtés : tour à tour conciliant et menaçant. M. Thieu a conclu en invitant la population à « *lui faire savoir* » si elle lui retirait sa confiance.

Fin septembre encore, un émissaire de la présidence se rendait auprès du Père Tran Huu Thanh. A l'issue de cet entretien, le prêtre nous déclarait que, pour mettre un terme à la campagne contre la corruption, le général Thieu devrait faire « *un geste sérieux* », notamment se séparer de ses deux plus proches collaborateurs, M. Hoan Duc Nha et le général Dan Can Quang. Le premier, cousin du président et ministre de l'information, est considéré comme son bras droit. Le second, pour avoir commandé une région militaire, fait office de conseiller discret chargé des basses œuvres.

Dans son discours, le président Thieu n'a rien promis ni rien offert, sans doute pour ne pas avoir l'air de répondre, à Mgr Paul Nguyen Can Binh, archevêque de Saigon : celui-ci avait affirmé quelques heures plus tôt que la population avait le droit de protester contre la corruption. Un autre dé était donc jeté. Le pilier du régime, l'Eglise catholique, ne se porterait plus au secours de M. Thieu dans l'avenir.

Le général hésite-t-il ? Ou y aurait-il désormais, au sein de son gouvernement, une main pour l'empêcher de frapper ? D'autre part, que fait le protecteur américain ? M. Graham Martin, l'ambassadeur déjà controversé des Etats-Unis à Saigon, a rejoint son poste le 1er octobre après plus de deux mois d'absence et seulement pour y accueillir son sous-secrétaire à la défense de passage. Cinq jours plus tard, il remontait dans l'avion. Et pourquoi en outre certains « *Américains bien tranquilles* » des années 60 ont-ils fait une discrète réapparition sur la place de Saigon ? Pour M. Thieu, la guerre se perd, l'économie s'effondre, l'Amérique se désintéresse. L'indécision qu'il affiche ne peut qu'encourager son opposition. Elle doit également commencer à faire réfléchir les chefs de l'armée. Même si le général-président a encore les moyens de réprimer, n'est-il pas déjà trop tard ? Une opération de police contre des députés, des bonzes et des prêtres, fournirait aujourd'hui la dose de martyrs qui le rendrait insupportable. Une démonstration de force offrirait aussi aux généraux le prétexte qui leur manque encore pour se démarquer.

Le général Thieu a le mérite d'avoir survécu à deux présidents américains. Mais, plus que jamais, il aurait besoin maintenant de la caution ouverte de la Maison Blanche. De ce côté-là, ses invites sont restées jusqu'à présent sans réponse. Quant aux communistes vietnamiens, ils n'ont pas attendu longtemps après la démission de M. Nixon pour jeter fermement l'exclusive à l'encontre du petit président saigonnais.

Réputé pour son habileté et sa lucidité, M. Thieu n'apparaît plus maintenant que comme un solitaire indécis et attentiste. Son régime était déjà malade depuis plusieurs mois de « *délitement* », pour reprendre le jugement d'un diplomate, et comme personne ne semble pressé de se porter à la rescousse d'un homme devenu gênant même pour ses alliés d'hier, le vocabulaire change. Ceux qui parlaient seulement de réformes en septembre réclament maintenant une démission.

L'érosion des pouvoirs détenus par le général Thieu fait déjà l'effet d'un processus irréversible. Selon le protecteur américain, qui demeure sans doute prêt à payer une bonne partie de la note, l'homme n'est peut-être plus indispensable. Les chefs de l'armée de Saigon semblent vouloir éviter de se laisser entraîner trop loin dans une éventuelle aventure. Comme l'Eglise catholique a déjà pris ses distances, on se rapproche donc du point où le général Thieu sera de trop pour beaucoup trop de monde à la fois.

Il peut en prendre son parti et se retirer de lui-même. Il peut aussi attendre qu'un groupe de généraux vienne lui demander de s'en aller. Délégation de pouvoirs, retraite anticipée ou déposition déguisée ? On semble en être presque là. Un membre du gouvernement particulièrement bien placé a déjà fait savoir que « *la question* » serait réglée avant la fin de l'année.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

[A]SSOCIATION DES ANCIENS [C]OMBATTANTS DÉNONCE LA [P]RÉVARICATION DU RÉGIME [D]E SAIGON

[M]. Nguyen Dinh, président de l'As[soc]iation des anciens combattants [sud]-vietnamiens, qui est très anti[com]muniste, a déclaré que son mou[vem]ent, fort de deux cent mille [me]mbres, soutient la lutte menée [par] l'opposition contre la corruption [du] régime.

[S]amedi, vingt-deux des vingt-six [jour]naux avaient décidé de ne pas [para]ître pour protester contre les [attei]ntes aux libertés. Dimanche [13 o]ctobre, des manifestations contre [le] régime ont été organisées à [...]no (dans le Delta), dans une [pag]ode de Saigon et dans une église [de l]a banlieue de la capitale. Des [dépu]tés d'opposition ont de leur côté [mis] le feu à des exemplaires du [règl]ement de l'Assemblée.

Cambodge

ROQUETTES SUR L'AÉROPORT DE PHNOM-PENH

Des roquettes — les premières depuis février — ont été tirées contre l'aéroport de Phnom-Penh. La mission du gouvernement royal d'union nationale en France diffuse un long document demandant notamment l'éviction de l'ONU du représentant de Phnom-Penh au profit de celui du prince Sihanouk. Ce texte a été signé par plus de six cent trente Khmers vivant en France.

D'autre part, M. Odru, député communiste, pose une question écrite à M. Sauvagnargues. Attirant son attention « *sur l'injustice criante que constitue à l'ONU l'actuelle représentation du Cambodge par une délégation de l'administration de Phnom-Penh, issue d'un complot fomenté par la C.I.A.* », il lui demande « *si le gouvernement français continuera à s'abstenir devant une telle situation* ».

Japon

Selon un « accord secret » révélé par le « New York Times »

Navires et avions américains porteurs d'armes nucléaires seraient autorisés à transiter par l'archipel

De notre correspondant

Tokyo. — Contrairement à ce qu'affirmait le gouvernement nippon, ce ne seraient pas seulement les navires de guerre mais aussi les avions américains qui seraient occasionnellement porteurs d'armes nucléaires en territoire japonais. Voilà ce qui ressort de nouvelles informations lancées dans le débat qui passionne actuellement le Japon. Du coup, cette affaire connaît un nouveau rebondissement au moment où le cabinet Tanaka espérait que les déclarations faites à Washington pour rassurer l'opinion allaient permettre de classer l'histoire.

La portée, sinon la bonne foi, des déclarations officielles est remise en question, en effet, par un article du correspondant à Tokyo du *New York Times*, M. Richard Halloran. D'après celui-ci, il existerait entre Washington et Tokyo depuis 1960, date de la conclusion du traité de sécurité nippo-américain, un accord secret autorisant le « passage » au Japon d'armes nucléaires à bord des avions ou navires américains transitant par l'archipel, sans que ces armes soient débarquées à terre (1).

En regardant de plus près ces informations, on peut admettre que l'expression « accord secret » est peut-être un peu simpliste, d'où les démentis qui lui sont opposés. Les précisions du *New York Times* indiquent qu'en fait, en signant le traité en 1960, les deux parties se seraient entendues pour donner une interprétation élastique au système de « consultation préalable ».

En vertu de ce système, quand les Etats-Unis veulent accroître de façon importante leurs armements au Japon, — et c'est le cas s'ils désirent y introduire des armes nucléaires, — ils doivent au préalable demander l'accord du gouvernement japonais. C'est dans l'interprétation, et sans mettre cela dans les textes, qu'on se serait probablement entendu : le simple transit d'armes nucléaires au Japon échapperait au principe de la consultation préalable. Cela permettrait aux navires et à certains avions de ne pas se débarrasser de leurs armes nucléaires en territoire nippon.

Quoi qu'il en soit, il aura fallu une semaine entière pour que Tokyo obtienne de Washington une déclaration qui, jusque dans les milieux officiels, est jugée ici décevante parce qu'elle ne constitue qu'un démenti indirect, si même c'en est un. Il y est dit que les Etats-Unis ont honoré et continueront d'honorer leurs engagements, sans préciser aucunement la portée de ces engagements sur le problème en question. Il est seulement ajouté que le gouvernement américain « *comprend profondément* » l'allergie atomique des Japonais.

Des formules vagues

En fait, cette formule et des expressions analogues, également vagues, figurent dans tous les textes du traité ou de ses annexes, datant de 1960, 1969, 1972, chaque fois que, par allusion d'ailleurs, ils touchent aux armes atomiques. Et cela pour une bonne raison : les Etats-Unis ne veulent, ils ne peuvent même pas, en vertu de la loi McMahon, aliéner en aucune façon leur liberté d'action totale en ce domaine. La règle du jeu est de ne jamais démentir ni jamais confirmer, d'entretenir le secret et le doute systématique, qui contribuent à la dissuasion.

Mais le fait est que le gouvernement japonais a joué lui-même le jeu, disent ici la presse et l'opposition, en entretenant la même ambiguïté et le même brouillard, de peur des réactions populaires contre la présence des armes nucléaires et la violation de la Constitution qui en résulte.

On veut nous faire croire, disait de façon typique un opposant, que le porte-avions *Midway* et d'autres navires américains, avant d'entrer à Yokosuka, leur port d'attache, laissent leurs armes atomiques au vestiaire. Mais où est le vestiaire ? A 3 000 kilomètres d'ici, à Guam ou aux Philippines ? En Corée du Sud, où les Américains ne sont pas chez eux ? Et que vaudrait la sécurité de la VIIe flotte américaine, que resterait-il de la dissuasion atomique, si ces navires étaient périodiquement désarmés ? Que vaudrait surtout le parapluie atomique américain au Japon ?

L'embarras du cabinet Tanaka demeure donc grand et le problème pour lui est de savoir s'il va se trouver obligé de convoquer le Parlement, heureusement en vacances maintenant.

ROBERT GUILLAIN.

(1) Le ministre des affaires étrangères nippon a démenti le lundi 14 octobre les informations publiées par le *New York Times*.

UNE BOMBE A EXPLOSÉ AU SIÈGE DU TRUST MITSUI

Tokyo (A.P., Reuter). — Un attentat a fait seize blessés, au centre de la capitale japonaise, dans les locaux du trust Mitsui, le deuxième du Japon après Mitsubishi. Peu avant l'explosion d'une bombe, un coup de téléphone anonyme avait annoncé la présence de l'engin à l'intérieur de l'édifice. L'attentat a, selon la police, été revendiqué par un groupe jusqu'à présent inconnu, l'Organisation pour le développement du continent asiatique. Peu après, un inconnu a téléphoné au siège d'un autre trust, Itoh, annonçant : « Après Mitsui, ce sera votre tour. »

Le 30 août dernier, une bombe avait fait huit morts et plus de trois cents blessés au siège du plus gros trust nippon, Mitsubishi, au centre du quartier d'affaires de Tokyo.

POLITIQUE

POINT DE VUE

LA RÉFORME CONSTITUTIONNELLE

En arrière ou en avant ?

Par BERTRAND FESSARD DE FOUCAULT

LES trois projets débattus actuellement par le Parlement et tendant à modifier sur des points apparemment mineurs l'organisation des pouvoirs publics constitutionnels *forment politiquement un tout. Examinées* au fond et sans *malice*, les trois séries de textes soulèvent cependant plus de questions qu'ils n'en résolvent.

* * *

1) L'augmentation du nombre de signatures nécessaires à la présentation d'une candidature à la présidence de la République et *l'obligation que figurent dans ce nombre celle d'un minimum* de *parlementaires* sont dangereuses à deux points de vue. Il est d'abord supposé que l'électeur est lassé par le trop grand nombre de candidats et, *pour être plus franc, par la longueur des émissions* télévisées de propagande électorale qui en est la conséquence. Sous-entendu — et le président de la République l'a textuellement dit en recevant le Conseil constitutionnel le 3 octobre dernier — seuls les candidats « intéressants » pourraient *avoir* droit à la parole. *Et ces candidats, ce serait aux partis de les choisir puisque* vingt-cinq *parlementaires*, surtout si les listes de signatures sont publiques, ne signeront pas s'ils sont communistes ou socialistes pour M. Rocard ou tout autre candidat gênant celui qu'ils ont officiellement désigné, s'ils sont républicains pour M. Renouvin, *s'ils sont dans leurs pantoufles pour M. Krivine.*

En réalité, la très relative multiplicité de candidatures à l'élection présidentielle n'a pas empêché en 1965, comme en 1969, comme en 1974, le peuple de *distinguer ce qui* est « *sérieux* » de *ce qui ne l'est pas.*

Que le nombre des signatures soit légèrement augmenté, jusqu'à trois cents par exemple soit ! Que celles-ci *soient rendues publiques de manière à engager* sinon politiquement du moins moralement leurs auteurs soit aussi, mais déjà avec plus de circonspection, car la Constitution ne dit pas si cette présentation est un parrainage ou une simple condition, de forme d'accès à la candidature et, dans *la seconde interprétation* on *peut soutenir* que les *signataires* puissent *se porter fort d'un* candidat sans *pour* autant partager ses idées. Ce qu'il faut empêcher, c'est le veto parlementaire et l'espèce de premier tour qui se déroulerait dans la coulisse à coups de sondages et de marchandages.

* * *

2° La révision des articles 23 et 25 de la Constitution est encore plus lourde de conséquences. Après les abus de la IVe République, où chaque ministre en place restait député, votant parfois contre le gouvernement, jouant sans risque du chantage à *la démission contre ses collègues, il avait été admis par tous que ces mœurs devaient finir* et la séparation stricte des fonctions parlementaires et gouvernementales avait été établie. Certes, depuis 1967, les ministres devenus députés le temps d'une élection ont repris les comportements électoralistes d'antan, nourrissant dans leur cabinet une équipe *spécialement* chargée *de surveiller et d'arroser la circonscription. Certes* aussi le fait *qu'en* quittant le gouvernement le ministre qui ne peut convaincre son ancien suppléant de se retirer pour lui permettre d'affronter un suffrage universel qui aura parfois (on vient de le voir) changé d'avis crée des situations *pécuniairement difficiles pour les intéressés et courbe d'autant les caractères (s'ils sont faibles)* dans les enceintes gouvernementales.

Quitter le gouvernement devient sous la Ve République l'enfer quand sous la IVe République, c'était le paradis, car c'était le moyen d'y revenir quelques mois plus tard avec beaucoup plus d'influence ! Cependant, *admettre qu'un ministre puisse retrouver automatiquement son siège* de député *sans repasser par le suffrage universel*, c'est à coup sûr restaurer la pratique et les chantages d'antan, bref la démagogie.

Une solution existe pourtant qui maintiendrait la nécessaire séparation des fonctions et qui réglerait *les situations matérielles sans préjudice pour la moralité publique.* On s'inspi*rerait des exemples* monarchiques français et anglais. Sous la Restauration de 1814 à 1830, les ministres quittant le gouvernement entraient automatiquement dans le Conseil privé du roi, conseil qui n'avait plus depuis la révolution et l'établissement du régime parlementaire d'autre *rare rôle que consultatif. Ils* en *faisaient partie avec* le titre *honorifique de ministres* d'Etat et *percevaient* à ce titre un traitement. De nos jours, le système est pratiqué dans certains cas en Belgique et en Angleterre.

La solution française d'aujourd'hui consisterait à rendre inéligible pour *toute la législature les ministres — voilà pour la séparation des pouvoirs* — mais en cas de démission ou de renvoi, ceux-ci entreraient *ipso facto* au Sénat, dont ils seraient membres pour trois ans. Ils contribueraient à éclairer le gouvernement, s'il est besoin, et attendraient tranquillement les prochaines élections *générales, à moins qu'à* l'instar de *MM. Schumann et Marcellin le palais du Luxembourg ne leur sourie définitivement.* Bien entendu, cette solution, si elle était acceptée, ferait s'engager dans la voie tant décriée qu'avait ouverte de Gaulle en 1969 et qui menait à une révision d'ensemble de la position du Sénat dans nos institutions.

3) *L'extension de la saisine du Conseil constitutionnel* est le projet gouvernemental qui soulève le plus de questions et en résout le moins. La première est politique et a été soulevée à juste titre par l'opposition : telle qu'en sont nommés ses membres, la haute juridiction est par nature l'émanation du pouvoir en place *s'il dure déjà depuis quelques années, ou du pouvoir précédent.* En *cas de changement de majorité*, le Conseil constitutionnel émanerait pour au moins six de ses membres du choix de l'ancienne. Lui permettre, dans ces conditions, de se saisir d'office de projets portant atteinte, selon lui, aux libertés publiques et d'en trancher *sans appel est alors politiquement périlleux, et, si la situation est tendue au point* qu'il ne se trouve même pas le quorum de députés auquel on songe dans la seconde partie du projet d'extension de la saisine du Conseil, le remède est alors illusoire. *Neuf sages* nommés par un pouvoir défunt ne pourront *s'opposer à ce qu'une minorité encore considérable* de la Chambre *n'ose pas quant à elle dénoncer...*

De surcroît, cette saisine, ne portant que *sur les libertés publiques,* donnerait à croire que serait restreint à ce seul objet le pouvoir d'examen que s'est donné le Conseil dans une décision récente et célèbre (le projet de loi sur les associations) en invoquant non plus seulement le dispositif de la Constitution, mais son préambule et les déclarations de 1946 et de 1789. L'observation fait[e] *par M. Foyer sur ce point le 8 octo*bre peut donc se retourner. Soit l[e] champ de la saisine est trop vast[e] ce que soutient le président de l[a] commission des lois demeuré hostil[e] à la saisine d'office, malgré un dîne[r] réuni tout exprès à l'hôtel Matigno[n] *pour réduire son indépendance.* So[it] on restreint *ce qui existe déjà* [...] *l'on oublie le seul cas où la saisin[e] d'office a un sens : c'est-à-dire l[e] contrôle du respect de la Constitu*tion. En effet, il n'est pas impossibl[e] que les quatre autorités pouva[nt] actuellement saisir la haute juridic[tion], ainsi que le quorum parlemen[taire] qu'on essaie d'y ajouter, [ne] soient tous d'accord pour violer l[a] *Constitution, au moins par omissio*[n] *et donc que personne ne saisisse* [le] *Conseil.*

Vers la démocratie directe

Offrir la possibilité de saisir [le] Conseil constitutionnel à une min[o]rité de parlementaires serait p[lus] attrayant si la barre était vraime[nt] basse : le cinquième projeté su[p]*pose une coalition de plusieurs gro[u]pes parlementaires et suppose do[nc] que le régime bipolaire persiste* [en] France. *Cette saisine, pour constitu*[er] vraiment un progrès, devrait ê[tre] offerte à l'un quelconque des gro[u]pes parlementaires — c'est-à-dire [au] moins trente députés pour l'Asse[m]blée nationale. Les députés ont dé[jà] abaissé la barre à un dixième.

Mais, en réalité, il faudrait fai[re] davantage. Et c'est là que ceux d[es] députés de l'U.D.R. qui sont enco[re] gaullistes pourraient faire avanc[er] notre Constitution dans la voie [de] la démocratie directe. Outre la dé[ci]sive révolution juridique que cons[ti]tuerait la *possibilité* de soulever d[e]vant les *tribunaux l'exception* d'i[n]*constitutionnalité que trancherait* [le] *Conseil constitutionnel*, la saisine [de] *ce dernier serait* possible *pour pe*[u] que soient réunies les signatur[es] que précisément l'on exige po[ur] présenter une candidature à la pr[é]sidence de la République. Ainsi, [le] jeu constitutionnel sortirait du ce[r]cle étroit du Parlement et de se[s] relations avec le gouvernement.

Enfin, s'il peut être trop tôt po[ur] mettre au point les mécanismes ju[ri]diques d'une saisine populaire [du] référendum — ce qui à terme [est] souhaitable et reviendrait à forc[er] dans certaines hypothèses, le pré[si]dent de la République à mettre [sa] responsabilité populaire en jeu [en] *proportion des pouvoirs* qu'il exer[ce] *parfois indûment, — il faut rem[ar]quer que le référendum peut ê[tre] proposé au chef de l'Etat non se*[u]lement par le gouvernement *m*[ais] par le Parlement, ce qui ouvre [un] champ d'action jusqu'à prés[ent] laissé en jachère. Et si l'on se pla[ce] du point de vue qui semble parf[ois] être celui de l'actuel président [de] la République, une modification [du] texte serait là aussi souhaitable. [Le] *chef de l'Etat* ne peut, en effet, *lui-même recourir* au référendum [:] *il lui faut une proposition gouver*[ne]*mentale ou parlementaire ; or* [le] gouvernement peut être *hostile* [au] président.

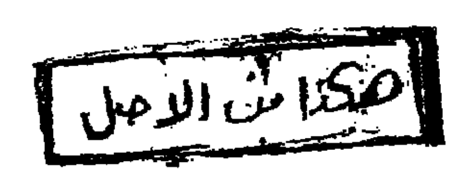
Dans l'état actuel des textes, [le] *président de la République n'au*[ra] *plus qu'à s'incliner ou à se* [dé]*mettre au sujet par exemple d*['un] *projet de loi et d'un projet de tr*[aité] qui lui paraîtrait inacceptable. [Si] l'article 11 disposait qu'au lieu [de] la « proposition conjointe des d[eux] Assemblées » la proposition d'[une] seule suffirait, voilà le système [dé]mocratiquement débloqué. L'hy[po]*thèse envisagée* par M. Gisc[ard] *d'Estaing* lors *de sa réunion* [de] presse d'un changement *de m*[ajo]rité nécessitant la garantie év[en]tuelle des droits de la minorité se[rait] bien mieux couverte par un évent[uel] concours du Sénat proposant le r[éfé]rendum au président de la Ré[pu]*blique* sur les libertés publiques, [par] exemple, que par une saisine as[sez] *illusoire du Conseil constitution*[nel].

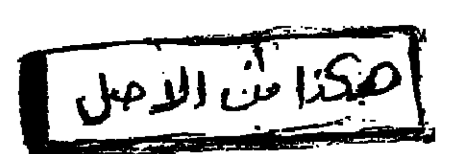
Pour résumer, les gaullistes d[e] ce débat constitutionnel peuvent, [s'ils] *le veulent,* avoir le meilleur r[ôle] :

1) Garder la Constitution en [em]péchant qu'elle s'enferme dans [le] *seul cénacle du Parlement et d*[e la] *classe politique ; ils s'opposera*[ient] *donc à un veto parlementaire* [aux] élections *présidentielles* et à [la] saisine d'office du Conseil *cons*[titu]tionnel telle qu'elle est proposée.

2) *Proposer* un pas de plus [vers] un *régime réellement* populaire [en] *étendant au maximum la saisine* [du] *Conseil constitutionnel par des* [voies] *autres que seulement parlementa*[ires] et en préconisant une extension [du] champ d'application et des cas [de] saisine de la procédure référend[aire].

Ce serait enrayer la marche a[rrière] *voulue par l'actuel pouvoir ; ce* [se]*rait enrayer la marche en a*[vant] *interrompue depuis le 27 avril 1*[969]. *Ce serait « conduire le changeme*[nt »] *le vrai...*





POLITIQUE

M. Chinaud spécialiste du monde arabe

M. Roger Chinaud, secrétaire général des républicains indépendants, député de Paris, s'était signalé, il y a quelques jours, en accusant M. Mitterrand de se faire *« le défenseur des deux cents familles arabes »* (*le Monde* du 1er octobre). Il vient de confirmer qu'il est un grand connaisseur et un grand spécialiste de ces questions, et qu'il sait de quoi il parle.

Il déclare, en effet, dans une interview que publie le dernier numéro de l'hebdomadaire *Tribune juive* :

« Je fais une différence entre un certain nombre de pays arabes. Je pense qu'une partie d'entre eux... ont la volonté d'élever le niveau de vie de leur population. Comme l'Irak, par exemple, c'est sûrement vrai pour l'Iran également. Mais je m'interroge sur quelques autres pays arabes. »

L'Iran pays arabe ? Attention M. Chinaud, on finira par ne plus vous croire ! — R. B.

● *L'association « Union des anciens députés gaullistes »* a été déclarée à la préfecture de police. Présidée par M. Raymond Triboulet, ancien député U.D.R. du Calvados, son siège est établi 195, boulevard Saint-Germain, 75007-Paris.

DEVANT LE CONSEIL NATIONAL DES JEUNES DÉMOCRATES

M. Pierre Abelin : nous sommes toujours prêts à échanger nos vues avec les socialistes

Le Mouvement des jeunes démocrates (formation de jeunes du Centre démocrate) a réuni, samedi 12 et dimanche 13 octobre à Châtellerault (Vienne), son conseil national.

Le renouvellement des instances dirigeantes du mouvement était à l'ordre du jour de ces travaux. C'est une liste intitulée « Présence et Réforme » et emmenée par M. Dominique Hérout qui l'a emporté par 207 voix contre 178 à la liste d' « Action réformatrice pour la majorité présidentielle », conduite par M. Philippe Detrez. Il y a eu 18 bulletins blancs ou nuls.

Les membres de cette seconde liste ont contesté les résultats du scrutin, affirmant que, seule, leur liste avait été déposée dans les délais légaux.

Le conseil national avait pour thème *« où vivre pour mieux vivre »*. M. Jean Lecanuet, garde des sceaux, président du Centre démocrate, avait adressé aux délégués une lettre dans laquelle il affirmait notamment : *« La crise énergétique, qui nous oblige à inventer une autre forme de croissance et adopter de nouveaux modes de vie, donne aujourd'hui une haute priorité à ces objectifs et ces missions nouvelles de l'Etat (aménagement urbain et rural, amélioration de la qualité de la vie et participation des citoyens à la gestion des affaires locales et régionales) dont l'importance ne cessera d'augmenter. »*

Quatre députés, MM. Jean Briane (Aveyron), Georges Mesmin (Paris), Jean-Marie Daillet (Manche), Jean-Marie Caro (Bas-Rhin) et M. René Monory, sénateur de la Vienne, vice-président du Centre démocrate, ont animé les travaux des commissions.

M. Pierre Abelin, ministre de la coopération, maire de Châtellerault, a notamment déclaré devant le conseil national : *« Notre parti a toujours fait de nombreux efforts pour s'entendre avec les socialistes sur la base d'un programme : en particulier en 1965 lors de la tentative de création de la grande fédération et, en 1972 et 1973, avant les élections législatives. Les responsables socialistes se sont orientés dans une autre direction en adoptant des thèses marxisantes (...). L'étatisation et l'autogestion sont des thèmes à caractère scolaire, sans débouché gouvernemental. Seul un gouvernement réformiste répondra aux besoins des Français. Si les socialistes ont l'ambition d'œuvrer en direction d'un programme gouvernemental, nous sommes toujours prêts à échanger nos vues avec eux et à dégager des convergences. »*

M. Abelin a souligné que le fondement de l'action politique du Centre démocrate demeure le projet réformateur : *« Le gouvernement actuel ne s'en écarte en rien,* a-t-il ajouté, *et le chef de l'Etat lui-même est, de toute évidence, un réformateur. Quant aux républicains indépendants, il était normal que nous signions avec eux un protocole d'accord privilégié. Nous avons, avec eux, soutenu M. Giscard d'Estaing dès le premier tour de l'élection présidentielle et, pour leur part, ils se sont nettement rapprochés des thèses du projet réformateur. »*

En Côte-d'Or

DÉMISSION D'UN DIRIGEANT DU CENTRE DÉMOCRATE

M. Gérard Pelissonnier, secrétaire de la fédération du Centre démocrate de Côte-d'Or depuis la fondation de ce parti en 1966, a remis sa démission à la convention départementale du mouvement, réunie à Dijon le samedi 12 octobre. M. Pelissonnier, qui avait soutenu officieusement la candidature de M. François Mitterrand à l'élection présidentielle, a expliqué ainsi sa décision : « *La politique menée actuellement est fort éloignée de celle préconisée il y a quelque temps. Si certaines réformes ont été réalisées, souvent sans en saisir toutes les implications, les plus urgentes, notamment en matière sociale et régionale, n'ont été qu'à peine esquissées.* »

M. Pelissonnier, qui avait été conseiller municipal de Dijon de 1965 à 1971, avait été candidat aux élections cantonales en septembre 1973 avec l'étiquette réformateur dans le canton de Dijon-I.

Sa démission est à rapprocher de la position de M. Demoisy, ancien candidat centriste aux élections législatives de juin 1968 et de mars 1973, qui, bien qu'il ne se représentât pas à l'élection partielle du 29 septembre 1974, n'en avait pas pour autant dissimulé ses sympathies pour M. Pierre Charles, radical de gauche élu député le 6 octobre 1974 contre M. Jean-Philippe Lecat, candidat de la majorité présidentielle.

POLITIQUE

Les participants aux assises du socialisme sont d'accord

Les assises nationales du socialisme, qui se sont déroulées samedi 12 et dimanche 13 octobre à Paris, ont donné une première idée de ce que sera demain le « parti des socialistes », « parti multiforme », comme a dit M. Pierre Mauroy, rassemblement offrant déjà du P.S. l'image d'un parti de gouvernement. La présence au milieu des délégués d'invités comme MM. Marcilhacy, sénateur non inscrit; Pisani, sénateur, ancien ministre du général de Gaulle; Jacques Delors, ancien conseiller pour les affaires sociales de M. Chaban-Delmas; Léo Hamon, ancien porte-parole du gouvernement; Vauzelles, animateur du Mouvement du 2 mai (jeunes « chabanistes »), ou MM. Jean-Denis Bredin et Sarda, concourait à renforcer encore cette impression.

Ce n'est pas sans une certaine nostalgie que les plus anciens fidèles de M. François Mitterrand assistent à l'arrivée de tous ces renforts qui modifient, chaque jour plus profondément, les structures de leur formation politique. Ce n'est pas sans un certain agacement, voire une certaine aigreur, que des militants découvrent au détour d'un couloir le visage d'un de ces hommes qu'ils combattaient hier.

Le but des assises était, il est vrai, tout autre, et le P.S. ne cherchait pas à s'ouvrir sur sa droite mais, bien au contraire, à s'ancrer plus profondément à gauche à la fois en accueillant de nombreux cadres venus du P.S.U. derrière MM. Chapuis et Rocard et en réussissant, enfin, à s'implanter dans le monde ouvrier grâce à la complicité de la C.F.D.T.

Avant que l'accord ne soit scellé et que chacun n'accepte de se retrouver dans la même organisation — ce « parti des socialistes » que tous les orateurs ont appelé de leurs vœux, — encore fallait-il procéder à ce « constat d'identité » qui constituait la justification des assises. Plus encore que le débat en séance plénière, ce sont les onze « carrefours » consacrés aux formes et aux objectifs du militantisme en faveur du socialisme qui ont tenu le rôle d'exercices pratiques et qui ont le mieux permis que se dégage un langage commun minimum. C'est ainsi, par exemple, que dans le cadre du carrefour consacré aux problèmes de la défense et de l'armée on a pu voir un réel dialogue s'engager entre des officiers (quelques officiers d'active avaient même pris le risque de venir aux assises) et des adeptes de la non-violence. Un accord est même intervenu sur la nécessité de la défense, d'une part, et, d'autre part, sur l'efficacité de la non-violence pour lutter contre certains types d'agressions. Si le malentendu historique entre la gauche et l'armée semble ainsi être en train de s'estomper,

Samedi matin 12 octobre, M. François Mitterrand a ouvert les travaux des assises (*le Monde* daté 13-14 octobre). « *De l'ensemble des contradictions du monde capitaliste*, explique le premier secrétaire du P.S., *naissent les devoirs et les leçons à tirer pour le combat des travailleurs* ». Après s'être efforcé de définir les notions de prolétariat et de travailleur, M. Mitterrand explique que les couches, soumises au monde des *monopoles, même si* ellese n'appartiennent pas au monde des travailleurs, doivent, aujourd'hui, constituer un front de classe commun qui, seul, permettra « *de franchir l'étape historique actuelle* ». Le premier secrétaire du P.S. ajoute : « *Ce qui dure au-delà des modes de vocabulaire et des commodités, c'est la lutte, la guerre, la lutte des classes. Même dans nos textes apparaissent des éléments idéalistes qui considèrent ce problème comme résolu. Il le sera. Le socialisme, c'est la paix et l'harmonie. Un pouvoir socialiste, mais il faudra du temps, mettra un terme à la lutte des classes : il n'y aura plus d'exploiteurs.* » Le député de la Nièvre évoque ensuite le socialisme tel qu'il s'est construit dans certains pays et tel « *qu'il s'est trouvé dévié de ses objectifs par les conditions inhérentes au sous-développement* ».

Après avoir tenté de répondre aux inquiétudes de ses alliés communistes, M. Mitterrand évoque la dernière élection présidentielle, qui, à ses yeux, n'a jamais constitué qu'« *une péripétie* ». Il ajoute : « *Ceux qui pleuraient hypocritement sur mon propre destin en mai dernier ignoraient que c'est aujourd'hui, et plus tard dans le parti des socialistes où vous serez tous, je l'espère, avec mes amis du parti socialiste, que je sens à quel point les véritables réussites sont celles qui préparent l'avenir et ne se limitent pas à la gestion du passé.* »

M. ROCARD : l'impérialisme sent venir la tempête

M. Michel Rocard, ancien député, ancien secrétaire national du P.S.U., expose les grandes lignes du projet de société soumis à la discussion des assises (*le Monde* du 27 septembre). Ce projet, explique-t-il, doit permettre d'éclairer les perspectives et de « *réconcilier l'espérance et la dure leçon des faits* ». M. Rocard précise d'ailleurs que, tel qu'il est, le texte ne traduit pas l'ensemble des convergences qui se manifestent au sein des divers courants socialistes, car, note-t-il, « *nos accords vont bien plus loin que ce que nous avons pu rédiger* ». Puis il ajoute : « *Assurons notre capacité à gouverner dès demain, si le pouvoir s'effondre.* »

Après avoir expliqué que face à la crise il n'y avait que trois solutions : un pouvoir autoritaire, le rationnement *ou* le changement du modèle de société, l'orateur note que, si l'unité des socialiste entre eux est sur la bonne voie, il convient, en ce qui concerne l'unité des organisations de gauche, de lever toutes les ambiguïtés et toutes les inquiétudes qui ont pu naître. « *Le programme commun*, déclare-t-il, *est le fondement de l'unité et, à ce titre, il constitue un événement historique. S'il existait le moindre risque que soit révoqué l'accord avec le parti communiste, nous ne serions pas là. Le programme commun constitue la base d'une alliance de classe qui reste le moteur du mouvement social. L'image du programme commun est celle d'un programme de classe.*

» *Il est vrai que nous n'avons pas souhaité le signer. A l'époque, nous pensions qu'il n'était pas techniquement satisfaisant. La crise du pétrole, de l'énergie, a changé les données. En outre, nous lui faisons des griefs en matière d'organisation de la société. Sa démarche est trop exclusivement descendante: Il n'y a pas de pente vers ce qui est pour nous l'autogestion.*

» *Néanmoins nous n'hésitons pas à nous poser le problème de la convergence dans une même organisation.* »

En conclusion M. Michel Rocard constate que tout le monde à gauche souhaite la mise en place d'une *unité populaire* même si tous ne lui donnent pas le même *nom*. Puis il constate que « *les enjeux sont considérables* » et que « *le temps nous est compté* ». Selon lui « *l'impérialisme sent venir la tempête* » et déjà les Etats-Unis cherchent à renforcer leur emprise. Or l'expérience socialiste en France qui paraît possible aujourd'hui serait demain beaucoup plus difficile à développer dans un pays réduit au rang de colonie américaine.

M. Jacques Chérèque, membre du bureau national de la C.F.D.T. et animateur de la « troisième composante », constate que les revendications prennent de plus en plus une dimension politique et que les luttes sociales doivent s'inscrire dans une perspective globale et elles veulent mettre en péril le pouvoir. « *La question du « qui décide? » est présente au centre des conflits*, ajoute-t-il. *Comment abolir le travail à la chaîne sans poser le problème du choix d'une autre société ?* »

« *Certains s'inquiètent*, ajoute M. Chérèque, *de l'influence du courant syndical dans le parti. Nous n'avons pas l'intention de créer un courant syndical.* » Après avoir expliqué que l'inverse est également vrai, il se prononce pour une confrontation publique entre partis et syndicats et il conclut : « *Il nous faut un grand parti des socialistes pour assurer un débouché aux luttes et prendre le pouvoir. Il semble que cela pourrait être rapidement utile.* »

M. Louis Mermaz, député de l'Isère, membre du secrétariat du P.S., *retrace l'histoire de l'unité* du mouvement socialiste au long des seize dernières années. Il insiste notamment sur le rôle que les clubs ont joué dans cette marche à l'unité. L'ancien secrétaire général de la Convention des institutions républicaines explique aussi que le problème n'est pas de mordre sur l'électorat centriste ou gaulliste, mais d'effectuer une analyse sociologique permettant de comprendre pourquoi de nouvelles couches rejoignent le combat de la gauche. « *Nous comprendrons alors comment les associer à notre combat* », précise-t-il. M. Mermaz souligne, *en outre*, qu'il revient aux socialistes français de provoquer une prise de conscience comparable à la leur au sein des autres formations social-démocrates.

M. Yves Le Foll, député des Côtes-du-Nord (P.S.U.), invite les participants aux assises à laisser à la porte les polémiques du passé. Ayant constaté l'exigence chez les travailleurs du droit à la responsabilité, au contrôle, à l'autogestion, il souligne toutefois que les conflits sociaux de 1968 n'ont eu aucun résultat en matière de réforme de structures car ils ne débouchaient pas sur le politique.

En conclusion, M. Le Foll souligne que dans la démarche des assises l'union de la gauche n'est pas remise en cause et il ajoute : « *Nous ne ferons rien dans ce pays, à gauche, sans le parti communiste. Il faut donc en tirer la conclusion.* »

M. Marcel Viot, qui parle au nom des organisations du syndicalisme familial qui ont accepté de participer aux assises, insiste sur la nécessité de construire et de développer le « *syndicalisme du cadre de vie, celui des usagers et des consommateurs* ».

M. SARRE : pas trop d'œcuménisme

M. Georges Sarre, membre du secrétariat du P.S., précise qu'il est le seul porte-parole du CERES (Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste) à s'exprimer devant les assises. Refusant de « *trop verser dans l'œcuménisme* », il se propose de soulever quelques problèmes et rappelle que, si les chances de la gauche de parvenir au pouvoir dominent la vie politique, « *c'est également le résultat d'une évolution et d'une volonté* ».

Après s'être félicité de la convergence de courants séparés, M. Sarre constate que, tant que des groupes resteront en dehors du rassemblement des socialistes, l'unité ne sera pas complète. Puis il explique que le CERES souhaite un tel rassemblement, qu'il ne craint pas la concurrence, mais « *plutôt les fausses apparences* ». Il poursuit : « *Nous donnons un contenu à l'unité des socialistes même si cela gêne, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Une partie des militants devraient être présents s'ils avaient eu l'impression d'être plus pleinement associés à un mouvement qui ne fait que commencer. (...) Nous ne condamnons personne pour des positions politiques passées, et chacun exprime pleinement et sans réserve son adhésion à une stratégie et au contenu essentiel du programme commun.* »

Le représentant du CERES explique ensuite que le parti socialiste n'est pas et ne sera pas demain à l'abri « *de pratiques opportunistes* ». Toute organisation de masse dans un environnement capitaliste lui semble menacée de déviation social-démocrate. Il insiste, par exemple, sur la nécessité de maintenir l'élection des dirigeants du parti selon le système de la représentation proportionnelle des tendances et « *devant tous les militants* ». « *Au-delà de l'accord sur les textes fondamentaux*, ajoute-t-il, *il n'est pas vrai que nous soyons d'accord sur tout.* »

Samedi après-midi et dimanche matin, les participants se dispersent au sein de onze « carrefours » chargés d'examiner les conditions du militantisme en faveur du socialisme. Dimanche aprèsmidi, l'assemblée plénière reprend, sous la présidence de M. Régis Debray. Celui-ci met en garde les socialistes contre l'impérialisme, en évoquant en particulier le cas chilien et la part des Etats-Unis dans la chute du gouvernement d'unité populaire. Il explique que des méthodes au moins analogues ne manqueront pas d'être appliquées au détriment de la gauche française le jour où celle-ci parviendrait au pouvoir.

M. Jean-Pierre Cot, député de Savoie, constate que la « *recherche en commun de quelque chose de nouveau* » a peut-être été trop précipitée, *mais qu'il est vrai* qu'au dehors les difficultés s'accumulent. Il ajoute : « *On a parlé d'opération d'état-major. Ce sera mon troisième congrès de fusion. Jamais auparavant nous n'avions ainsi vérifié que le contrat que nous nous apprêtions à passer serait un contrat solide. Il y a là un exemple de démocratie dont nous pouvons nous honorer.* » Evoquant le renversement de tendance opéré lors du conseil national du P.S.U. à Orléans, M. Jean-Pierre Cot souligne qu'ainsi ont pu être clarifiés les engagements politiques sur la base desquels se retrouvent tous ceux qui participent aux assises. « *Les dernières ambiguïtés devront être levées au cours des mois qui viennent* », ajoute-t-il.

M. Claude Germon (P.S.), maire de Massy, membre de la commission exécutive confédérale de la C.G.T., entreprend de répondre à l'intervention de M. Chérèque. Après avoir reproché à M. Michel Rocard d'avoir, dans une déclaration, englobé dans le même terme générique de « communistes » le P.C.F. et la C.G.T., il ajoute, tandis que des mouvements divers se manifestent dans la salle :

« *Comment ne pas tenir compte, notamment, du fait que l'influence du parti socialiste se développe de façon croissante dans toutes les grandes confédérations sans exception ? Et, pour nous en tenir à un plan électoral, selon des sondages, 750 000 adhérents de la C.G.T. voteraient pour notre parti, c'est-à-dire autant que dans toutes les autres centrales réunies ! C'est un phénomène qui doit nous faire réfléchir. Notre parti a inscrit dans ses statuts l'obligation d'être syndiqué. Il est le seul grand parti à réunir en son sein des adhérents qui appartiennent à tout l'éventail syndical. C'est une force unitaire considérable.* »

M. Jean Le Garrec, ancien membre du bureau national du P.S.U., commence par rassurer M. Georges Sarre et déclare : « *Nous n'avons, les uns et les autres, que faire d'un œcuménisme facile et d'une unité de façade.* » Puis il aborde le problème des nationalisations et déclare :

« *Si le statut juridique de la nationalisation est un point de départ important, il ne permet pas à lui seul que soient remis en cause le système hiérarchique et transformés les rapports de production.* »

M. Jean Poperen, député du Rhône, membre du bureau exécutif du P.S., commence par évoquer la situation économique. Il estime que « *le marxisme qui a dit que le capitalisme creusait sa tombe* » se révèle juste et qu'on est en train de le constater. Face à cette situation, il explique : « *L'union de la gauche est notre loi et nous continuerons de la développer et de la rendre plus forte.* » L'orateur insiste aussi sur les *réformes de* structures contenues dans le programme commun et sur la nécessité des nationalisations. « *S'il est nécessaire de modifier le programme commun*, ajoute-t-il, *c'est pour en accentuer encore certaines exigences.* » Il cite à ce propos la possibilité pour les travailleurs de demander la nationalisation de leur entreprise.

Enfin, M. Poperen souligne que le parti doit asseoir son implantation en milieu ouvrier et qu'il ne pourra exister que « *s'il est un parti pluraliste, où la tolérance entre les différents courants du socialisme est la règle absolue* ».

M. Robert de Caumont, animateur des GAM (groupes d'action municipale), parle au nom « *des militants engagés sur le terrain du cadre de vie* ». Il explique que ce type de luttes est un puissant moyen d'amener les gens à découvrir les conditions de leur exploitation.

M. WARNIER : le phénomène chrétien

M. Philippe Warnier, animateur du mouvement la Vie nouvelle, souligne pour sa part : « *Si le phénomène chrétien est important dans le renouveau du socialisme, les chrétiens ne revendiquent aucune originalité vis-à-vis du projet de société ou des stratégies ou de l'analyse : la tradition marxiste reste pour eux l'outil fondamental du socialisme. Ils sont persuadés néanmoins que leur présence pose des questions utiles, parfois difficiles et que ne pas en parler ne constitue pas une solution. Ils souhaitent qu'on ne réduise pas leur foi à n'être qu'une affaire privée. Ils sont convaincus que politiquement ils ont un rôle spécifique : mener la lutte idéologique dans leurs Eglises. Bien sûr l'Eglise est pour eux mystère de foi, mais c'est aussi un appareil idéologique qui pour une large part contribue à reproduire l'idéologie dominante. Ils souhaitent que ce terrain de lutte soit reconnu et que les camarades non croyants apportent leurs analyses et leur soutien critique.* »

M. Gérard Fuchs, animateur d'Objectif socialiste, souligne que la conquête du pouvoir par la gauche ne constituera qu'une étape et qu'elle ne devra pas attendre pour transformer à tous les niveaux les structures de l'Etat.

M. Lionel Jospin, membre du secrétariat du P.S., note qu'il convient de ne pas limiter le combat politique à une addition de militantismes sur des secteurs particuliers. Puis, s'interrogeant pour savoir s'il aurait été préférable que le P.S.U. dans son entier fût présent aux assises, il note qu'il aurait fallu que tous ses membres fussent partisans de l'union de la gauche.

M. Gilles Martinet, délégué général du P.S. pour les recherche

pour se retrouver dans une organisation commune

la recherche d'un langage commun n'est pas toujours allée sans difficultés.

Le carrefour consacré aux femmes a été parfois houleux et a vu s'affronter les thèses traditionnelles du planning familial et la contestation plus radicale des militantes du M.L.A.C. (Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception). Ces divergences ne recoupant par les lignes de partage entre les trois composantes des assises ne remettaient toutefois pas en cause l'objectif du rassemblement des socialistes. Plus révélateurs mais aussi plus dangereux pour la suite du processus ont été certains débats engagés dans le cadre du carrefour consacré aux entreprises. La présence de syndicalistes ouvriers donnait au débat un contenu et un ton trop rares dans les rencontres organisées par la gauche socialiste. L'amalgame n'est pas encore réalisé, et quand un ouvrier de Creusot-Loire a voulu se faire concrètement expliquer ce qui changerait au niveau de la décision le jour où son entreprise serait nationalisée, il n'est parvenu qu'à déclencher une joute intellectuelle sévère entre des porte-parole du P.S.U. et du CERES.

Le CERES avait délibérément choisi de jouer le rôle de « cactus » dans ces assises, et M. Georges Sarre n'a pas hésité à dire que *tous les courants représentés n'étaient pas d'accord entre eux*. Il lançait ainsi les débats du congrès d'unification, qui doit en principe se dérouler à la fin du mois de janvier. D'ici là, chacune des composantes devra, pour son propre compte, tirer les leçons des assises. La troisième composante (qui rassemble notamment des militants de la C.F.D.T.) a prévu de tenir une assemblée générale à la fin du mois de novembre. Le P.S. a convoqué une convention nationale pour le 8 décembre. Reste le cas de la minorité du P.S.U., animée par MM. Rocard et Chapuis, toujours décidée à se rendre au congrès de sa formation, qui se tiendra *entre le 15 novembre et le 15 décembre*. Elle escompte sinon y obtenir une majorité au moins y renforcer ses positions en ouvrant le débat politique de fond, qui n'a pu avoir lieu lors du conseil national d'Orléans.

Les assises n'étaient qu'une confrontation. A cause des militants, qui se sont plaints d'un manque de préparation à la base et d'une désignation non démocratique des délégués, les organisateurs ont pu répondre que c'est chacune des composantes qui, par la voie de ses instances nationales habituelles, doit à présent prévoir le regroupement de tous dans une même formation.

THIERRY PFISTER.

idéologiques, note qu'il s'agit un peu d'une assemblée de retrouvailles et que si elles peuvent avoir lieu c'est parce que le renouvellement s'est effectué et que l'unité est devenue possible. « *Le courant d'unité et de renouveau est devenu irrésistible*, souligne-t-il. *Aucun groupe, aucune tendance ne peut chercher à le monopoliser.* »

L'orateur explique ensuite que 51 % des suffrages ne suffiraient pas à permettre le succès des thèses de la gauche et qu'il y faudrait également une mobilisation populaire. Puis il déclare : « *Il faut penser à la suite, c'est-à-dire à ce congrès où nous nous retrouverons tous ensemble pour trancher des problèmes discutés aux assises. Les assises n'auront réussi que le jour où nous nous retrouverons ensemble dans le congrès du parti des socialistes. Nous avons une stratégie commune contre la crise. Les responsabilités du pouvoir peuvent nous échoir plus tôt que nous ne le pensons. Il faut que nous montrions de quelle manière et à quel prix cette crise peut être surmontée.* »

Les participants aux assises entendent ensuite les rapports sur le travail des « Carrefours », présentés par MM. Beregovoy (P.S.), Soulage (P.S.U.), Héritier (C.F.D.T.) et Delfau (P.S.), puis les travaux sont clos par les interventions d'un orateur de chacune des trois « composantes ».

M. Jacques Julliard, membre du bureau national de la C.F.D.T., note : « *Ce que nous avons vécu c'est une rencontre entre militants qui ont pu vérifier que le socialisme, dont ils sont porteurs, est le même. Personne ici n'a la propriété du socialisme. Le projet de société est le fruit d'un compromis mais il n'a, à aucun moment, été l'objet d'un marchandage. Le processus d'unification des socialistes est conçu à l'intérieur de l'union de la gauche. C'est l'un des principaux intérêts du programme commun que de garantir cette union.* »

L'orateur insiste ensuite sur la nécessaire liaison entre les luttes sociales et le combat politique, et il explique que le rassemblement *des mécontents ne peut être un* but, une base valable pour le passage au socialisme. Il prône l'établissement d'un front de classe sur des objectifs clairs. En ce qui concerne les rapports entre partis et syndicats, il rappelle que chaque adhérent est libre de rejoindre telle centrale ou, réciproquement, tel parti, mais que, s'il existe une spécificité des fonctions politiques et syndicales, il *existe aussi* une convergence de leurs actions. « *Dans toute cette démarche*, poursuit-il, *il n'y a pas d'OPA d'une organisation syndicale sur le parti socialiste, pas plus qu'il n'y a une OPA du parti socialiste sur une organisation syndicale* ». Toutefois, il note que les syndicalistes n'acceptent pas de se voir réduits au rôle d'« *assistantes sociales d'un mouvement politique* » et que les syndicats sont également porteurs d'un projet de société.

Il conclut : « *Le moment nous semble venu de faire ensemble un pas supplémentaire, un pas décisif. Nous sommes bien partis pour construire ensemble les fondations du grand parti des socialistes. Si utiles soient-elles, les tendances ne sont qu'une modalité du fonctionnement d'un parti démocratique. C'est dans un parti, non dans une tendance, que nous entendons nous engager.* »

M. Robert Chapuis, ancien secrétaire national du P.S.U., note qu' « *il n'y a pas de socialisme autogestionnaire s'il ne se fonde pas sur l'unité populaire, sur une base de classe et de masse* ». « *Il est bon*, poursuit-il, *de voir ce qui nous sépare, mais au moment où nous nous retrouvons ensemble, voyons d'abord ce qui nous unit. C'est la meilleure méthode. (...)*

» *Beaucoup parmi nous ont peur de perdre ce qu'ils ont acquis, peur de ne plus être des militants engagés dans les luttes. Et cette peur a produit bien des blocages. Mais nous avons confiance : on ne bâtit pas l'avenir avec des craintes. Nos acquis, nous voulons les investir dans le mouvement socialiste, pour son développement, son élargissement ; et ces assises représentent à cet égard une étape décisive. (...) Elles montrent qu'une organisation commune peut naître du rassemblement dans un même parti de tous ceux qui sont d'accord sur le même projet de société et sur les moyens d'y parvenir.* »

Pour bâtir cette organisation, explique toutefois M. Chapuis, il faut traiter de la question du pouvoir. Il estime qu'il convient « *de prendre en main l'Etat pour l'intérêt du peuple et des travailleurs et de créer ou de contrôler les nouvelles formes de pouvoir qui correspondent à notre société.* »

En ce qui concerne la nature de l'organisation à construire, l'orateur suggère :

« *— La priorité aux secteurs de production, industrielle et agricole, parce qu'elle assure à l'organisation la base sociale qui lui est indispensable et sans laquelle toutes les déviations sont possibles ;*

— La constitution de grands secteurs militants qui correspondent aux aspects essentiels de la vie et de l'action ;

— La prise en charge des réalités régionales ;

— Les formes de communication entre les groupes. »

M. MAUROY : un parti multiforme

M. Pierre Mauroy, député du Nord, membre du secrétariat du P.S., déclare, en conclusion des travaux :

« *Les confrontations d'aujourd'hui nous offrent-elles la perspective d'assurer ensemble, dans le même parti des socialistes, nos responsabilités ? Ma réponse est affirmative, sans hésitation. Et je ne doute pas que ce soit aussi la vôtre. (...)*

» *Si l'organisation politique doit nécessairement globaliser les luttes, leur donner un prolongement politique, la diversité du militantisme sera préservée, et même renforcée, pour traduire au plus près les revendications de toutes les couches sociales en mouvement contre le système d'exploitation capitaliste. Aussi, loin de nous inquiéter, cette diversité nous conduira d'un parti à la structure linéaire à un parti multiforme, peut-être plus difficile à conduire et à animer, mais en tous cas plus riche des expériences vécues sur le terrain. (...)*

» *Si nous avons participé, les uns et les autres, en compétition, à la reconnaissance de terres nouvelles, nos recherches et nos conquêtes, demain communes, profiteront à toute la gauche.* »

M. Mauroy explique que le succès des assises renforcera l'opinion dans sa conviction que la gauche est maintenant apte à gouverner. Il ajoute : « *Les récentes élections anglaises ont montré combien les classes dirigeantes sont effrayées à la perspective d'affrontements sociaux : dans cette nouvelle situation politique, la gauche peut obtenir des concessions économiques et sociales qu'elle revendique, et aussi la part du pouvoir qu'elle réclame. La situation est certes différente entre la Grande-Bretagne et la France et donnera des résultats différents, mais l'analyse est la même.* »

En conclusion, le maire de Lille souligne : « *Nous sommes désormais porteurs, nous le savons, d'une même perspective et d'une même stratégie. Nous devons préparer la suite dans le respect de l'apport de chacun, pour nous donner un instrument politique qui soit à la mesure du socialisme.*

» *Nous devons la préparer en référence permanente à l'union de la gauche, dans laquelle nous sommes loyalement et pleinement engagés. Tout renforcement de l'un des éléments de la gauche concourt aux progrès de tous. Notre tâche, à nous qui nous sommes réunis en ces assises, c'est d'en renforcer l'élément socialiste, c'est de poursuivre la construction du parti des socialistes. Le devoir, la logique et l'espoir tout à la fois nous y appellent.* »

M. Mauroy donne enfin lecture de la déclaration finale des assises.

La déclaration finale

« Lorsqu'ils se sont organisés pour combattre l'exploitation et la misère, les travailleurs du monde entier ont donné un nom à leur lutte et à leur espoir : le socialisme.

» Voici plus d'un siècle aujourd'hui qu'est entamée cette longue marche pour la liberté des hommes. Que d'échecs pour quelques victoires. Que d'espérance pour combien d'amertume !

» Le socialisme, en connaissant l'épreuve du temps et du pouvoir, n'a pas su toujours échapper à la division, à la déformation de ses objectifs, quelquefois même à leur trahison.

» Parce qu'il a éprouvé ces dangers, le mouvement socialiste français a compris que sa renaissance dépendait de son union et de son renouvellement. Il a scellé une alliance avec le parti communiste, permettant ainsi à la gauche tout entière de multiplier ses forces, dès lors qu'elle était unie. Il vient d'ouvrir, à l'occasion de ces Assises du socialisme, le chemin de sa propre unité, celui qui doit permettre que tous se retrouvent ensemble dans leur parti : le parti des socialistes.

» A cet égard, les Assises du socialisme constituent une étape décisive. Par leur préparation, par la volonté de définir les conditions de l'action militante dans tous les secteurs de la lutte politique et sociale, elles montrent que le socialisme ne trouve son sens que s'il s'appuie sur le combat quotidien de ceux qui subissent l'exploitation et la domination capitaliste. Par le débat qu'elles ouvrent sur le socialisme autogestionnaire, elles manifestent que le socialisme français trouve aujourd'hui une identité nouvelle et prouve l'actualité de ses réponses. Par l'accord qu'elles ont permis sur une stratégie, celle de l'union de toutes les forces de gauche appuyées sur la mobilisation populaire, elles donnent aujourd'hui un sens concret à la synthèse si nécessaire des enseignements que l'on peut tirer de mai 1974 et des luttes populaires de ces dernières années.

» Cet effort, sans équivalent en Europe, pour mener de pair la bataille de l'unité et du renouveau socialiste est à la mesure des tâches qui nous attendent.

» Devant la crise du capitalisme, devant l'incapacité du pouvoir actuel à y donner réponse, nous savons que des femmes et des hommes sont sans cesse plus nombreux à placer leur espoir dans l'audace d'une expérience nouvelle.

» Le socialisme, comme autre terme de l'alternative, est seul capable de proposer à notre pays une maîtrise concertée de son développement en rompant avec la logique capitaliste de la croissance.

» Il est seul à ouvrir, pour l'Europe et le tiers-monde, une voie nouvelle qui les fasse échapper aux diktat économiques et politiques de l'impérialisme américain et des firmes multi-nationales. Lui seul, enfin, peut permettre de freiner, puis de juguler une inflation, dont la base structurelle réside pour l'essentiel, dans l'inégalité sociale.

» Parce que nous savons que l'heure peut être proche où le socialisme français aura à jouer un rôle déterminant dans la responsabilité du pouvoir, dans l'ouverture d'une transition au socialisme, nous devons être prêts.

» Dans les semaines et les mois qui viennent, tous ceux, toutes celles, qui ont entendu l'appel de ces Assises doivent se retrouver pour continuer d'agir, de débattre en commun, afin de construire tous ensemble le grand parti des socialistes. »

Une enquête sur les militants du P.S.

Les données sur les partis politiques font, en France, cruellement défaut. L'enquête que publie Roland Cayrol dans *Projet* (1) apporte d'utiles renseignements sur les militants socialistes.

A partir d'un questionnaire distribué aux délégués lors du congrès de Grenoble (juin 1973) et rempli par 383 congressistes (2), Roland Cayrol montre le renouvellement du P.S. Sans doute celui-ci reste-t-il un parti d'hommes (88 % des délégués). Toutefois, les femmes sont plus nombreuses à avoir adhéré depuis 1969 et 1971, signe d'une évolution de la situation. Le renouvellement semble aussi sensible au niveau de l'âge des militants puisque 31 % des délégués avaient moins de trente ans, 27 % entre trente et trente-neuf ans, 23 % entre quarante et quarante-neuf ans et 19 % seulement plus de cinquante ans. Si ce congrès apparaît moins jeune que celui du P.C. en janvier 1973 ou que celui du P.S.U. en 1972, la pyramide des âges n'indique pas moins une rupture avec l'ancienne S.F.I.O.

Le parti socialiste est-il un parti ouvrier ou un parti populaire ? De ce point de vue, il supporte mal la comparaison avec le P.C.F. ou même le P.S.U., puisqu'il ne comprend guère que 3 % d'ouvriers et 7 % d'employés (60 % et 18 % au P.C. en 1966 ; 21 % et 30 % au P.S.U. en 1972). L'ouverture du nouveau P.S. s'est essentiellement faite en direction de ce que Roland Cayrol appelle *« la bourgeoisie avancée »* pour désigner des catégories aisées de la population politiquement mais non socialement attirées à gauche : membres des professions libérales (9 %), ingénieurs et cadres supérieurs (19 %), professeurs (19 %), cadres moyens (20 %), instituteurs (6 %), industriels et commerçants (3 %)...

La ventilation par catégories socio-professionnelles indique que le P.S. est un parti urbain et, d'autre part, une formation « intellectuelle » : 55 % des délégués ont fréquenté des établissements d'enseignement supérieur et 23 % ont une formation secondaire. Elle explique aussi sans doute, au moins partiellement, la diversification de la syndicalisation des délégués : 7 % sont à la C.G.T., 9 % à F.O., 18 % à C.F.D.T., 24 % à la FEN... On notera pourtant, d'une part, le taux assez fort de non-syndiqués (32 %) et la « percée » de la C.F.D.T.

Ce dernier phénomène s'explique-t-il par un recrutement réussi en milieu catholique ou y a-t-il parallélisme entre les deux séries de données ? Le P.S. est encore dominé par les « *agnostiques* » (60 % des délégués), mais il y a un incontestable afflux de couches chrétiennes puisque 13 % des délégués sont catholiques pratiquants et 25 % catholiques non *pratiquants. Les différences ici* sont importantes selon les tendances. C'est le CERES qui apparaît le plus catholique pratiquant. En revanche, les tendances Bataille socialiste (M. Guy Mollet) et ERIS (M. Jean Poperen) sont plus agnostiques.

Roland Cayrol montre d'ailleurs en quelques points *« le sens sociologique et la cohérence »* des diverses tendances. L'appartenance religieuse n'est pas seule à les distinguer. La date d'adhésion au parti (S.F.I.O. ou P.S.), l'adhésion antérieure à une formation politique, les discriminent tout autant. C'est naturellement à la Bataille socialiste que le recrutement est le plus ancien (69 % ont adhéré avant 1969) et que les anciens de la S.F.I.O. sont le plus nombreux *(69 % aussi). La tendance* Mitterrand réunit des anciens (41 %) et des adhérents venus depuis 1969 (14 %) et 1971 (45 %) : elle amalgame aussi des membres de la S.F.I.O., de la Convention des institutions républicaines, mais relativement peu d'adhérents directs au nouveau P.S. (22 %). Ces derniers sont, en revanche, nombreux au CERES (41 %) où ils retrouvent quelques S.F.I.O. mais un assez fort contingent d'anciens P.S.U. (11 %). En conséquence, 60 % *des délégués CERES ont adhéré* depuis 1971. Quant à l'ERIS, elle est composée de 55 % de délégués venus au parti entre 1969 et 1971 et de 21 % venus depuis 1971. Elle est celle qui comprend le plus de P.S.U. (18 %).

Dans la perspective des Assises du socialisme, on peut, avec Roland Cayrol, conclure que c'est avec le CERES qu'à bien des égards le P.S.U. et la C.F.D.T. sont sociologiquement le plus proches; mais que la politique ne se contente pas de suivre les mécanismes sociaux et que des phénomènes de rejet ou d'autres alliances sont aussi bien possibles.

C. Y.

1) PROJET, 14, rue d'Assas. Numéro de septembre-octobre 1974.

2) *Les délégués* à un *congrès* ne sont évidemment que partiellement représentatifs du potentiel militant d'un parti. Toutefois il n'est pas sûr que les distorsions soient très grandes. Comme le rappelle Roland Cayrol, dans le cas du P.C.F. et du P.S.U. pour lesquels existent des enquêtes et sur les délégués et sur *les militants. Il y a un très fort* parallélisme entre les deux séries de données.

POLITIQUE

Le regroupement de la gauche socialiste continue d'inquiéter le parti communiste

(Suite de la première page.)

Premier signe de changement. Il y en eut d'autres. On vit, par exemple, MM. Michel Rocard et Jacques Delors, bientôt rejoints par M. René Dumont, s'expliquer avec un journaliste communiste et soupçonneux, en marge des travaux des commissions. (Pardon ! des « carrefours ».) On entendit M. Jacques Julliard souligner *l'intérêt du programme commun comme garantie* politique de *cette union* ; M. Robert Chapuis, ancien secrétaire national du P.S.U., conseiller de retenir ce qui unit plutôt que ce qui divise ; M. Pierre Mauroy, membre du secrétariat national du P.S., assurer que les conquêtes communes *profiteront à toute la gauche.*

On était passé de l'anathème à l'œcuménisme, même si toutes les *rivalités de chapelles n'étaient pas effacées.* Les Assises permettaient de constater, visuellement, auditivement, physiquement, ce phénomène enregistré par tous les orateurs. M. Jean Poperen demande déjà que « *le parti de tous les socialistes* » soit ouvert aux tendances. M. Gilles Martinet, dépassant « *cette assemblée des retrouvailles* », conseille d'élaborer *une stratégie* de lutte contre la crise. M. Jacques Julliard assure « *nous sommes bien partis* » et estime que le moment st venu d'aller plus loin. M. Robert Chapuis exalte « *ce premier moment de notre rencontre* ». M. Pierre Mauroy affirme : « *Notre grand rendez-vous vient de commencer.* »

Le parti des socialistes se dessine spontanément dès ce pré-congrès d'unification. Ses composantes, *le* P.S., *une tendance du P.S.U., des militants* de la C.F.D.T. et du *syndicalisme familial,* les militants des GAM (Groupe d'action municipale), des *groupes* Témoignage chrétien n'additionnent pas seulement leurs forces numériques. Les retrouvailles sont d'abord celles de la tradition *social-démocrate* et des plus récents *apports* de la contestation de gauche. La réconciliation est surtout celle de *pratiques* politiques différentes qui, jusqu'alors, se concurrençaient.

La formation socialiste s'était déjà considérablement renouvelée. De l'intérieur, grâce au CERES, qui l'avait « gauchie ». De l'extérieur, avec la Convention des institutions républicaines, qui, outre ses *cadres, lui* avait apporté une ouverture *sur la politique extérieure, les institutions* et les *rapports* avec le parti communiste ; avec, aussi, le renfort de militants socialistes venus d'autres horizons, tels M. Jean Poperen. Ce parti, rompu à la conquête électorale et à la prise en compte des revendications sociales classiques, a réussi à s'adapter, avec des *bonheurs divers, à la course à la présidence et à récupérer* les thèmes nouveaux de revendication.

Le fait majeur des assises, c'est que les organisations qui ont actualisé le contenu de la contestation viennent aujourd'hui, avec leurs apports, rejoindre le courant socialdémocrate. Cela signifie *que le divorce entre la pratique politique* « *politicienne* » — *c'est-à-dire purement électorale et suspectée de favoriser* toutes les compromissions — et les luttes sociales, « *dans les masses* » n'est plus ressenti comme tel. Cela signifie que les revendications non liées à la production (le cadre de vie, l'environnement, la santé, etc.) et la notion, chère au P.S.U., du contrôle ouvrier entrent de plain-pied dans le *fonds commun* de la *gauche socialiste.* Cela *signifie* enfin que l'idée autogestionnaire se trouve assumée par tous, sans être opposée à la socialisation des moyens de production ou aux nationalisations sur lesquelles reposent le programme commun de la gauche.

Le « parti des socialistes » ainsi esquissé est d'une richesse, notamment au niveau de ses responsables, qui n'a d'égale que sa diversité. Du coup, la notion même de parti, telle qu'on l'entend à gauche, en est modifiée. Ce sera une formation multiforme, selon M. Mauroy, pluraliste selon M. Poperen, dont les composantes disposeront d'assez d'autonomie pour se manifester sur tous les terrains, conserver leur sensi*bilité et* traduire *les* besoins nouveaux. *Le parti sera à l'écoute pour globaliser la revendication et l'inscrire dans la persective du socialisme* autogestionnaire.

La rapidité et la force de cette *synthèse, après tant de diversions et de* rapprochements manqués, étonnent même ceux qui en sont les artisans. Peut-être parce qu'ils n'en sont que les interprètes. Les assises nationales du socialisme procèdent moins d'une entente d'états-majors que d'un besoin profond. L'espérance ouverte par les résultats de l'élection présidentielle, le fait, noté par M. Mitterrand, que les difficultés actuelles du système capitaliste relancent le socialisme, ont créé en France une situation neuve. La référence aux masses, obligatoire dans la *rhétorique de la gauche* mais si *souvent* désincarnée, surgit *spontanément* à *propos* des assises du socialisme : c'est la pression des masses qui impose un regroupement, une ligne politique que les divisions d'hier ne permettaient pas d'entrevoir.

ANDRÉ LAURENS.

Dans la presse parisienne

LE FIGARO : l'opposition a repris souffle.

« L'union de la gauche est l'une des données de base de notre vie politique et elle a des chances de le rester longtemps.

» L'autre donnée est cette sorte de compromis obligatoire entre le président élu et la force majoritaire que représente, à l'Assemblée nationale, l'U.D.R. La France n'est pas « coupée en deux », en état d'affrontement. Mais elle est politiquement scindée. L'opposition a repris souffle beaucoup plus vite que prévu. Sa grande affaire est de tenir la distance. Celle de la majorité est de ne pas s'user à la recherche d'appoints hypothétiques, à des réformes qui pouvaient attendre. Et de conjurer la crise économique qui, au moins sous l'aspect du chômage, paraît se préciser.

(XAVIER MARCHETTI.)

L'AURORE : d'accord sur quoi ?

« Ce qui est beaucoup plus sérieux, si l'on tente de projeter des vues d'avenir sur la politique française, autrement dit sur le sort, la condition de vie et les chances sociales des Français, ce sont les problèmes posés par l'éventuelle entrée en puissance dans les décisions nationales de ces « socialistes » plus ou moins rassemblés, plus ou moins fédérés, sachant plus ou moins ce qu'ils veulent, séduits sans aucun doute par la parole de François Mitterrand, mais dont on peut demander : d'accord sur quoi au juste ?

» Des marxistes, des sociaux-démocrates, des proudhoniens, des maoïstes, des énarques, des syndicalistes de toute obédience, des syndicalistes sans obédience du tout, des ralliés par haute conviction, des ralliés par opportunisme, un certain appoint de dilettantes et de coupeurs de cheveux... Au fait, de quoi faire un monde. »

(ANDRÉ GUERIN.)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : un nouvel acte de candidature.

« D'une certaine façon, le leader du P.S. vient de faire à nouveau acte de candidature au pouvoir. Les 49,6 % de voix obtenues le 19 mai justifient sans doute pour une part le maintien et le renforcement de la dynamique créée par l'élection présidentielle. Mais l'embarras du gouvernement à maîtriser l'économie nationale menacée par une crise aux dimensions inconnues explique bien davantage que la gauche conserve l'espoir d'une revanche prochaine.

» Ce sentiment est à la fois un atout inappréciable et un handicap redoutable. Il permet sans doute aux socialistes de se renforcer et de devenir chaque jour plus crédibles. Mais s'il était déçu, il risquerait de donner naissance à la profonde désillusion.

» Il y avait cependant si longtemps que la gauche se complaisait dans le défaitisme que la belle confiance qu'elle met aujourd'hui dans sa destinée constitue l'un des phénomènes majeurs de « l'ère nouvelle. »

(JEAN-MARIE BORZEIX.)

Les prises de position des fédérations et des leaders du P.C.

M. Leroy : il ne s'agit pas de comptes d'apothicaire mais d'un problème politique grave

Plusieurs fédérations départementales du P.C. réunissaien[t] samedi 12 et dimanche 13 octobre, leurs conférences fédérales af[in] de préparer le vingt et unième congrès du parti, qui se tiend[ra] du 24 au 27 octobre à Vitry-sur-Seine. Elles ont débattu du proj[et] de résolution qui sera soumis aux congressistes. La question d[es] relations avec le parti socialiste a été également évoquée : plusieu[rs] dirigeants du P.C., MM. Leroy à Limoges, Ansart à Waziers, Hermi[er] à Dijon, notamment, ont dénoncé une nouvelle fois la volonté [de] « rééquilibrage » de la gauche affirmée par M. Mitterrand. M. Ler[oy] ne s'est pas satisfait de la mise au point faite par le premier secréta[ire] du P.S., devant les assises nationales du socialisme : il a nié notam[ment] qu'il y ait eu des « défaillances mutuelles *» et que le problèm[e] soulevé par le P.C. se ramène à des «* comptes d'apothicaire *».*

A Limoges, M. Roland Leroy, membre du secrétariat du P.C., a affirmé au cours d'une conférence de presse, à l'occasion des tr[a]vaux de la conférence fédérale [de] la Haute-Vienne : « *Personne [ne] reproche au parti socialiste [de] renforcer ses positions, mais to[ut] le monde s'inquiète de voir [ce] renforcement s'effectuer au dét[ri]ment du parti communiste fra[n]çais. Il ne s'agit pas pour no[us] de comptes d'apothicaire, m[ais] d'un problème politique gra[ve] que nous posons devant l'opini[on] publique tout entière. Il n'y [a] pas de « défaillances mutuelle[s] ». Il y a, d'un côté — le nôtre [—] une loyauté totale jamais déme[n]tie et encore confirmée par [les] élections législatives partielles [de] dimanche dernier. Il y a, [de] l'autre, au nom d'un préten[du] rééquilibrage de la gauche, auq[uel] François Mitterrand vient de d[ire] qu'il avait effectivement tenu, u[ne] attitude qui vise à affaiblir [les] positions du parti communi[ste] français et qui rejoint ainsi [les] plans du grand capital. Il fa[ut] bien le constater, le grand ca[pi]tal, qui voyait se rapprocher [les] perspectives de la victoire de [la] gauche, considère comme objec[tif] prioritaire d'affaiblir le pa[rti] communiste français. Il exi[ste] d'autre part un problème poli[ti]que, et ce n'est pas nous imm[is]cer dans les affaires du pa[rti] socialiste de poser la question [:] est-ce que la venue au parti [so]cialiste d'hommes comme Roca[rd] qui ont combattu le program[me] commun de la gauche depuis [le] jour de son existence, signifie [un] détachement, volonté d'affaibl[is]sement ou de modification d[es] orientations fondamentales [du] programme commun, qui re[ste] l'objectif fondamental de l'uni[on] de la gauche, celui pour leq[uel] les communistes déploient to[us] leurs efforts ?* »

Dans son allocution lors d[es] assises du socialisme, M. Franç[ois] Mitterrand avait déclaré same[di] 12 octobre :

« *Notre démarche est large[ment] ouverte. Les communistes, je leur dis amicalement, doivent s[a]voir que nous sommes fidèl[es]. Nous ne nous lancerons pas da[ns] des comptes d'apothicaire sur [les] défaillances mutuelles. Elles s[ont] peu nombreuses à côté de ce [qui] nous rassemble. Tout le reste [est] insignifiant...*

Il m'est arrivé, il y a dix-h[uit] mois, de parler de rééquilibr[age] de la gauche. Je ne le regre[tte] pas puisque c'est fait. Nous [a]vons aborder la phase qui s'ou[vre] avec la joie de la fraternité et [de] la réussite. »

M. ANSART : vigilante attenti[on]

A Waziers, où se réunissait [la] conférence fédérale du No[rd], M. Gustave Ansart, membre [du] bureau politique du P.C., dép[uté] du Nord, a déclaré à l'adresse [de] M. Pierre Mauroy, membre [du] secrétariat national du P.S., ma[ire] de Lille : « *Nous sommes en dr[oit] de demander au parti sociali[ste] d'avoir une attitude qui ne lai[sse] pas planer d'ombre sur une po[li]tique loyale de l'unité. Si n[ous] comprenons que toutes les qu[es]tions ne peuvent être réglées [du] jour au lendemain, pour aut[ant] que des situations comme celle[s de] Lille et de Roubaix doivent ê[tre] éclaircies. Les communistes [ont] dans ces secteurs appliqué la p[oli]tique d'unité avec loyauté. M[ais] nous comprenons nos camara[des] de Lille et de Roubaix lorsq[u'ils] se plaignent d'avoir des rapp[orts] difficiles, voire inexistants, a[vec] le parti socialiste, lorsqu['ils] regrettent de n'obtenir que ra[re]ment les réunions demandées [du]rant des mois, quand ils dé[plo]rent la différence entre les a[tti]tudes dans le Nord et les dé[cla]rations faites à Paris... Ranc[œur] de notre part ? Impatience ? [Non] pas ! Exigence d'une position [et] d'une ligne claire. Pour aujo[urd']hui. Pour demain ! Exige[nce] normale que l'attitude observée [par] nous envers nos amis et alliés [soit] observée par eux, envers nous.* »

A Dijon, M. Guy Herm[ier], membre du bureau politique [du] P.C. qui participait à la confére[nce] fédérale de la Côte-d'Or, s'en [est] pris au secrétaire de la fédérat[ion] départementale du P.S. Celu[i-ci] avait estimé, après l'élection [pré]sidentielle, puis après la vict[oire] de M. Pierre Charles, radical [de] gauche, sur M. Jean-Philippe [Le]cat, le 6 octobre, que sa form[a]tion pouvait prétendre « à [la] direction politique du dépa[rte]ment ». M. Hermier a répond[u] :

« *Que faut-il penser d'une t[elle] déclaration, qui vise si mani[fes]tement à vouloir ignorer e[t] réduire à rien le rôle du p[arti] communiste ? Une telle décla[ra]tion ne sert pas la cause [de] l'union de la gauche et son p[ro]gramme. Notre objectif comm[un] n'est pas seulement de battre [le] pouvoir du grand capital, n[ais] de combattre le pouvoir p[our] changer. Il faut que nos pa[rtis] unis sur la base du program[me] commun se renforcent ensem[ble] pour lutter contre l'advers[aire]. Non pas au détriment l'un [de] l'autre.* »

POLITIQUE

M. Sanguinetti : l'U.D.R. est une force indispensable au chef de l'État

De notre correspondant

Lille. — En présence de M. Norbert Ségard, secrétaire d'État au commerce extérieur, M. Alexandre Sanguinetti, secrétaire général de l'U.D.R., a présidé le samedi 12 octobre, à Arras, une réunion commune des comités fédéraux des régions Nord et Picardie. Il a ensuite donné une conférence de presse au cours de laquelle il a notamment déclaré :

Il a dit sur la situation économique : « *Elle sera de plus en plus difficile et l'on n'y mettra fin qu'en appliquant une politique de courage et de lucidité. On a commencé à le faire, mais l'effort doit être amplement prolongé. Cela ne se fera pas sans que la collectivité nationale tout entière accepte de se soumettre aux exigences de l'intérêt général. Plus cette évidence apparaîtra, plus le chef de l'État pourra éprouver la solidité authentique de tous ceux qui, sans véritable risque jusqu'à présent, ont fait des proclamations de soutien présidentiel. Alors il verra que lorsqu'il faut engager une action de vérité au prix d'une éventuelle impopularité et lorsqu'il faut mener le pays contre certaines oppositions catégorielles, l'U.D.R. est un soutien incomparable en même temps qu'une force indispensable. S'il s'agit de prolonger ce qui a été entrepris depuis seize ans pour transformer le pays, notre place naturelle est d'être dans le combat.* »

« MM. Mitterrand et Marchais n'ont à peu près rien proposé »

M. Sanguinetti, présidant dimanche 13 octobre, à Bar-le-Duc, une réunion des comités fédéraux U. D. R. des régions Champagne-Ardenne et Lorraine, a évoqué la crise économique et affirmé que les efforts qui seront demandés aux Français « *justifient une large mobilisation de l'opinion* ».

« *En tout cas, force est de reconnaître que, jusqu'ici, MM. Mitterrand et Marchais n'ont à peu près rien proposé pour faire sérieusement face à ce nouveau défi. Une grande explication nationale s'impose donc, l'U.D.R. la réclame, elle est prête à y jouer son rôle. Ce faisant, elle entend montrer aux Français qu'elle demeure fidèle à sa vocation gaulliste de rassemblement et de recours dans les grandes épreuves nationales.* »

DEVANT LE « FRONT DU PROGRÈS »

M. Jobert : je récuse la bipolarisation de la vie nationale

Le Front du progrès, mouvement de gaullistes de gauche, que préside M. Jacques Dauer, a organisé, le 12 octobre, à Paris, une journée d'études. Après M. Léo Hamon, ancien député U.D.R., ancien ministre, qui devait également assister aux assises nationales du socialisme, M. Jean Charbonnel, ancien député U.D.R., maire de Brive, a affirmé :

« *Chacun doit aujourd'hui choisir clairement son camp. La direction de l'U.D.R. et une majorité du groupe parlementaire, en se ralliant sans condition à M. Giscard d'Estaing, ont choisi celui de la droite. Nous, nous proposons aux gaullistes d'explorer une voie nouvelle, celle du dialogue avec la gauche.* »

M. Michel Jobert, après avoir indiqué qu'il n'était pas venu ici « *pour subir un examen de passage* », a rappelé qu'il n'entendait se situer « *ni à droite ni à gauche* », et qu'il « *récusait la bipolarisation de la vie nationale* ».

Evoquant le gaullisme, M. Jobert a déclaré : « *Moi, je ne piétine pas un passé qui a été honorable et glorieux pour la France. Je souhaite que nul parmi nous n'ait à rougir de mon action de demain par rapport à ce passé.* »

M. CHABAN-DELMAS : maintenir ma ligne de conduite

M. Jacques Chaban-Delmas, ancien premier ministre, député U.D.R. de la Gironde, a adressé une lettre à M. Jacques Dauer, secrétaire général du Front du progrès. Il écrit notamment : « *J'estime, pour ma part, que les options que j'ai eu l'honneur de présenter aux Français le printemps dernier demeurent fondamentalement bonnes. Il est donc de mon intention de maintenir cette ligne de conduite et d'en faire personnellement ressortir le caractère indispensable dès l'instant que cela paraîtrait nécessaire. Dites à tous et à toutes qu'ils peuvent compter sur moi, comme je compte sur eux.* »

M. CHARBONNEL : les gaullistes n'ont pas grand-chose à attendre de M. Giscard d'Estaing.

M. Jean Charbonnel, ancien ministre, a notamment déclaré, vendredi 11 octobre à Brive, au cours d'une réunion publique : « *Le nouveau pouvoir n'est pas gaulliste (...) ; le premier ministre n'a pas les moyens de fléchir la politique de M. Giscard d'Estaing.* » Le maire de Brive a ajouté : « *Les gaullistes, qui n'ont pas grand-chose à attendre de M. Giscard d'Estaing, devraient revenir à leurs sources pour constituer un mouvement du centre, force qui pourrait demain, avec la gauche, donner une vaste majorité nationale et permettre de sortir de l'impasse actuelle.* »

LES ÉLECTIONS CANTONALES

CORSE, canton de Petreto-Bicchisano (2e tour).

Inscr., 2 835 ; vot., 2 333 ; suffr. expr., 2 320.

MM. Paul Donat-Poli, m. d'Olivèse, maj. présid., 1 036 voix, *ELU* ; Dominique Buresi, P.S., 827 ; Antoine Luciani, sans étiq., 457.

[Il s'agissait de remplacer Lucien Luciani, U. D. R., décédé, qui, en mars 1970, avait été réélu au premier tour avec 1 157 voix contre 278 à M. Bungelmi, P. C., sur 3 004 inscrits, 1 446 votants et 1 435 suffrages exprimés.

Le 6 octobre 1974, les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr., 2 835 ; votants, 2 308 ; suffr. expr., 2 306. MM. Donat-Poli, 686 voix ; Louis Pianelli, maire de Petreto-Bicchisano, maj. prés., 449 ; Antoine Luciani, 445 ; Dominique Buresi, 367 ; Paul Bungelmi, P. C., 299 ; Pierre Bartoli, U. J. P., 69.]

VOSGES, canton de Dompaire (2e tour).

ind., cons. gén. sortant, et 431 à expr., 2 802.

MM. Guy Jeanroy, ind. fav. à la maj., 1 232 voix, *ELU* ; Raymond Maglaive, sans étiq., fav. à la maj., 1 163 ; Daniel Canton, P.S., cand. unique de la gauche, 407.

[Il s'agissait de remplacer le général Jean Ferry, ind., décédé en août 1974. Jean Ferry avait été élu au second tour en septembre 1973, avec 1 891 voix contre 1 061 à M. Lhuillier, ind., cons. gén. sortant et 431 à M. Canton, P. S., sur 3 598 inscrits, 2 637 votants et 2 583 suffrages exprimés.

Le 6 octobre 1974, au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 3 882 ; vot., 2 689 ; suffr. expr., 2 473 ; MM. Guy Jeanroy, 1 027 voix ; Raymond Maglaine, 986 ; André Leroy, sans étiq., fav. à la maj. présid., maire de Saint-Vallier, 460. M. Leroy s'était retiré entre les deux tours sans donner de consigne de vote. La gauche, qui ne présentait pas de candidat au premier tour, obtient un score inférieur à celui de septembre 1973 en dépit de la progression du nombre des inscrits, des votants et des suffrages exprimés.]

VAUCLUSE, canton de Valréas (2e tour).

Inscr., 6 967 ; vot., 4 777 ; suffr. expr., 4 686.

MM. Paul Freynet, P.S., 2 046 voix, *ELU* ; Camille Bompard, sans étiq., 1 389 ; Léon Doux, m. de Valréas, sans étiq., 1 251.

[Il s'agissait de remplacer Jules Niel, radical-socialiste, décédé.

En mars 1970, les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr., 6 466 ; votants, 4 518 ; suffr. expr., 4 188. MM. Jules Niel, prés. cons. gén., maire de Valréas, 3 037 voix, réélu ; François Thomas, P. C., 1 151.

Le 6 octobre 1974, le scrutin du premier tour avait donné les résultats suivants : inscr., 6 967 ; votants, 4 265 ; suffr. expr., 4 176. MM. Camille Bompard, 1 078 voix ; Paul Freynet, 998 ; Léon Doux, 870 ; Georges Bonnefoy, maire de Visan, sans étiq., 572 ; François Thomas, P. C., 430 ; Jean Schiff, rad. de gauche, 228.]

● *Les députés du groupe des réformateurs centristes et démocrates sociaux* qui étaient réunis dimanche 12 et lundi 13 octobre pour des journées d'étude à Montrouge ont entendu dimanche les rapports présentés, sur leur activité gouvernementale, par Mme Annie Lesur, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation, et MM. Jacques Barrot, secrétaire d'État au logement, André Rossi, porte-parole du gouvernement, et Michel Durafour, ministre du travail. Ce dernier s'est essentiellement attaché à donner aux députés centristes des arguments en faveur du projet de loi instituant une compensation entre les régimes de base de Sécurité sociale, projet qui a été repoussé par la commission des finances de l'Assemblée nationale le 10 octobre, et que la commission des affaires culturelles, familiales et sociales n'avait pas adopté (*le Monde* du 12 octobre.)

● *« L'Appel », organe du « renouveau gaulliste »*, s'inquiète notamment du projet gouvernemental imposant un certain nombre de parlementaires parmi les présentateurs des candidats à l'élection présidentielle. *L'Appel* estime, en effet, que cela « *donnerait en fait aux partis un droit de veto sur tout candidat qui n'aurait pas leur appui. Ce serait une atteinte grave au droit du suffrage universel. En conséquence, tous ceux qui se réclament de la Ve République ne sauraient approuver une telle réforme* ».

Ce texte est signé par MM. Léon Noël, ancien président du conseil constitutionnel ; Alexandre Bolo, député U.D.R. de la Loire-Atlantique ; Jean Charbonnel, ancien ministre ; Jacques Debu-Bridel ; Jean-Paul Fasseau, président de l'U.J.P. ; Dominique Gallet, secrétaire politique du Front progressiste ; Olivier Germain-Thomas, directeur de *l'Appel* ; Pierre Lefranc, président de l'Association nationale d'action pour la fidélité au général de Gaulle ; M. Peyret, député U.D.R. de la Vienne ; Louis Vallon et Jacques Vendroux, anciens députés.

● *M. Jean Charbonnel*, ancien ministre, conseiller référendaire à la Cour des comptes, en service détaché en qualité de membre du gouvernement, est réintégré dans les cadres de la Cour des comptes

Il remplace M. Jean-François Carrez, qui est placé en disponibilité pour une période de deux ans auprès du ministre de la qualité de la vie pour exercer les fonctions d'adjoint au commissaire général au tourisme.

CARNET

Naissances

— M. et Mme Michel Bruguière ont la joie de faire part de la naissance de leur fille

Ninon.

Le 25 septembre 1974.
90, boulevard de Port-Royal,
75 005 Paris.

Mariages

— Annie Bardet
et Daniel Haemmerlin
font part de leur mariage, qui sera célébré le 26 octobre au temple de Sanary-sur-Mer.

M. et Mme A. Bardet, 32, allées des Cadierens, 83 270 Saint-Cyr-sur-Mer.

M. J.-L. Haemmerlin, chevalier de la légion d'honneur, et Mme, 75, rue du Haut-Barr, 67 700 Saverne.

— On nous prie d'annoncer le mariage de

M. Guy-Patrice Quetant,
fils de M. et Mme Roger-François Quetant,
avec Mlle Françoise-Sophie d'Orange,
fille de M. et Mme Alain d'Orange,
célébré le 21 septembre 1974 à Sacquenville (Eure).

Décès

— Djidjelli. Alger. Constantine. Skikda.

Les familles Djemame, Moussaoui, parentes et alliées,
ont l'immense douleur de faire part du décès de

M. Hadj Bachir DJEMAME,

survenu à Djidjelli, où a eu lieu l'inhumation.

— La famille et les amis de
Mme Nicole-Marguerite DONAZ
ont la douleur de faire part de son décès, survenu en son domicile, 5, rue Théodule-Ribot, Paris-17e, le 9 octobre 1974, après une longue maladie.

Selon sa volonté, la cérémonie religieuse et l'inhumation dans le caveau de famille ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— M. et Mme Robert Escarpit, leurs enfants et leurs petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Jeanne-Esther ESCARPIT,
institutrice honoraire,

survenu le 12 octobre 1974 à Arès (Gironde).

— Nous apprenons la mort de
M. André JAPY,
pionnier de l'aviation, décédé le samedi 12 octobre, près de Brest, à l'âge de soixante-dix ans.

[André Japy avait réalisé en 1932 le premier raid aérien Paris-Saïgon, à bord d'un Caudron Aiglon. Il tenta ensuite la liaison Paris-Tokyo, mais, pris dans le brouillard sur les côtes nippones, il s'écrasait dans la région de Fukuoka après avoir heurté la cime de plusieurs arbres.]

— M. et Mme Robert Rein,
M. et Mme Claude Wauthier-Wurmser, ses enfants ;
M. et Mme Philippe Rein, Emmanuel et Anne-Valérie,
M. et Mme Bernard Rein, Jérôme et Antoine,
M. et Mme Claude Levy-Rueff et Arnaud, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants ;
Mme Lucien Metzger, sa sœur, toute sa famille et Mlle Fernande Saumon,
ont la grande douleur de faire part du décès de

Mme Maurice MARX,
née Marthe Ulmann,

survenu le 9 octobre 1974.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

La famille s'excuse de ne pas recevoir.

— Mme Guy Renaut et ses enfants,
M. et Mme Louis Renaut,
ont la douleur de faire part du décès subit de

Guy RENAUT,
ingénieur de l'air.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le 8 octobre 1974, à Saint-Selve (33).

Très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées, ils adressent à chacun leurs sincères remerciements.

Remerciements

— Mme Jean-Philippe Bertrand, ses enfants, ses petits-enfants, ses amis et toute la famille, très touchés des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès du

docteur Jean-Philippe BERTRAND,

remercient très sincèrement toutes les personnes qui ont pris part à leur peine.

Anniversaires

— Pour le deuxième anniversaire de sa mort, à tous ceux qui ont connu et aimé

M. Etienne JAY,

une pieuse pensée est demandée, en union avec la messe qui sera célébrée à 10 heures, le 15 octobre 1974, à Saint-Philippe du Roule.

— En ce 14 octobre 1974, deuxième anniversaire de la mort de son mari,

M. André JOUCLA-RUAU,
professeur à la faculté des lettres d'Aix-en-Provence.

Mme André Joucla-Ruau demande à tous ceux qui l'ont connu une pensée émue.

— Pour l'anniversaire de la mort
d'Huguette LE BRAS,
née Sudre,
une pensée est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée.

Messes anniversaires

— Pour le premier anniversaire du décès de

Jacques VANDIER,
membre de l'Institut,
conservateur en chef
au musée du Louvre,

une pensée affectueuse est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Une messe sera dite à son intention le mardi 15 octobre, à 18 heures, en la basilique Sainte-Clotilde.

Communications diverses

— Les Clubs Eurafrique 2000 organisent un dîner le lundi 28 octobre, à 20 h. 30, au Cercle suédois, 242, rue de Rivoli (Paris-1er). M. Roger Chinaud, secrétaire général des Républicains indépendants et député du 18e arrondissement de Paris, dirigera un débat sur la situation politique générale. Les adhésions doivent parvenir 21, rue d'Auteuil, 75 016 Paris. Tél. 520-54-98.

Soutenances de thèses

— Vendredi 18 octobre, à 14 h. 30, université René-Descartes, salle Louis-Liard de la Sorbonne, M. Christian de Montlibert : « Mobilité sociale et éducation des adultes. La promotion supérieure du travail. Organisation, tendances, résultats ».

— Jeudi 24 octobre, à 9 h. 30, université René-Descartes, salle Louis-Liard de la Sorbonne, M. Albert Néron de Surgy : « La géomancie et le culte d'Afa chez les Evhe du littoral (Togo et Ghana) ».

— Samedi 26 octobre, à 13 h. 45, université de la Sorbonne-Nouvelle, salle Liard, M. Henri Gibault : « John Galt (1779-1839) ».

— Samedi 9 novembre, à 13 h. 45, université de la Sorbonne-Nouvelle, salle Liard, M. Claude Richard : « Edgar Allan Poe, journaliste et critique ».

Conférences

— L'Association des amis du Musée de l'air organise le mercredi 23 octobre, à 20 h. 45, à la salle de conférences Charles-Renard de l'Ecole des techniques avancées, 32, boulevard Victor, 75 015 Paris, une conférence de M. Joseph Frantz, président des Vieilles Tiges, ancien chef pilote aux Aéroplanes Voisin. Cette causerie sera suivie de la dernière interview de Gabriel Voisin par Pierre Bellemare et de la projection d'un film des Vieilles Tiges sur les premiers envols des aéroplanes.

Visites et conférences

MARDI 15 OCTOBRE

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques, 15 h., Grand Palais, Mme Détrez : « Exposition photographique des travaux de l'inventaire ». — 15 h., 25, boulevard de Vaugirard, Mme Legregeois : « Maine-Montparnasse ». — 15 h., métro Pont-de-Neuilly, Mme Pennec : « Promenade à Neuilly ». — 15 h., 17, quai d'Anjou, Mme Zujovic : « Hôtel de Lauzun ». — 15 h., 1, rue Saint-Louis-en-l'Ile : « Les hôtels de l'Ile Saint-Louis » (A travers Paris). — 15 h., 47, rue Raynouard : « Le vieux Passy en automne » (Mme Hager) — 15 h., façade église Saint-Gervais : « Hôtels de Beauvais, d'Aumont, de Sens » (M. de La Roche). — 15 h., 9, place de Stalingrad : « Promenade littéraire autour du canal Saint-Martin » (Paris et son histoire).

CONFERENCES. — 14 h. 45, Institut de France, 23, quai Conti, M. Albert Ducrocq : « Logique de l'univers et des effets ». — 18 h. 30 et 21 h., salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, M. Christian Zuber : « Tahiti et les plus belles îles du monde » (Connaissance du monde). — 20 h. 30, 26, rue Bergère, M. Pir Vilayat Inayat Khan : « Lumière archangélique et conscience humaine dans le soufisme » (l'Homme et la Connaissance).

ÉCHECS

AU TOURNOI DES PRÉTENDANTS LA ONZIÈME PARTIE EST NULLE

La onzième partie du tournoi des prétendants au titre de champion du monde, qui oppose, à Moscou, les deux grands maîtres Kortchnoi et Karpov, a été la plus longue et la plus animée depuis le début de la rencontre.

A l'ajournement, Kortchnoi, qui jouait avec les blancs, possédait un pion d'avance. Neuf coups après la reprise, au cinquantième coup, Karpov a proposé la nullité, que Kortchnoi refusait, et c'est au quatre-vingt-unième coup, après que Karpov eut regagné les deux pions de retard qu'il comptait dans la finale, que fut conclue la nullité.

Karpov compte toujours deux points d'avance, mais le jeu de Kortchnoi devient chaque jour plus précis et plus incisif.

A L'HOTEL DROUOT

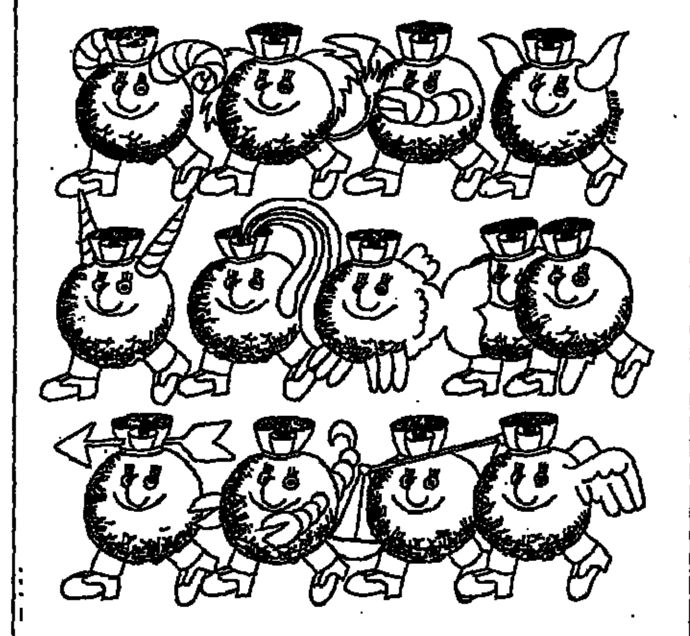
Mardi

EXPOSITIONS

S. 1. — Médailles, jetons, monnaies. Art Déco. Meubles, objets d'art 19e signés Krieger, Sormani. MM. Lefuel, Praquin, Page, Me Ader, Picard, Tajan.
S. 5. — Ameublement. Me le Blanc.
S. 6. — Bib., mobil. Me Oger.
S. 8. — Monnaies franç. et étrang. M. Vinchon, S.C.P. Loudmer, Poulain, Cornette de Saint-Cyr.
S. 10. — Dessins, tableaux modern., aquar., gouaches, pastels, sculptures. MM. Durand-Ruel, Pacitti, Maréchaux, Cézanne, Me Ader, Picard, Tajan.
S. 13. — Ameubl. Me Boisgirard.
S. 14. — Meubl., fourr. Me Thuillier.

VENTES

S. 7. — Extrême-Orient : Chine, Japon. Céramique, pierres dures, netsuké, livres japonais, estampes, etc. M. Portier, Me Ader, Picard, Tajan.





DÉFENSE

Accompagné d'une escorte

LE PORTE-AVIONS « CLEMENCEAU » SÉJOURNERA POUR UNE MISSION PROLONGÉE EN OCÉAN INDIEN

Une force navale composée du porte-avions « Clemenceau », de la frégate « Tourville », de l'escorteur d'escadre « Bouvet » et des pétroliers ravitailleurs « la Saône » et « Aber Wrach » vient d'appareiller de Brest en mission de présence prolongée dans l'océan Indien. Ce groupe de bâtiments de guerre, qui porte le nom de code de Saphir, assurera la relève d'un autre groupe de bateaux, composé de la frégate lance-missiles « Duquesne », de l'escorteur d'escadre « Jauréguiberry » et du bâtiment-atelier « Garonne », qui était en mission de présence depuis avril en océan Indien avec le nom de code de Mousson.

Le porte-avions « Clemenceau » de 33 000 tonnes à pleine charge a embarqué un groupement aéronaval mixte, composé d'intercepteurs tous temps « Crusader », d'avions d'assaut et de reconnaissance « Etendard », d'appareils de lutte anti-sous-marine « Breguet-Alizé » et d'hélicoptères de transport « Super-Frelon ».

En dépit des protestations des pays riverains, dont les dernières en date ont été celles du chah d'Iran en faveur d'une entente militaire et d'un renforcement de la coopération économique dans cette région du monde, l'océan Indien est devenu un enjeu entre les grandes puissances qui songent à y étendre leur influence et leurs intérêts. Les Etats-Unis ont dénoncé l'existence de bases soviétiques, notamment en Somalie et à Aden (Yémen du Nord), tandis que l'Union soviétique a protesté, de son côté, contre l'agrandissement de la base de Diego-Garcia, dans l'archipel des Chagos, à 2 500 kilomètres au nord-est de la Réunion, après la signature d'un accord américano-britannique. Des bâtiments de guerre des grandes puissances séjournent en océan Indien régulièrement et il est prévisible que la réouverture du canal de Suez va encore intensifier ces activités militaires et ces luttes d'influence stratégique.

La France, pour sa part, maintient des forces interarmées à Djibouti et à l'île de la Réunion, ainsi qu'une petite escadre navale périodiquement renforcée comme en témoignent les missions Mousson et Saphir.

● *Une escadre navale soviétique*, comprenant un croiseur, un destroyer et un pétrolier mouillera à Port-Louis, capitale de l'île Maurice, de ce lundi au 19 octobre, pour une visite amicale officielle, annonce l'agence Tass. — (Reuter.)

Les réactions après le maintien du service d'un an

● LE CENTRE CONFEDERAL DE LA JEUNESSE C.G.T. : « *Les récentes déclarations du ministre de la défense s'éloignent des promesses faites précédemment, notamment vis-à-vis de la commission armée-jeunesse, cela au mépris de toutes les organisations de jeunesse qui la composent.* »

● LE MOUVEMENT DES JEUNESSES COMMUNISTES. : « *La politique du compte-gouttes chère au ministre Soufflet ne saurait masquer plus longtemps la nécessité de réformes démocratiques dont on ne peut faire l'économie pour changer la condition militaire. On ne peut à la fois lâcher des miettes d'une main et brandir la menace de l'autre, en renforçant les mesures répressives contre les appelés, coupables d'exprimer une opinion sur leur séjour sous les drapeaux.* »

● L'UNION DES JEUNES POUR LE PROGRES (U.J.P.). — « *Depuis plusieurs mois une certaine consternation se répand au sein du continent et se traduit par des manifestations et des pétitions. Il est évident que, dans cette affaire, des agitateurs patentés tirent les ficelles. Mais il n'en est pas moins vrai qu'un malaise règne à propos du service national. Il est naturel que les jeunes s'interrogent sur le déroulement du service national, ce qui ne veut pas dire que la nécessité de la défense nationale soit remise en cause.* »

● LA FEDERATION NATIONALE LEO-LAGRANGE (qui regroupe divers clubs de jeunes et qui est d'origine socialiste) — « *C'est une nouvelle déception pour ceux qui attendent une profonde transformation de la condition militaire. Les engagés et cadres d'active recevront quelques satisfactions matérielles mais restent soumis à un statut qui en fait des citoyens diminués. Quant aux appelés, les mesures annoncées sont une fois de plus hors de proportion avec les besoins minimums exprimés ces derniers mois sous les forces les plus diverses.* »

Pour la première fois depuis quinze ans

DE HAUTS FONCTIONNAIRES SERONT ENTENDUS PAR DES DÉPUTÉS MEMBRES DE LA COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Pour la première fois depuis une quinzaines d'années environ, les parlementaires membres de la commission de la défense à l'Assemblée renouent avec une tradition — appliquée dans les commissions spécialisées du Congrès américain — qui leur permettra désormais d'entendre régulièrement les hauts fonctionnaires, civils ou militaires, du ministère de la défense.

C'est ainsi que le jeudi 17 octobre M. Jean Cochard, directeur de la justice militaire et de la gendarmerie nationale, et M. Philippe Lacarrière, secrétaire général pour l'administration des armées, seront entendus par la commission. M. Jean-Laurens Delpech, délégué ministériel pour l'armement, et le général d'armée aérienne François Maurin, chef d'état-major des armées, seront entendus le jeudi 24 octobre.

Jusqu'à ce jour, depuis septembre 1960, seul le ministre de la défense venait informer les parlementaires membres de la commission.

LES VENTES DE MATÉRIEL MILITAIRE AMÉRICAIN

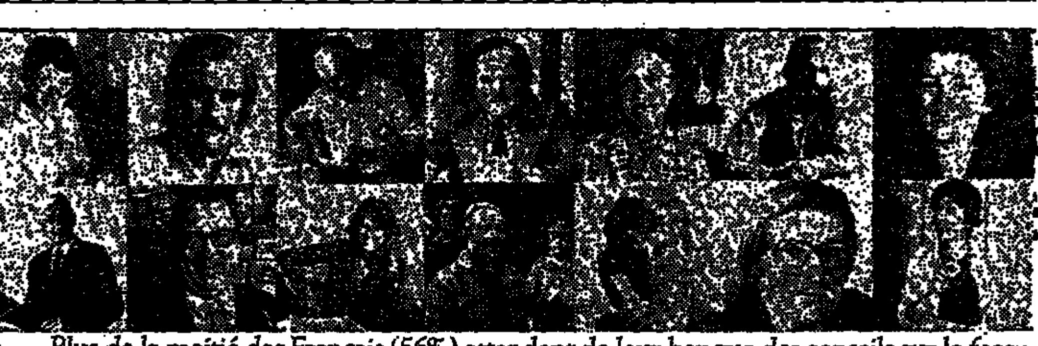
Selon les chiffres récemment publiés par le Pentagone, les Etats-Unis ont vendu pour 8 262 millions de dollars de matériel militaire à l'étranger pendant l'année fiscale 1973-1974.

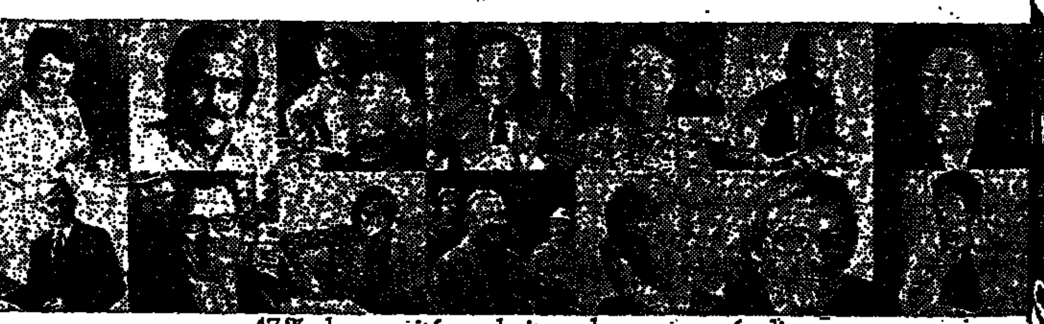
Les dix plus gros importateurs de matériel militaire américain sont :

	Millions de doll.
Iran	3 794
Arabie Saoudite	117
Grèce	434
Allemagne de l'Ouest	218
Espagne	147
Canada	93
Chine nationaliste	88
Corée	81
Chili	68

Deux grandes puissances, la France et la Grande-Bretagne, ont respectivement acheté pour 21 millions et 45 millions de dollars d'équipements militaires aux Etats-Unis lors de l'exercice 1973-1974.

Le plus petit acheteur — le Népal — a limité ses achats à 1 million de dollars. — (A.F.P.)







MÉDECINE

AUX ASSISES NATIONALES DE TOURS

La technique moderne et la surdité

De notre correspondant

Tours. — Plus de cent cinquante participants ont assisté à Tours aux douzièmes assises nationales de la prothèse auditive, organisées par la Société scientifique d'audioprothèse. A cette rencontre de spécialistes avaient, en outre, été invités des éducateurs spécialisés, les orthophonistes, des représentants d'administrations sociales et des usagers utilisateurs de prothèse, représentant l'Association des sourds de France.

Les travaux ont notamment porté sur trois points.

● L'APPAREILLAGE. — Au cours d'une séance d'informations techniques, fabricants et importateurs ont montré les innovations dans la conception et la réalisation des appareils de prothèse auditive. On a ainsi mesuré combien, dans ce domaine, ont été mises à profit les recherches américaines menées en vue des expéditions spatiales, ce qui a permis une miniaturisation des systèmes, qui ont parallèlement gagné en efficacité. Un appareillage, qui atteignait 500 grammes en 1940, ne pèse, désormais, pas plus de grammes.

● LA CHIRURGIE. — Plusieurs communications scientifiques ont été consacrées aux recherches pluridisciplinaires menées par des médecins, des chirurgiens et des ingénieurs audio-phonéticiens. C'est ainsi que le professeur Pialoux, de Paris, fait état, avec cependant beaucoup de prudence, des expériences d'implantation cochléaire qui peuvent, dans l'avenir, donner un espoir aux sourds totaux : il s'agit de l'implantation de minuscules électrodes à l'intérieur même du colimaçon. Le professeur P. Rouleau a, de son côté, livré les premières observations faites après des greffes d'enclumes ou « tympanoplastie » par homogreffes.

● L'EDUCATION. — Les impératifs d'une bonne éducation sanitaire et d'une action sociale plus efficace en faveur des « mal entendants » ont été relevés lors du forum organisé entre médecins audio-prothésistes et porte-parole des associations de parents ou groupements de handicapés auditifs. Le professeur Jean Reynaud, de la faculté de Tours, soulignait ainsi que les sourds sont souvent victimes de l'indifférence, car leur handicap est peu visible. Il existe néanmoins en France près de deux millions de personnes souffrant de troubles de l'audition, et actuellement le nombre de ceux qui *« deviennent sourds »* lorsqu'ils sont adultes augmente nettement, du fait des conditions de vie urbaines. Or, fait-il observer, l'enseignement de l'oto-rhino-laryngologie, hors le cas de l'étudiant se spécialisant, n'est pas efficacement dispensé dans les facultés de médecine. *« Depuis 1970,* affirme-t-il, *on peut terminer ses études médicales sans avoir jamais examiné une oreille » ;* 5 à 10 % cependant des consultants d'un généraliste viennent pour un problème d'ordre oto-rhino-laryngologiste. Des efforts ont été faits pour remédier à la surdité infantile par le dépistage et un appareillage précoces ; il y a encore beaucoup à faire pour les adultes. Ce ne sont pas seulement les spécialistes, mais aussi les omnipraticiens qui sont concernés pour maîtriser ce problème.

Les conditions de remboursement et de contrôle médical observées par les caisses d'assurance-maladie ont été assez vivement dénoncées, spécialement lorsque les médecins prescrivent un appareillage stéréophonique (le taux de T.V.A. des prothèses auditives est beaucoup plus élevé que dans d'autres pays voisins, 20 % en France, contre 6 % en Allemagne de l'Ouest et 0 % en Grande-Bretagne). Des explications fournies par le docteur Montenat, de la caisse régionale de Paris, il est apparu que ce type d'appareillage, dont la valeur a été attestée par tous les spécialistes d'audio-prothèse, ne figure pas sur la nomenclature qu'appliquent les services administratifs pour le bénéfice des prestations normales. Les représentants de la Fédération nationale des associations de parents d'élèves des institutions des déficients auditifs ont, à cette occasion, rappelé les promesses qui leur avaient été faites par M. Giscard d'Estaing durant la campagne de l'élection présidentielle. Ce dernier écrivait alors : *« Il va de soi que, pour les déficients auditifs, l'appareillage des deux oreilles sera compris parmi les dépenses couvertes à cent pour cent »*.

Enfin, le souci de protéger les usagers contre certaines pratiques abusives a été souligné par M. Vaysette, audio-prothésiste à Paris, qui situa en ces termes la règle éthique que se sont fixée les professionnels de l'audio-prothèse : *« Tant que le déficient de l'ouïe n'aura pas acquis la maîtrise de sa prothèse, l'audio-prothésiste doit être au service du patient, il signe avec celui-ci un contrat moral d'assistance permanente... La maintenance de l'efficacité de l'appareillage n'est pas un service après vente »*.

BERNARD POUPEL.

L'appareil auditif

Cet appareil auditif comprend :

● UNE STRUCTURE DE RÉCEPTION DES SONS (le pavillon de l'oreille et le conduit auditif).

● UN SYSTEME DE TRANSMISSION, ou oreille moyenne, séparé de l'oreille externe par la membrane du tympan, et qui contient, dans un petite cavité centrale, une série d'osselets disposés en chaîne (le marteau, l'enclume et l'étrier).

● UN ORGANE DE L'AUDITION, OU OREILLE INTERNE, est un labyrinthe osseux divisé en un limaçon osseux, ou cochlée, et un appareil vestibulaire comportant des canaux orientés dans l'espace selon trois plans directeurs (vertical, horizontal, sagittal).

Un liquide remplit ces structures internes et conduit les vibrations sonores vers le système nerveux, qui les « décode ».

L'intervention des spécialistes peut porter, selon les causes de la surdité, tantôt sur les osselets du système de transmission et tantôt directement sur l'organe de l'audition, selon des tentatives en cours d'expérimentation.

RELIGION

LES TRAVAUX DU SYNODE A ROME

Des vérités qui affleurent

De notre envoyé spécial

Rome. — Des fausses notes au synode ? Il en est forcément, mais elles sont vite repérées et stigmatisées par la grande majorité des évêques : ainsi l'intervention publique du cardinal Périclès Felici, président de la commission de la réforme du droit canon, qui a fait un double reproche à Dom Helder Camara pour avoir d'une certaine manière repris à son compte dans un carrefour le propos célèbre de Karl Marx *« religion, opium du peuple »* et, d'autre part, d'avoir laissé filtrer son exposé à l'extérieur (*le Monde* du 10 octobre).

Le même cardinal s'est montré quelque peu discourtois à l'égard du pasteur Philip Potter, secrétaire général du conseil œcuménique des Eglises, à l'issue de son rapport (*le Monde* du 12 octobre) en lui demandant quelle conception il se faisait de l'autorité de hier tus dans l'Eglise, affluent suite qu'il n'était pas satisfait de la réponse.

Fausse note encore de la part de Mgr Camillo Lara, évêque coadjuteur de Trujillo (Venezuela), qui a accusé l'Eglise d'aujourd'hui de ne plus prêcher et de se montrer prisonnière de l'opinion publique et des théologiens à bon marché. Bavure enfin, ou plus exactement lacune, remarquée par Mgr Durand-Florez, archevêque de Cuzco (Pérou), s'étonnant que le synode néglige de parler des travailleurs manuels. Tout se passe en effet comme si les Pères se souciaient assez peu des valeurs du monde ouvrier et ne recherchaient guère les moyens d'évangéliser cette partie de l'humanité qui lui échappe depuis le dix-neuvième siècle. Résignation symptomatique.

Et pourtant ce synode fait preuve d'une certaine perspicacité en divers domaines. Un certain nombre de problèmes importants, hier tus dans l'Eglise affluent aujourd'hui et sont traités sans réticence. Par exemple celui des femmes. Il ne se passe pas de jour sans qu'un ou plusieurs évêques évoquent le retard pris par l'Eglise. Alors que les femmes religieuses ou non font un travail d'évangélisation considérable, on ne leur accorde encore pas la place qui devrait leur revenir. Le mythe de l'Eve tentatrice pèse encore de tout son poids dans l'Eglise. Pourquoi les femmes n'ont-elles pas droit au diaconat ni à la prêtrise alors que dans de nombreux cas elles font fonction de chef de paroisse ou de communauté ? Pourquoi, ainsi que le suggérait un évêque, les religieuses ne seraient pas, par exemple, habilitées à devenir des témoins du mariage sacramentel, à la place des prêtres ?

Les mouvements féministes de l'Eglise n'ont en tout cas rien perdu de leur pugnacité. Une de leurs représentantes circule à Rome avec un badge sur la poitrine : *« Si vous ne voulez pas nous ordonner, alors ne nous baptisez pas. »*

Une forteresse éclatée

Autre thème constant au synode : la valeur des religions non chrétiennes. Il y a plusieurs années que le fameux slogan *« hors de l'Eglise, pas de salut ! »* n'a plus cours. La plupart des intervenants insistent sur le fait que les hommes peuvent faire leur salut sans être chrétiens et que l'Esprit Saint agit en dehors des frontières des Eglises. Cet éclatement de la forteresse ecclésiale, qui était d'ailleurs une perversion de l'Evangile, ne va pas sans poser des problèmes à la mission. Pourquoi aller prêcher l'Evangile à ceux qui ne le connaissent pas si les « païens » n'en ont pas un besoin impérieux ? Il y a plusieurs types de raisons valables à cette interrogation, mais, en pratique, on constate une dépression de l'élan missionnaire ou, à tout le moins, un tel respect des évangélisateurs pour les autres religions que le nombre des conversions diminue. De plus en plus rares sont ceux qui s'en plaignent. Le prosélytisme est une notion définitivement péjorative. Le « témoignage » chrétien, fût-il tacite, est devenu la panacée. Les Eglises en terre d'Islam en donnent l'exemple.

Autre signe des temps : l'importance que le synode attache à la presse. Bien des malentendus ou des incompréhensions subsistent mais une certaine ouverture s'est opérée. Le Père Pedro Arrupe, général des jésuites, a consacré toute son intervention à décrire les conditions de travail des journalistes et à demander aux évêques de se comporter d'une manière intelligente à leur égard.

Quelques passages d'interventions sont, d'autre part, caractéristiques de l'évolution des évêques :

● Le cardinal Hwan Kim (Corée) : *« Il est déplorable que l'Eglise se taise si souvent devant les injustices sociales, alors qu'elle pousse des clameurs lorsqu'elle est personnellement attaquée. Nous semblons quelquefois faire plus de cas des temples de pierre ou de bois que des temples vivants du Saint Esprit que sont les hommes de chair et de sang. »*

● Mgr William Power, évêque d'Antigonish (Canada) : *« Appelons-en à un arrêt total de la course aux armements et à une politique de désarmement mondial. »*

Pour une Église du sourire

● Le Père Théo Van Asten (néerlandais), ancien supérieur des Pères Blancs, après avoir dit éprouver de la « honte » que les femmes soient si peu représentées au synode, a déclaré : *« C'est un fait que l'Eglise est trop souvent identifiée au monde capitaliste : qu'elle a paru condamner la violence contre des régimes de droite alors qu'elle l'acceptait implicitement contre des régimes de gauche. Je plaide pour une Eglise plus visiblement évangélique, une Eglise du sourire et de la tolérance. »*

● Le cardinal Evaristo Arns, archevêque de Sao-Paulo (Brésil) : *« Lutter contre le péché, c'est aujourd'hui lutter contre la famine, la guerre, l'oppression, les tortures, l'exploitation, les salaires insuffisants, la pornographie. »*

● Mgr Michel Vial, évêque de Nantes : *« Beaucoup de nos contemporains ne sont ni hostiles ni agressifs mais indifférents et comme étrangers à l'univers de la foi. Ceux qui sont présents aux sciences humaines ou qui optent pour la politique découvrent un jour que le christianisme a cessé de les inspirer. Il ne suffit pas de rappeler des vérités dogmatiques. Il faut aussi retrouver l'originalité de la Révélation, nous situer comme des chercheurs de Dieu. La foi ne va plus de soi. »*

● Le cardinal Joseph Suenens, archevêque de Malines-Bruxelles : *« Les chrétiens d'aujourd'hui seront de moins en moins des chrétiens héréditaires. Cela suppose qu'à certains seuils décisifs de leur vie ils soient amenés à ratifier personnellement l'adhésion au Christ de leur baptême et de leur confirmation. Que les liturgistes et les pasteurs élaborent des formules simples et adaptées à cette sorte de catéchuménat permanent que notre époque rend indispensable. »*

● Mgr Denis Hurley, archevêque de Durban (Afrique du Sud) : *« Notre théologie est très spéculative. Les encycliques ne produisent plus de miracles. Il nous faut passer à l'action et parvenir à des conclusions pratiques. »*

HENRI FESQUET.

La rénovation de Saint-Honoré d'Eylau

Une église communautaire pour notre temps

Le samedi 12 octobre, Mgr Daniel Pézeril, évêque auxiliaire de Paris, a consacré, au cours de la messe de la dédicace, la chapelle de Saint-Honoré d'Eylau, 66, avenue Raymond-Poincaré. Cette chapelle a été entièrement rénovée grâce à l'initiative d'un groupe de laïcs.

Il y a quatre ans, un vaste projet de rénovation de la cité paroissiale Saint-Honoré d'Eylau, dans le seizième arrondissement de Paris, avait réveillé les passions et divisé les soixante-dix mille paroissiens (*le Monde* du 28 janvier 1970). Les partisans du projet avançaient comme arguments le mauvais état des bâtiments existants, leur inadaptation aux besoins actuels, l'utilisation non rationnelle de la superficie importante que représente la paroisse (7 000 mètres carrés) et, argument concluant à leurs yeux, une opération financière « équilibrée » grâce à la vente d'une partie des terrains de la cité paroissiale à des sociétés immobilières.

Les adversaires du projet, en revanche, contestaient l'idée d'une église souterraine — *« On veut mettre, le Christ à la cave »*, s'ils étaient traditionalistes, ou, au contraire, la construction d'un ensemble « triomphaliste » (église de trois mille places, école catholique, etc.), sans parler de la compromission avec le système capitaliste, à un moment où les paroisses géographiques ont tendance à céder le pas aux communautés de base plus informelles, s'ils étaient plus progressistes.

Soumis à l'arbitrage final du cardinal Marty, le projet avait fini par obtenir le feu vert de l'archevêque de Paris en avril 1970, à condition toutefois que Saint-Honoré d'Eylau, paroisse « riche », accepte d'accorder une aide financière à des paroisses parisiennes moins fortunées. Mais on a finalement dû renoncer au projet, faute d'obtenir un permis pour construire des bureaux. C'est pourquoi un projet plus modeste a été élaboré par un groupe de laïcs sous le nom « Opération renouveau », lancé en janvier dernier.

Il s'agissait de la rénovation complète d'une chapelle (beaucoup plus vaste que l'église paroissiale, place Victor-Hugo), construite en 1897, avenue Raymond-Poincaré. Financé totalement par les paroissiens (on a déjà recueilli 1 005 000 francs sur les 1 750 000 dépensés), le projet a été confié à M. André Le Donné, architecte connu notamment pour la basilique souterraine de Lourdes.

« La tâche était ingrate pour un architecte, avoue M. Le Donné, *que d'entreprendre cette transformation intérieure sans pouvoir modifier cette impérieuse donnée : un bâtiment présentant deux doubles rangées de colonnes en fonte supportant une charpente métallique, le tout revêtu de plafonds, arcades et remplissages en staff. »*

Il s'agissait en somme de rendre une construction du style des pavillons de Baltard accueillante à la communauté chrétienne ainsi qu'à la liturgie plus dépouillée remise en valeur par Vatican II. Le résultat est assez remarquable.

D'abord, la longueur de l'église a été réduite par la création d'un narthex, clos sur l'église par des cloisons vitrées et percées de portes, qui sert de lieu d'accueil et de rencontre après les offices. Puis, l'autel, point focal de toute église, se trouve sur un grand podium circulaire, en marbre blanc, entouré de bancs curvilignes en bois disposés en demi-cercle autour du podium. La minceur des colonnes en fonte facilite heureusement la visibilité.

Compromis dicté par les circonstances, la rénovation architecturale de cette chapelle et sa transformation intelligente en église communautaire pour notre temps donnent la mesure de ce qui est possible dans ce domaine.

ALAIN WOODROW.

ÉDUCATION

● *Les grèves d'enseignants* organisées à l'initiative de huit syndicats de la Fédération de l'éducation nationale, dans l'enseignement primaire et secondaire, continuent ce lundi 14 octobre dans les académies de Bordeaux, Grenoble, Rennes, Strasbourg et dans la zone française en Allemagne. Elle affecteront mardi 15 octobre les académies de Caen, Lyon, Montpellier et Reims.

● *La Fédération de l'éducation nationale,* qui a réuni sa commission administrative le 9 octobre, critique l'*« autoritarisme »* du ministre de l'éducation dans ses recommandations aux chefs d'établissement concernant les réductions de chauffage. La FEN juge *« inadmissibles »* les *« menaces à l'encontre des chefs d'établissement »* que contiennent les circulaires du ministre. Elle *« proteste tout particulièrement contre la pression exercée en faveur d'un « aménagement de la semaine scolaire » par transfert sur le mercredi des classes du samedi matin. Toutes les considérations, fondées sur la santé et le travail des élèves,* déclare la FEN, *concluent, en effet, au maintien de la coupure du mercredi et de l'étalement de la vie scolaire sur cinq jours ».* La FEN demande au personnel de l'éducation nationale de *« ne pas laisser sacrifier l'intérêt général des enfants ».*

● *Rentrée ajournée à l'université de Picardie.* — Le conseil de l'université de Picardie a décidé le 11 octobre d'ajourner la rentrée universitaire, qui devait avoir lieu le 14 octobre à Amiens, jusqu'à ce qu'il ait obtenu une réponse du secrétariat d'Etat aux universités sur les crédits demandés pour des heures complémentaires d'enseignement (1 500 à 3 000) et pour la construction des locaux destinés à la médecine et à la pharmacie. M. Roland Pérez, président de l'université de Picardie, a reçu de M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat aux universités, la promesse d'une attribution d'heures supplémentaires, mais celles-ci n'ont pas encore été débloquées. Le conseil avait déjà pris la décision de fermer l'université le 3 mars dernier pour protester contre le manque de crédits, mais le 4 mars le recteur avait demandé la réouverture de l'université pour trois mois. — *(Corresp.)*



RELIGION

FACE A LA CRISE DES ÉGLISES

Par PIERRE-ALBERT CHASSAGNEUX (*)

On a coutume de dire dans un certain milieu clérical : « *Qu'importe la crise de l'Eglise d'aujourd'hui, celle-ci en a vu tant d'autres !...* » *Et c'est relativement vrai.*

A chaque grand tournant de l'histoire, l'Eglise a vécu, dans le cœur de ses croyants et de ses pontifes, des écartèlements douloureux, tels l'arianisme, le schisme d'Orient, la Réforme et tout près de nous, le modernisme. Les crises étaient réelles, sérieuses, mais elles n'avaient ni la profondeur ni l'universalité de cette totale remise en question d'aujourd'hui.

Toutes les Eglises (chrétiennes ou non) sont atteintes dans leur fondement même, sur le plan de la morale et du dogme.

Certes, le drame couvait sous la cendre depuis la Renaissance, et le modernisme de la fin du dix-neuvième siècle en est comme la préface ; mais nos Eglises étaient si sociologiquement établies dans le cœur des croyants et des institutions, qu'en apparence rien ne semblait pouvoir les atteindre.

Hélas ! nos responsables chrétiens ne surent pas comprendre et admettre l'appel sincère et troublant des « modernistes » anglo-saxons en français (je songe ici à Loisy). Ceux-ci cherchaient à appliquer à la Bible les règles élémentaires de l'exégèse et de l'histoire moderne. Il y avait certainement un appel à la vérité historique, une piste nouvelle à suivre, des questions posées : mais, à l'intérieur de la citadelle catholique, il fallait ou se taire, ou partir. Ceux qui eurent le courage de rester dans un relatif silence subirent bien des brimades et des condamnations, *parfois même l'exil, loin de leur milieu de travail ! C'est à ces derniers que nous devons (que je dois) d'être restés à la fois libres et fidèles à l'esprit de Jésus de Nazareth.*

Trois attitudes

Face à cette crise sans précédent (parce qu'elle est celle d'une civilisation, née du christianisme constantinien), quelles sont les attitudes possibles à un croyant d'aujourd'hui ?

J'en discerne personnellement trois :

● *Les uns s'enferment aveuglément dans la citadelle menacée.*

Aux ouvertures si timides de Vatican II, ils opposent un refus absolu. Pour eux, la religion, avec ses traditions, ses rites, souvent incompréhensibles, ses formules sacrées (presque magiques), sa liturgie marquée par Byzance et la Rome du Moyen Age, passe bien avant la foi, qui, elle, est liberté du cœur et de l'esprit. Les intégristes (à ne pas confondre avec les traditionalistes) ont leurs papes, leurs évêques, leurs prêtres, leurs séminaires : tout un monde à la fois généreux, naïf, et, hélas ! souvent sectaire.

Certes, *nous sommes pour une pluralité d'expressions dans l'Eglise* : personne ne « possède » la vérité, *qui est un absolu hors de nos mots, de nos compréhensions, de nos définitions. La richesse de l'Eglise primitive a été justement sa diversité : l'expression de la foi religieuse de Pierre, de Jean, de Jacques, de Paul était d'une telle diversité ! A nous d'accepter, aujourd'hui encore, tout cet éventail de vie et de recherche.*

Tout sectarisme, de droite ou de gauche, intégriste ou progressiste, aura toujours de la peine à se situer dans une pensée évangélique qui est liberté intérieure et respect de l'Autre.

Ces quelques mots de Jésus de Nazareth :

« *Que personne ne juge son frère : Dieu seul sait.* » Ou, encore : « *Il y a beaucoup de demeures dans la Maison de Mon Père.* » Unité dans la diversité.

● Face à cette attitude rigoriste et dure, fermée sur la vie d'aujourd'hui, refusant le progrès de la pensée et de la science, refusant une légitime évolution des formes religieuses, d'autres en silence ou en faisant claquer les portes maladroitement, s'éloignent de l'Eglise.

Cinq cent mille adultes, m'a-t-on dit, quittent chaque année l'institution ecclésiale. Beaucoup se veulent cependant fidèles à l'Evangile. *Mais peut-on vivre seul son adhésion au Christ qui a voulu pour nous une communauté fraternelle ? Peut-on vivre en solitaire, même avec un maximum de méditation, de lecture, d'information, d'engagements ?*

Peut-on vivre dans la Foi sans ce pain partagé ensemble, même si parfois les formes extérieures restent encore très infantiles ?

Pour ma part, je ne le pense pas ! Et les amis qui, en toute honnêteté se sont séparés de la communion ecclésiale, s'en vont lentement vers l'indifférence et l'athéisme pratique. Quand une maison est mal tenue, le courage ne consiste pas à s'en aller avec un bon sourire, mais à rester dedans pour la nettoyer. *Partir sera toujours une solution de facilité. La vraie réponse est ailleurs ; elle est présence, même à travers la souffrance du moment. Un seul chemin mène à l'Esprit, et pour le vivre il faut être* « *plusieurs réunis en son nom* » *dans l'amitié et le partage de l'Evangile et du pain eucharistique.*

● Rester dans cette Eglise en *crise demande* une activité de tout *notre être.* Il faudra sans cesse *concilier* « fidélité et liberté », vie intérieure et présence aux autres, à *travers* des activités les plus diverses et les plus relatives.

Etre présent

Comment dès lors être présent dans cette Eglise ? Chacun aura sa forme de présence personnelle ou communautaire. Il lui faudra beaucoup de clairvoyance, de générosité et surtout d'humilité. Je ne puis ici, en toute honnêteté, que balbutier des phrases avec la pauvreté des mots, des concepts et de mon expérience (toute relative) de quarante ans de sacerdoce.

● L'Eglise du Christ doit redevenir l'Eglise-communauté *des Actes des apôtres* : une Eglise dépouillée de tout un faste de rites et de paroles ; une Eglise fraternelle où chacun, éclairé par l'Esprit, a sa place, sa mission, sa réflexion..., et cela de l'évêque de Rome au dernier des baptisés adultes ; une communauté où l'autorité ne s'impose pas du dehors, à coups de décrets et de lois, mais par la seule force de l'Amour et de la Vie.

Prêtres et croyants, nous avons à bâtir ensemble nos communautés de base, ayant toujours à éviter deux dangers : la routine et la fantaisie.

Une amitié profonde me lie à mes frères, au Christ et à mon évêque. Je me souviendrai toujours de ce mot de l'un d'entre eux : « Je vous fais confiance ; à vous de faire passer l'Esprit d'après vos dons personnels. »

Cette confiance est terriblement exigeante pour celui qui la reçoit, et elle vaut toutes les condamnations ou les mises en garde.

Les relations entre croyants et prêtres sont du même type d'amitié et de respect qu'entre prêtres et évêques, et de la même manière entre les évêques du monde entier et le pasteur romain, Paul VI. Or, jusqu'à ces derniers temps, il y avait d'un côté l'immense « troupeau » des fidèles, irresponsables et sans initiative réelle, et les pasteurs qui, par principe, savaient tout et pouvaient tout, de droit divin. La lettre dans l'Eglise du Christ primait l'Esprit. Eglise ? Oui, bien sûr, mais Eglise-communauté, où chacun, à sa place, est responsable des autres.

L'Eucharistie, dès lors, retrouvera tout son sens, celui que les premiers chrétiens désignaient par deux mots grecs : « la Cène, l'agape », le repas du soir, dans l'amitié et dans la foi du Christ glorifié. Partage réel d'une amitié concrète, d'une responsabilité sociale, d'un échange évangélique... et du pain eucharistique.

● *L'Eglise ne doit plus se présenter* au monde avec son visage constantinien, paternaliste et sécurisant : *elle est la servante de l'Esprit* parmi les hommes. Est-il une autre morale dans l'Evangile que celle de l'amour et du pardon ?

Tout cela peut se codifier ou se mettre en dogmes intangibles ou intouchables.

La Foi est une vie aux visages multiples, suivant les âges, les civilisations, les mentalités. Certes, la vérité de Dieu, du Tout Autre ne change pas, mais c'est notre regard à nous, qui, au cours des siècles et des expériences, se transforme toujours. Un peu d'humilité et d'intelligence suffirait.

« Crois-tu en l'homme ? »

Jamais le Christ *n'a été si grand,* parmi nous, que le soir du jeudi saint, à genoux devant *Pierre, Jean,* Judas ou Matthieu. Il ne suffit pas pour l'évêque de Rome *de se dire* « le serviteur des serviteurs de Dieu », il doit le vivre concrètement. Et là, je sais l'effort magnifique fait depuis vingt ans par les derniers pontifes romains : Jean XXIII et Paul VI..., et aussi par l'ensemble des évêques français et du tiers-monde.

J'entends encore mon ami et maître spirituel, M. Z., dire à nos aînés du lycée Ampère, en 1965 : « Dieu, c'est quand tu es bon. » Ou à son ami médecin genevois : « *Je ne te demande pas si tu crois en Dieu, crois-tu en l'homme ?* »

Oui, non plus une Eglise dogmatisante et moralisante, mais une Eglise humble, fraternelle, attentive aux besoins des hommes, et pauvre de la richesse de sa Foi.

* *

● Mais cette Eglise, *afin de rester fidèle à Jésus de Nazareth, dans un monde où la « grande bouffe » est de rigueur,* doit nous demander une vie spirituelle intense et personnelle.

L'heure pour les chrétiens n'est pas à la facilité : seul un petit nombre tiendra dans une Foi dépouillée de ses soutiens sociologiques et législatifs.

Il faut réapprendre à respirer l'Esprit, à vivre au plus intime de soi-même. « *Je te parlerai au cœur et te conduirai au désert.* » Le retour « *au Dieu plus intime à moi-même que moi-même* » (saint Augustin), *me fera comprendre, avec les mystiques chrétiens et orientaux, que « Je est un Autre ».* Il faut retrouver ou retourner au désert pour écouter la respiration de notre cœur, de la vie, de Sa Vie.

Avec Yves Raguin, nous pourrons dire : « *Dieu n'est pas autre chose que le plus profond de la profondeur humaine.* » (La Profondeur de Dieu, chez Desclée., p. 41.)

Notre Eucharistie doit devenir « cette clameur de silence » dont me parlait autrefois mon ami suisse de Lausanne. Loin de nous distraire par des innovations et des fantaisies (dignes de jeunes adolescents), l'Eucharistie doit lentement nous conduire au centre de nous-mêmes, là où se fera la rencontre mystérieuse avec l'Esprit.

Le chrétien d'aujourd'hui qui se veut fidèle à Jésus de Nazareth doit retrouver d'abord le chemin du silence et l'intériorité.

● Mais ce retour à la Source de vie, dont Jésus parlait à la Samaritaine n'est pas un but en soi, il reste le moyen indispensable pour donner à l'homme d'aujourd'hui (si souvent dispersé et vivant hors de lui-même), le sens de la Vie, de sa Vie.

Certes, au cours des âges, les chrétiens ont fait sauter, en Europe surtout, bien des barrières sociologiques. Par la fraternité vécue des premiers siècles (voir épître à Philémon de Paul) l'esclavage lentement disparut : le servage s'est humanisé. Mais le dernier effort de libération de l'homme, écrasé par le machinisme, un travail inhumain et l'argent, n'a pas été l'œuvre de l'Eglise, mais du socialisme, d'un socialisme, sans doute issu de l'Evangile : mais l'Eglise du temps n'était pas capable de vivre.

Peut-être, l'heure de la présence des chrétiens au monde est-elle venue !

Serons-nous assez lucides, pour discerner, à travers l'immense apostasie des masses, la présence active et dynamique d'un petit nombre de chrétiens, présents aujourd'hui, dans la lutte pour la libération de l'homme ?

« *Le royaume de Dieu est semblable,* disait Jésus, *à un petit grain de sénevé, c'est la plus petite des plantes, mais voici qu'elle va grandir et remplir le monde.* »

Mon regard sur l'Eglise d'aujourd'hui n'est pas un regard de tristesse ou de pessimisme, c'est un regard de joyeuse confiance dans cette nouvelle et éternelle Eglise : la communauté fraternelle de ceux qui, par le Christ glorifié, croient à la justice et à l'amour et les mettent en pratique.

Vivre, c'est aimer dans la joie et la droiture intérieure.

(*) Aumonier des Communautés du Seuil à Lyon.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Le Tribunal Correctionnel de SAUMUR, à son audience du 12 juillet 1974,

A déclaré Alain HELLEBUYCK *coupable du délit de fraude fiscale* dans les termes de l'article 1.741 du Code général des Impôts, délit commis à *BLOU*, courant *1970, 1971* et *1972*;

En répression, l'a condamné à une peine de trois mois d'emprisonnement et à une amende de cinq mille francs;

A dit qu'il serait sursis à l'exécution de la peine d'emprisonnement si HELLEBUYCK ne faisait pas l'objet d'une nouvelle condamnation soit à une peine *criminelle*, soit à une peine d'emprisonnement sans sursis d'une durée supérieure à deux mois, dans un délai de cinq ans ;

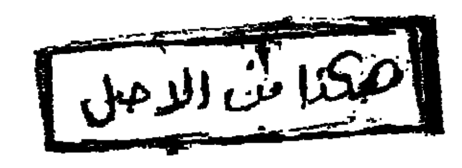
A ordonné, en outre, la publication intégrale *du dispositif du jugement* dans le « Journal officiel de la République française », ainsi que dans le journal « le Monde » et l'affichage du même dispositif *sur les panneaux* réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de BLOU, ainsi que sur la porte extérieure de l'établissement *professionnel* d'HELLEBUYCK, les frais de publication et d'affichage ayant été mis à la charge du condamné ;

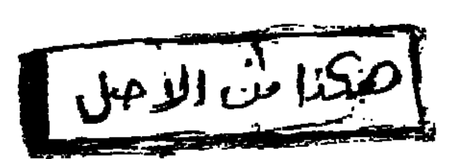
A donné acte à l'Administration de sa constitution de partie civile par *application de l'article 1753 bis* du Code général des *Impôts*, l'a *déclarée* recevable et bien fondée dans son intervention ;

A fixé au minimum la durée de la contrainte par corps s'il y avait lieu de l'exercer ;

Et a condamné Alain HELLEBUYCK en tous *les* dépens des poursuites *pénales et civiles* ;

Le tout par application des articles 1741 du *Code Général* des Impôts : 734, 735, 737, 473, 749 et 750 du Code de procédure pénale ; 1382 et 1384 du Code civil.





PRESSE

Libres opinions

Sauvez « Libération » !

Par JEAN-PAUL SARTRE et SERGE JULY (*)

DANS cette rentrée politique et sociale, il y a un absent. Cet absent est *un journal : le quotidien Libération. Et c'est un* événement politique. Car cette absence, c'est autant de voix bâillonnées, de grèves un peu oubliées, de recherches ignorées, d'idées qui devront rester peut-être encore un temps clandestines. Il faut en être conscient. Chaque jour qui passe, l'équipe de *Libération* enrage de ne pas paraître, enrage de son impuissance, de son silence. Tel est aussi le sens de la bataille engagée pour que *Libération* vive, ressorte dans les kiosques et poursuive son combat. La rage de vivre de cette équipe reste, de toute manière, bien en deçà de la rage de s'exprimer qui agite le pays.

Certains de nos amis estiment que cette absence serait celle d'une voix manquante dans la cacophonie des opinions de tous bords. Le libéralisme, qui imprègne les esprits de ce temps, nous accorde un strapontin dans l'orchestre des media. Et notre voix, évidemment, serait celle de la contestation, de l'extrême gauche diront certains.

Derrière cette idée reçue cinq sur cinq par les élites de droite *comme de gauche il y a tout ce que l'on pressent chez Giscard : la* contestation bien maniée peut devenir un moteur de l'évolution de la société, sa violence d'un côté peut servir à raffermir le consensus social en même temps qu'elle accélère la transgression de tabous coûteux pour l'hégémonie de la bourgeoisie capitaliste. C'est pourquoi il y a un tel accord pour respecter notre opinion. Aussi aimerait-on que *Libération* normalise ses rapports avec le système de presse, que, même contestataire, *Libération* devienne un journal comme les autres.

Mais *Libération*, c'est aussi autre chose. Parce que justement ce n'est pas un journal d'opinion, même contestataire. C'est un quotidien d'expression. Ce qui dérange, c'est notre manière de produire l'information, notre volonté d'être un organe d'expression de mouvements et de gens en butte au système, de tous ceux qui se cognent aux murs de la « connerie » dominante, qui suffoquent de solitude dans le béton des villes, qui rêvent, qui cherchent à instaurer de nouveaux rapports entre les êtres, qui se battent chaque jour pour en construire des ébauches.

Libération se veut un instrument aux mains de tous ceux-là, que ce soit à travers son système de petites annonces gratuites comme à travers ses reportages, ses enquêtes au sein des luttes qui ébranlent toute la société. Que *Libération* soit devenu, *l'année dernière*, l'un des drapeaux des droits communs emprisonnés en révolte, comme l'interdiction de diffusion qui nous frappe, nous seuls de *toute la presse quotidienne, dans les casernes, sont autant de signes* que *Libération*, plus qu'un journal, est un instrument de communication, ce lieu d'échanges et de réflexion entre les « philosophes » de la contestation et tous ceux, femmes ou O.S. révoltés, qui s'affrontent tous les jours aux tentacules du système.

Tout se passe aujourd'hui à écouter et à lire le discours ambiant, comme s'il ne restait rien de la contestation ici et là que quelques traces, quelques flambées, comme cette histoire de manifestation d'appelés dans les rues de Draguignan. Dans vingt mille endroits, autant de recherches douloureuses et difficiles, autant de révoltes *individuelles qui prennent là l'allure d'un fait divers déformé ici*, ailleurs de grandes colères, qu'elles soient corse, paysanne ou ouvrière. Le même ouvrier de Cholet qui séquestre son patron lit un régional ou d'autres organes. Sont-ils pour autant ses propres organes d'expression qui lui permettent d'intervenir directement dans son combat contre la hiérarchie ou la solitude ? Dans la presse établie, il est considéré comme atome : dans *Libération*, il doit pouvoir s'exprimer, rêver ou poser des questions avec Michel Foucault et Jean-Paul *Sartre, par exemple*. Participer avec eux d'une même recherche pour une société radicalement différente.

Telle est la place de *Libération*. Elle est unique. Elle prend les habitudes de presse et de lecture à contre-courant. Elle procède autrement : sur un autre plan. C'est pourquoi nous refusons d'être assimilés *à un journal d'opinion. Le Parisien libéré* se prétend être un journal d'information ; c'est en réalité un journal d'opinion. Pas *Libération*.

Libération n'est pas sorti dans les kiosques lundi matin 30 septembre. Il a dû ajourner sa parution. Faute de crédits suffisants. Pourtant vendu à vingt-cinq mille exemplaires à 1,50 F par exemple, *« Libé » est une entreprise viable qui peut être effectivement non déficitaire*. Mais les dettes de *Libération* sont trop importantes pour que puisse s'opérer ce redressement sans l'appui de tous ses lecteurs, sans l'appui de tous. 100 millions — anciens — de dettes, *tel est notre fardeau*. Avec 77 millions — anciens — immédiatement, *Libération* peut reparaître demain. Parce que certains de nos créanciers, compte tenu des difficultés économiques, ne peuvent plus faire crédit. Ils exigent des paiements comptants. On peut objecter : Mais pourquoi n'avez-vous *pas rétabli cet équilibre financier auparavant ?* » Certes, mais *Libération*, d'une part, a connu une augmentation de ses charges, comme tous les quotidiens, et puis une année a été vraiment nécessaire pour faire l'apprentissage d'une formule, pour faire les erreurs *indispensables*, pour élargir l'équipe afin d'en faire ce collectif d'écrivains publics que nous souhaitions au départ. Tel est le *Libération* de demain qui paraîtra sous un aspect entièrement neuf.

[Adresser toute correspondance aux « Amis de Libération », 27, rue de Lorraine, Paris (19e).]

(*) Serge July, directeur, et Jean-Paul Sartre sont tous deux membres du collectif d'animation du quotidien « Libération ».

UN NOUVEAU MENSUEL POLITIQUE : « PARADOXES »

Le premier numéro d'un nouveau mensuel, *Paradoxes*, paraîtra le 10 octobre. Le directeur de la publication et rédacteur en chef en est M. Jean-Marie Dédéyan, collaborateur de M. Michel Debré. L'équipe rédactionnelle comprend notamment MM. Michel Bassi, rédacteur en chef de l'Agence centrale de presse ; Etienne Mougeotte, rédacteur en chef, et Jean-Pierre Joulin, responsable de la politique étrangère à *Europe 1* ; Alexandre Baloud, journaliste à R.T.L., et Jacques Houbart, journaliste à *Industries et Techniques*. Edité par la Compagnie européenne d'éditions et publications périodiques, dont l'équipe rédactionnelle est l'actionnaire, *Paradoxes* traitera de tous les événements intérieurs, extérieurs, scientifiques et culturels, en une centaine de pages.

Au sommaire du numéro un figurent des textes de Mme Françoise Giroud et de MM. Edgar Faure, Michel Rocard, Michel Debré, Gaston Defferre, Jacques Chirac, et des interviews de MM. Edmond Maire, Jean-Louis Barrault et Jean Guitton, de l'Académie française.

★ PARADOXES, 53, rue Pierre-Charron, 75008-Paris. Le numéro 10 F. Abonnement annuel 100 F.

SPORTS

FOOTBALL

LA DÉFAITE DE L'ÉQUIPE DE FRANCE A BRUXELLES

En raison de la faiblesse des clubs

Bruxelles. — Une année à la tête des sélections françaises et sept rencontres internationales amicales, qui se sont soldées par quatre victoires, un match nul et deux défaites, n'ont pu permettre à Stéfan Kovacs de faire l'unanimité. Encensé par ceux qui lui attribuent les succès d'Ajax, d'Amsterdam, ou accusé d'être un habile profiteur, l'entraîneur roumain était attendu par tous avec curiosité à l'occasion de son premier match de compétition officiel comptant pour le cinquième championnat d'Europe des nations.

La valeur de l'équipe belge, invaincue en compétition depuis le 14 juin 1972, troisième du championnat d'Europe des nations cette année-là et éliminée de la dernière Coupe du monde par les Pays-Bas, après deux matches nuls (0-0), garantissait la valeur du test.

Or, pour la première depuis sa prise de fonction, Stéfan Kovacs ne cacha pas son dépit et sa colère aux journalistes présents dans les vestiaires de l'équipe de France, après sa défaite par 2 buts à 1, le 12 octobre, à Bruxelles. Plus égocentrique que diplomate, il déclarait même : « Moi, j'ai fait mon possible. Malheureusement, je n'étais pas sur le terrain. » *Sa déception était alors à la mesure des espérances qu'avaient fait naître les joueurs français en première mi-temps et des maladresses qu'ils accumulèrent en deuxième période.*

De notre envoyé spécial

Réfugié dans le car des joueurs en attendant ses camarades, Bernard Lacombe cachait mal sa détresse et voulait renoncer à l'équipe de France. A un quart d'heure de la fin du match, il avait donné à Van Der Elst l'occasion de marquer le but vainqueur pour les Belges en tardant trop à dégager le ballon devant ses buts. Son désarroi était d'ailleurs partagé par la plupart des sélectionnés français, qui ne comprenaient pas leur effondrement brusque en deuxième mi-temps. Une nouvelle fois, le stade du Heysel, noyé sous la pluie, avait été le tombeau des illusions françaises.

Si la pluie n'était pas du goût des quarante-cinq mille spectateurs de ce stade du Heysel, dont une seule tribune est couverte, cette aversion était sans doute partagée par les joueurs français qui pouvaient voir en elle une alliée de leurs rivaux. Plus athlétiques, les Belges ont su le plus souvent tirer profit des terrains gras de l'automne, pour imposer leur puissance et transformer ainsi leurs rencontres de football en combats d'usure.

Ce pressentiment sembla d'ailleurs se confirmer dès la dixième minute du match, quand l'arrière gauche belge Martens, bien servi par Van Moer, marqua le premier but, d'un tir violent qui passa entre les jambes de Baratelli.

D'incontestables progrès

Bien regroupés autour de Guillou, que Kovacs qualifie d'« *élément sécurisant* », l'équipe de France apportait pourtant alors la preuve de ses récents progrès en imposant sa méthode de jeu et son rythme à la rencontre. Maîtres du ballon grâce à leurs passes courtes et précises, élaborant des arabesques au moment où leurs adversaires s'attendaient à des charges héroïques pour refaire leur handicap, les joueurs français déconcertèrent si bien leurs rivaux qu'ils mirent moins de cinq minutes pour égaler par Coste, remarquablement lancé par *Guillou*.

Ce but, le premier encaissé en compétition par la Belgique depuis vingt-huit mois, concrétisait d'incontestables progrès. Comme à Wroclaw contre la Pologne, les joueurs français opéraient alors avec sérénité et pouvaient exploiter avec lucidité les occasions qui se présentaient. Le score nul à la mi-temps avantageait d'ailleurs les Belges.

Inconstants et déroutants

Quarante-cinq minutes plus tard, l'équipe de France avait pourtant perdu le match et toutes ses illusions. Seul le brio de Baratelli et la présence impressionnante des arrières centraux Adams et Trésor avaient permis d'éviter une défaite plus sévère.

Fatigue provoquée par l'état de la pelouse chez les joueurs les plus actifs? Excès de confiance chez ceux qui confondent encore décontraction et relâchement ? La détermination des footballeurs belges, pourtant bien mal inspirés, a suffi pour multiplier les fautes dans le camp français.

Si l'arbitre refusa un premier penalty à *Lambert, abattu par* Michel à la cinquième minute, il l'accorda peu après à Teugels, bousculé par Jodar. Au prix d'un beau plongeon sur sa droite, Baratelli retarda l'échéance, mais les Français ne surent pas profiter du désarroi des Belges devant leur manque de réussite.

En une heure et trente minutes de jeu, le match contre la Belgique venait de mettre en lumière les qualités et les défauts des professionnels français, capables du meilleur comme du pire, mais le plus souvent inconstants et déroutants.

Sans doute le championnat de France, d'un niveau trop modeste, n'habitue-t-il pas les joueurs à l'intensité et à la rigueur des rencontres internationales, mais tant qu'un progrès important ne sera pas réalisé au niveau des clubs, il sera vain d'attendre des performances régulières des footballeurs français dans les compétitions internationales. La présence de Stéfan Kovacs ou d'un autre entraîneur à la tête des sélections nationales ne permettra jamais d'éluder le problème.

GÉRARD ALBOUY.

ÉQUITATION

LA GRANDE SEMAINE DE FONTAINEBLEAU

Marcel Rozier, pour la troisième fois

L'habitude étant prise, nous avons suivi sans émotion particulière les ultimes épreuves du Championnat de France de concours hippique de Fontainebleau (*dressage et sauts d'obstacles*) inscrites au programme des 12 et 13 octobre.

Pourquoi le nier ? Un vague à l'âme irrépressible saisit l'amateur aux portes mêmes de la cité. L'installation fondée ou non de l'École nationale d'équitation à Saumur veut en effet que les choses, à Fontainebleau, n'aient plus la même résonance et que l'on y cherche trop d'absents.

Sur le plan sportif, depuis plusieurs années, il est vrai, comme si le déclin devait précéder inexorablement la chute, la Grande Semaine de Fontainebleau n'existe plus que sur l'affiche. Terminé, le beau cross national pour lequel les Parisiens, professant une estime à son image, se levaient de bonne heure, au mépris des intempéries. Le magnifique parcours à travers les allées forestières du Grand Parquet n'offre plus au regard qu'une longue suite dévastée de troncs d'arbres promis à la flambée.

Chez les cavalières, victimes d'un règlement du style farfelu, le droit au titre national a été supprimé. Ces dames doivent se contenter aujourd'hui d'un mince critérium pour confronter, en fin de saison, leurs mérites respectifs.

Trouvons tout de même un terrain d'entente non sans avoir déploré au préalable, et pour en finir avec la critique, l'inscription au programme de samedi, du soporifique prix Capitaine Clavé, épreuve d'élevage ouverte aux chevaux de six ans. Soixante-dix concurrents au départ, vingt au barrage, deux heures trente de spectacle, un froid polaire pour tout arranger. Vraiment, on ne pouvait plus mal desservir la mémoire du brillant cavalier que fut Pierre Clavé, récemment disparu.

C'est une jeune cravache de seize ans, Darie Boutboul, taille jockey, qui a remporté la compétition réservée au deuxième sexe. Une année de travail sous la houlette du Brésilien Nelson Pessoa l'a complètement transformée. Du temps — c'était hier — où elle était élève de Marcel Rozier, le moins que l'on puisse dire est qu'elle ne galvanisait pas Pégase. Elle avait cependant l'esprit de ne jamais bousculer les événements, de se faire oublier au maximum de ses chevaux achetés, soit dit en passant, à prix d'or, et dotés de toutes les vertus. Et voici que la finesse même dans ce qu'elle a de plus fragile porte ses fruits. On doit associer étroitement à sa victoire l'alezan Artaban, *grand avaleur d'obstacles, sans effort apparent de déglutition.*

Marcel Rozier, pour la troisième fois de sa carrière, est champion de France. Classe, sang-froid, autorité, tout a été dit sur le champion. A noter dans l'épreuve tournante avec échange de chevaux la supériorité de son doigté, un vrai bonheur pour les bouches hypersensibles à l'acier du frein. Une mention spéciale pour le jeune et sympathique Nordiste Hugues Persyn, numéro deux au classement. Nous ne serions pas surpris si une instruction de base inflexible n'était à l'origine de ce succès.

En dressage, victoire sans surprise de Mlle Dominique d'Esmée. La surprise, c'est l'absence remarquée sur le « rectangle » de l'adjudant Patrick Le Rolland, son rival heureux des dernières années. Un nouveau règlement — un de plus dans ce déluge — interdit désormais à un cheval ayant été trois fois vainqueur d'être de nouveau postulant. Kramik, le partenaire attitré et trop titré de Le Rolland, en a été la première victime. Commentaires à volonté...

ROLAND MERLIN.

AUTOMOBILISME

DEPAILLER CHAMPION D'EUROPE DB FORMULE 2

Une étape bien franchie

Rome. — Vainqueur le 13 octobre du *Grand Prix de Rome*, disputé sur le circuit de Vallelunga, Patrick Depailler (March-BMW) a remporté le titre de champion d'Europe de formule 2. Le résultat de la *dernière course de la saison* (le 27 octobre au Portugal, à Estoril) ne pourra avoir aucune incidence sur le classement final en raison de *l'avance de Patrick Depailler*.

De notre envoyé spécial

Au palmarès du championnat d'Europe, Depailler succède à Jarier (1973), Hailwood (1972), Peterson (1971), Regazzoni (1970), Servoz-Gavin (1969), Beltoise (1968) et Ickx (1967). Il s'agit d'une liste de référence qui tend à démontrer que depuis sa création le titre européen de formule 2 est toujours revenu à un pilote aux qualités reconnues. De fait, tous, à un moment ou à un autre, se sont affirmés dans la définition supérieure du sport automobile, la formule 1.

Patrick Depailler n'échappe pas à ce qui semble être désormais une règle. Il s'est classé cette année neuvième du championnat du monde des conducteurs et il est passé à deux doigts de remporter un grand prix (le 9 juin, en Suède) pour sa première vraie saison en formule 1. Agé de trente ans, tard venu au plus haut niveau du sport automobile, il a rattrapé une partie du temps éventuellement perdu en disposant, en 1974, aussi bien en formule 2 qu'en formule 1 (1), de voitures et d'organisation qui entrent pour une bonne part dans sa progression et ses succès. En formule 1, Depailler fait partie, avec Jody Scheckter, de l'équipe Tyrrell ; en formule 2, il a conduit la meilleure monoplace actuelle (March-BMW) par sa mise au point.

Ses adieux à la formule 2

Patrick Depailler a fait à Vallelunga ses adieux à la formule 2. Ken Tyrrell a estimé que le temps était venu d'éviter la dispersion des efforts et de donner l'exclusivité à la formule 1. Tout juste, en insistant bien, peut-être Depailler aura-t-il le droit de participer, avec Renault, à quelques courses de prototypes l'année prochaine, et notamment aux Vingt-Quatre Heures du Mans si le constructeur français s'y engage. Pour le reste, Tyrrell entend que Depailler fasse en sorte de mettre toutes les chances de son côté afin d'éviter à l'avenir le « *passage à vide* » qu'il a connu au milieu de l'année.

Encore que Depailler ne partage pas ce point de vue et attribue sa fatigue à d'autres causes qu'à un surmenage, il apparaît que la décision de Tyrrell va dans le bon sens. Car il est bien réel, quelle qu'en soit la raison, que Depailler a connu des hauts et des bas en 1974 et qu'il a paru, un court temps, fatigué ou moins motivé. Avant le Grand Prix de Monaco, au mois de mai, il était l'égal de son équipier Scheckter ; deux mois plus tard, alors que Depailler traversait sa période de doute ou de lassitude, Scheckter avait gagné deux grands prix et restait en course pour la conquête du titre de champion du monde. A défaut d'être sûr d'avoir trouvé le bon remède, Tyrrell a choisi la sécurité et la sagesse.

A coup sûr, le titre de champion d'Europe de formule 2 a contribué à redonner à Depailler le meilleur moral. Ce garçon tranquille, nuancé, père d'un petit garçon, prudent dans ses propos comme dans la vie, malgré le métier choisi, a l'ambition annoncée d'arriver au sommet du sport automobile. Il le dit avec le même sens de la mesure qu'il semble apporter à toutes choses. L'échéance ? 1976. Une année pour apprendre, une année pour bien comprendre, une année pour tout à fait surprendre.

FRANÇOIS JANIN.

(1) La cylindrée de la formule 2 est de 2 000 cm3 ; le poids des voitures est de 475 kilos au minimum. En comparaison, la cylindrée de la formule 1 est de 3 000 cm3, le poids minimum de 575 kilos.

RUGBY

La victoire de la Roumanie sur la France (15-10)

Face à des joueurs durs comme la « tiza »

De notre envoyé spécial

Bucarest. — *Un temps printanier de finale de challenge du Manoir, une pelouse verte à souhait, et le jeune entraîneur roumain, l'ancien puciste Valeriu Irimescu, qui annonçait à qui voulait l'entendre, roulant les « r » plus qu'un Languedocien, que son équipe allait désormais ajouter la manière à l'efficacité, qu'elle allait jouer et attaquer : tout semblait réuni pour que soit balayé, dimanche 13 octobre, dans le trop grand ou trop vide stade de Bucarest, le mythe sérieusement ancré, et non sans raison, d'un* « match-piège », « pénible », « empoisonnant », « aventureux », « cauchemardesque ».

Mais on ne vient décidément pas en Roumanie pour un rugby de fête. Face à des joueurs durs comme la « tiza », le beau bois local, et forts comme l'alcool de prune, il faut être en forme physique, et, comme le disait le nouveau capitaine de l'équipe de France Fouroux, il faut jouer « sérieux ». Ce pari, la France le tint soixante minutes. On vit alors les avants bien groupés autour d'Estève sortir l'essentiel des ballons en mêlée ouverte, Senal et Claude Spanghero monopoliser le ballon à la touche, la mêlée fermée faire reculer l'adversaire.

Un jeu posé, une machine huilée, sans grand rythme, sans beaucoup d'esprit, mais qui tournait malgré quelques hésitations entre un jeu d'avants sérieux ou un jeu d'attaque plus débridé. Déjà pourtant les Roumains avaient tendu leur filet. S'éparpillant aux quatre coins du terrain, parés pour un « rugby-sangsue », brouillant les cartes, ils montraient leur faculté à « s'adapter à tout, même à l'impossible » *et laissaient le seul Jean-Pierre Romeu « passer » deux coups de pied de pénalité et en rater quelques autres. A quoi ils répondaient par 3 points marqués après un hors-jeu des Français.*

Le bateau français à la dérive

Lorsque, immédiatement après la mi-temps, une judicieuse montée de l'arrière Aguirre aux côtés de Fouroux mit Gourdon en position de débordement, une longue course droite, un petit crochet gauche, et le bien bel essai du jeune ailier du Racing Club de France firent croire au feu d'artifice. Ce fut celui des Roumains. Un coup franc d'abord les rassurait, puis un avant en maraude, le capitaine Alexandre Pop, interceptait une passe indécise, et le ballon volait de main en main jusque dans l'en-but français.

Qui disait les Roumains incapables d'attaquer ? Encore une transformation et un dernier coup franc. Le bateau français était à la dérive. On parlait beaucoup à bord et on ne jouait plus guère. Comme elles semblaient lourdes les jambes françaises, comme il avait l'air glissant le ballon sec entre les doigts des attaquants, comme ils paraissaient ventrus les forts, sans ressort les rapides, comme elle paraissait sans âme cette équipe. Alors se révélaient les « trucs » utilisés chaque dimanche, que Pierre Albaladejo appelle tristement la « championnite » et qui, ici, ne pouvaient plus suffire, face à des joueurs rugueux, athlétiques, heureux de jouer et emportés par la certitude d'une victoire, la première depuis 1968.

Devant un public rare et aussi détestable que peut l'être parfois celui du Parc des Princes, courage, santé et chance ont permis à Postolache le baroudeur, Durbac le précis, Constantin le râblé, à quinze Roumains de battre, par 15 à 10, une équipe terne et un peu boursouflée. Les Springboks, qui seront à Toulouse et à Paris le mois prochain ont d'autres arguments. Cela suffira-t-il à sortir l'équipe de France de sa torpeur ?

BRUNO DETHOMAS.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE RELAIS

HOMMES

4 × 100 mètres. — 1. Racing C.F. (Bigon, Leroux, Sainte-Rose, Ducasse), 40 sec. 2 ; 2. E.S. Viry-Châtillon, 41 sec. 3 ; 3. PUC, 41 sec. 4.

4 × 200 mètres. — 1. Racing C.F. (Bigon, Ducasse, Leroux, Sainte-Rose), 1 min. 24 sec. 6 ; 2. U.S. Métro, 1 min. 25 sec. 9 ; 3. A.C. Paris, 1 min. 26 sec.

4 × 400 mètres. — 1. St. Rennais (Resmond, Louvet, Hermille, Kerbiriou), 3 min. 16 sec. 2 ; 2. U.S. Métro, 3 min. 18 sec. 1 ; 3. St. Sottevillais, 3 min. 18 sec. 7.

4 × 800 mètres. — 1. C.S. Noisy-le-Grand (Ebertzheim, Crochet, Louette, Meyer), 7 min. 27 sec. 6 ; 2. A.S.P.T.T. Bordeaux, 7 min. 27 sec. 8.

4 × 1 500 mètres. — 1. A.S.P.P. (Trouvat, Wichniarek, Monnerais, Soubitez), 15 min. 37 sec. ; 2. R.C.F. (Demange, Jean-Baptiste, Wadoux, Pons), 15 min. 40 sec. 4.

FEMMES

4 × 100 mètres. — 1. Racing C.F. (Philippe, Delachenal, Paul, Tellier), 45 sec. 6 ; 2. RAC Nantes, 47 sec. 4 ; 3. ESMEUS Deuil, 47 sec. 5.

4 × 200 mètres. — 1. Racing C.F. (Philippe, Pani, Delachenal, Tellier), 1 min. 37 sec. 3 ; 2. ESMEUS Deuil, 1 min. 40 sec. 7 ; 3. RAC Nantes, 1 min. 41 sec. 8.

4 × 400 mètres. — 1. Bordeaux E.C. (Bellade, Giraud, Gombaud, Besson), 3 min. 51 sec. 2 ; 2. R.C.F., 3 min. 55 sec. 3.

4 × 800 mètres. — 1. A.S.P.T.T. Lille (Verchaeve, Cottenier, Nottot, Dubois), 8 min. 55 sec. 4 ; 2. R.C.F., 9 min. 11 sec.

Automobilisme

CHAMPIONNAT D'EUROPE DE FORMULE 2

Grand Prix de Rome disputé sur le circuit de Vallelunga

1. Depailler (March B.M.W.), 1 h. 22 min. 48 sec. 59, moy. 162,299 km-h. ; 2. Stuck (March B.M.W.), 1 h. 23 min. 35 sec. 72 ; 3. Laffite (March B.M.W.), 1 h. 23 min. 37 sec. 30 ; 4. Tambay (Elf 2 B.M.W.), 1 h. 24 min. 35 sec. 63 ; 5. Pryce (Chevron B.M.W.), 1 h. 24 min. 43 sec. 38 ; 6., à 1 tour, Schenken (Surtees B.M.W.), etc.

CLASSEMENT DU CHAMPIONNAT D'EUROPE

1. Depailler, 54 points ; 2. Stuck, 43 ; 3. Laffite, 31 ; 4. Jabouille, 20 ; 5. Purley, 13 ; 6. Leclère, 12 ; 7. Tambay, 11 ; 8. Serblin et Pryce, 9 ; 10. Sutcliffe, 7 ; 11. Paoli et Watson, 6, etc.

Basket-Ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DIVISION I

(quatrième journée)

*Antibes b. Berck	104-93
*Tours b. Nice	92-91
Le Mans b. *Croix-Rousse	79-77
*Monaco b. Roanne	84-79
Villeurbanne b *Challans	89-76
*Vichy b. Nantes	65-56
*Bagnolet b. Caen	93-75
*Bordeaux b. Denain	73-65

Classement. — 1. Berck, Le Mans, Tours et Villeurbanne, 10 pts ; 5. Denain, Challans, Roanne, Vichy et Bagnolet, 8 ; 10. Lyon (3 m.), 7 ; 11. Nice, Caen, Monaco, Bordeaux et Antibes (3 m.), 6 ; 16. Nantes (3 m.), 3.

Cyclisme

TOUR DE LOMBARDIE

1. Roger de Vlaemynck (Belg.), les 260 kilomètres en 7 h. 7 min. 54 sec. (moyenne horaire : 37,240 km) ; 2. Merckx (Belg.) ; 3. Conti (It.) ; 4. Perletto (It.), tous même temps ; 5. Verbeek (Belg.), à 1 min. 24 sec. ; 6. Thévenet (Fr.) ; 7. Moser (It.) ; 8. Bitossi (It.) ; 9. Ritter (Dan.), à 2 min. 20 ; 10. Danguillaume (F.), même temps ; 11. Gimondi (It.) ; 12. Ovion (Fr.), à 10 min. 43 sec. ; 13. Panizza (It.) ; 14. Guimard (Fr.), à 11 min.

Équitation

LA GRANDE SEMAINE DE FONTAINEBLEAU

Championnat de France. — 1. Marcel Rozier ; 2. Hugues Persyn ; 3. Hubert Parot ; 4. Alain Hinard.

Critérium des cavalières. — 1. Darie Boutboul ; 2. Patricia Pouzieux ; 3. Sophie Bentejac.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIÈME DIVISION

GROUPE A

(neuvième journée)

*Lorient b. Boulogne	2-0
*Rouen b. Angoulême	3-0
Laval b. *Brest	1-0
*Amiens et Gueugnon	0-0
*Dunkerque b. Quimper	1-0
*Valenciennes b. Cambrai	3-2
Hazebrouck b. *Fontainebleau	2-1
*Sedan b. Auxerre	1-0
Paris F.C. b. *Mantes	1-0

Classement. — 1. Lorient et Rouen, 14 pts ; 2. Valenciennes et Angoulême, 13 ; 5. Gueugnon, Fontainebleau et Sedan, 12.

GROUPE B

*Cannes b. Toulouse	2-1
*Bourges b. Blois	2-0
*Nancy et Epinal	1-1
*Besançon et Martigues	1-1
*Mulhouse et Montluçon	1-1
*Avignon b. Châteauroux	5-1
Toulon b. *Sète	2-1
*Chaumont b. Béziers	3-0

Classement. — 1. Nancy, 16 pts ; 2. Martigues, 12 ; 3. Chaumont et Montluçon, 11 ; 5. Avignon, Sète, Cannes, Béziers et Toulon, 10.

* *

Après sa victoire sur l'équipe de France par 2 à 1, le 12 octobre à Bruxelles, la Belgique occupe la première place dans le groupe 7 du championnat d'Europe des Nations. Elle précède l'équipe de la République démocratique allemande qui a, le même jour, fait match nul, 1-1, avec l'Islande, à Magdebourg.

Dans une rencontre réservée aux « espoirs », la France a battu la Belgique par 1 à 0, le 13 octobre à Grenoble.

Handball

CHAMPIONNAT DE FRANCE

DIVISION I

POULE A

*PUC b. Toulouse U.C.	22-14
Colombes b. *ASEA Toulouse	21-20
*Gagny b. Metz	13-12
*St. marseillais U.C. b. Cannes	22-15
*Besançon et Ivry	17-17

Classement. — PUC et Gagny, 9 pts ; 3. SMUC, 8.

POULE B

*Stella Saint-Maur b. Altkirch	28-14
*Mulhouse b. Sochaux	18-13
A.S.P. Police b. *Longwy	13-12
Dijon b. *APAS Paris	20-19
*Billy-Montigny et Strasbourg	16-16

Classement. — 1. Saint-Maur, 9 pts ; 2. A.S.P.P., Strasbourg et Dijon, 7.

Hippisme

Le prix Salverte, disputé à Longchamp et comptant pour les paris « couplé gagnant et tiercé », a été gagné par Ticaffic, *suivi de* Rety *et de* Flailly. *La combinaison gagnante est 3-17-5.*

Tennis

Les championnats de France de tennis corporatif par équipe se sont déroulés les 12 et 13 octobre sur les courts du Tennis club de Tours.

DEMI-FINALES MESSIEURS : *A.S.P.T.T. Paris bat B.N.P. Paris 3 à 1 ; I.B.M. bat Forges de Gueugnon 3 à 2.*

FINALE : *A.S.P.T.T. Paris bat I.B.M. 3 à 0.*

FINALE DAMES : *Enseignants Toulouse bat professeurs d'E.P. Paris 3 à 0.*

Volley-ball

CHAMPIONNATS DU MONDE

Au cours de la première journée des championnats du monde qui se disputent au Mexique, l'U.R.S.S. a battu les États-Unis 3-0, et le Brésil a battu la France 3-0. Chez les dames, les États-Unis ont battu la France 3 à 2 (15-10, 17-15, 7-15, 15-7).

VENTES

A l'hôtel Drouot

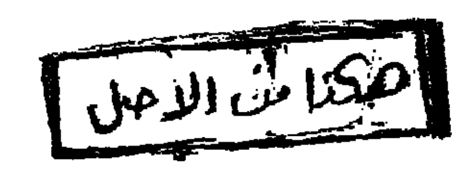
40 000 F UNE LITHOGRAPHIE DE TOULOUSE-LAUTREC

La plupart des dix-huit salles de l'hôtel des ventes sont maintenant ouvertes, et la première dispersion nocturne de la saison nouvelle vient d'avoir lieu ; consacrée aux œuvres modernes, elle permit à Mᵉ Robert de prononcer quelques bonnes adjudications.

Une lithographie en couleur de Toulouse-Lautrec, la Goulue et sa sœur *(64 × 49), numérotée et signée, obtint 40 000 francs ; une aquarelle de Léon Tiundjian,* Pommes et raisins, *10 800 francs, et de l'atelier de Louis-Albert Gayrin, qui fut l'ami de Churchill et d'Arthur Rubinstein entre autres,* Composition cubiste à la guitare, *toile mesurant 100 × 80, atteignit 10 000 francs.*

Dans un ensemble d'estampes qui a produit 222 000 francs (étude Ader, Mlle Rousseau expert), la Théière grise, *1947, petite épreuve en couleur numérotée 7/75 par Georges Braque, fut adjugée pour 29 500 francs ; de Miro,* Paysage meurtrier, *1938, eau-forte tirée à trente exemplaires, 6 500 francs ;* Olympia, *aquateinte imprimée en couleur, gravée par Jacques Villon d'après Manet (1926), une des vingt-cinq épreuves enrichies d'un croquis original à l'aquarelle dans la marge, 8 000 francs, et une lithographie du surréaliste belge Paul Delvaux,* Jeune Fille au chapeau à fleurs, *6 000 francs sur départ à 1 200 francs.*

Deux prix intéressants ont été donnés pour des meubles d'époque Napoléon III : 10 100 francs un bonheur-du-jour marqueté, orné de médaillons en porcelaine décorée de bouquets fleuris (Mᵉ Delaporte) et 39 000 francs un mobilier de salon — six fauteuils, quatre chaises et un canapé modèle Louis XV — en bois doré recouvert de tapisserie à personnages et animaux (Mᵉ Ader). — G. V.



INFORMATIONS PRATIQUES

« Le Monde » publie tous les samedis, numéro daté du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

Télévision et radiodiffusion

LUNDI 14 OCTOBRE

● CHAINE I

18 h. 50 Pour les jeunes : L'oasis africain.
20 h. 15 (★) Feuilleton : Les Fargeot.
20 h. 30 Feuilleton : « L'Odyssée », d'après Homère. Réal. F. Rossi. Avec B. Fhemiu, I. Papas, R. Verley (7).

Retour à Ithaque. Déguisé en mendiant Ulysse approche de sa maison. Il retrouve son fils et affronte les prétendants.

21 h. 30 Emission littéraire : « Ouvrez les guillemets », de B. Pivot.

Spécial Etats-Unis : *Mary McCarthy, D. Halberstram, J.-F. Revel, S. Belmont; M.-E. Coindreau, Ch. Giudicelli, J. Thieuloy, F. Wagman.*

● CHAINE II (couleur)

19 h. *Jeu : Des chiffres et des lettres.*
19 h. 45 Feuilleton : Les oiseaux de Meiji-Jingu.
20 h. 35 Actuel 2 : M. Michel Jobert.

Un passé ou l'avenir. M. Michel Jobert, ancien ministre des affaires étrangères, répondra aux questions de Pierre Sainderichin (France-Soir), *Pierre Pellissier* (Le Figaro), *Georges Suffert* (Le Point) *et de notre collaborateur Pierre Viansson-Ponté.*

21 h. 35 Jeu : Le défi.

● CHAINE III (couleur)

19 h. Pour les jeunes : L'île aux enfants.
19 h. 40 Feuilleton : John l'intrépide.
20 h. 5 Documentaire cinéma : Chutes, on tourne.
20 h. 35 Film : « le Maître et Marguerite », d'A. Petrovic (1973). Avec U. Tognazzi, M. Farmer, A. Cuny.

A Moscou, en 1920, un auteur drmatique surnommé « Le Maître » fait répéter une pièce qui est interdite. Un mystérieux personnage, qui est en réalité le diable, intervient pour faire jouer la pièce.

Adaptation d'un roman de Mikhaïl Boulgakov par l'auteur du film J'ai même rencontré des Tziganes heureux.

● FRANCE-CULTURE

20 h., Deuxièmes rencontres internationales d'art contemporain de La Rochelle. Concert en l'hôtel de Fleuriau consacré à Georges Aperghis, avec le concours d'E. Scob, M. Viard, M. Bozonnet, A. Salvetti, mezzo-soprano ; M. Jarry, baryton ; M. Haniotis, basse ; A. Rabot, J.-P. Laroque, bassons ; M. Foocher, R. Allain, trombones ; J. Apeloihem, tuba ; A. Meunier, R. Pidoux, violoncelles ; L. Guilbert, contrebasse ; A. Ponce, guitare ; J.-C. Malgoire, J.-C. Veilhan, instruments anciens ; G. Sylvestre, percussion ; direct. J. Mercier : « la Tragique histoire du nécromancien Hieronimo et de son miroir », « Oraison funèbre », « Parcours ». — 21 h. 30, Indicatif futur : Un public et des « media » (1). Débat organisé à Strasbourg par l'Association internationale Futuribles. — 22 h., Black and Blue, par L. Malson : Duke Ellington-Esther Phillips. — 22 h. 45, Piste rouge, par L. Bérimont. — 23 h. 15, Libre parcours récital.

● FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.), Musique ancienne. Concert français : « Musique de jongleurs en langue d'oïl », groupe Guillaume de Machaut. Musique pour luth et cistre de la Renaissance ; « Bransles de villages » (Besard), « Allegez-moy » (Phalèse), « Grâce et Vertu » (Phalèse, Elisabeth et Guy Robert), « Sonate pour violoncelle et clavecin en sol mineur, la Tourterelle » (Caix d'Hervelois), par M. Renard, J.-L. Petit ; « les Eléments », extraits (J.-F. Rebel). — 22 h., Correspondances (Schumann). — 23 h. (S.), Reprises symphoniques (Th. Brenet, J. Martinon). — 24 h. (S.), Molto cantabile. — 1 h. 30, Nocturnales.

TRIBUNES ET DÉBATS

TELEVISION, chaîne 2 : 20 h. 35, M. Michel chel Jobert, ancien ministre.
EUROPE 1 : 19 h. 15, M. Edmond Maire, *secrétaire général de la C.F.D.T.*

MARDI 15 OCTOBRE

● CHAINE I

18 h. 50 Pour les jeunes : Espoir et champion.
20 h. 15 Feuilleton : Les Fargeot.
20 h. 30 Show Pierre Etaix, de J.-C. Averty.
21 h. 45 Portrait de Bruno Bettelheim. « L'homme et son métier ». Réal. D. Karlin.

Discussion entre Bettelheim et des mères de famille : peut-on dire ce qui est générateur de psychose infantile ?

● CHAINE II (couleur)

19 h. *Jeu : Des chiffres et des lettres.*
19 h. 45 Feuilleton : Le dessous du ciel.
20 h. 35 Les dossiers de l'écran, d'A. Jammot. Film : « Panique dans la rue » (1958), d'E. Kazan. Avec R. Widmark, P. Douglas, J. Palance.

Un émigrant clandestin est assassiné à la Nouvelle-Orléans. Il était atteint de peste pulmonaire. Le service de santé et la police recherchent ses assassins qui peuvent transmettre la maladie et provoquer une épidémie.

Le « néo-réalisme américain » dans le film noir.

Débat : « Les épidémies ».

Ce film et ce débat sont présentés en remplacement des dossiers de l'écran consacrés à l'Orchestre rouge, *reportés en raison des grèves.*

● CHAINE III (couleur)

19 h. Pour les jeunes : L'île aux enfants.
19 h. 40 Feuilleton : John l'intrépide.
20 h. 5 Les musiciens de la pellicule, de M. Gonet. « Michel Magne ».
20 h. 35 Dramatique : « l'Enfant et la rivière », d'H. Bosco. Adapt. J. Jaquine. Réal. M. Chateau. Avec G. Claisse, E. Bagnoli, G. Knop.

Deux jeunes garçons s'enfuient pour vivre sur une île et voir couler la rivière.

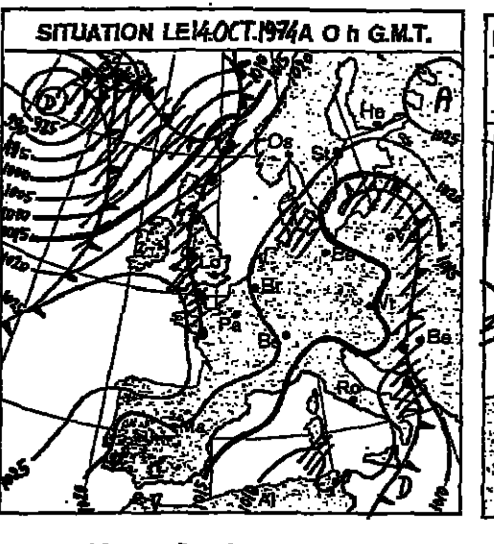
● FRANCE-CULTURE

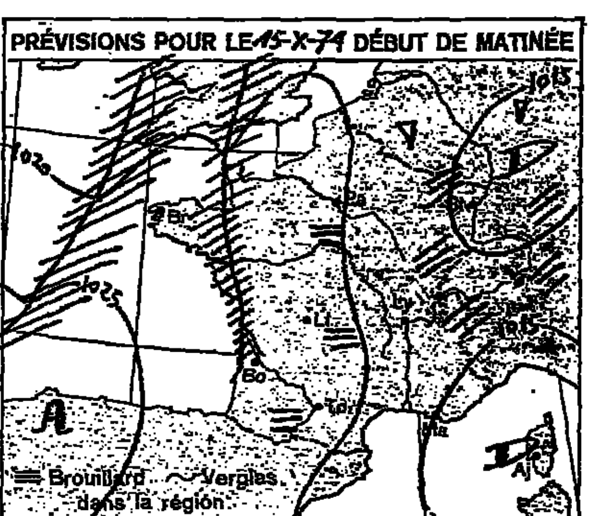
20 h., *Dialogues. Emission de R. Pillaudin, enregistrée en* public : « l'Avenir de la science », avec Louis Leprince-Ringuet et Francis Perrin. — 21 h. 30, Atelier de création radiophonique : « les Lettres portugaises ». — 23 h. 20, Courant alternatif.

● FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30 (S.), En direct du Studio 104. Orchestre philharmonique de l'O.R.T.F., direction C. Scimone, avec H. Le Floch, violoniste : « la Force du destin », ouverture (Verdi), « Poème pour violon et orchestre » (Chausson), « Tzigane » (Ravel), « l'Italienne à Alger », ouverture (Rossini), « les Fêtes romaines » (*Respighi*). — *23 h., Rencontre avec Lutoslawski.* — 24 h. (S.), La musique et ses classiques (Bartok, Beethoven). — 1 h. 30 (S.), Nocturnales.

MÉTÉOROLOGIE





Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)

Zone de pluie ou neige ▽ averses orages ➡ Sens de la marche des fronts

Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le lundi 14 octobre à 0 heure et le mardi 15 octobre à 24 heures.

De l'air froid persistera encore sur une grande partie de la France, mais l'air maritime un peu plus doux et humide qui alimente les perturbations qui abordent l'Europe occidentale pénétrera un peu sur nos régions du Nord-Ouest et de l'Ouest en y apportant un début d'adoucissement.

Mardi, les régions s'étendant de la Bretagne et de la Normandie au Bordelais passeront sous l'influence de cet air maritime un peu plus doux. Les températures minimales seront en hausse assez sensible dans l'intérieur et les maximums en *légère hausse, mais les nuages seront* assez abondants et le temps sera brumeux avec de petites pluies éparses. D'autre part, on notera d'assez belles éclaircies sur le sud des Alpes et les régions *méditerranéennes* où *les* vents du secteur nord se renforceront. Sur le reste de la France, le temps assez frais persistera, souvent très brumeux ou très nuageux le matin. Des pluies éparses se produiront encore, du nord-est au nord des Alpes. *Dans la journée, ces précipitations* prendront un caractère d'averses avec un ciel plus variable, tandis que des éclaircies se développeront sur le Sud-Ouest et le Centre.

De faibles gelées blanches sont encore probables au lever du jour du Bassin aquitain au sud du Bassin parisien.

Lundi 14 octobre, à 7 heures, la pression atmosphérique, réduite au niveau de la mer, était à Paris-Le Bourget de 1 020,6 millibars, soit 765,5 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 13 octobre ; le second, le minimum de la nuit *du 13 au 14) : Biarritz, 14 et 4 de*grés ; Bordeaux, 13 et 1 ; Brest, 12 et 9 ; Caen, 11 et 4 ; Cherbourg, 10 et 6 ; Clermont-Ferrand, 8 et 4 ; Grenoble, 9 et 2 ; Lille, 10 et 4 ; Lyon, 10 et 3 ; Marseille, 14 et 2 ; Nantes, 14 et 5 ; Nice, 17 et 8 ; *Paris-Le Bourget, 12 et 6 ; Pau,* 14 et — 1 ; Perpignan, 15 et 6 ; Rennes, 13 et 6 ; Strasbourg, 9 et 4 ; Tours, 12 et 2 ; Toulouse, 13 et 5 ; Ajaccio, 19 et 10 ; Pointe-à-Pitre, 26 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 9 et 2 degrés ; Athènes, 24 et 19 ; Bonn, 9 et 2 ; Bruxelles, 10 et 1 ; Le Caire, 28 et 23 ; Iles Canaries, 26 et 18 ; Copenhague, 8 et 5 ; Genève, 11 et 1 ; Lisbonne, 20 et 9 ; Londres, 12 et 2 ; Madrid, *17 et — 1 ; Moscou, 10 et 6 ; New-*York, 15 et 7 ; Palma-de-Majorque, 16 et 9 ; Rome, 19 et 12 ; Stockholm, 9 et 4 ; Téhéran, 12 et 0.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 972

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I							■		
II									
III		■	■			■			
IV									
V							■		■
VI	■				■			■	
VII						■			
VIII				■					
IX								■	
X		■					■		
XI						■			

HORIZONTALEMENT

I. Etaient trois, pour la bonne gle ; Article. — II. Fort sommes. — III. Pronom ; Est attirée r tout ce qui brille. — IV. Dont des feuilles. — V. Mainnnent des lèvres écartées. — Assez relevé ; Possessif. — VII. Sur l'Oronte ; Pour un appétit d'oiseau. — VIII. Reste de glace devant un merveilleux paysage alpin ; Difficile à croire. — IX. Ont l'habitude de foncer. — X. Affaiblir ; Permet d'écarter. — XI. Doivent être maniés avec d'infinies précautions ; A une prédilection marquée pour les viandes à l'étouffée.

VERTICALEMENT

1. Résume les exigences des personnes pratiques ; Grands lorsqu'ils sont vifs. — 2. Annonce une défense ; Procurent déjà aux gourmets d'agréables sensations. 3. Préfixe ; Economiquement faible. — 4. Calment les colères de très jeunes vertébrés ; Banal. — 5. Est très pesant ; Anneaux. — 6. Abréviation ; Service militaire ; A une gorge promise à la corde (inversé). — 7. Petite tête blonde qui a déjà de la barbe ; Généralement bons quand ils sont vieux. — 8. Se manifester avec éclat ; Abréviation ; Drame. — 9. Orientés ; Ce que ne digéra sûrement pas Vercingétorix.

Solution du problème n° 971

HORIZONTALEMENT

I. Pipe ; Pois. — II. Etourdi. — III. Ronces ; In. — IV. Lui ; Toc. — V. Larme. — VI. Zoé ; Lier. — VII. Envie ; Se. — VIII. Lit ; Ont. — IX. Elseneur. — X. Visées. — XI. Rosée ; Sal.

VERTICALEMENT

1. Parlez ! ; Lear. — 2. Ou ; Œil. — 3. Pénitents. — 4. Etc. ; Eve. — 5. Œil ; Ionie. — 6. Pus ; Alènes. — 7. Or ; Tri ; Tués. — 8. Idiomes ; Réa. — 9. Sincères ; Si.

GUY BROUTY.

Stages

● *Le Centre documentation-recherche* propose, pour l'année *1974-1975, les stages suivants* à Paris : foi et psychanalyse ; formation à l'analyse rationnelle ; *initiation à l'analyse institutionnelle* ; expression corporelle ; pour une éducation sexuelle et affective ; approches du *corps*. (C.D.R., 108 *bis*, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél. : 222-07-48.)

ournal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* 13 octobre 1974 :

ES DECRETS

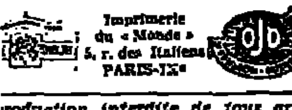
● Portant promotion et nomition dans l'armée active des ves sortant des écoles miliires.

● *Modifiant le décret n° 66-157* 19 mars 1966 relatif aux opétions de la Caisse de prêts aux ganismes d'habitations à loyer odéré.

IE CIRCULAIRE

● Prise pour l'application de rrêté du 26 septembre 1974 relaau freinage des véhicules.

dité par la S.A.R.L. *le Monde*.
érants :
ues Fauvet, directeur de la publication.
ues Sauvageot.



Le Monde
SERVICE DES ABONNEMENTS
5, rue des Italiens
75 427 PARIS - CEDEX 09 - C.C.P. 4 207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M. - ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)	69 F	123 F	177 F	230 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	144 F	273 F	402 F	530 F
ETRANGER PAR MESSAGERIES — I. — Belgique - Luxembourg - Pays-Bas - Suisse (moins rapide que par voie normale)	94 F	173 F	252 F	330 F
II. — Tunisie	104 F	193 F	282 F	370 F

Par voie aérienne, tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

BONNES FEUILLES

UN LIVRE DE M. JÉROME MONOD

La décentralisation politique est une condition fondamentale de la décentralisation économique

M. Jérôme Monod, délégué à l'aménagement du territoire et à l'action régionale depuis 1968 publie aux éditions Fayard (28 F) un livre intitulé « Transformation d'un pays ; pour une géographie de la liberté ».

Il s'agit d'une sorte de bilan de la politique d'aménagement du territoire depuis, notamment, la création en 1963, de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) et d'une réflexion sur les perspectives de la politique régionale dans un pays comme la France au milieu des transformations du monde actuel.

Dans sa conclusion qu'on lira ci-dessous, M. Monod rappelle en particulier que « la décentralisation politique est une condition fondamentale de la décentralisation économique ».

L'HISTOIRE du sol retranscrit avec minutie l'histoire des peuples. La brève histoire de l'aménagement du territoire n'échappe pas à cette constatation, et les esprits chagrins ou inquiets lisent aujourd'hui sur le terrain le désarroi de notre civilisation, et l'irrésistible mouvement où nous sommes entraînés, pour notre insatisfaction.

Pour s'y reconnaître et pour agir, il faut un incroyable effort de probité. L'aménagement du territoire est parvenu à un carrefour dangereux, et il ne progressera qu'avec la mise en doute des idées reçues, avec beaucoup d'application et de modestie.

***

Les politiques régionales, en Grande-Bretagne, en Italie et en France se sont d'abord fondées sur un objectif — l'équilibre des territoires, obtenu par le développement des régions pauvres ou restées à l'écart. Communications et activités génératrices d'emplois devaient permettre d'y parvenir. Comme ces politiques ont été contemporaines du mouvement d'industrialisation — au moins pour la France et l'Italie, — elles ont suivi depuis quinze ou vingt ans la marche en avant de l'économie industrielle. Elles ont commencé par parer au plus pressé. Puis l'industrie a nourri le progrès, et les lois de concentration des activités primaires et secondaires qui déterminaient les zones actives et leurs relations avec leurs marchés se sont à peu près affaiblies.

Ces phénomènes ont été au départ d'un élan plus moderne des politiques d'aménagement du territoire. Ils ont permis à l'industrie de s'évader au Nord et de l'Est français, de se diffuser en s'affranchissant des contraintes physiques de transports, de mettre à profit des éléments de la géographie peu valorisés auparavant (l'espace libre, le soleil, l'environnement), *déplaçant les activités vers les zones jadis déshéritées*. A cela ont été sensibles, en premier, les filiales de sociétés américaines. En outre, les échanges mondiaux commencent à mettre en valeur les façades maritimes (Dunkerque, Bordeaux, par exemple).

L'espace français n'est pas seulement étendu et, en partie, vacant. Il est aussi extraordinairement compartimenté autour d'un *massif central* ; *il est partout très diversifié, et, situation unique, ouvert sur les trois mers les plus fréquentées du* globe. Il aurait paru inconcevable de *ne* pas utiliser les ressources de *nos espaces*, de ne pas inventer un type de développement qui les *mette* à profit. C'était bien là la vocation première de l'aménagement du territoire, et il y a partiellement réussi.

***

Mais les véritables problèmes naissent du succès plus que de l'échec. L'invention de notre avenir dans notre espace, si évidemment riche, repose finalement sur notre attitude devant la durée et, par là même, devant nous-même.

Le territoire d'un pays superbe et ancien, c'est moins l'espace qui se déploie que le temps qui se déroule.

A l'inverse de pays étrangers, parvenus plus tôt à la civilisation urbaine, commerçante et industrielle, aux régions couvertes de villes et d'usines, le paysage de la France n'est pas, ou pas encore, intemporel. Le temps qui s'y est inscrit a une épaisseur fort diverse qui lui confère son étonnante variété. Une bonne partie de l'Angleterre et de l'Europe du centre est tombée dans une sorte d'anonymat sans histoire, sinon celle que l'on tend aujourd'hui à renier. La plus grande partie de la France conserve, au contraire, sa personnalité marquée *dans des paysages qui renvoient à des niveaux très divers du passé et ouverts à l'avenir.*

Il s'agit là d'une valeur incommensurable, menacée par le saccage industriel et urbain. Déjà, dans notre espace rural, le long du littoral et jusque dans les montagnes, un futur sombre commence de s'y inscrire.

L'une des raisons en est sans doute que les générations successives conservent une fixité de comportement qui les rend inaptes à concevoir le futur sans rompre avec le passé. Elles rééditent des visions perfectionnistes, volontaristes qui, souvent, appauvrissent l'avenir. Elles se résignent à des remèdes qui ne sont que des formes déguisées de soumission à l'inévitable.

A quoi tenons-nous avant tout ?

Les villes de l'avenir se créeront de toute façon dans la foulée de l'industrie, des activités tertiaires et des commodités que chacun espère de la concentration urbaine. La question est de concilier tout cela, et d'éviter l'encombrement, l'éclatement du temps et la fragmentation de la société. Plus qu'à l'aménagement régional, je crois aujourd'hui à un urbanisme *moins décourageant, respectant la volonté des* gens, et *leur irrépressible goût de la liberté. Cela exige de ceux que tout cela concerne de savoir écouter, sentir ; de tolérer ce que l'on croit être l'erreur des autres, et de s'abstenir d'engager les choses de façon irréversible, par révérence pour l'avenir.*

Et puis il y a l'espace. Nous sortons un peu de la pénurie. Les tours ou les grands ensembles sont le fruit de la disette d'argent, de *l'imprévision des* générations passées, et de l'acharnement avec lequel le sol a été accaparé dans un pays où l'espace est abondant. Nous pouvons commencer à émerger de tout cela. Nous le savons, car les villes sont dévoreuses d'espace. *Mais l'espace est fragile, et il ne faudrait pas que les inévitables erreurs des villes ne débouchent par contagion sur l'espace rural sans s'y guérir par compensation.*

Les constructeurs et aménageurs ont à cet égard une attitude fort ambiguë, faite de convoitise, d'ignorance ou de mépris. C'est sans doute un trait parmi d'autres de la société moderne. Les générations passées étaient moins fascinées par l'idée de bonheur et l'on ne se demandait pas de la même façon qu'aujourd'hui si et comment on était ou serait heureux. Les *villages et les cathédrales ont été construits, voilà tout. Ils restent le témoignage* troublant des gens inconnus *qui les ont construits* ensemble, *sans plan et sans* programme.

En exprimant ces inquiétudes, je ne renie pas le volontarisme nécessaire à la société pour organiser son espace. C'est en mettant l'accent sur lui que l'on définit l'aménagement du territoire. Il est l'un des remèdes à l'inacceptable évolution que dessineraient notre histoire et notre système de développement économique.

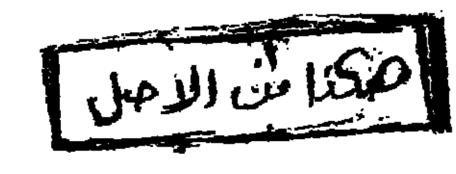
Mais lorsque l'on jette les yeux sur les années passées, on est pris d'inquiétude et *parfois de colère* devant les échecs ou les oppositions qu'a rencontrés l'aménagement du territoire en France : la faiblesse des moyens financiers qui y sont consacrés — de loin inférieurs à ceux dont disposent tous nos voisins ; la volonté de puissance ou la capacité d'indifférence des administrations ; le poids du lobby parisien ; l'impossibilité presque générale d'aller au-delà de la rentabilité *immédiate* ; la *résistance* au changement ont constamment menacé de compromettre ce qui pour beaucoup paraissait et paraît encore un grand espoir pour notre pays.

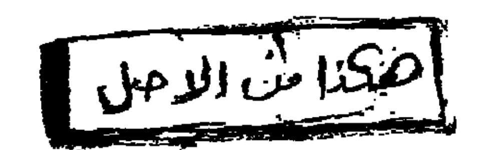
Comment ne pas répéter encore que la *croissance* de Paris est une grave menace pour tous ; *que l'objectif* n'est pas d'atteindre quatorze millions d'habitants en l'an 2000, mais bien de stabiliser aussi vite que possible la concentration autour de la capitale ; que les conditions de vie qui y règnent et l'étouffement de ce qui permet la vie sociale risquent de provoquer à brève échéance un glissement vers le vide ? Les Français doivent comprendre que *nous sommes* là devant une nécessité vitale. *Ils doivent* comprendre aussi que, *pour se rénover, Paris ne doit* plus s'étendre.

Comment ne pas souligner que si la décentralisation industrielle est entrée dans les faits, en dépit des efforts nous n'avons abouti encore qu'à des résultats dérisoires en ce qui concerne les activités tertiaires, et que rien de sérieux ne pourra être fait si l'on persiste, en particulier dans nos institutions publiques et privées, à maintenir et renforcer la centralisation financière ?

Enfin, comment ne pas rappeler que la décentralisation politique est une condition fondamentale de la décentralisation économique, et que si les Français réclament cette dernière avec force, ils *s'ingénient souvent* avec talent à empêcher la réalisation *de la première ?*

Voilà *pourquoi je me demande si le* problème nouveau qu'il faut poser à l'aménagement du territoire n'est pas d'abord de respecter l'idée des autres, le temps des autres, l'espace des autres, au lieu de leur infliger notre goût du futur, trop souvent dérivé avec paresse du passé. C'est peut-être dans les villes que tout sera sauvé ou perdu, à en juger par l'incroyable image que chacun reconnaît *dans le miroir de son* existence. *Dans* la marche de l'économie et de la société, l'aménagement du territoire est toujours à inventer.





Le Monde DE L'ÉCONOMIE

Face au danger de surproduction

La Commission de Bruxelles prépare une nouvelle politique du vin en Europe

***L**E marché du vin dans la Communauté est menacé de surproduction chronique. Depuis 1970, année d'adoption de la réglementation européenne, le potentiel de roduction augmente sensiblement plus vite que la consommation. Les prix, après avoir atteint des niveaux records, ont rès fortement diminué, et les dépenses de soutien du marché ngagées par le Fonds européen d'orientation et de garantie gricole (FEOGA) ont vivement progressé pour se situer ux alentours de 400 millions de francs par an.*

Telles sont les indications peu encourageantes qui figu-ent dans un rapport que la Commission européenne vient 'adresser aux gouvernements membres. L'institution bruxelloise, qui estime que l'équilibre entre l'offre et la demande devient « de plus en plus aléatoire », met la dernière main à des propositions visant à rendre plus efficace le règlement européen. Ces propositions devraient être soumises aux ministres de l'agriculture, lors de leur prochaine réunion, le 21 octobre, à Luxembourg.

Autant qu'on sache, la Commission s'apprête à recommander la distillation préventive ; elle suggérera également au conseil de se doter des moyens juridiques nécessaires pour mieux contrôler et, le cas échéant, interdire les plantations de vignes.

De notre correspondant

La superficie plantée en vignes croît ntement (+ 0,25 % en 1973-1974, par pport à la campagne précédente), beaucoup plus rapidement cependant dans les égions produisant des vins de qualité. 'accroissement des superficies, conjugé vec le rajeunissement des vignes et la rogression des rendements, a provoqué ne « *nette augmentation* » de la production les vins : 892 000 hectolitres en plus de ins de table, soit + 0,7 %, et 1 492 000 hectolitres en plus de vins de qualité (V.Q.P.R.D. selon la terminologie bruxelloise), soit + 4,4 % au cours de la campagne 1973-1974.

L'extension est particulièrement vive en Italie : en 1973-1974, le potentiel de production des V.Q.P.R.D. a été augmenté de 4 % et celui des vins de table de 1 %.

De 1961-1962 à 1973-1974, le taux d'accroissement moyen annuel de la production s'est élevé à 4,2 %, alors que dans le même temps la progression de la consommation n'était que de 1,14 %. Le risque de surproduction chronique a été masqué par la « *petite récolte* » de 1972 et par l'interruption des importations de vins algériens. Toutefois, aujourd'hui, l'équilibre du marché paraît « *gravement et durablement menacé* ». La situation sur le marché des V.Q.P.R.D., qui correspondent aux vins délimités de qualité supérieure, notamment celle des « *petites appellations* », devient de plus en plus préoccupante.

La chute des cours

La chute des cours des vins de qualité est spectaculaire même si on considère qu'elle fait suite à une flambée de prix elle aussi tout à fait excessive. En France, au mois de juin 1974, le prix du bordeaux rouge était inférieur de 45 % à celui constaté en juin 1973. La baisse était de 36 % pour le bordeaux supérieur, de 47 % pour le médoc, de 43 % pour le sylvaner, de 45 % pour le beaujolais.

Selon les organisations professionnelles, les cours des appellations contrôlées ont diminué de plus de 10 % en 1973-1974 par rapport à 1972-1973, et les exportations ont chuté de 7,3 %, notamment en raison des mesures de sauvegarde arrêtées en mai par l'Italie. Ce cautionnement obligatoire des importations imposé par le gouvernement de Rome, mais dont la Commission européenne avait obtenu, en juillet, que les importations de produits agricoles soient dispensées, continue d'être appliqué aux champagnes (93 % des ventes françaises de vins de qualité à l'Italie) considérés comme produits de luxe. Dans le même temps, les disponibilités d'appellations contrôlées, toujours en France, progressaient de 36 %. Les Allemands, dont la production de vins de qualité a sensiblement augmenté, éprouvent à leur tour de sérieuses difficultés d'écoulement.

Le marché des vins de table reste lourd lui aussi. Pour éviter la chute des cours consécutive à deux années de forte production, les pouvoirs publics nationaux et communautaires ont dû autoriser la distillation de quantités importantes : environ 5 millions d'hectolitres en France et 3 millions d'hectolitres en Italie. Toutefois, certaines opérations de distillation ont été décidées de façon autonome soit par le gouvernement français sous couvert d'une commande du service des alcools (2 millions d'hectolitres), soit par le gouvernement italien (également 2 millions d'hectolitres). Ces opérations vont être d'ici peu attaquées par la Commission de Bruxelles comme contraires à la réglementation communautaire.

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 21, 1re col.)

BULLETIN

Inflation à l'Est

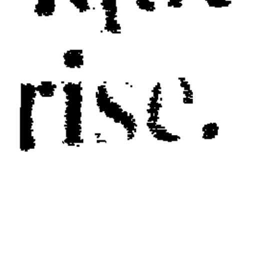
L'INFLATION n'atteint pas seulement l'économie capitaliste. Diverses déclarations faites ces dernières semaines à Prague, à Varsovie, à Budapest, attestent qu'en Europe de l'Est aussi ce phénomène s'inscrit au premier rang des préoccupations des dirigeants. En Roumanie, le chef du gouvernement, M. Manea Manescu, a réuni une conférence, les 7 et 8 octobre, qui a rassemblé les principaux responsables en matière de finances, de prix et de salaires. Le secrétaire général du parti lui-même, M. Ceausescu, y a pris la parole. Il n'est pas jusqu'à l'Albanie qui ne soit touchée par le mal : le chef du Parti du travail, M. Enver Hodja, y a fait allusion dans son discours électoral du 3 octobre.

Seule, jusqu'à maintenant, l'Union soviétique maintient la fiction que l'inflation ne saurait exister dans une économie socialiste. L'agence Tass s'est cru cependant obligée la semaine dernière de réfuter les affirmations de l'ancien secrétaire d'Etat britannique au commerce, M. Joseph Keat, selon lesquelles l'Union soviétique se trouvait elle aussi emportée par la grande vague mondiale.

Si, à Bucarest et dans les autres capitales du monde socialiste, on ne nie pas la réalité des faits, on en attribue la responsabilité exclusive aux influences venues de l'extérieur. Notre correspondant à Vienne, Manuel Lucbert, nous rapporte les propos tenus par le chef du parti communiste roumain : « La crise économique et financière actuelle du monde capitaliste, *a dit celui-ci*, a de profondes implications. Il va de soi que, si nous ne prenons pas les mesures nécessaires, elle pourra se refléter négativement dans notre activité sous une forme ou sous une autre. De toute façon, elle a une certaine influence, parce que nous ne vivons pas isolés, parce que nous participons à la division internationale du travail, aux échanges économiques, à la coopération internationale. »

Pour remédier à la situation, M. Ceausescu préconise, sur le plan intérieur, une réduction des coûts de revient grâce à une efficacité accrue de l'appareil productif et, sur le plan extérieur, un renforcement des liens avec les autres pays du Comecon, les échanges avec les pays capitalistes (40 % du commerce extérieur de la Roumanie) subissant un fléchissement — relatif — correspondant.

Il n'est guère douteux que les pays socialistes aient à subir, eux aussi, les conséquences de l'inflation engendrée par le dérèglement du système des paiements et du crédit des pays à économie de marché, et accélérée depuis quelques mois par la constitution du cartel des pays producteurs de pétrole. Mais tout indique que, dans l'état actuel des choses, les pays à économie planifiée ne sont pas en mesure, eux non plus, d'ajuster le rythme de l'émission monétaire aux besoins de la production. L'arbitraire qui règne dans la fixation des prix rend, à lui seul, cette tâche impossible. Il est vrai aussi que le rationnement de droit ou de fait, qu'atteste l'existence de longues queues devant les magasins, traduit à sa manière — et d'une façon souvent encore plus gênante que la hausse des prix — l'inadéquation de l'offre à la demande.





Un rapport officiel suggère des choix de stratégie industrielle

Une première pierre ?

LA problématique est à la mode, la stratégie aussi ; pas trop l'industrie. Alors, la « problématique d'une stratégie industrielle », sur laquelle se sont penchés les rapporteurs du groupe de réflexion sur les stratégies industrielles (le GRESI), créé en août dernier par M. Michel d'Ornano, au ministère de l'industrie et de la recherche, débouchera-t-elle sur quelque chose de nouveau... pour l'industrie ?

Du premier rapport de cet organisme, il ressort des analyses, des constatations et certaines recommandations qui ne sont guère contestables. La question est de savoir jusqu'à quel point les efforts de réflexion accomplis dans ce ministère sont de nature à déboucher dans les faits, dans l'action, en un mot dans la vie industrielle.

Une image traditionnelle consiste à assimiler la France à une grande entreprise qui aurait un directeur financier, pas de direction commerciale, et une direction générale occupée à autre chose. Même à l'époque — d'ailleurs courte — où « un grand dessein industriel » *a été présenté comme l'une des bases de la politique française, sous la présidence de Georges Pompidou, le ministère des finances — et si peu de l'économie — est resté l'interlocuteur essentiel de l'industrie. On aurait eu cependant mauvaise grâce à l'époque à prétendre qu'il n'y avait pas de politique industrielle, puisque l'Etat français ne comptait pas moins d'une trentaine d'organismes prétendant en traiter et intervenant, à l'occasion, sur tel ou tel dossier.*

Chaque nouveau ministre de l'industrie sait, dès son arrivée, que la multiplicité des interventions et des organismes ne facilite pas la cohérence de l'action de l'Etat dans ce domaine. Successivement, MM. Bettencourt, Ortoli, Charbonnel et Guéna s'en sont ouverts, et il est significatif que M. d'Ornano ait affirmé, dans sa première interview : « Je crois indispensable l'existence en France d'un ministre chargé de coordonner le développement industriel et scientifique du pays. »

Cinq mois ont passé. La société « France » *a toujours son directeur financier. Elle a été dotée récemment, sinon d'une direction du moins d'une sous-direction commerciale, avec le secrétariat d'Etat au commerce extérieur. Est-elle enfin sur le point d'avoir une direction générale ? Ce serait placer la stratégie industrielle au niveau de l'arbitrage suprême, ou presque, c'est-à-dire à un échelon inter ou super-ministériel. Il ne semble pas que nous en soyons là. Car, entre la politique sociale, la politique monétaire, la politique financière, quelques autres encore et... la politique tout court, les perspectives industrielles ont quelque mal à émerger.*

Au reste, certains observateurs considèrent que la meilleure politique industrielle est de ne pas en avoir. A leurs yeux, il suffit de créer les conditions favorables à l'activité des entreprises les plus dynamiques : libre-échange international, paix sociale et politique, régime fiscal non discriminatoire, etc.

Aux assises du patronat français, qui se sont tenues à Lille la semaine dernière, les chefs d'entreprise ont réclamé beaucoup de choses à l'Etat, mais personne n'a parlé de « politique industrielle ». *Alors, faut-il être plus* « industrialiste que les industriels ». *Oui sans doute. L'industrie française va devoir fournir dans les années à venir un effort considérable de reconversion et de restauration. Que l'on ne s'y trompe pas les choses n'iront pas d'elles-mêmes. Il faudra vaincre bien des réticences et changer des habitudes. Dès lors l'Etat peut-il prendre le risque de ne pas* « conduire » *d'une manière ou d'une autre* « ce redéploiement » *? Non assurément. Le rapport du GRESI trace des perspectives, mais il ne sera réellement une première pierre que s'il est suivi d'effet. Sera-ce le cas ?*

PHILIPPE LABARDE.

(Lire page 20, 1re colonne l'analyse du rapport du GRESI.)

Les nouveaux prix Nobel de sciences économiques considèrent la situation actuelle avec pessimisme

EN honorant le Suédois Gunnar Myrdal et l'Autrichien Friderich von Hayek, c'est l'Europe qu'a favorisée cette année le comité du Prix Nobel, mais pas encore la France ! Jusqu'à maintenant, sur les sept lauréats, quatre appartenaient aux seuls Etats-Unis : Samuelson (1970), Kuznets (1971), Arrow (1972), Leontieff (1973) : les trois autres étant du Vieux Continent : Tinbergen et Frisch (1969), Hicks (1972).

Interrogés, les nouveaux « Nobel » de sciences économiques *ont tenu des propos pessimistes sur* la situation présente. « Toutes les grandes crises ont été précédées par l'inflation, laquelle tôt ou tard conduit à l'effondrement », a déclaré M. von Hayek. Evoquant les politiques menées par les gouvernements, « on fait preuve de beaucoup de bonnes intentions, mais on ne se rend pas compte qu'elles *n'aboutiront à rien sans un chômage* substantiel », a dit le professeur autrichien.

La constellation des crises dans tous les domaines *est pire qu'elle ne l'a jamais été dans les* temps modernes », a déclaré de son côté M. Myrdal. Il a remarqué que les pays démocratiques étaient minés par l'inflation, la drogue, les tensions raciales, le cynisme et l'apathie. Evoquant ainsi les mesures annoncées par le président Gerald Ford pour juguler l'inflation aux Etats-Unis, il a jugé que celles-ci étaient « insuffisantes ». L'un des dangers de l'inflation, a-t-il dit, vient de l'irritation qu'elle provoque entre le mari et la femme, le travailleur et l'employeur, les citoyens et le gouvernement ».

MYRDAL, le contestataire

PROFESSEUR à l'université de Stockholm, membre du Parlement, ministre du commerce, haut fonctionnaire des Nations unies, président de la commission économique pour l'Europe, les honneurs n'ont pas manqué, au cours de sa vie, à Gunnar Myrdal. Pourtant la consécration suprême faisait encore défaut à cet économiste de réputation mondiale dont l'expérience est exceptionnellment riche, tant sur le plan pratique que sur le plan théorique. En décernant leur prix d'économie, les membres du comité Nobel n'ont pas craint de reconnaître l'apport d'une pensée qui, pour certains à l'heure actuelle, sent encore quelque peu le soufre. Contestataire, Myrdal l'a été en effet, au cours de sa vie, au moins *dans trois directions.*

En rédigeant en 1931 *l'Equilibre monétaire*, Myrdal présente un exposé critique de la théorie de Wicksell.

Quittant les hauteurs de la théorie pure, où l'on manque parfois d'oxygène, la réflexion de Myrdal se tourne ensuite vers les problèmes plus politiques de la pauvreté, pauvreté de certaines catégories sociales qu'il examine à fond dans *Un dilemme américain, le projet noir et la démocratie moderne* (1944), pauvreté des nations du tiers-monde qui retient son attention dans toute une série d'ouvrages appuyés sur une documentation minutieuse et qui devaient consacrer sa réputation : *Une économie internationale* (1956), *Théorie économique et pays sous-développés* (1957), *le Drame asiatique, une enquête sur la pauvreté des nations (1968)*, véritable somme sur les problèmes économiques, politiques et sociaux de l'Asie des moussons, *le Défi du monde pauvre* (1970), qui élargit aux dimensions de l'ensemble du tiers-monde les conclusions du livre précédent, et en présente la philosophie.

Ce faisant, Myrdal forge le concept *de causation circulaire*, tentative pour caractériser les inégalités économiques nationales ou internationales en termes dynamiques et relationnels, pour transcender la séparation conventionnelle et arbitraire des facteurs économiques et non économiques. Il défend l'exigence de la planification et réhabilite les vertus du nationalisme pour modifier les déséquilibres induits par les forces de marché qui font les riches toujours plus riches et les pauvres toujours plus pauvres. Il revendique en matière de commerce international un statut spécial (droit au protectionnisme, qui va à l'encontre du libre-échangisme pratiqué, en principe, par les pays riches), que devaient consacrer les conférences de la C.N.U.C.E.D. Enfin, il justifie l'utilisation par les pays *sous*-développés *de la tribune* que constituent pour leurs revendications les instances internationales.

GUY CAIRE.

(Lire la suite page 21, 3e col.)

VON HAYEK, le libéral

DEUX thèmes principaux ont suscité les réflexions de Friedrich August von Hayek. Après beaucoup d'autres économistes de cette époque, il s'est efforcé, dans son étude de 1928, *la Théorie monétaire et le cycle des affaires*, d'apporter son écot à l'explication des crises cycliques de surproduction. S'inspirant des théories de Knut Wicksell sur le taux d'intérêt, et d'Eugen Böhm-Bawerk sur le capital, il a fait jouer au système bancaire un rôle décisif dans le déclenchement des récessions.

Selon *sa thèse, il existe*, à chaque époque, une proportion idéale entre la *valeur des biens de production investis et* celle des biens de consommation. Cette *proportion idéale dépendrait, dans un sys*tème d'épargne volontaire, de la seule *abstinence des individus ; mais les banques*, par le choix de taux d'intérêt trop bas, *créent une « inflation de crédit »*, une *« épargne forcée »*, qui rompt la proportion : *il y a surcapitalisation et crise.*

Dans cette mouvance l'auteur a publié une *Théorie pure du capital* et un ouvrage dénommé *Profit, intérêt et investissement*, en 1944, qui reprend et enrichit sous forme *didactique les théories contemporaines relatives* aux mouvements économiques et dans lesquelles le capital joue un rôle central.

F. A. von Hayek a aussi attaché sa pensée d'abord à une critique théorique du *fonctionnement du système socialiste, puis* à une sorte de pamphlet politique contre lui. *Dans l'Economie dirigée en système collectiviste*, publié en 1935, *il a rassemblé* les principales contributions théoriques sur *ce sujet (Pierson, Halm, von Mises, Baroné)* en concluant sur l'incompatibilité du « planisme » et *de la liberté, la nécessité des* catégories marchandes, l'impossibilité de gérer de façon centrale l'économie. Thèmes très actuels, si l'on considère les débats sur l'autogestion et la planification, le collectivisme et la liberté. Selon l'auteur, *« on ne peut douter que, durant de nombreuses années, le mouvement ne continue en direction du planisme »* ; il souhaite donc que les recherches se poursuivent pour éviter les effets les plus malsains de ce système.

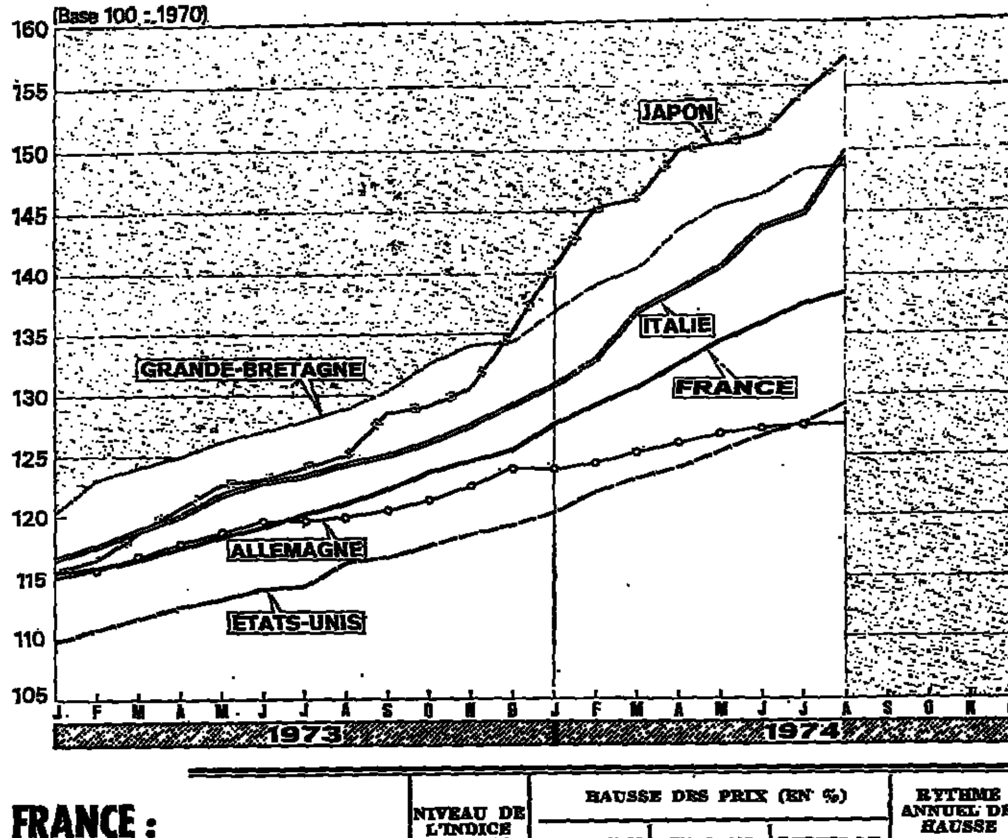
Sa *Route de la servitude*, publié en 1943, est carrément polémique et conclut à l'impossibilité du socialisme, attribuant aux tendances socialisantes la responsabilité des fascismes, et regrettant que les politiciens libéraux n'aient pas su organiser le système libéral.

Poursuivant dans cette voie, F.A. von Hayek a encore publié en 1939 un ouvrage sur *la Liberté et le Système économique*, puis deux traités méthodologiques, *la Contre-révolution de la science* et *Scientisme et sciences sociales*, ce dernier traduit en français par Raymond Barre, où il transpose sur le plan de la méthode son plaidoyer en faveur du libéralisme et sa critique de l'irrationalité du contrôle de l'économie à partir d'un centre.

JEAN MATOUK.

FAITS ET TENDANCES

PRIX : l'Allemagne exceptée...



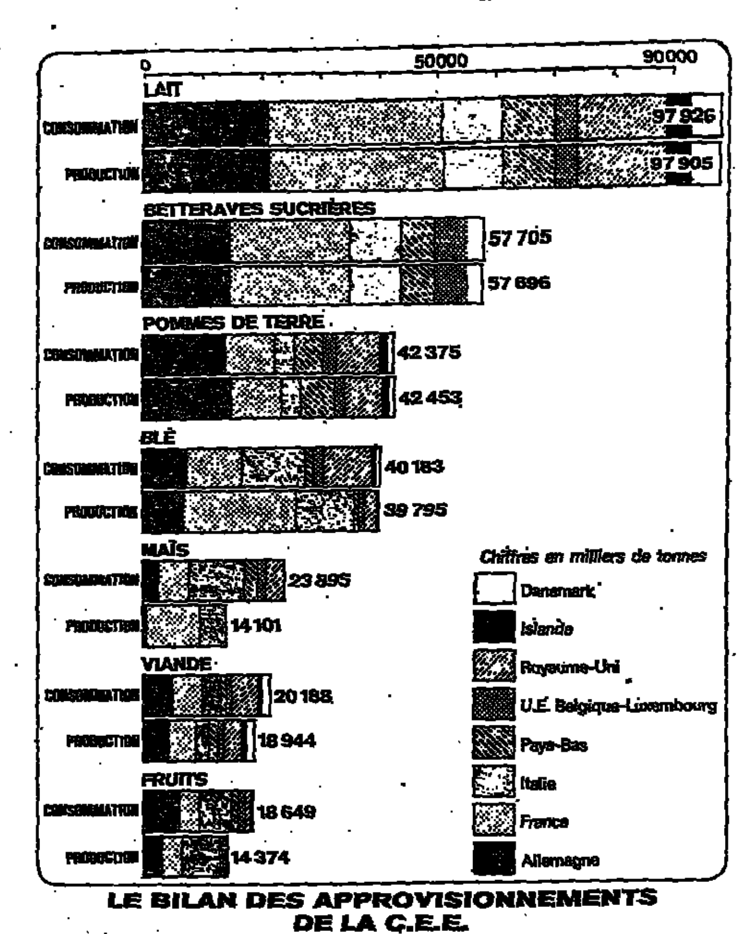
FRANCE : les prix en chiffres

	NIVEAU DE L'INDICE (base 100 en 1970) AOUT 1974	HAUSSE DES PRIX (EN %) EN 1 MOIS (août comparé à juillet)	EN 1 AN (août 1973/ août 1974)	DEPUIS LE DEBUT DE L'ANNEE (en 8 mois)	RYTHME ANNUEL DE HAUSSE (calculé sur les 3 derniers mois connus)
ENSEMBLE DES PRIX DE DETAIL	138,6	0,8	14,5	10,6	13,4
● Prix alimentaires ..	142	0,7	12,4	8,2	9,5
● Prix des produits manufacturés	135,8	1	18	13,6	16,5
● Prix des services ..	138,5	0,5	11,6	8,6	13

L'ALLEMAGNE mise à part, l'inflation est toujours aussi forte dans les pays industrialisés. Aux Etats-Unis, le rythme annuel de hausse des prix de détail, calculé sur les six derniers mois, atteint 12,8 % contre 11,2 % calculé sur les douze derniers mois. Même tendance à l'accélération en Belgique (17,7 % contre 14,7 %), en Italie (24,3 % contre 21,2 %). En Grande-Bretagne (16,4 % en rythme annuel) comme aux Pays-Bas (9,6 %), la tendance est stable. Bonn a réussi à ramener le rythme annuel de hausse des prix à 4,4 % (calculé sur les six derniers mois.

Au Japon, enfin, l'inflation a tendance à s'accélérer. Le gouvernement semble vouloir ponctionner le pouvoir d'achat (pour freiner la consommation) en décidant des hausses de prix nombreuses. Notre correspondant à Tokyo, Robert Guillain, nous signale une série de hausses : le riz (+ 31 %), les tarifs de chemin de fer (+ 23 %), les billets de métro et d'autobus (+ 50 %), les taxis (+ 34 %), le carburant pour poêles domestiques, etc. Toujours est-il que le rythme annuel de hausse des prix est de 19,5 %, calculé sur les six derniers mois.

ALIMENTATION : l'équilibre des Neuf est précaire



LE BILAN DES APPROVISIONNEMENTS DE LA C.E.E.

L'EUROPE des Neuf a habitué les consommateurs à appréhender les problèmes alimentaires en termes d'abondance. La récente controverse sur le sucre a montré que l'Europe n'était pas totalement indépendante de l'extérieur pour son alimentation. Comment se présente, pour les grands produits, l'équilibre production-consommation ?

Productions végétales

Les Neuf produisent 91 % de leurs besoins en céréales. La consommation annuelle moyenne par habitant est de l'ordre de 85 kg, mais elle peut atteindre dans le cas de l'Italie 131 kg *en raison de la consommation de pâtes.*

C'est le maïs qui fait le plus défaut à la Communauté : elle doit trouver plus de 40 % de ses besoins sur le marché mondial. La France pour sa part est approvisionnée en maïs à raison de 174 %. La couverture en blé est quasiment assurée puisque les Neuf produisent plus de 40 millions de tonnes soit 91 % de leur consommation. *La Grande-Bretagne et la Hollande ne récoltent toutefois que 55 %* de leurs besoins alors que la France, avec quelque 16 millions de tonnes, peut exporter près d'un tiers de sa production. La C.E.E. est en équilibre pour ce qui est du seigle, de l'orge et de l'avoine.

Un chiffre surprenant : les Neuf assurent 92 % de leurs besoins en riz. En effet les Européens ne consomment que 2,2 kg de cette denrée par an et les productions française (67 000 tonnes) et italienne (714 000 tonnes) sont quasiment suffisantes pour les satisfaire.

La récolte de pommes de terre (42 millions de tonnes) permet également à chaque habitant de la Communauté d'en manger 85 kg par an, chiffre moyen qui va de 39 kg pour l'Italie à 102 kg en Allemagne. *En ce qui concerne le sucre, les besoins (37 kg par an et par habitant) sont grosso modo* couverts par la production.

Productions animales

L'équilibre consommation-production est assuré dans la C.E.E. pour les principaux produits laitiers : lait (100 %), fromage (101 %), excepté le beurre (98 %). *Ce dernier résultat, lié à la faible production de la Grande-Bretagne (19 % de ses besoins)* au regard de l'importance de sa consommation : plus de 7 kg par habitant et par an alors que la moyenne communautaire est de 5,3 kg.

Les habitants de la C.E.E. sont en outre de gros mangeurs de viande : en moyenne *80 kg par tête et par an (les Français détenant le record avec 96 kg).*

La production des Neuf n'y suffit pas : les besoins ne sont couverts qu'à concurrence de 94 %. En ce qui concerne plus particulièrement le bœuf, ce taux n'est que de 90 %. En effet, les fortes capacités d'exportation de la France (280 000 tonnes), de l'Irlande (310 000 tonnes), *du Danemark* et des Pays-Bas (120 000 tonnes) ne comblent pas le déficit de leurs partenaires. La consommation moyenne par an est de 25 kg.

(1) Chiffres et graphiques ont été établis à partir du dernier annuaire de statistiques agricoles publié par les Communautés européennes (1973).

LE RAPPORT DU GRESI

Des choix de stratégie industrielle

« LA logique même de la croissance dans les sociétés développées, les mutations sociales qu'elle entraîne, l'exposition au contexte international et à ses transformations imposent que la réflexion sur la politique industrielle devienne stratégique et prospective. » Cette phrase, qui figure dans l'introduction du premier rapport du GRESI, résume assez bien le but poursuivi par son auteur, M. Malkin. Celui-ci n'entendait pas proposer de solutions immédiates aux industriels français, mais bien plutôt prendre en considération tous les problèmes que pose l'élaboration d'une politique industrielle. La première partie de ce document d'une centaine de pages, intitulé, *Problématique d'une stratégie industrielle*, est donc consacrée à la division internationale du travail et aux conséquences de l'intrusion dans le monde industriel de nouveaux partenaires : les pays producteurs de pétrole. Y est également évoqué l'avenir de l'industrie dans les sociétés développées. La seconde partie, plus critique traite de l'amélioration de l'utilisation du potentiel productif français, et du développement scientifique et technique.

La division internationale du travail, qui est le premier thème abordé dans le rapport, ne date pas d'hier. Par le biais des firmes multinationales, on l'a vu s'accentuer ces dernières années. Ainsi, par exemple, a-t-on assisté à un déplacement des industries de main-d'œuvre vers les pays en voie de développement où les coûts salariaux sont très bas, et il est probable que ce mouvement va encore s'accélérer. L'accession à la richesse des pays producteurs de pétrole risque fot de bouleverser de nouveau l'échiquier dans la mesure où le critère de la rentabilité des capitaux investis n'apparaît pas comme un élément déterminant dans les décisions prises par ces pays.

Deux priorités

Ainsi, « *les économies d'échelles conduisent, dans les industries de base (sidérurgie, chimie, énergie), à programmer des unités de production qui dépassent souvent les capacités de consommation interne de ces pays. Une fraction de la production sera donc destinée à l'exportation, notamment vers les pays industrialisés et, en particulier, vers les pays européens. Les conséquences sont immédiates pour les projets d'extension de capacité dans les pays développés, notamment dans les zones industrielles portuaires tournées trop exclusivement vers les activités de première transformation* ».

Même si certains secteurs peuvent profiter de cette situation (ingénierie, construction navale spécialisée dans des produits dérivés du pétrole ou du gaz), on risque donc d'assister « *à une « délocalisation » progressive, non seulement d'industries banales, mais également d'industries de base et de transformation* ». Cette évolution « *pose donc à l'industrie française un des problèmes spécifiques qui doivent orienter la réflexion vers un certain nombre d'aspects prioritaires* ».

● PRESERVATION DE L'AUTONOMIE NATIONALE. — « *Elle requiert un contrôle de l'expansion des firmes multinationales qui est non seulement plus marquée dans les secteurs les plus dynamiques, mais qui cristallise une division du travail qui s'effectue en partie au détriment de la valorisation de notre potentiel productif. Ce contrôle devrait être particulièrement strict en ce qui concerne les rachats. Elle implique aussi la résistance au sacrifice des industries de pointe, qui passe sans doute par un accroissement du rôle de l'Etat (corollaire du maintien de l'effort budgétaire) et l'accélération de la coopération européenne.* »

● EQUILIBRE EXTERIEUR. — « *Si les stratégies industrielles doivent conduire au rétablissement de l'équilibre extérieur, elles doivent également viser à une restructuration de l'appareil productif, qui, dans le cadre de la D.I.T., entraîne une valorisation de nos exportations. Il y a sans doute lieu de conjuguer l'effort vers une production de plus grande valeur ajoutée avec celui d'une production de biens et de services dont la demande va croître dans les pays développés du fait de la possibilité d'un changement dans le mode de croissance et dans le tiers-monde du fait de l'industrialisation. En outre, la multinationalisation de la production française devrait être développée dans l'optique d'un relais et d'un soutien à la politique d'exportation.* »

Après avoir évoqué « *l'avenir de l'industrie dans les sociétés développées* » au travers des exemples suédois, anglais et allemand — les revendications porteront-elles sur une amélioration du niveau de vie ? Sur la qualité de la vie ? — le GRESI, dans la seconde partie de son rapport, avance un certain nombre de suggestions.

Quatre difficultés

Analysant l'appareil productif français d'un œil critique, il formule quatre constatations :

1) LES STRUCTURES INDUSTRIELLES SONT QUELQUE PEU EN RETARD. — Après avoir rappelé que les fusions et concentrations se sont multipliées au cours des Ve et VIe Plan, le GRESI souligne : « *L'organisation de groupes industriels de taille internationale ne doit bien évidemment pas constituer la seule composante structurelle des stratégies industrielles. Les entreprises moyennes ne constituent en aucune manière un reliquat promis à la disparition. Elles ne doivent pas davantage devenir uniquement l'infrastructure de sous-traitance des grandes firmes, qui joueraient de leur concurrence de manière à se procurer leurs inputs aux meilleurs prix, ne se réservant que la recherche, le montage et la distribution.* »

2) LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL EST INEGAL DANS L'ESPACE. — « *La politique d'aménagement du territoire dans sa composante industrielle s'est attachée à industrialiser des régions auparavant tournées vers l'agriculture ou le commerce, ainsi qu'à faciliter la reconversion des régions de vieille industrie en mutation. Mais cette politique s'appuie sur les logiques de développement spatial des grandes entreprises. Or, ces logiques reposent sur une utilisation des disparités spatiales. C'est ainsi qu'à mesure que progresse l'industrialisation des parties les moins développées du territoire, un nouveau déséquilibre tend à se substituer à l'ancien, et qui est peut-être plus grave. Ce déséquilibre n'est plus celui des structures d'activité mais celui des structures de production : activités de direction, de recherche ou à haute valeur ajoutée au centre, production à plus faible valeur ajoutée à la périphérie. Ce schéma, qui hiérarchise le territoire, cristallise les disparités et engendre une sous-utilisation d'un potentiel productif (ne serait-ce qu'en terme de qualification), qui pourrait être développé sur une base régionale ;*

3) LA SOUS-UTILISATION DU POTENTIEL DE MAIN-D'ŒUVRE. — « *L'augmentation de la productivité n'a pas toujours été synonyme d'une amélioration des qualifications*, poursuit le GRESI. *Ce phénomène est lié à un certain type de croissance appuyée sur la mobilisation de réserves extérieures au système productif : travailleurs immigrés, femmes, jeunes, dans le cadre d'une utilisation de la division du travail* », constate-t-il en déplorant « *une sous-utilisation d'un potentiel de main-d'œuvre qui grève le développement national* » ;

4) LE DESEQUILIBRE COMMERCIAL. — Cette analyse de l'insuffisance de l'appareil productif français eût été incomplète si n'avait été mentionné l'inquiétant déséquilibre des échanges extérieurs, qui se traduit notamment par la détérioration de la balance des biens d'équipement.

Pour combler ces lacunes, le GRESI suggère un certain nombre de solutions, qui passent par une décentralisation réelle — ce qui suppose un transfert des centres de décision, — la mise en œuvre « *d'une politique industrielle orientée vers les moyennes entreprises* ».

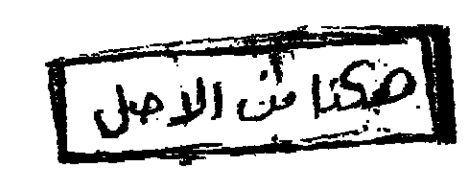
Savoir abandonner des productions

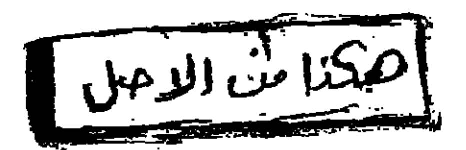
Le dernier thème abordé par le GRESI n'est pas le moins important puisqu'il s'agit du développement scientifique et technologique. « *L'effort en matière de recherche et de développement ne doit pas être exclusivement dirigé vers les industries de pointe. S'appuyant sur la qualification du travail, il doit permettre la valorisation du potentiel productif et, partant, une amélioration de la balance commerciale, du fait non seulement des exportations mais aussi de l'import-substitution de produits élaborés* », souligne le GRESI, qui conclut : « *La réussite que connaît l'industrie française dans l'armement ou la construction navale spécialisée pourrait être étendue à d'autres secteurs pour peu que la recherche de qualité soit relayée par l'infrastructure technologique, l'appareil de formation et la politique commerciale.*

» *Une réflexion sur les secteurs prioritaires pourrait être utilement engagée. Les critères de priorité devraient avoir trait notamment aux effets d'entraînement et à la diffusion de la technologie sur les autres secteurs, aux effets sur la structure des échanges extérieurs (exportation et import-substitution), éventuellement aux modes de consommation. Les nouveaux modes de transport, les machines-outils, les communications, l'ingénierie, les industries antipollution ou visant à épargner l'énergie, relèvent de secteurs qui répondent à de tels critères.*

» *Mais la réflexion devrait se prolonger jusqu'aux secteurs pour lesquels la division internationale du travail devra conduire à un abandon de la production qui risque de peser sur la balance commerciale, faute d'un changement radical dans le mode de production, changement que seul peut permettre le développement technologique* », conclut le GRESI.







Les pétrodollars aideront-ils à combler les besoins américains en capitaux ?

De notre correspondante

New-York. — Pour assurer son développement, l'économie américaine aura besoin de 4 700 milliards de dollars entre 1974 et 1985. Or, l'épargne des particuliers ajoutée au surplus *des entreprises* ne *dépassera* guère 4 000 milliards au cours de cette période. Il manquerait ainsi à l'économie américaine près de 700 milliards de dollars pour satisfaire ses besoins, ce qui entraînerait, entre autres maux, des taux d'intérêt continuellement élevés, un investissement insuffisant dans la modernisation et le renouvellement des équipements, donc un *déclin de la productivité*, et un ralentissement dans la création d'emplois nouveaux, bref, une diminution du niveau de vie.

Les économistes de la Bourse de New-York viennent de tirer ces conclusions d'une étude approfondie sur les données actuelles et les tendances prévisibles, en l'absence de changements fondamentaux *de politique* fiscale *et* économique. Sans vouloir attacher trop d'importance aux chiffres en eux-mêmes — nous ne citons d'ailleurs ci-dessus que l'hypothèse « de base » qui retient les données *« historiques », d'autres hypothèses* plaçant le « trou » à un niveau variant de 400 à un peu moins de 700 milliards de dollars — il est intéressant de noter qu'ils confirment une opinion de plus *en* plus *répandue* : à savoir *que* l'économie américaine souffre de sous-investissement, qu'avec le déclin de l'épargne privée cette situation est devenue chronique, et qu'elle est aggravée par l'inflation. Le surplus des *sociétés n'est plus* suffisant pour couvrir leurs propres besoins en capitaux fixes, ainsi que ceux des *gouvernements.*

En annonçant récemment ces prévisions devant le Club économique de Detroit, le président du New York Stock Exchange, M. James Needham, n'a pu s'empêcher de comparer le chiffre du déficit américain en capitaux au chiffre du surplus que vont accumuler *les pays producteurs* de pétrole pendant la période 1974-1985, soit environ 500 milliards de dollars. Même si une grande partie *de* ce surplus se trouve « recyclée » dans le financement des importations de pétrole, il restera une énorme masse de capitaux disponibles pour les investissements à long terme et la place de New-York, selon M. Needham, offrira à ces capitaux les meil*leures conditions* d'investissement.

Diminution de l'épargne

L'élimination des obstacles qui pourraient décourager les investissements *par les étrangers* est donc *recommandée.* Elle devrait aller de pair avec des mesures fiscales propres à encourager l'épargne sur le plan intérieur, à décourager la consommation excessive des particuliers, et à *accélérer* l'amortissement des investissements industriels. L'épargne des particuliers, qui représentait en moyenne 5 % du produit national brut (P.N.B.) au cours des cinq dernières années, est tombée à 4.25 % du P.N.B. en 1973 et elle ne serait plus que de 3.9 % en 1985. Cette prévision est basée à la fois sur des considérations démographiques (croissance du nombre des Américains dans la tranche d'âge de 20 à 35 ans, âge *auquel on fait le moins d'économies*), sur l'augmentation du prélèvement obligatoire qui sert à financer la sécurité sociale, et sur la psychologie créée par une inflation prolongée. Aussi craint-on que l'épargne des particuliers n'apporte que 1 100 milliards de dollars au marché des capitaux au cours de la période 1974-1985.

De plus, sur la base d'un taux *moyen* de croissance du P.N.B. égal à 8.6 % en prix courants, et en l'absence de changement notable de la fiscalité et de la pratique des amortissements, les sociétés américaines ne pourraient guère dégager des ressources supérieures à 2 900 milliards pour leurs investissements pendant la période considérée.

Restent les étrangers. Il existe en fait très peu d'obstacles — comme d'ailleurs très peu d'aides — aux investissements étrangers aux Etats-Unis *qui* pratiquent la porte ouverte. Le principal facteur négatif est peut-être la retenue à la source sur les revenus des capitaux investis par des non-résidents, qui est *de 30 % des dividendes et intérêts et* les bénéficiaires ne sont pas protégés par un traité de double imposition, comme c'est le cas pour les ressortissants des pays arabes. La Chambre des représentants est d'ores et déjà saisie d'une proposition de loi qui éliminerait la retenue à la source, mais cette législation *n'a pas encore attiré le soutien* nécessaire.

Le facteur agissant de *la façon* la plus puissante, à l'heure actuelle, dans le sens positif est le très bas prix des actions de la plupart des sociétés industrielles. Les étrangers rachètent les sociétés *américaines « au rabais »* avec une fréquence accrue. La Securities et Exchange Commission (SEC), à laquelle les acheteurs éventuels doivent signifier leurs intentions, qu'il s'agisse de rachat en bourse ou d'offre de rachat *ouverte*, vient de *révéler* qu'elle avait été notifiée de vingt-cinq cas de rachat en Bourse par des étrangers au cours de la seule année *terminée* le 30 juin dernier. Il ne s'était trouvé que huit cas de ce genre au cours de l'année précédente.

La SEC a, d'autre part, annoncé qu'elle ouvrait une enquête pour déter*miner si* des *règles nouvelles devraient* être établies pour garantir que l'identité réelle des acquéreurs étrangers est connue, enquête qui pourrait aboutir à un projet de législation en 1975. Le même souci d'en savoir un peu plus long sur le comportement des étrangers s'est manifesté dans la rapidité avec laquelle les deux Chambres du Congrès viennent d'adopter la loi d'étude des investissements étrangers (Foreign Investment Study Act.). Il s'est trouvé une majorité de 224 contre 29 à la Chambre des représentants pour autoriser une dépense de 3 millions de dollars afin de savoir quel est le montant actuel des investissements directs, d'une part, et de portefeuille, d'autre part (ces derniers n'ayant pas été recensés, ou même évalués officiellement, au cours du dernier quart de siècle) ; pour quelles raisons les étrangers viennent s'installer aux Etats-Unis ; *quel effet* leur présence peut avoir sur la concurrence sur le marché intérieur et sur la balance commerciale et les paiements extérieurs, et comment le traitement des étrangers aux *Etats-Unis* se compare avec celui des investissements américains à l'étranger ?

JAY McCULLEY.

POUR RELANCER LES INVESTISSEMENTS

Gouvernement et syndicats allemands invitent les salariés à modérer leurs revendications

De notre correspondant

Bonn. — Le nombre des chômeurs a encore augmenté au mois de septembre en République fédérale, passant de 527 000 à 557 000, soit un taux de 2,4 % par rapport à la population active. Il y a un an, le taux de chômage était de 1 %. Pour la première fois les chômeurs sont relativement plus nombreux parmi les travailleurs immigrés (2,6 %). Les secteurs les plus touchés sont la métallurgie, les bureaux et les administrations, les grands magasins, les transports et le bâtiment.

Le nombre des chômeurs partiels a quant à lui fait un bond du mois d'août au mois de septembre, passant de 105 000 à 265 000. Le président de l'office du travail de Nuremberg s'est déclaré assez pessimiste sur l'évolution de la situation au cours des prochains mois. Il a remarqué que, normalement au mois de septembre, un léger recul du chômage était enregistré, ce qui n'a pas été le cas cette année. La diminution des offres d'emplois laisse présager, selon lui, une augmentation du chômage au cours de cet hiver.

Cependant, la première réunion après la pause de l'été de « l'action concertée », qui réunit périodiquement autour du ministre fédéral de l'économie les représentants du patronat et des syndicats, ainsi que les dirigeants de la Banque centrale, vient de s'achever sur un large accord. Les participants se sont rangés à l'avis de M. Friderichs, ministre fédéral de l'économie, qui a estimé que « la stabilité et le niveau de l'emploi seraient menacés, si les salaires augmentaient l'année prochaine plus vite que les bénéfices des entreprises », *comme ce fut le cas au cours des deux dernières années.*

Les dirigeants syndicaux considèrent, comme *le* patronat et *le* gouvernement, que l'évolution de la situation économique ouest-allemande exige une relance des investissements privés. Aussi les salariés sont-ils invités à modérer leurs revendi*cations afin que les entreprises* puissent dégager des bénéfices suffisamment importants pour qu'elles soient tentées d'investir. Il est vrai que depuis plus d'un an les investissements industriels sont pratiquement stagnants, mais la hausse des coûts salariaux n'en est pas la seule *cause.*

La taxe de 11 % sur les investissements, instituée par le gouvernement fédéral en mai 1973 — et abandonnée en décembre, — *l'institution* du « *bardepot* », qui obligeait les entreprises empruntant à l'étranger à placer sans intérêt un montant égal auprès de la Bundesbank, la politique restrictive du crédit, ne sont pas étrangères au manque d'empressement manifesté par le patronat. A la suite des réévaluations successives du deutschemark, les grandes sociétés et même les sociétés moyennes ont en outre cherché pendant ce *temps* à *investir* à l'étranger où les conditions financières et les coûts de production étaient plus favorables. Enfin, la stagnation de la consommation des ménages n'a pas incité les entreprises à investir en République fédérale.

Entre les deux épouvantails

Aujourd'hui, les salariés sont appelés, aussi *bien* par leurs dirigeants syndicaux que par le gouvernement et le patronat, à *faire des sacrifices en faveur* d'une relance de l'activité économique. M. Friederichs estime que l'augmentation trop rapide des salaires provoquerait une augmentation du chômage. Il s'agit maintenant, selon le ministre, de chercher une voie moyenne entre les deux épouvantails traditionnels des Allemands : l'inflation et *le chômage. Le ministre de l'économie a* demandé aux entreprises de puiser dans leurs réserves afin de ne pas répercuter entièrement dans les prix la hausse des coûts de production.

Les salariés sont-ils prêts à suivre consignes et conseils ? Il faut attendre les *prochaines négociations salariales pour* juger si la menace du chômage, dont le taux atteint déjà 2.4 %, sera suffisamment forte pour dissuader les ouvriers de présenter des revendications — et éventuelle*ment de les défendre par la grève* — allant au-delà des orientations fixées par le gouvernement fédéral.

La prudence des organisations syndicales est, en tout cas, manifeste. Le syndicat de la métallurgie vient de demander des hausses de salaire de 14 % pour les quelque deux cent mille métallos de Rhénanie-Westphalie, comme base de départ pour une négociation. Ce chiffre apparaît relativement modéré. Il a été imposé par les permanents syndicaux contre la volonté de plusieurs représentants de la « base » qui, se fondant sur les bons résultats de l'industrie métal*lurgique en 1974, réclamaient* 16 %, *voire* 20 %.

Lors de la *réunion* de l' « *action concertée* », le ministère de l'économie a, pour sa part, présenté deux modèles de croissance pour 1975. Si les revenus salariaux augmentent en moyenne de 9,5 % en monnaie *courante, les prix devraient croître de* 6 à 6,5 %, le taux de chômage atteindre 2,5 %, et la croissance du P.N.B. en valeur réelle être de 3 %. Si, au contraire, la hausse des revenus salariaux dépassait *10 %, les prix augmenteraient de 7,5 %*, le taux de chômage serait également de 2,5 %, mais la croissance du P.N.B. ne serait que de 2,5 %.

DANIEL VERNET.

Une nouvelle politique du vin en Europe

(Suite de la page 19.)

Les dépenses supportées par le FEOGA (Fonds européen d'orientation et de garantie agricole) pour soutenir le marché du vin progressent avec une régularité inquiétante : *88 millions de francs en 1970 : 154 millions* de francs en 1971 ; 302 millions de francs en 1972 ; seulement 48 millions en 1973 ; 385 millions en 1974. Si l'on considère que les opérations de distillation entreprises sur le plan national ont coûté — au *bas* mot — 100 millions de francs, les dépenses *engagées* en 1974 pour soutenir le marché du vin atteignent donc presque 500 millions de francs.

La Commission de Bruxelles redoute que cette escalade des coûts ne continue. Notons que ce type d'évolution correspond très exactement aux critiques adressées au Marché commun par certains Etats membres, et notamment par le gouvernement fédéral allemand. Comment l'empêcher ?

Voici, schématiquement, les principales propositions que la Commission s'apprête à présenter aux *gouvernements membres.*

● L'AMENAGEMENT DU REGIME DE SOUTIEN. — La *Commission de Bruxelles* s'est ralliée à une demande déjà ancienne de *la France* : le collège européen propose de retenir en cas de vendanges abondantes, l'idée d'une distillation préventive. Actuellement, la distillation est considérée comme un moyen exceptionnel pour régulariser le marché. La décision, qui est surtout de nature politique, intervient régulièrement trop tard, après bien des hésitations, dans un climat de mécontentement général et alors que le marché est d'ores et déjà déprimé.

La Commission estime que la distillation préventive, c'est-à-dire déclenchée en début de campagne, permettrait d'assainir le marché plus rapidement et plus *durablement.* Toutefois, elle proposera — et c'est là où les vignerons tiqueront — que les prix payés aux viticulteurs que l'on débarrassera ainsi de leurs excédents de vins médiocres *soient très inférieurs aux « prix d'orientation »* communautaires, c'est-à-dire de 50 à 60 % ce ce prix.

La Commission suggérera encore d'encourager la conclusion de contrats de stockage à long terme qui permettent d'assainir le marché de manière efficace.

Sur un plan technique la Commission voudrait peu à peu freiner l'usage du sucre dans la chaptalisation et le remplacer par du moût concentré.

● LA PENALISATION DES RENDEMENTS EXCESSIFS. — Une telle opération est difficile à mettre sur pied, car la relation rendement-qualité peut varier sensiblement d'une région à l'autre. De plus, le contrôle *des rendements semble administrativement* très compliqué à organiser. La Commission envisage donc de prévoir la fixation de rendements maxima uniquement pour le vin de qualité. En cas de récolte abondante, *elle pourrait proposer d'accroître ce qu'on* appelle en France les « *prestations viniques* » : une fraction de la production d'une région doit être obligatoirement distillée. Il s'agirait de renforcer cette contrainte imposée aux *viticulteurs lorsque les* vendanges se révéleraient particulièrement pléthoriques.

● LE RÉGIME DES IMPORTATIONS. — *La Commission souhaite le rendre plus efficace.* Elle constate, en effet, que les achats de vin à l'extérieur de la Communauté ont très fortement progressé en 1973 et ont contribué par la suite à peser sur le marché. *Les statistiques publiées par les services* bruxellois montrent ainsi que durant l'année 1973 les importations en provenance des trois pays du Maghreb ont atteint presque 4 millions d'hectolitres contre 500 000 *hectolitres en 1972.*

● LE CONTROLE DES PLANTATIONS. — A *la demande de l'Italie, le règlement ne* comporte pas de régime des plantations. En d'autres termes, les viticulteurs sont libres de planter de la vigne comme bon leur semble, et les Italiens font largement usage de cette autorisation. *Considérant que* l'augmentation de la production devient préoccupante, la Commission souhaite que le conseil des Neuf se donne la possibilité juridique de freiner, voire d'interdire, les *plantations de vignes nouvelles.*

Les Français sont depuis longtemps favorables à un tel système d'autorisation. Les Allemands comme les Italiens y étaient jusqu'à présent fermement opposés, mais *il semble que leur position sur ce point* soit en train de changer.

PHILIPPE LEMAITRE.

MYRDAL, le contestataire

(Suite de la page 19.)

Déjà dans les ouvrages précédents, mais plus encore dans son étude *L'élément politique dans le développement de la pensée économique* écrite dès 1931 mais que dut atteindre 1953 pour être traduite en anglais et dans *Les valeurs dans la théorie sociale* (1958). *L'objectivité dans la recherche sociale* (1970), Myrdal se révèle aussi philosophe. Il dénonce les prédilections implicites de *la pensée économique conventionnelle* : l'harmonie des intérêts qui identifie abusivement ce qui est et ce qui devrait être, le laisser-faire « *préjugé anti-étatique et anti-organisationnel* », le libre-échange *qui repose sur le postulat* fallacieux de la libre concurrence, laquelle n'a jamais existé, l'équilibre qu'on a *trop souvent tendance* à affecter d'un signe de valeur positif, le faux problème du conflit entre croissance économique et réformes sociales.

Soucieux de réhabiliter les postulats foncièrement de gauche sur lesquels s'appuyait selon lui, à ses origines, la pensée économique mais que la théorie économique au XIXe et au XXe siècle s'est efforcée d'isoler et de rendre inoffensifs, Myrdal a ainsi essayé, à l'encontre d'un savoir académique qui « *a traité par prétérition des provinces immenses de la réalité* », de réintroduire *ces notions oubliées mais fondamentales* que sont le temps, vecteur des anticipations et des mutations, le nationalisme, idée-force de notre époque, la justice sociale qui devrait conduire, dans la recherche de l'égalité sociale, de l'Etat-providence au Monde-providence, les valeurs et les croyances qui expliquent et justifient les comportements des hommes et des nations. Le contestataire Myrdal contribue ainsi, par son œuvre aujourd'hui couronnée, à redonner à la science économique son authentique dimension politique.

GUY CAIRE.

PAYS DU TIERS-MONDE ET BALANCES DES PAIEMENTS

L'Inde ne peut payer ses importations d'engrais et de nourriture

nous déclare le professeur Jan Tinbergen

LIMPIDITE. C'est l'impression que dégage le professeur Jan Tinbergen, prix Nobel de l'économie 1969. Limpidité du cœur et de l'esprit : comme ceux qui réclament en vieillissant le droit de se contredire pour pouvoir rester en toute logique avec eux-mêmes, cet homme de soixante-dix ans semble prétendre moins que jamais au réalisme pour pouvoir mieux aborder le fond des problèmes qui se posent à l'humanité. Célèbre par ses travaux de statistique et d'économétrie, il est toujours professeur à l'université de Rotterdam et consultant de plusieurs organisations internationales. Il conseille aussi les gouvernements de plusieurs pays sous-développés ou en voie de développement. Délaissant la froide mathématique pour s'intéresser surtout aux questions plus politiques que posent l'inégalité des revenus et la faim dans le monde, il porte sur son visage une étonnante fraîcheur : l'inquiétude et la sérénité également réparties entre des yeux clairs et un sourire franc, le teint buriné et les cheveux blancs courts d'un homme qui a choisi de vivre à l'air pur.

Invité à Paris par l'Institut de la vie pour participer à la conférence mondiale « Vers un plan d'action pour l'humanité », il a accepté de répondre à l'improviste à nos questions.

« Quel est le problème le plus grave qui se pose actuellement ?

— Le plus sérieux est celui de l'Inde et du Bangladesh, qui ne peuvent payer leurs importations d'huiles minérales, d'engrais et de nourriture. Ce qui se passe en Asie est beaucoup plus grave que ce qui arrive en Occident, où nous savons bien que les systèmes de prêts permettront de combler les déficits des balances des paiements.

— L'inflation que nous connaissons ne vous semble-t-elle pas être un problème grave ?

— Le plus grave est que nous ne voyons pas encore comment le résoudre. Pour ma part, je considère que le cœur de ce problème est la politique des revenus. Seule une politique constante de redistribution des revenus pourrait permettre un accord général entre employeurs et employés de toutes sortes. Si une telle politique n'est pas possible, je ne crois pas qu'un tel accord social existera, et le problème restera en suspens...

— Croyez-vous que la réduction des inégalités soit une chose possible dans le calme ?

— Je le crois. Il est trompeur de voir les choses comme si nous étions encore en pur système capitaliste. Nous sommes dans une société intermédiaire qui évolue dans la direction du socialisme. Après tout, la révolution russe a mis cinquante ans pour constituer une société qu'elle n'ose même pas encore appeler communiste.

Les inégalités de revenus

— Vous venez de prononcer une conférence sur les perspectives de réduction des inégalités de revenus, pouvez-vous nous en résumer les conclusions ?

— L'idée centrale est la suivante : les revenus correspondent à un mécanisme d'offre et de demande. Autrement dit les revenus élevés sont en grande partie le résultat de la pénurie d'un certain type de travail, ou d'autres facteurs du travail. Il faut donc réduire la pénurie de travail qualifié, ce qui diminue en même temps l'abondance de travail non qualifié. J'ai fait quelques calculs sur les statistiques des Etats-Unis et des Pays-Bas entre 1913 et les estimations prévisionnelles pour 1990. Le pourcentage d'universitaires dans la population active est multiplié par dix, mais heureusement la demande de travail qualifié a augmenté considérablement moins. Cela implique qu'un haut fonctionnaire a aujourd'hui un revenu inférieur de moitié par rapport à 1913, et si vous introduisez le calcul des impôts sur les revenus, cela réduit son revenu au quart de ce qu'il était. Je crois que cette tendance continuera.

— Quels sont, à l'heure actuelle, les thèmes de vos travaux de recherche ?

— Je travaille sur ces problèmes d'inégalité des revenus, et sur les problèmes que pose l'alimentation du monde entier. Les biologistes ont très peur qu'on ne puisse multiplier la production de la nourriture dans le monde plus de trois fois d'ici à 2010 - 2030. Et si l'on considère qu'il faudra donner la priorité à l'amélioration de la nourriture des pays sous-développés, nous devrons être très prudents sur deux points.

» D'abord en ce qui concerne notre propre consommation, déjà abondante : elle ne doit guère augmenter et même, si possible, diminuer pour certains groupes de populations et pour certaines catégories de marchandises. Ensuite, pour ce qui est de la population, de la nôtre et de la leur : j'adopte une position intermédiaire entre celles qui ont été défendues à Bucarest. Il est impossible de préconiser une réduction pure et simple de la natalité, car les pays sous-développés se méfient d'une telle suggestion venant de notre part. C'est pourquoi je suggère une décélération égale : nous réduirions notre population, tandis qu'eux stabiliseraient la leur en un demi-siècle.

» Quand j'évoque une diminution de notre consommation, je pense d'ailleurs aussi à notre santé. Nous consommons trop de calories et trop de viande. La production exige de grandes quantités de grains, ainsi l'Inde est victime du fait que la consommation de viande dans les autres pays absorbe les grains qui lui seraient nécessaires pour survivre.

» Evidemment je vous parle là de bien des choses qui ne se feront pas à brève échéance. Mais je pense qu'il faut sans arrêt pousser dans le bon sens. En 1970, une conférence internationale a décidé de lancer la stratégie de la « deuxième décennie du développement » et rien n'a été fait. Au contraire, les Etats-Unis ont diminué leur aide... Ce sont les petits pays comme la Suède, la Norvège ou les Pays-Bas qui font le plus, c'est-à-dire un peu. A mon avis, c'est vraiment scandaleux. »

Propos recueillis par
JACQUELINE GRAPIN.

La Chine accroît fortement ses échanges avec les pays non communistes

SELON de récentes estimations du ministère japonais des affaires étrangères citées par le Financial Times, *le volume du commerce extérieur de la Chine s'est accru de 54 % en 1973 par rapport à l'année précédente. Selon les mêmes sources, les exportations chinoises ont augmenté de 40 % et les importations de 70 %. Ainsi la Chine, dont la balance extérieure faisait apparaître en 1972 un excédent de 200 millions de dollars, accuse-t-elle en 1973 un déficit de l'ordre de 500 millions de dollars.*

L'un des phénomènes les plus frappants qui accompagne cette expansion est l'accroissement de la part des pays non communistes dans le commerce extérieur chinois. Le Japon vient de loin au premier rang des partenaires de la Chine avec un volume total d'échanges dépassant 2 milliards de dollars, suivi par les Etats-Unis (752 millions de dollars). Parmi les pays d'Europe occidentale, la France, avec un chiffre d'affaires de 179 millions de dollars avec la Chine, ne vient qu'après la R.F.A. (470 millions) et la Grande-Bretagne 353 millions. La part des pays communistes dans le commerce extérieur chinois serait tombée de 23 % en 1972 à 15 % en 1973.

Ces indications de tendance sont confirmées par les premiers chiffres connus sur les échanges extérieurs de la Chine pendant le premier semestre 1974. Avec le Japon, notamment, ces échanges sont en progression de 58,6 % par rapport aux six premiers mois de 1973, les exportations japonaises vers la Chine augmentant sensiblement plus vite (62 %) que ses importations (54,6 %).

La volonté de la Chine de développer ses relations économiques avec le monde extérieur est d'ailleurs illustrée par une série de démarches et de visites : délégation au Japon au mois de juillet dernier, mission commerciale au Brésil au mois d'août, visite à Pékin en septembre d'un groupe de banquiers de Hongkong.

De manière significative également, la Chine a décidé, vers la fin du mois d'août, de faire connaître quotidiennement le taux de change entre sa monnaie et les différentes devises étrangères, alors que la Banque de Chine devait auparavant aviser individuellement chacun de ses correspondants à l'étranger des taux de cotation du yuan.

En ce qui concerne la structure intérieure du commerce chinois, on note que la Chine a fortement augmenté ses importations de produits alimentaires (céréales surtout) et d'équipements industriels (un contrat de 250 millions de dollars a, par exemple, été signé au mois de juin dernier avec le Japon pour l'extension des aciéries de Wuhan). Les exportations de pétrole brut chinois vers le Japon sont particulièrement remarquables : en augmentation de 80 % au cours du premier semestre 1974, elles viennent désormais au premier rang des ventes chinoises au Japon.

A. J.

EN DÉPIT DES CONSÉQUENCES DE L'INFLATION

La Côte-d'Ivoire poursuit son expansion

De notre envoyé spécial

Abidjan. — *Hausse moyenne de 14 % sur le prix de détail des marchandises importées, de 30 % sur les biens d'équipement et sur le matériel lourd, prévision de financement des programmes d'investissement dépassées d'environ 30 %, importantes pertes au change dues à la dévaluation du dollar, recherche de financements complémentaires, telles sont quelques-unes des conséquences de l'inflation mondiale pour l'économie ivoirienne.*

L'érosion du pouvoir d'achat et de l'épargne a contraint les dirigeants d'Abidjan à réajuster le SMIG de 50 % et à augmenter substantiellement la plupart des salaires. Les prix payés aux paysans pour leur récolte de cacao et de café ont été respectivement augmentés de 30 % et de 14 %, tandis que le prix du riz et celui du coton étaient également relevés.

Avantagée par une politique de diversification des cultures mise en œuvre depuis plus de quinze ans, la Côte-d'Ivoire devrait retirer de la vente de ses productions agricoles une plus-value de l'ordre de 40 milliards de francs C.F.A. (1). La plus grande partie de cet excédent de recettes sera utilisée pour les investissements destinés à réduire les disparités régionales. En effet, une des obsessions du gouvernement ivoirien est de combler les écarts de revenus existant entre le paysannat de la région littorale et celui, moins favorisé, du nord et du centre du pays.

Aucun programme d'investissement n'est d'ailleurs actuellement réduit et, selon les milieux financiers de la capitale ivoirienne, le pays conserve une importante capacité d'endettement. Le rapport entre les recettes d'exportation et le montant de la dette publique reste d'environ 10 %. D'autre part, le taux de croissance du produit intérieur brut demeure de 6 % en 1973 et les réserves extérieures seront, à la fin de l'année 1974, de 35 milliards de francs C.F.A.

M. Konan Bedié, ministre de l'économie et des finances, interrogé à propos de la situation économique de la Côte-d'Ivoire, nous affirmait récemment : « *Compte tenu de la hausse des matières premières, on peut dire que le pays est en retard d'une inflation. Si nous avions subi une telle épreuve dans le passé, nous serions aujourd'hui mieux préparés encore... Après l'euphorie des années 1960-1970, pendant lesquelles la progression du produit intérieur brut était de l'ordre de 8 % par an, nous maintenons un rythme de croisière satisfaisant...* »

Cependant, la facture à payer du fait de la hausse des produits pétroliers est lourde. La Côte-d'Ivoire, qui importait « *avant la crise* », 1 million 200 000 tonnes de ces produits — ce qui représentait une dépense de 7 milliards de francs C.F.A., — devra, compte tenu d'une progression de 11 % environ du volume de ses achats, dépenser environ 30 milliards de francs C.F.A. Mais une partie de ces achats sont réexportés, soit vers le Mali, soit vers la Haute-Volta, et la facture réelle ne sera donc que de 16 milliards.

La crise de l'énergie n'entraînera pourtant aucune restriction de la consommation locale de pétrole, parce que le gouvernement ivoirien ne veut pas compromettre l'effort de développement. En revanche, le programme de mise en exploitation des ressources hydro-électriques nationales va être activement poussé. Aux deux barrages d'Adjamé, sur la rivière Bia, et à celui du lac de Kossou, critiqué à tort par certains experts, s'ajouteront prochainement des ouvrages analogues à Soubré, dans la région du Sud-Ouest, sur le fleuve Sassandra, à Mallamasso sur la Comoé et enfin à Buyo sur le Cavally.

PHILIPPE DECRAENE.

(1) 1 franc C.F.A. = 0,02 franc.



En période d'incertitude monétaire, votre sécurité passe par le calcul du risque.

ceux qui, aujourd'hui, savent le mieux faire fructifier leur patrimoine utilisent avec intelligence les possibilités des marchés à terme des matières premières

Il devient de jour en jour plus difficile, même pour les gestionnaires les plus avisés, de trouver pour leurs capitaux des placements suffisamment rentables. Le retour marqué à la liquidité, par exemple, pour prudent qu'il soit, ne saurait constituer une assurance sérieuse contre la dégradation d'un patrimoine.
Choisir dans les mois à venir les opérations financières où le calcul de risque repose sur des méthodes présentant le maximum de fiabilité, est certainement une des meilleures façons de se prémunir contre les incertitudes économiques du moment. C'est aussi une façon de refuser les spéculations faciles qui ne font qu'aggraver la détérioration des circuits économiques et financiers. *Les marchés des matières premières offrent à cet égard des opportunités très saines,* que les meilleurs investisseurs redécouvrent actuellement.

Faut-il repenser "le placement"?

Une crise de l'énergie non résolue, un désordre persistant des flux monétaires et financiers, une inflation qu'il faudra plus d'une année pour maîtriser: on est en droit de se demander s'il ne faut pas repenser "le placement" et s'orienter partiellement vers de nouvelles opérations financières.
Pour protéger son patrimoine, il faut agir vite. Mais comment?
Si l'immobilisation à long terme semble pour l'instant une opération dépassée, la navigation à vue dans les liquidités, peu rentables, présente des difficultés et des risques certains. De plus, on sait combien les tentations d'un court terme très spéculatif sont dangereuses, aussi bien pour *les Etats que pour l'épargne privée.*

Un retour aux données essentielles de la prévision

Toute opération financière a pour point de départ une espérance de gain. Ceci implique de l'intuition bien sûr, mais surtout la prise en compte de l'évolution *dans le temps de données de nature* très complexes d'ordre monétaire, économique, souvent politique.
La seule extrapolation de tendance, aussi sophistiquée soit-elle, ne peut suffire à fonder valablement un art de la prévision. Il est primordial de se contrôler par une méthode de calcul de risque, qui, elle, demeure purement statistique. Si l'on sait accepter ses verdicts parfois contraignants, on peut quelquefois moins gagner, mais en tout cas, on diminue à long terme le risque de perte.
La seconde règle pour toute prévision sérieuse est de disposer d'un service permanent de spécialistes. Cette assistance vous assure un suivi continu des opérations en cours et vous permet de déceler au moment opportun les situations limites de seuil ou de crête, qui devront entraîner *immédiatement votre intervention.*

Enfin une troisième règle consiste à avoir toujours le courage de liquider systématiquement une opération, non pas en fonction d'un pourcentage de gains ou de pertes par rapport au capital engagé, mais soit lorsque des indices dénotent que l'espérance de gain devient marginale, ou soit lorsque la méthode de contrôle de risque utilisée indique un changement de tendance.

Les matières premières ou le recours aux échanges fondamentaux

Dans un monde où le gaspillage et la pénurie deviennent une préoccupation quotidienne, on s'aperçoit que notre civilisation égarée dans l'artificiel et le superflu prend à nouveau conscience de ses besoins fondamentaux.
Aujourd'hui, ce qui prime sur le marketing ou les modèles de gestion, ce sont les échanges ancestraux du blé, du cuivre ou du sucre.
Et cela est plus sain. Car les Bourses de Commerce, qui remontent aux marchands florentins, ne sont pas un système de spéculation mais un mécanisme permettant par voie d'arbitrage, une régulation des cours des matières premières. Cette fonction de régulation s'effectue encore de nos jours, malgré parfois des apparences trompeuses dues *à des spéculateurs internationaux* qui, en voulant forcer la tendance des cours, vont bien souvent à des échecs retentissants. A cet égard, le retour des prix du cuivre et surtout du café, après une montée abusive, à une juste moyenne montre clairement qu'en définitive "la matière première a toujours raison".
Par contre les opérations à terme sur ces marchés pratiquées par des particuliers sont indispensables au bon fonctionnement d'une économie de libre échange: elles permettent en *effet une offre et une demande permanente sur* un marché d'intérêt économique vital, qui sans cela risquerait de se bloquer.

Un des meilleurs placements: bien choisir son conseil

Parce qu'ils reposent sur des concepts très anciens, les marchés des matières premières permettent des prises de décision rapide et des opérations profitables lorsque les conditions essentielles de la prévision et du contrôle de risque sont respectées. Ceci implique un conseil de qualité et une coopération quotidienne de l'opérateur avec son conseil.
Aujourd'hui ce marché s'adresse essentiellement à des épargnants très avisés, responsables, soucieux certes de leur sécurité mais très conscients de l'évolution d'une économie qui cherche déjà à retrouver sa stabilité par un retour aux équilibres naturels et aux véritables besoins.

Nodé-Langlois Matières Premières S.A.

C'est parce que nous sommes convaincus qu'une activité de réflexion et de prévision autorise et légitime l'utilisation des fluctuations naturelles des cours des matières premières que nous avons choisi la Bourse de Commerce.
L'expérience que nous avons acquise, en collaboration étroite avec nos clients, et les résultats obtenus, nous confirment que notre approche par la prévision conjoncturelle complétée par une *méthode statistique* de contrôle de risques est actuellement une des plus efficaces.
C'est aussi en raison des caractéristiques de ces marchés et des exigences de fiabilité maximale dans le domaine des transactions à terme, que nous nous sommes dotés d'un équipement intellectuel et technique qui nous permet d'offrir:

• un service d'assistance quotidien:
une équipe de spécialistes:
– assure le suivi journalier de tous les comptes clients,
– fournit à chacun une information et un conseil continus,
– met à votre disposition une méthode de *contrôle de risques testée sur les 7 dernières années.*

• une infrastructure technique complète:
– comptes clients quotidiens gérés sur ordinateur,
– installations téléphoniques permettant un contact permanent.
– terminaux d'ordinateur reliés aux principales Bourses mondiales des matières premières, et donnant les cours instantanément.

• un service d'exécution en Bourse
– relié par ligne directe à nos bureaux,
– contrôlé en permanence par notre Direction *Générale.*

NB: Il convient de rappeler la facilité d'accès aux Marchés à Terme Réglementés des Matières Premières cotées à la Bourse de Commerce de *Paris, qui sont* contrôlés par une organisation officielle: la Compagnie des Commissionnaires Agréés (homologue de celle des Agents de Change).
Vous pouvez en effet ouvrir ou clore un compte auprès de notre Société sans délais ni formalités excessives.
Vous pouvez y déposer soit un chèque, soit une caution bancaire ou toute autre garantie officielle.



NODÉ-LANGLOIS MATIÈRES PREMIÈRES

Société anonyme au capital de 1000000 de F
Membre de la Compagnie des Commissionnaires Agréés près la Bourse de Commerce de Paris

Siège social:
3, rue de Provence - 75009 Paris
tél.: 523 03 08 - 523 05 70 - 523 17 79
Télex: MATEP 66 247 F

Agence Sud-Est
25, rue d'Antibes - 06400 Cannes
Tél.: 15 (93) 39 30 29
Télex: CAMATEP 47 977

retournez dès aujourd'hui ce bon à l'une de nos deux adresses

Pour en savoir davantage, veuillez me fournir rapidement des informations détaillées
☐ sur le marché des matières premières
☐ sur vos possibilités d'assistance et de conseil

M. ______
Adresse ______
Tél.: ______

M

ARTS ET SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

Opéra, 19 h. 30 : ballets (la Bayadère, acte III, l'Après-Midi d'un faune, Agon, Circus Polka, Capriccio).
Comédie-Française, 20 h. 30 : Hernani.
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 et 20 h. 30 : SMIP, journées de musique contemporaine.

Les autres salles

A.C.T.-Alliance française, 20 h. 45 : *la Nuit des dauphins*.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Cour des miracles, 18 h. 30 : Chansons à dix balles ; 20 h., Appelez-moi maître ; 21 h. 30 : Boulouschka song, Gueule de tabouret ; 23 h., Caush' reves.
Daunou, 21 h. : Hello Douby.
Fontaine, 20 h. 45 : les Jeux de la nuit.
Hébertot, 21 h. : l'Amour fou.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; *la Leçon*.
Michel, 21 h. 10 : Duos sur canapé.
Palais-Royal, 20 h. 30 : Rencontres.
Plaisance, 20 h. 30 : Un étrange après-midi.
Poche-Montparnasse, 20 h. 45 : le Premier.
Saint-Georges, 20 h. 30 : l'Arc de triomphe.
Studio 14, 21 h. : Orphée-clown.
Théâtre de la Cité internationale. — Le Jardin, 21 h. : Hommes de toutes les couleurs. — La Galerie, 21 h. : Nuit de guerre dans le musée du Prado. — La Resserre, 21 h. : Le soleil foulé par les chevaux. — YThéâtre, 21 h. : *Dances we dance*.
Théâtre de Dix-Heures, 20 h. 30 : la B.I.D.
Théâtre Essaïon, 20 h. 30 : Comment *harponner le requin* ; 22 h. 30 : Mougnou-Mougnou. — Salle II, 20 h. 30 : Phèdre.
Théâtre d'Orsay, Petit Orsay, 20 h. 30 : Oh ! les beaux jours.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin, 20 h. 30 : Choco, prognathe ; 21 h. 30 : les Amours de Jacques le Fataliste ; 22 h. 45 : chansons interdites.
Au vrai chic parisien, 20 h. 30 : *Luis Rego* ; 22 h. 30 : *Pousser les murs*.
Café de la Gare, 20 h. : Just quick sweet dream ; 22 h. : les Semelles de la nuit.
Café-Théâtre de l'Odéon, 20 h. : Une + une ; Hypothenar tombe la veste ; 21 h. 30 : Huis clos ; 23 h. : Quand j'serai grande, j'serai paranoïaque.
Le Fanal, 21 h. : Une île pour le *five o'clock* ; 23 h. : *Confession* d'une bourgeoise.
Le Jour de fête, 21 h. : la Manivelle ; 22 h. : *Mr Gnaka* ; 23 h. : C'est en se *mouchant* qu'on devient moucheron ; 24 h. : les Dessins de Laville.

Lundi 14 octobre

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles :

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704-70-20 (lignes groupées) et 727-42-34
(De 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés.)

Pizza du Marais, 20 h. 30 : Sainte-Jeanne du Larzac ; 23 h. 45 : Una Ramos.
Le Sélénite, salle I, 20 h. 30 : Tous *des frères* ; 22 h. : Et pour mourir, Cordoue ! ; 23 h. 30 : les Bonbons à Mimi ; salle II, 21 h. : la Folle ; 22 h. 30 : *la Jacassière* ; 24 h. : Nuits de sabbat.

Le music-hall

Alcazar, 23 h. : Une nuit à l'Alcazar.
Caf' Conc' de Paris, 21 h. : Coluche.
Crazy Horse Saloon, 22 h. et 0 h. 30 : Revue.
Elysée-Montmartre, 21 h. : Oh ! Calcutta.
Lido, 22 h. 30 et 0 h. 45 : Grand jeu.
Mayol, 16 h. 15 et 21 h. 15 : Q nu.
Moulin-Rouge, 22 h. : Festival.

Les opérettes

Châtelet, 20 h. 30 : les Trois Mousquetaires.

Les chansonniers

Caveau de la République, 21 h. : La p'tite bal-baisse qui monte.
Deux-Anes, 21 h. : Au nom du pèze et du fisc.
Dix-Heures, 22 h. : l'Esprit fraudeur.

La danse

Palais des Congrès, 20 h. 45 : Ensemble national de Hongrie.
Palais des Sports, 21 h. : Ballet polonais Mazowsze.
Théâtre de la Cité internationale, 21 h. : *Betty Jones et Fritz Ludin*.
Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : Nikolaïs Dance Theatre.

Les concerts

Théâtre Essaïon, 20 h. 30 : Quatuor Bernede (Mozart, Weber, Brahms).
Théâtre Mouffetard, 20 h. 30 : Dharma Quintet.

Festival d'automne

Espace Cardin, 21 h. : Renata Tebaldi, *cantatrice* (Vivaldi, Gluck, Mozart).

Les festivals

Théâtre de la Ville : SMIP, London Sinfonietta ; 18 h. 30 : Bennett, Goehr, Don Banks, Birtwistle ; 20 h. 30 : A. Hodgson, mezzo-*soprano* (Schoenberg).
Musée Galliera, 20 h. 30 : Sonic Arts Union, musique électronique.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Rue d'Ulm, 19 h. 30 : les Deux Cavaliers, de *J. Ford* ; 21 h. : l'Homme de la plaine, d'A. Mann.

Les exclusivités

ALLEZ ON S'TELEPHONE (Fr.) : Studio Jean-Cocteau, 5e (033-47-62).
AMARCORD (It., v.o.) (**) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; v.f. : Templiers, 3e (272-94-56), P.L.M.-Saint-Jacques (589-68-42).
L'AMPELOPEDE (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90).
L'ARNAQUE (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; v.f. : Bretagne, 2e (222-57-97), Helder, 9e (770-11-24).
LE CANARDEUR (A., v.f.) : Royal-Passy, 16e (527-41-16).
CELINE ET JULIE VONT EN BATEAU (Fr.) : Dragon, 6e (548-54-74), *Hautefeuille*, 6e (633-79-38), Elysée-Lincoln, 8e (359-36-14).
COMME UN POT DE FRAISES (Fr.) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16).
CONRACK (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).
LA COUSINE ANGELIQUE (Esp., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
LES CONTES IMMORAUX (Fr.) (**) : Vendôme, 2e (073-97-52), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19), Hollywood-Boulevards, 9e (770-10-41), Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02), Cambronne, 15e (734-42-96), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) (jusqu'au 10), *Paramount-Maillot*, 17e (758-24-24).
DE MAC LARREN A PETER FOLDES (TOUT LE DESSIN ANIME CANADIEN) (Can., *v.o.*) : *Marais*, 4e (278-47-86).
LES DERNIERES FIANÇAILLES (Can., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
DITES-LE AVEC DES FLEURS (Fr.) (*) : Templiers, 3e (727-94-56), Diderot, 12e (343-19-29).
EMMANUELLE (Fr.) (**) : *Triomphe*, 8e (225-45-76), Marivaux, 2e (742-83-90), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-35), *Paramount-Orléans*, 14e (580-03-75), Lux-Bastille, 12e (343-79-17), Paramount-*Montparnasse*, 14e (326-22-17), Plaza, 8e (073-74-55), Arlequin, 6e (548-62-25), Studio-Cujas, 5e (033-89-22), Ciné-Halles, 2e (236-71-72).
ERVINKA (Isr.) : *Studio de l'Etoile*, 17e (380-19-93).
LE FANTOME DE LA LIBERTE (Fr.) : *Quintette*, 5e (033-35-40), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Concorde, 8e (359-92-84), Ermitage, 8e (225-15-99), Caméo, 9e (770-20-89), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LA FOLLE DE TOUJANE (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83).
FROGS (A., v.o.) : Elysée-Point-Show, 8e (225-67-29).
L'EXORCISTE (A., v.o.) (**) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Normandie, 8e (359-41-18), Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; v.f. : Bretagne, 6e (222-57-97), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Max-Linder, 9e (770-40-04), *Gaumont-Convention*, 15e (828-42-27), Wepler, 18e (387-50-70).
GENERAL *IDI AMIN DADA* (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
GOLD (A., v.o.) : *France-Elysée*, 8e (225-19-73) ; v.f. : Richelieu-Gaumont, 2e (233-56-71), Montparnasse 83, 6e (544-14-27).
GRANDEUR NATURE (Fr.) (**) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08).
LES GUICHETS DU LOUVRE (Fr.) : Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16) ; Athéna, 12e (343-07-48).
LES JOYEUSES AVENTURES DE LA PANTHERE ROSE (A.), v.o. : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Petits-Poucets - Champs - Elysées (225-67-29) ; *Petits-Poucets-Rive droite*, 9e (770-63-40).
KASHIMA PARADISE (Fr.) : Studio *Alpha*, 5e (033-39-47).
LANCELOT DU LAC (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Gaumont-Rive gauche, 6e (548-26-36) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Impérial-Pathé, 2e (742-72-52).
LARRY LE DINGUE, MARY LA GARCE (A.), v.o. : U. G. C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v. f. : Hollywood-Boulevards, 9e (824-62-52) ; Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Magic-Convention, 15e (828-20-32) ; Telstar, 13e (331-06-19) ; Liberté-Club, 12e (343-01-59) ; Murat, 16e (288-99-75).

Les films nouveaux

LA MARCHANDE DES QUATRE SAISONS, film allemand de R. Fassbinder. — v.o. : Panthéon, 5e (033-15-04).
COUP D'ETAT, film japonais de Yoshida. — v.o. : *Olympic*, 14e (783-67-42).
ANNA ET LES LOUPS, film espagnol de Carlos Saura, avec *Géraldine Chaplin*. — *v.o.* : Quintette, 5e (033-35-40), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Studio Raspail, 14e (326-38-98).
LE SECRET, film français de Robert Enrico, avec Jean-Louis Trintignant, Philippe Noiret, *Marlène Jobert*. — Cluny-Palace, 5e (033-07-76), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Concorde, 8e (359-92-84), Mercury, 8e (225-75-90), Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03), Lumière-Gaumont, 9e (770-84-64), *Mazéville*, 9e (770-72-87), Fauvette, 13e (331-60-74), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), *Mayfair*, 16e (525-27-06), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LA MOUTARDE ME MONTE AU NEZ, film français de Claude Zidi, avec *Pierre Richard*, *Jane* Birkin. — Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59), A.B.C., 2e (236-55-54), *Danton*, 6e (326-08-18), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Gaumont-Bosquet, 7e (551-44-11), Marignan-Pathé, 8e (359-92-82), Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48), Fauvette, 13e (331-56-86), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Cambronne, 15e (734-42-96), Les Images, 18e (522-47-94), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
DE LA CHAIR POUR FRANKENSTEIN, film d'Andy Warhol, réalisé par Paul Morissey, avec Joe Dalessandro. — v.o. : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; v.f. en relief : Gaumont-Théâtre, 2e (231-33-16), Quartier-*Latin*, 5e (326-84-65), *Gaumont*-Champs-Elysées, 8e (359-04-67), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
POURVU QU'ON AIT L'IVRESSE, film français de Reynald Bassi, avec *Alain Noury* — *Publicis*-Matignon, 8e (359-31-97), Mazéville, 9e (770-72-87), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).

MAHLER (An.), v.o. : Studio Galande, 5e (033-72-71) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-67-29).
LES MILLE ET UNE NUITS (It.), v.o. : Studio *Médicis*, 5e (633-25-97) ; Biarritz, 8e (359-42-33) ; Murat, 16e (288-99-75) ; v. f. : *Magic-Convention*, 15e (828-20-32).
LE MILIEU DU MONDE (Suisse) : Quintette 4 et 5, 5e (033-35-40) ; 14-Juillet, 11e (700-51-13) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13).
MOLIERE COTE JARDIN (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
NE VOUS RETOURNEZ PAS (A.) (**), v.o. : Bilboquet, 6e (222-87-23) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v. f. : Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03) ; *Miramar*, 14e (326-41-02) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
NOUS VOULONS LES COLONELS (It.), v.o. : U. G. C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; la *Clef*, 5e (337-90-90) ; *Cinoche* de Saint-Germain, 6e (633-10-82).
OUT ONE SPECTRE (Fr.) : Seine, 5e (325-92-46), à 20 h.
LA POURSUITE IMPLACABLE (A.), v.f. : Mazéville, 9e (770-72-87).
RAPT A L'ITALIENNE (It.), v.o. : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Biarritz, 8e (359-42-33) ; v. f. : Omnia, 2e (231-39-36) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Murat, 16e (288-99-75).
LA RIVALE (Fr.) : Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; Paramount-*Opéra*, 9e (073-34-37) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-Orléans, 14e (580-03-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; *Capri*, 2e (508-11-69) ; Maine-Rive gauche, 14e (567-06-96) ; Galaxie, 13e (580-76-86) ; Clichy-Palace, 17e (387-77-29) ; Publicis-Soffitel, 15e (842-04-88) ; Passy, 16e (288-62-34).
LES SEINS DE GLACE (Fr.) : Boul' Mich', 5e (033-48-29) ; Capri, 2e (508-11-69) ; George-V, 8e (225-41-46) ; U. G. C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Mistral, 14e (734-20-70) ; - *Paramount*-Maillot, 17e (758-24-24) ; Moulin-Rouge, 18e (606-63-26) ; Grand-Pavois, 15e (531-44-58).
SOLEIL VERT (A.) (**), v.o. : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; v.f. : *Mazéville*, 9e (770-72-87).
SPYS (A.), v.o. : Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Mistral, 14e (734-20-70) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Napoléon, 17e (380-41-46).
LA TERRE PROMISE (Chili), v.o. : Saint-Séverin, 5e (033-50-91) ; 14-Juillet, 11e (700-51-13).
VERDICT (Fr.) : *Berlitz*, 2e (742-60-33) ; Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Gaumont-Ambassade, 8e (359-19-08) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-15) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
VINCENT, FRANÇOIS, PAUL ET LES AUTRES (Fr.) : Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72) ; *Gaumont-Colisée*, 8e (359-29-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Caravelle, 18e (387-50-70) ; Gaumont-*Gambetta*, 20e (797-02-74).
VIVE LA FRANCE ! (Fr.) : Omnia, 2e (331-39-36) ; U. G. C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).

Les festivals

HOMMAGE A *MAG BODARD*. — La Pagode, 7e (551-12-15) : la Maison des Bories.
FRED ASTAIRE (v.o.). — Studio Marigny, 8e (225-20-74), 20 h. et 22 h. : Parade de printemps.
INGMAR BERGMAN (v.o.). — Racine, 6e (633-43-71) : A travers le miroir.
ROBERT ALTMAN (v.o.). — Action La Fayette, 9e (878-80-50) : MASH.
HUMPHREY BOGART (v. *o*.). — Action La Fayette, 9e (878-80-50) : le Grand Sommeil.
KANE KONG. — Boîte-à-Films, 17e (754-51-50), *14 h. et 20 h.* : King-Kong ; 16 h. et 22 h. : Citizen Kane ; 18 h. : la Splendeur des Amberson.
JAMES BOND (v. o.). — Acacias, 17e (754-97-83), 14 h. : Goldfinger ; 16 h. : Au service secret de Sa *Majesté* ; 18 h. 15 : James Bond contre Dr. No ; 20 h. 15 : Bons baisers de Russie ; 22 h. 15 : Les diamants sont éternels.
QUINZE ANS DE CINEMA ANGLAIS (v.o.). — Olympic, 14e (743-67-42), The Boy Friend.
LES MEILLEURS POLICIERS. — André-Bazin, 13e (337-74-39) : La mariée était en noir.
VARIATIONS SUR L'HOMOSEXUALITE (v. o.). — *Studio Parnasse*, 6e (326-58-00) : Mort à Venise.
PAUL NEWMAN (v.o.). — New-Yorker, 9e (770-63-40), 20 h. : le Gaucher.
JEAN RENOIR. — New-Yorker, 9e (770-63-40), 22 h. : le Carrosse d'or.

Théâtre

« Le Coït interrompu »

Daniel Lalouz et Jean-Pierre Sentier se ressemblent comme deux amis qui s'entendent bien, qui retrouvent l'un chez l'autre le même humour beckettien, la même mélancolie morbide, la même peur fascinée pour les objets très vieux dont on ne sait plus à quoi ils peuvent servir, pour les mots familiers dont on ne sait plus très bien ce qu'ils veulent dire. Ils ont écrit ensemble et jouent ensemble le Coït interrompu, *une pièce qui ressemble aux « one man show » que l'un et l'autre ont écrits et joués chacun de leur côté dans les cafés-théâtres et dans les cabarets. Et puisqu'ils s'entendent bien — comme deux amis qui ressemblent, — loin de se neutraliser, ils s'enrichissent. De sorte que* le Coït interrompu *est deux fois plus poétique et grinçant, deux fois cahotique et intense que, par exemple* l'Amanite phalloïde *ou* le Vers solitaire *que l'un et l'autre avaient successivement présenté à la Vieille Grille.*

Daniel Lalouz et Jean-Pierre Sentier ne sont pas seuls sur scène. Il y a aussi une armée d'armoires métalliques dont les chutes bruyantes marquent le temps qui passe, une cage démontable, une machine hydraulique avec laquelle ils fabriquent des boîtes de camembert, et une chèvre afectueuse. Daniel Lalouz et Jean-Pierre Sentier ressemblent à deux élèves trop obéissants qui suivent à la lettre les instructions fragmentaires qu'ils reçoivent par lettre, et refoulent leur panique devant la masse de questions dont ils ne connaissent pas les réponses. Ils obéissent à un code dont ils ne possèdent pas les clefs, mais essaient de construire un monde qui leur conviendrait. Ils ressemblent à des élèves qui suivent leurs études en vue d'un examen final dont ils ne voient pas bien à quoi il peut servir, conscients de passer à côté de la vie tandis que le temps passe.

Et quand le temps est passé, arrive une grosse voiture noire, les phares en code, un projecteur sur le toit, symbole de la puissance obscure qui les domine et les manipule. Ils se sont laissé dominer et manipuler, à force de céder à leur panique devant les problèmes réels, à force de chercher des solutions aux questions annexes. Et la question essentielle leur a échappée : « Pourquoi fabriquer des boîtes de camembert pour y loger des fromages de chèvre ? » *C'est pourquoi la grosse voiture noire les emmène, enfermés dans la cage.*

Daniel Lalouz et Jean-Pierre Sentier savent créer de très belles images visuelles, verbales, musicales et le Coït interrompu *est un très beau spectacle, dont la drôlerie étrange est entièrement nourrie de circonstances sinistres.*

COLETTE GODARD.

★ Cartoucherie, Théâtre de la Tempête, 20 h. 30.

L'O.R.T.F. annonce que les concerts de l'ORCHESTRE NATIONAL des 15 et 16 octobre, au Théâtre des Champs-Elysées sous la direction de Sergiu CELIBIDACHE, avec Arturo BENEDETTI MICHELANGELI (« 5e Concerto » de Beethoven), auront lieu comme prévu.

Antoine Vitez et la bourgeoisie

● Avec « le Pique-nique de Claretta », de René Kalisky, au Théâtre des Quartiers d'Ivry (en coproduction avec le Théâtre de Poche de Bruxelles), Antoine Vitez revient aux auteurs contemporains. « Ce n'est pas une obsession, dit-il, mais une éthique, une constante. » La pièce *raconte* les trois derniers jours de Mussolini et de sa maîtresse Clara Pettacci. Le crépuscule du fascisme, un sujet à la mode, ce qui ne gêne pas Vitez, bien au contraire. « Faire une critique de cette mode, de la nostalgie, m'intéresse. Dès que l'on parle de nostalgie, on parle du fascisme. Il existe d'autres types de régime autoritaire. Celui-ci est fondé sur la reproduction d'un ordre perdu, la reconstitution d'une Atlantide en somme. C'est évident pour le fascisme mussolinien, qui se référait à l'idée de la Rome ancienne. La nostalgie est une sorte de fascisme second, caricatural, dans le sens où Marx disait que l'histoire se répète sous forme de caricature. Aujourd'hui, la nostalgie caricature un régime qui, lui-même, était la caricature affadie d'un passé imaginaire. C'est le thème de la mise en scène. Il recoupe celui de la pièce. Kalisky veut démonter une tragédie frelatée, démontrer que la mort de Mussolini a été aussi prosaïque que sa vie, mais que le fait de la porter au niveau de la tragédie équivaut à l'anoblir et est utile à l'idéologie dominante. Le spectacle est une danse de mort qui cherche à détruire le romantisme attaché aux faux grands destins. C'est, en quelque sorte, un anti-« Portier de nuit ». Le temps de l'action n'est pas précisé. En fait, elle se déroule aujourd'hui, en une nuit, parmi la bourgeoise de la « dolce vita ». Ainsi est soulignée sa connivence avec le fascisme.

» Je m'intéresse à la bourgeoisie. C'est nouveau, et « le Charme discret... » n'est pas étranger à cet intérêt. Le film de Bunuel est une peinture très profonde de ces personnages caractérisés par leur manque de mémoire. Avec une sorte d'ingénuité, ils passent, sans souvenirs, d'un désir de jouissance à l'autre.

» Suivant cette ligne, je devais réaliser simultanément, au Théâtre national de Chaillot, quatre pièces de Molière sous un titre commun : « la Torture par les femmes » (« le Misanthrope », « l'Ecole des femmes ») et « le Triomphe de l'athéisme » (« Dom Juan », « Tartuffe »). « Tartuffe », c'est l'irruption de l'étranger dans une famille bourgeoise — comme dans « Theorema », de Pasolini — que l'on ne reconnaît pas. Et on s'aperçoit seulement quand il est passé qu'il a laissé en nous une marque ineffaçable. C'est le mythe du sauveur, ici, qui est en cause.

» Le spectacle est très coûteux, car il faut y travailler au moins dix mois en payant les comédiens. Si j'avais les moyens, je le monterais à Ivry. Le secrétariat d'Etat à la culture vient de promettre une subvention de 200 000 francs, qui a sauvé de justesse le Théâtre des Quartiers d'Ivry d'une liquidation judiciaire. Ce n'est pas suffisant dans la situation actuelle ; seule une scène nationale peut prendre en charge un tel spectacle. Mais pourquoi ne serais-je pas aidé de la même manière que Brook ? Au risque de paraître prétentieux, je pense que nous avons un point commun : je ne suis pas un constructeur. »

C. G.

ARTS ET SPECTACLES

Danse

LA «SYMPHONIE FANTASTIQUE» A NANCY

Chargée en 1973 par Louis Decreux de réorganiser la *danse* au Grand Théâtre de Nancy, Rosella Hightower vient de repartir pour son studio-école de Cannes. En un an, elle a formé une jeune compagnie qu'elle laisse aux mains de son assistant Gheorghe Caciuleanu, promu, à vingt-sept ans, directeur de ballet. C'est une responsabilité pour ce danseur doué d'une imagination débordante, dont la marge d'action semble pourtant limitée. Aussi s'en est-il tenu, pour la réouverture de la saison, à un programme sage, de couleur romantique (Liszt, Richard Strauss, Berlioz).

Ce qui frappe d'abord, ce sont les progrès de la troupe : entraînée désormais à l'américaine par Alan Howard, personnage *hoffmannesque* surgi de Californie, elle a acquis de l'homogénéité, de la technique. Il lui en faut pour répondre aux sollicitations de son chorégraphe, dont la caractéristique majeure reste un goût immodéré pour l'accumulation des gestes et les enchaînements difficiles. Gheorghe Caciuleanu se sent manifestement à l'étroit dans le vocabulaire académique, et, faute de formation moderne, lui fait subir des cassures, des distorsions et des outrages multiples. Il doit apprendre à ménager les respirations dans ces compositions, sans quoi ses élèves en sont réduits, comme dans *les Préludes*, à une brasse désespérée pour faire surface. Dans *Till Eulenspiegel*, il interprète le personnage principal, qui convient *parfaitement* à son *côté lunaire*, dégingandé, et en fait une sorte de Puck farceur, alerte et bondissant. Le corps de ballet s'essouffle à le suivre et gesticule trop.

Heureusement, il y a la *Symphonie fantastique*, pierre de touche de tous les chorégraphes, un mirage pour beaucoup. C'est une réussite, une identification totale au commentaire de Berlioz. Le ballet restitue l'atmosphère onirique et la dégradation progressive de l'amour du musicien pour la bien-aimée. La Marche au supplice et le Sabbat sont traités à la Jérôme Bosch, avec des masques *suggestifs*, beaucoup de fluidité dans les évolutions de groupe et un astucieux décor multiforme de Michel Fersing. Bruno Jacquin (l'artiste) fait une belle prestation ; il a de l'élévation, du parcours, mais il lui faut encore apprendre à varier son expression. N'oublions pas Gay Johnson, petite flur fragile dans la Scène aux champs. L'orchestre symphonique de Nancy, dirigé par Noël Lancien, souligne et *fait* miroiter l'action : c'est un rare cas de participation.

Le public nancéien ne s'est pas contenté de faire un accueil enthousiaste à ce dernier ballet, il a fait preuve de beaucoup d'à-propos (réactions favorables aux *effets de mise en scène, pas d'ap*plaudissements intempestifs aux pirouettes et autres fouettés). Dans une ville de tradition chorégraphique récente, où le financement d'un théâtre est une charge pour la collectivité, les facultés d'étonnement et de curiosité de ce public donnent à penser qu'il apprécierait certainement des œuvres plus modernes, plus provocantes, ne relevant pas pour autant du *« néo-conformisme reptatif et de l'ennui sans fond »* redouté par Louis Ducreux.

MARCELLE MICHEL.

Télévision

« Antoine Bloyé »

C'est très bien d'adapter à l'écran les grandes œuvres contemporaines. Encore faut-il savoir les choisir. Certaines s'y prêtent, d'autres pas. Ainsi d'Antoine Bloyé, roman marxiste, émaillé d'annotations historiques, économiques, sociologiques. Que domine une voix, une seule, celle de Paul Nizan. Cette voix, Marcel Bluwal l'a respectée et il a eu raison. Elle est trop présente encore et trop grave pour qu'on s'amuse à la changer de ton, de registre. Pour qu'on s'avise de faire de la belle image à partir de pages aussi denses. Densité du commentaire, pas du récit forcément sommaire. C'est le résumé daté, chiffré d'une vie. Antoine Bloyé, employé de la Compagnie des chemins de fer, né à Pont-Château en 1864, mort à Nantes en 1929.

Antoine Bloyé c'est vous, c'est moi, c'est une trajectoire, la démarche de tous ceux qui renient plus ou moins ouvertement les convictions de leur jeunesse ou les circonstances de leur naissance. C'est une carrière réussie au prix d'une vie manquée. Quand, comment, cela s'est-il passé ? Où situer le grand tournant ou plutôt les petits virages, jalons d'une existence inscrite entre deux discours et deux couronnes, de lauriers à l'école, de fleurs au cimetière.

Un cas particulier et un cas exemplaire. Un ouvrier-chef, comme dirait Ionesco, choisi par la classe dominante parmi les fils d'ouvriers. Un boursier de l'école des Arts et Métiers, où se forment les chefs de garde de la grande industrie. Un ancien ajusteur promu, pour bons et loyaux services, au rang de sous-ingénieur. Un homme qui aura vécu et qui sera mort pour un leurre, pour une médaille. La force et l'originalité du roman de Paul Nizan tiennent à la façon dont il analyse, pas à pas, les raisons d'une descente en forme d'ascension, d'une escalade-dégringolade.

Ces explications, Bluwal les a confiées à une voix « off » très discrète. Sans doute craignait-il d'ennuyer. A juste titre. Et à un visage, celui de Pierre Santini. Si expressif soit-il, il ne dispose que d'un regard brillant ou vitreux, que d'un sourire large ou crispé, assortis de deux ou trois répliques pour signifier, tout en résumant trois pages de texte, l'angoisse, le remords ou le dépit. C'est peu. Et c'est encore trop. Le livre est clair, précis, de l'eau vive. Le film lourd et obscur.

La cause de Paul Nizan — c'est aussi la sienne, — Marcel Bluwal aurait dû la servir autrement. Prendre la relève, écrire ou commander pour la télévision une œuvre plus contemporaine encore et plus personnelle. Les exemples ne manquent pas. Dieu sait, dans la société où nous vivons de ces grandes trahisons déguisées en petites lâchetés.

CLAUDE SARRAUTE.

Cinéma

«LE MARCHAND DES QUATRE-SAISONS»

de Rainer Werner Fassbinder

Dans l'œuvre déjà abondante de Rainer Fassbinder (trente ans, six ans de carrière, une douzaine de films à son actif), *le Marchand des quatre saisons* précède *les Larmes de Petra von Kant* et *Tous les autres s'appellent Ali* que l'on a pu voir, la saison dernière, à Paris. C'est un mélodrame populiste construit, selon un procédé cher à l'auteur, autour de quelques scènes-clés de facture très théâtrale, et qui dénonce le caractère oppressif des rites, *des préjugés* et *des tabous* sociaux. Thème récurrent chez Fassbinder, puisqu'on le retrouve dans *Tous les autres s'appellent Ali* et dans son dernier film, *Effi Briest*, encore inédit en France.

Le héros de l'histoire est un brave type, lourdaud, méfiant, pas très malin, *qui a dû quitter la police* après s'être fait surprendre en compagnie d'une prostituée, et qui s'est reconverti dans les fruits et légumes. Hans n'a pas de chance avec les femmes. C'est à travers elles que le destin s'acharne sur lui. Une mère autoritaire et abusive, une fiancée à laquelle les « convenances » l'ont obligé à renoncer, une sœur venimeuse, une épouse qui, sous le miel des sourires et des cajoleries, dissimule un égoïsme forcené : prisonnier de ces créatures, Hans se trouve condamné à l'échec *et au désespoir. Quand il a trop* le cafard, il se saoule. Ou bien il se bagarre. Ou bien il a un infarctus. L'infarctus n'arrange pas les choses. Trahi, humilié, Hans se tue à coup de verres de schnaps, tandis que sa femme se prépare un veuvage confortable.

Tout cela est très banal. Gris, poussiéreux, plutôt sordide. La tranche de vie pas très appétissante. Fassbinder joue à fond le jeu du mélodrame. Mais, à ce jeu, il ne se laisse pas prendre. Le mélodrame n'est pour lui qu'un bain révélateur. Ce sont moins les aventures de Hans le malchanceux qui l'intéressent, que les pressions familiales, sociales, sentimentales et morales auxquelles il est soumis. Hans est victime d'un mécanisme qui l'a happé dès son enfance et qui, progressivement, insidieusement, a broyé sa personnalité, sa dignité, sa confiance en lui-même et dans les autres. « *J'ai fait un mélodrame de critique sociale* », déclare à juste titre Fassbinder.

Les interprètes sont ceux de la troupe munichoise avec lesquels le réalisateur a l'habitude de travailler : Hans Hirschmuller, Irma Hermann *(remarquable)*, *Hanna Schygulla qui* se contente ici d'un rôle épisodique... Un film intelligent qui permet de mieux connaître un des cinéastes le plus doué de la jeune école allemande.

JEAN DE BARONCELLI.

★ Panthéon, v. o.

En bref

« Le Secret »

Ambiguïté. C'est le mot-clé du *film. Où est le vrai, où est l'ima*ginaire dans ce que raconte David, un fugitif, un homme aux abois, que Thomas et Julia, couple de Parisiens retirés dans les Cévennes, accueillent à leur foyer. David est-il un mythomane, un paranoïaque, ou bien doit-on le croire quand il prétend détenir un secret que de puissants ennemis veulent lui arracher ? Thomas, qui a bon cœur (et sans doute aussi le goût de l'aventure), décide de prêter main-forte à David. Plus *intuitive, plus égoïste, Julia*, au contraire, se méfie de l'inconnu et s'efforce (vainement) de conjurer le malheur qu'elle pressent.

Récit plein de culs-de-sac. A peine sommes-nous engagés dans une direction qu'il nous faut rebrousser chemin. Les souvenirs-phantasmes de David se mêlent à une réalité que détraquent et déforment ses obsessions. Robert Enrico met tout en œuvre (et même l'armée française) pour brouiller les pistes. *Il les brouille si bien que le* comportement de Thomas, complice d'un meurtre commis par son nouvel ami, et celui de Julia, bien imprudente dans ses initiatives, paraissent aussi inexplicables que les divagations de David... L'épaisseur humaine et la force tranquille de Philippe Noiret, la nervosité de Marlène Jobert, l'inquétante transparence de Jean-Louis Trintignant, compensent certaines failles du récit. Mais nous restons perplexes. Thriller ? Histoire d'amitié et d'amour ? Apologue kafkaïen ? Un coin de voile a beau être levé à la dernière image, l'étrange film de Robert Enrico garde son secret. — J. B.

★ Mercury, Concorde, Montparnasse 83, Lumière Gaumont, Maxéville, *Clichy-Pathé*, Gaumont-Sud, Fauvette, Cluny-Palace, Mayfair, Gaumont-Madeleine et la périphérie.

■ Le Prix des peuples — décerné par un jury de journalistes des « ethnies minoritaires » au cours du dernier Festival de Cannes — est remis ce lundi 14 octobre à René Vautier pour « la Folle de Toujane ».

■ Le journaliste-animateur américain Ted Sullivan, dont le show télévisé était une des émissions les plus populaires des Etats-Unis, est mort dimanche à New-York. Il était âgé de soixante-douze ans.

Musique

Leonard Stehn et Reine Gianoli à Royaumont

Il fait nuit, le ruisselet gronde comme un torrent, l'air colle au visage, froid et humide, mais au long de l'allée, où tremblent des lampes à huile comme dans les jardins de Chiraz, les mélomanes se pressent aussi nombreux qu'à Meslay un soir d'été : Royaumont *clôt* une belle saison d'automne inaugurée il y a un mois par Birgit Finnila.

Dans le vaste réfectoire, un disciple de Boulez soulève, non sans quelque mal, l'Orchestre de l'Ile-de-France : Leonard Stehn, un jeune Américain d'une raideur toute britannique, *favoris* généreux et longs cheveux blonds, dirige du plat de la main, sans baguette, les doigts de la main gauche comme un pistolet braqué pour déclencher les entrées avec un maximum de précision, le visage sérieux, volontairement inexpressif, même dans les jolies *Danses allemandes* de Schubert dont l'orchestration de Webern renforce le charme acidulé.

La pâte reste lourde dans la *Sinfonia* de l'Anglais Nicholas Maw, solide partition néo-classique très ouvragée, où l'efflorescence des nombreux soli et des polyphonies par groupes homogènes souffre d'une certaine banalité des idées. La vigoureuse et dramatique interprétation du *Concerto en ré mineur* de Mozart, par Reine Gianoli, donne heureusement quelque flamboiement à cet orchestre, peut-être étouffé par sa propre sonorité durement renvoyée par les voûtes gothiques. Mais, c'est dans l'éblouissante *Suite de danses* de Bartok que Leonard Stehan affirme son emprise sur les musiciens, déchaînant cette fête de rythmes et de couleurs, éclatant pour célébrer la réunion des villes de Buda et de Pest, avec la rigueur féroce et olympienne de son maître.

JACQUES LONCHAMPT.

LA MORT DE JOSEF KRIPS

Le chef d'orchestre autrichien Joseph Krips est mort dimanche, à Genève, après une longue maladie. Il était âgé de soixante-douze ans.

Depuis trois ans surtout, Josef Krips était devenu un chef familier des Parisiens, tant à l'Orchestre de Paris, dont les instrumentistes l'adoraient, qu'à l'Opéra, où il avait dirigé en mai dernier la nouvelle réalisation de Cosi fan tutte. *La maladie déjà l'avait empêché d'assurer les dernières représentations.*

Petit, la tête chauve et toute ronde, la taille cambrée, il conduisait avec véhémence, baguette verticale, sèche et précise, comme un maître d'école. Sans doute cette technique à l'ancienne convenait-elle mieux aux instrumentistes viennois, naturellement poètes, qu'aux français, qui ont besoin d'un sourcier faisant jaillir la beauté du son et la force visionnaire des images. Mais Krips n'en a pas moins été un des grands chefs mozartiens de notre temps, et son dernier enregistrement des Symphonies de Prague et de Paris *avec le Concertgebouw d'Amsterdam (Philips) est un admirable testament.* — J. L.

[Né à Viennen le 8 avril 1902, Josef Krips avait été l'élève notamment de Weingartner et fit ses débuts de chef d'orchestre à dix-neuf ans, au Volksoper de Vienne. Directeur de la musique à Dortmund et à Karlsruhe, il fut le chef permanent de l'Opéra de Vienne de 1933 à 1938. Réduit au silence par les nazis en raison de ses origines juives, il fut l'artisan de la reconstruction de la vie musicale viennoise en 1945 ainsi que du Festival de Salzbourg. Il dirigea ensuite le London Symphony Orchestra, l'Orchestre de Buffalo et celui de San Francisco, ainsi que de très nombreuses représentations d'opéras tant à Vienne qu'à New-York, Londres et Berlin.]

Expositions

EN BANLIEUE

● **Marly-le-Roi : G. Zondervan et Antoine Rohal.** — L'Institut *national d'éducation populaire* présente cinquante peintures de Geneviève Zondervan, des paysages urbains. Cette artiste pratique une peinture construite, géométrique, où l'angle droit, le plan et l'aplat sont de rigueur ; où la discipline *« néo-plastique » n'élimine cepen*dant pas la source d'inspiration : le paysage contemporain. — Antoine Rohal expose des sculptures en métal soudé.

★ 11, rue Willy-Blumenthal. Jusqu'au 27 décembre. Tous les jours de 9 heures à 20 heures.

● **Villeparisis : Jack Vanarsky.** — La sculpture de cet Argentin serait réaliste si elle n'était dotée de mouvement. Cela peut sembler paradoxal. Mais, pour Vanarsky, *animer ne veut pas dire cerner le réel de plus près*, bien au contraire : « Je tâche de manipuler le mouvement comme on manipule la forme ou la couleur », dit-il. Ses figures découpées en lamelles se meuvent lentement ; les volumes se gonflent, ondulent bizarrement. L'animation, l'automation plutôt, est source de déformation et d'expression, sur le mode *satirique* avec des personnages et des masques caricaturaux, sur le mode poétique parfois, insolite toujours. Les premiers mobiles figuratifs de Vanarsky datent de 1965 ; ses premières sculptures mobiles à lamelles de 1968. Actuellement, le sculpteur recherche la déformation par le découpage et le décalage des lamelles, mais il les maintient immobiles.

★ Centre culturel municipal, 114, avenue Ambroise-Croizat, jusqu'au 1er novembre. Mercredi, samedi, de 14 heures à 19 heures ; *dimanche de 10 heures à 13 heures* et de 14 heures à 19 heures.

Culture

Haro sur les futurologues !

(Suite de la première page.)

Il en est de ce livre comme de ceux qui ont éreinté les technocrates, l'« énarchie », la « mafia polytechnicienne » ou les « intellectuels en chaise longue ». On se dit que d'aucuns ont bien mérité la volée de bois vert. Mais que le pamphlet s'allonge, veuille trop prouver, qu'il passe de l'humour *au système, alors on ne marche* plus. M. Elgozy a senti ici et là qu'il « en rajoutait » et s'est soucié très honnêtement de ne pas mettre tout le monde dans le même panier. Ainsi épargne-t-il le Gaston Berger de « Prospective » ou le Bertrand de Jouvenel de « Futuribles », chercheurs qui, précisément, n'ont jamais « bluffé ». L'un travaillait sur le registre du « souhaitable », l'autre s'efforce seulement de « conjecturer le cours probable des modifications structurelles du système social et politique ».

Toutefois, emporté par son élan, l'auteur n'a pas toujours su résister au plaisir de pourfendre un ennemi suscité pour les besoins de la cause. Les « indicateurs sociaux » par exemple ne méritent *pas l'excès d'indignité* dont on les charge ici. Rassembler des chiffres significatifs qui ne sont ni forcément ni naturellement *rapprochés*, comme la mobilité professionnelle, *la place faite à la femme dans la* vie économique, l'espérance de vie, la protection de la santé, l'utilisation du temps, le développement urbain, pour juger de l'état de notre société, est-ce vraiment sans intérêt ?

Bien sûr, on « distingue mal comment le Plan pourrait faire face à toutes les éventualités et notamment aux ruptures d'évolution si fréquentes de nos jours ». Mais est-ce une raison parce qu'il y a des récifs — et parfois des naufrages — pour ne pas fixer un cap ? Enfin, l'assurance d'Herman Kahn et d'Anthony J. Wiener a été suffisamment critiquée ici et là pour qu'on ne leur en prête pas plus qu'il ne faut. Leur « An 2000 » n'a pas été sous-titré « la Bible des trente prochaines années » mais plus exactement « un canevas de spéculations pour les trente-deux prochaines années ». Bavures dans un ouvrage qui a surtout le mérite de mettre l'homme en garde contre le péché de présomption.

PIERRE DROUIN.

★ Calmann-Lévy, 256 pages, 30 F.

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,02
REPRESENTAT. : Demandes	15,00	17,21
Offres	30,00	35,02
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	36,00	42,03

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER Achat – Vente – Location	24,00	28,02
AUTOS – BATEAUX	22,00	25,68
PROPOSITIONS COMMERC. CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	22,00	25,68



emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux

A progressive International U.S. Company, located near Danvers Massachusetts with a staff of 200.000, specialising in Electronics - Telephones - Lighting, is looking for a

QUARTZ GLASS MELTING ENGINEER

We need an engineer with a minimum of two years experience in this specialised field, and a good knowledge of english.
He will be in charge of the quartz melting furnaces and will also be involved *in development work in quartz products.*

Relocation expenses paid, and while in the U.S. he will participate in all benefit plans. Travelling and moving expenses will be paid for the candidate and his family. Salary will exceed 15.000 $ per annum. The job has numerous advantages. *The contract will be on a yearly renewable basis.*

Engineers interested should telephone without delay to SELE-CEGOS 772-31-32 extension 32-22 for further information.

sélé CEGOS

33, quai Gallieni - 92153 Suresnes
Réf. M. 11 955.

AU TITRE DE LA COOPÉRATION FRANÇAISE AUPRÈS DES :

- ÉTATS AFRICAINS
- ÉTATS DU MOYEN-ORIENT

recherchons

INGÉNIEURS
GRANDES ÉCOLES
et TECHNICIENS
TRÈS EXPÉRIMENTÉS
DIVERSES SPÉCIALITÉS

MISSIONS PRINCIPALES POSSIBLES :
— Travaux Publics, Génie Civil, Génie Maritime :
- *projets ;*
- *conduite et direction de chantiers.*

— Industrie toutes branches :
- *études générales ;*
- *direction ;*
- *encadrement ;*
- *formation de main-d'œuvre ;*
- *gestion ;*
- *relations avec clients et fournisseurs.*

— Installation usines clés en main.

VOUS DEVEZ AVOIR :
— une solide formation ;
— de bonnes aptitudes techniques ;
— une expérience de quelques années à la tête d'un service important ;
— aptitudes à l'encadrement et à la formation professionnelle des homologues étrangers ;
— connaissance de l'anglais souhaitée ou indispensable.

NOUS OFFRONS :
— contrat d'expatrié ;
— rémunération d'un cadre de valeur ;
— nombreux avantages assurés.

LES CANDIDATURES ACCOMPAGNEES D'UN C.V. DETAILLE SERONT ETUDIEES AVEC LA DISCRETION D'USAGE.

MINET PUBLICITE, n° 39.244,
40, rue Olivier-de-Serres, 75015 PARIS, qui transm.

Product Planning Supervisor

Monsanto is an international group manufacturing and *marketing chemicals*, plastics and synthetic fibres, with European headquarters located in Brussels, a city *without housing problems.*

We now have *an opening for* a Product Planning Supervisor for our Lustrex-Lustran business group, who will assist the *Product Manager in developing* a consolidated product marketing plan. He will act as the focal point *in marketing for budget* preparation, short and intermediate range forecasting and coordination between *marketing and* distribution. He also will assist the Product Manager in studies leading to profit *optimisation of* the existing business.

The ideal candidate is between *25-30 of age*, has a graduate degree HNC or equivalent, plus preferably an MBA and some marketing *or manufacturing* experience. Fluency in English is a must, knowledge of French and/or German an asset.

We offer an attractive salary, *our usual fringe benefits and* a position with great opportunities.

If you feel you are the man we are looking for, please send your fully detailed application to Mr. J. Verlinden, Employee Relations Supervisor, Monsanto Europe S.A., Place Madou 1, 1030 Brussels, *under Ref. 799. He will handle* all applications in strict confidence.

Monsanto

GRACE

Société Multinationale leader mondial dans les produits d'étanchéité pour les industries *d'emballage métallique et d'embouteillage*
recherche pour son Département

ASSISTANCE TECHNIQUE INTERNATIONALE
situé à LONDRES

jeune ingénieur électromécanicien

Mission :
- Basé à Londres, il assistera la clientèle internationale pour tous *problèmes relatifs aux équipements et machines spéciales* (démonstration, implantations, dépannages.)

Profil :
- très grande disponibilité pour nombreux déplacements dans le monde *entier.*
- expérience de quelques années en assistance technique souhaitée.
- parfaitement bilingue Français-Anglais, autres langues appréciables.
- aisance dans les contacts à tout niveau.
- *autonomie* d'action et excellente santé.

. Solide formation prévue à Londres.
. Après quelques années dans la filiale anglaise une intégration en France est envisageable.

Rémunération en rapport avec expérience
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à
Francis RAMON
Direction des Relations Humaines
GRACE BP 10 28230 EPERNON

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TÉLÉCOMMUNICATIONS
recherche pour son
Département Exportation

RESPONSABLES DE ZONE GÉOGRAPHIQUE
(Afrique Noire anglophone et *francophone* et *Moyen-Orient*)

Les candidats devront avoir une formation technique (Ingénieur position II) dans le domaine de *l'électronique professionnelle* ainsi qu'une expérience commerciale à l'exportation dans la vente de biens d'équipement.

Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Voyages *fréquents.*

Adresser C.V., prétentions et photo à n° 76.596, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1er), qui tr.

IMPORTANTE SOCIETE *D'ELECTRICITE* EN AFRIQUE NOIRE *FRANCOPHONE* recherche

1 DIRECTEUR DES EXPLOITATIONS

Il sera directement rattaché à la direction générale et aura la *responsabilité des secteurs* production, transport, distribution *d'électricité et d'eau* (grands centres *et* centres secondaires). *Le candidat devra justifier de* la formation d'une école d'ingénieurs *et du diplôme correspondant.* Il aura une bonne expé*rience en gestion et direction* modernes de grandes unités *d'exploitation.*

Age *requis minimum 40 ans.* Des tests psychotechniq. seront *effectués après une première* sélection.

Séjour 10 mois + 2 mois de congé renouvelable, mise en place mi-1975.

Adres. C.V. détaillé à n° *77.054*; CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, PARIS (1er), qui transmettra.

ÉTUDES ET SURVEILLANCE DE CONSTRUCTION

Bureau d'études international recherche pour mis*sion de longue durée* ingénieurs et assistants techniques dans le cadre d'un projet de voie ferrée-routes en *Afrique de l'Ouest. Connaissance* du Français nécessaire.

- Ingénieur responsable études et surveillance.
- Ingénieur en chef contrôle des travaux.
- Ingénieurs chefs brigade contrôle des travaux.
- Ingénieurs ouvrages d'art.
- Ingénieur chef géotechnicien.
- Ingénieurs géotechniciens.
- *Ingénieur* tracé.
- Assistants techniques :
  - — terrassements,
  - — drainage.
  - — géotechnique.
- Agent métreur.
- Topographes.

Envoyer curriculum vitae détaillé comprenant : *éducation, expérience* professionnelle avec salaires, et position envisagée à

Personnel Director
Tippetts-Abbett-McCarthy-Stratton
345 Park Avenue
New York, N.Y. 10022.

---

finance manager

For french speaking, west african associate of a large international fishing trawlers company.

Candidate must be qualified accountant from a recognized institution with a minimum of five years post qualification experience, ideally in fishing industry.

The successful applicant will be an integral part of the management team and will report directly to the general manager for the total financial and accounting functions and in particular for the planning of all control procedures and accounting systems.

Fluency in english and french is essential.

Interesting salary and benefits. Excellent career prospects with the group.

Application giving full details of previous experience and present salary should be sent in complete confidence to the :

Managing Director
C/O P.O. Box 22044
KUWAIT - ARABIAN GULF

Sté d'un très important groupe, spécialisée dans la vente de matériels et biens d'équipement et installée en AFRIQUE et dans l'OCEAN INDIEN rech.

DIRECTEURS
de centres d'exploitation.

Ces postes conviendraient à diplômés grandes écoles : H.E.C., A. *et* M., E.S.C.P., E.S.S.E.C. ayant acquis en tant que directeur, de préférence dans entreprise similaire, une solide expé*rience* dans les domaines du technico-commercial et de la gestion.

Très intéressante situation de départ.
Possibilité d'étudier recasement après carrière de 5 à 10 ans dans autres sociétés du même groupe.

Adresser lettre manuscrite et C.V. *détaillé sous référ. 3.625*, à P. LICHAU S.A., 10, rue de Louvois, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

Société d'Ingénieurs Conseils à vocation internationale, siège social PARIS, recherche

INGENIEUR Alimentation en eau Assainissement des Villes

Ce spécialiste, ayant une formation de base d'ingénieur Génie civil, pouvant justifier de cinq à dix ans d'expérience, doit être désireux de partir à l'étranger pour des missions de toute *durée. La pratique de l'anglais* est nécessaire. La connaissance *de l'exploitation des réseaux et* du contrôle des travaux est souhaitée. Les ingénieurs intéressés peuvent prendre un premier *contact* en adressant leur candidature (C.V. détaillé + photo + salaire) en spécifiant la référence 355/740, PUBLI-PRESS, 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75082 Paris Cedex 02.

Satom

ENTREPRISE DE TRAVAUX PUBLICS ET BATIMENT - Filiale de SAINRAPT et BRICE *et Spécialiste de tous travaux* OUTRE-MER recherche

INGÉNIEUR

ayant déjà acquis au sein d'une entreprise de T.P. au moins 5 ans d'expérience et intéressé maintenant par des fonctions d'Adjoint au Directeur de l'une de nos Agences d'AFRIQUE FRANCOPHONE.

Possibilité ultérieure d'accéder au poste de Directeur.

Envoyer curriculum vitae à SATOM, 53, av. Philippe-Auguste, 75540 PARIS CEDEX 11.

Groupe exportateur
recherche pour son futur
BUREAU DE MOSCOU

COLLABORATEUR 28 ans minim., ayant expérience commerce intern. et financem. opérations import-export. Connaissance langue RUSSE indispensable.

Ecrire avec C.V. au n° 7.374, « le Monde » Publ., 5, rue des Italiens, 75427 PARIS.

Nous prions les lecteurs répondant aux "ANNONCES DOMICILIEES" de vouloir *bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe* le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du " Monde Publicité " ou d'une agence.

emplois régionaux emplois régionaux

● BLAUPUNKT (France) S.A.
(groupe R. BOSCH)

recherche

UN CHEF DE PREPARATION

- Age minimum 35 ans
- Connaissances et expérience dans les techniques de préparation dans l'industrie électronique radio ou télévision
- Connaissance des techniques de diagnostic d'entreprise, d'organisation, de rationalisation du travail, d'études de poste et de qualification
- Expérience de la préparation des gabarits et outillages
- Très bonne pratique de l'allemand exigée
- Formation à la gestion souhaitée.

Ce poste est un poste de Chef de Service. Le candidat retenu aura donc déjà supervisé et animé une équipe d'environ 10 personnes.

- *Position Cadre*
- Résidence CAEN.

Envoyer curriculum vitae avec prétentions à No 76.763 CONTESSE *PUBLICITE* — 20, Avenue de l'Opéra — 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

C&C

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
en pleine expansion
C.A. annuel : 150.000.000 de F.
(+ 30 % par an)
recherche
pour son siège social à
LYON

CHEF
des
SERVICES COMPTABLES
(comptabilité générale, analytique et budgétaire).
Niveau expertise.
5 ans d'expérience.
Pratique de l'informatique.
Anglais apprécié.
Situation d'avenir.
Participation aux résultats.

Ecrire avec C.V. et prétentions à HAVAS LYON, sous n° 5.307, qui transmettra. Discrétion assurée.

---

jeune ingénieur LAVAL
ENSCP, ENSIC, ESPCI, IDN, ISEP,...

Notre Division COMPOSANTS recherche un jeune ingénieur *diplômé, préférence Chimie, possédant de bonnes connaissances* en électronique ou en électricité.

Rattaché au Directeur Technique, il animera une équipe de 4 personnes.

Il aura la responsabilité des travaux de conception, d'expérimentation et de mise au point de condensateurs.

La connaissance de l'anglais est nécessaire, des notions *d'allemand seraient utiles.*

Adresser curriculum vitae, en indiquant la rémunération souhaitée, au Service du Personnel
Boîte Postale 52 - 53004 Laval.

L.M.T.

Pour délégation de
NANTES
important groupe de prévoyance recherche
CADRE

pour seconder le responsable régional, minim. 25 ans, pour gestion admin. differ. régimes. Conviendrait à H. ou F. licencié en Droit ou Sciences. Eco., ou à Cadre diplômé Ecole Supérieure de Commerce. Adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo à n° 76.802, CONTESSE PUBL., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

VILLE DU HAVRE recherche
INGENIEURS

subdivisionnaires pour services eaux et assainissem. Le travail portera sur études, travaux et gestion des réseaux. Traitement brut mens. : 2.242 F + prime technicité. Adr. C.V. à M. le Maire, bureau du personnel.

Une unité de production de biens *d'équipements (2 100 personnes)*, intégrée dans un groupe national, leader dans sa branche recherche à *LYON*

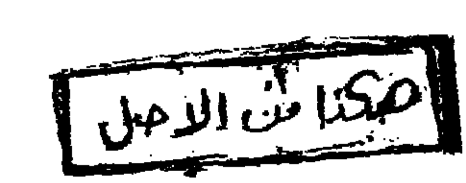
chef d'entretien

INGENIEUR ELECTROMECANICIEN CONFIRME : *mécanique, électricité, électronique et fluides.*

Il aura directement sous ses ordres un Service de 170 personnes, la gestion décentralisée d'un budget annuel de 14 millions et le contrôle d'une sous-traitance.

Ecrire : Service C - 32, rue Barrême 69006 LYON

Cabinet Gatier







emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



PROCTER & GAMBLE FRANCE

Filiale de l'un des premiers groupes de l'industrie chimique mondiale, prenant une part de plus en plus importante dans un marché en expansion, celui des détergents synthétiques et savons de toilette, propose à de

JEUNES INGENIEURS

DE FORMATION GENERALE, MECANIQUE, ELECTRIQUE OU CHIMIQUE

des CARRIERES dans les

DEPARTEMENTS PRODUCTION, ENGINEERING ET GESTION

installés à **AMIENS et MARSEILLE**

PROCTER et GAMBLE FRANCE est une société jeune : nous avons déjà conquis le quart du marché avec des produits à formulation complexe, de grande diffusion *et en évolution permanente*. Nos marques (Ariel, Dash, Lenor, Camay, Bonux, Mr Propre, Monsavon, etc...) sont sujettes à une forte concurrence, ce qui est un facteur de dynamisme dans nos activités. Notre Société est en DEVELOPPEMENT CONSTANT à l'intérieur d'une division Marché Commun, qui connait une croissance très rapide.

Tous nos cadres entrent comme débutants et progressent dans la Société suivant les résultats obtenus et leur compétence propre. La *PROMOTION est strictement INTERNE et s'effectue au cours de* diverses affectations à des postes opérationnels et fonctionnels dans nos usines. Cette approche permet d'accéder à des NIVEAUX de RESPONSABILITE particulièrement INTERESSANTS à l'intérieur de la Société française et du Groupe.

Dès son entrée dans la Société, le jeune cadre recevra une FORMATION pratique de plusieurs mois en vue de prendre en charge un poste précis comportant de réelles RESPONSABILITES TECHNIQUES et de GESTION, dans l'un des domaines suivants :

- PRODUCTION : *fabrication et conditionnement de gammes de détergents, savons, produits liquides.*
- ENTRETIEN : *maintenance des équipements de production à haut rendement.*
- TRAVAUX NEUFS : *amélioration des unités existantes ; études, réalisation et démarrage d'installations nouvelles.*
- ORGANISATION INDUSTRIELLE : *optimisation des moyens de production (équipements, matières, budgets...).*

Chacun de ces postes repose sur un VERITABLE TRAVAIL D'EQUIPE avec les autres responsables opérationnels et fonctionnels de l'usine ; le jeune ingénieur gère directement son personnel (recrutement, formation, promotion...) et des installations souvent très importantes ; il établit son budget, contrôle ses coûts, déclenche des investissements. Il est un véritable GESTIONNAIRE dans son domaine.

Nous recherchons des ingénieurs de nationalité française, libérés ou bientôt dégagés de leurs obligations militaires, débutants ou ayant déjà une expérience professionnelle de quelques années.

Vous serez rapidement informé de la suite de votre candidature. Si une possibilité de collaboration apparaît, vous passerez une journée dans l'une de nos usines pour visiter nos installations, rencontrer l'équipe des responsables de l'usine, parler de votre poste, afin de vous faire une idée de l'ambiance de travail.



Téléphonez-nous ou écrivez-nous

PROCTER & GAMBLE FRANCE

Département du Personnel (Recrutement des Cadres)
96, avenue Charles de Gaulle - 92201 NEUILLY S/SEINE
Tél. : 747.55.11

C&C

Pour assister le responsable de la distribution de ses produits en France et en Europe, une Société mondialement connue recherche

un adjoint

Le candidat résidant à LYON :
- aura la charge du contrôle des stocks,
- participera à l'ordonnancement des approvisionnements des dépôts français et des *agents et filiales à l'étranger,*
- assistera le responsable de la distribution dans l'organisation générale des services distribution et participera aux études menées en vue de l'amélioration de leur productivité.

Le candidat âgé de 30 ans minimum devra avoir une expérience de 3 à 5 ans au sein des services de distribution d'une entreprise distribuant des biens de grande consommation et sera capable de diriger une équipe de 6 à 7 personnes.

La connaissance de l'outil informatique et de l'anglais serait appréciée.

Envoyer C.V., photo et prétentions à No 76.341 — CONTESSE PUBLICITE — 20, Avenue de l'Opéra, Paris 1er, qui tr.

C&C 3366

---

mjb

ENTREPRISES ELECTRIQUES
MORS JEAN ET BOUCHON
(Industrie, Bâtiment, réseaux)
recherchent

1 - UN INGENIEUR DIPLOME CONFIRME

pour poste adjoint à **chef d'agence**
en vue développement région
NORD - PAS-DE-CALAIS
implantation actuelle
BOULOGNE-SUR-MER

2 - DES INGENIEURS

responsables d'affaires polyvalents :
établissement devis, suivi clientèle, réalisation, gestion pour :

AGENCE VITROLLES
région Méditerranéenne
AGENCE ANNEMASSE
région Savoie
AGENCE ROUEN
région Basse-Seine-Normandie

Pour ces postes, une connaissance de la clientèle locale sera appréciée.

Adresser C.V. manuscrit et photo à :
M J B - 34, Avenue Président Wilson
93212 LA PLAINE-SAINT-DENIS

SOCIETE MECANIQUE DE PRECISION
C.A. : 140.000.000 de francs
(800 personnes)

région de METZ
recherche pour entrée immédiate

CHEF DE SERVICE COMPTABILITÉ

Analytique et Budgétaire

Il est offert :
- des perspectives ouvertes dans un groupe multinational important ;
- un poste valorisant : méthodes financières anglo-saxonnes ;
- opportunités de se familiariser avec les terminologies professionnelles anglaises et allemandes ;
- des possibilités d'initiation ou de perfectionnement en *anglais* et en *allemand*.

Ce poste peut intéresser des candidats ayant quelques années d'expérience dans un poste similaire et capables de gérer deux services totalisant 15 personnes.

Anglais souhaité mais non indispensable.

Avantages sociaux, possibilités de logement, horaires souples.

Ecr. en indiquant prétent. ss n° *1.250* à l'Agence HAVAS, 12, rue Winston-Churchill, 57017 METZ CEDEX. — Joindre curriculum vitae et photo.

STRASBOURG 80.000 F +

BANQUE PRIVEE

Filiale d'un Groupe Important, recherche pour développer Agence existante à fort potentiel.

DIRECTEUR DE BANQUE

Connaissant le dialecte alsacien.

Réponse rapide et discrétion assurées.

Env. *C.V. détaillé* et photo *s/réf. 8355* à Publicité ZEEGERS, 149, rue Saint-Honoré, 75001 PARIS.

USINE à 100 km de Paris
par autoroute de HAUTE-NORMANDIE
offre poste
GRANDE POSSIBILITÉ AVENIR A CANDIDAT AMBITIEUX
ayant personnalité affirmée, sens de l'organisation des responsabilités et des contacts humains.

Capacités indispensables aux fonctions de CHEF de FABRICATION et d'ANIMATEUR de Techniciens très qualifiés, pour :

JEUNE INGÉNIEUR

ARTS et METIERS ou équivalent
Options : électricité, électromécanique, électronique

Dégagé obligations militaires
Age souhaité : 25 ans minimum
ANGLAIS lu, parlé, écrit indispensable
Disponible pour déplacements éventuels au sein de la C.E.E.

Candidatures MANUSCRITES, C.V. dét., réf. précises, photo d'identité, prét. seront adr. : n° 75.713, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Réponse discrète assurée à candidat ayant adressé dossier répondant aux exigences ci-dessus.



LIP

La Compagnie Européenne d'Horlogerie crée un nouveau poste de chef de produit.

Les hommes de la nouvelle équipe commerciale proposent à un diplômé HEC, ESSEC, ESC... ayant 2 à 3 ans d'expérience dans la fonction **Marketing** de se joindre à eux.

Ils lui confieront la gestion de plusieurs lignes de produits, pour lesquelles il devra proposer une politique marketing ambitieuse.

Ce poste, à pourvoir à **Besançon**, suppose des déplacements relativement fréquents en Europe.

Adresser votre candidature avec c.v. détaillé sous réf. 54852 à Havas Contact
156 bd Haussmann 75008 Paris.

HAVAS CONTACT



CHEF COMPTABLE

TIGNES 55 000 +

Un groupe hôtelier international recherche pour l'un *de ses hôtels* de Haute Savoie un Chef Comptable.

Dans ses fonctions il rendra compte au Directeur de l'hôtel et sera chargé de la totalité de l'activité comptable.

Le candidat idéal aura 5 ans d'expérience comptable, si possible dans l'hôtellerie et une formation comptable théorique du niveau du D.E.C.S.

La connaissance de la langue anglaise sera appréciée. La rémunération pourra dépasser le niveau prévu pour un candidat très qualifié. Le logement est assuré.

Votre lettre de candidature sera reçue et examinée par Monsieur SOYER - 4, rue de Téhéran *Paris 8 ème sous référence M.101.*

Pierre Lichau s.a

SOCIÉTÉ 2.000 PERSONNES
INSTRUMENTS DE PRÉCISION
(comportant optique électronique hydraulique)
ayant grande stabilité personnel
recherche

CHEF SERVICE MÉTHODES

Usine CHATEAUDUN

CONVIENDRAIT A :

INGÉNIEUR A.M. ou équivalent

ayant longue expérience dans direction d'un service méthodes, usinage, montage et contrôle dans la branche

MÉCANIQUE de PRÉCISION

Relèvera du Directeur Usine et sera chargé avec aide-ingénieur et techniciens de la préparation technique du travail, outillage, définition technique des approvisionnements, démarrage fabrications, choix des investissements, implantations, études procédés fabrications, liaisons avec bureau études et analyse de valeur, surveillance des prix de revient, établissement technique des devis.

Usine 800 personnes à 1 h. 30 auto de Paris. Lycée *sur* place. Logement pavillon possible.

Envoyer curriculum vitae à SOPELEM, M. SEREY, 102, rue Chaptal, 92300 LEVALLOIS-PERRET.

STRAFOR

GROUPE FORGES de STRASBOURG
recherche

LE RESPONSABLE DE STRAFOR AMENAGEMENTS FRANCE

Conseil en aménagements, implantations et architecture intérieure auprès des Cabinets d'Organisation, d'Engineering et des Entreprises, il sera chargé d'animer une équipe pluridisciplinaire et de promouvoir les nouveaux produits STRAFOR, dans leurs applications spécifiques.

Une expérience de quelques années acquise en Cabinet d'Organisation, d'Engineering ou d'Architecte est indispensable.

Les dossiers de candidatures seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
membre de l'ANCERP, service M. 916
10 rue de la Paix, 75002 Paris

Banque Populaire

recherche dans le cadre de l'évolution dynamique de sa structure

DIRECTEUR D'UNITÉ DE GESTION

Si vous pensez comme nous que la recherche et la gestion de la clientèle font l'intérêt du métier... Si vous êtes un homme de contacts... Si vous alliez le dynamisme au sérieux de notre profession... Si vous souhaitez une formation permanente... Si votre compétence bancaire est déjà du niveau cl. IV ou cl. V... S'il vous intéresse de vivre dans une région agréable, quelle que soit votre date de disponibilité, adressez dès maintenant votre candidature sous référ. 77410 C, à la B.P.T.H.P. B.P. 77. — 37000 TOURS, qui étudiera votre dossier en toute discrétion. Vous serez reçu pour un premier entretien à TOURS ou à PARIS.

P M E MIDI-PYRENEES
CONDITIONNEMENT PRODUITS ALIMENTAIRES LIQUIDES
recrute

INGÉNIEUR RESPONSABLE du SERVICE FABRICATION

Il faut : un Homme de PREMIER PLAN
Diplômé Grande Ecole Ingénieur
(E.C.P., Mines, A.M. ou équiv.)
possédant au moins 2 à 3 ans d'expérience industrielle en production.

COLLABORATEUR du Directeur Technique
Il aura plus particulièrement la charge :
- de l'amélioration des rendements ;
- de l'organisation du travail ;
- de l'entretien préventif.

La rémunération, fonction de l'expérience, sera suffisamment attrayante pour un candidat de grande valeur.
Nous vous prions d'adresser votre C.V., photo et prétentions salaire à :

Mme LAUTREC LEFY,
Conseil en Recrutement,
22, rue Ste-Marthe, 31000 TOULOUSE s/réf. 4.101.
Discrétion et réponse assurées.

SIEMENS

SOCIETE ANONYME

recherche

POUR SA SUCCURSALE DE METZ

UN INGENIEUR

Diplômé E.S.E. ou I.N.S.A.
Chargé de l'activité commerciale courant fort

Ce poste conviendrait à *un* candidat de 28 ans minimum, ayant expérience en équipements production énergie et entraînement industriel.

Sidérurgie - Chimie - Cimenterie - Alimentation - Papeterie.

La langue allemande parlée et écrite est indispensable.

Nous remercions les candidats de bien vouloir adresser leur C.V. sous référence DTC E 8
à SIEMENS S.A. - Département du Personnel
B.P. 122 - 93204 SAINT-DENIS

SOCIÉTÉ DE PRODUITS NATURELS ET DE SYNTHÈSE POUR LA PARFUMERIE
offre le poste de
CHEF DE SERVICE du Laboratoire de recherche à NICE, à :

INGÉNIEUR de RECHERCHE

(CHIMISTE ORGANICIEN DE HAUT NIVEAU)

ayant plusieurs années d'expérience dans le domaine de la parfumerie. — Age minimum : 30 ans.

Ecr. avec C.V. et prétent., n° 76.468, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transm.

offres d'emploi | offres d'emploi | offres d'emploi | offres d'emploi

DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE
recherche pour
PARIS et GRENOBLE

ingénieurs commerciaux

ayant une très bonne connaissance des marchés OEM et industriels.
ce poste exige :
- une formation scientifique ou technique (ingénieur en électronique et/ou informatique).
- une réelle expérience technique dans l'étude ou la réalisation de projets d'informatique industrielle;
- une capacité certaine de travailler d'une manière autonome tout en faisant preuve d'un esprit d'équipe;
- *une bonne pratique de l'anglais parlé et écrit.*

Nous vous proposons :
- un travail enrichissant dans une Société dynamique leader mondial de la mini-informatique;
- *des responsabilités réelles dans un climat de dialogue et d'efficacité;*
- un recyclage technique et humain permanent;
- une formation de 2 mois aux U.S.A.

Adresser votre C.V. détaillé avec photo sous référence IC 2 au Responsable du Personnel.
digital
DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE
Centre Silic - Cidex L.225
94533 RUNGIS Tél.: 687-23-33

Recherchons pour commencer en janvier 1975

CHAUFFEUR DE MAITRE
ou
CHAUFFEUR
retraité de la GENDARMERIE NATIONALE

Très sérieuses références exigées.
Salaire intéressant.

Ecrire à : COCEF, 36, rue Vivienne, 75002 Paris, qui transmettra.

SOCIÉTÉ ENTREPOSE
TRAVAUX PUBLICS
Département des TRAVAUX EXTERIEURS
recherche des

SUPERVISEURS - COORDINATEURS

pour montage de :
STATIONS de POMPAGE PETROLE
comportant tous travaux de :
GENIE CIVIL - TUYAUTERIES - ELECTRICITE et INSTRUMENTATION

La pratique courante de l'Anglais est indispensable

Adresser-nous votre candidature av. curric. vitae à ENTREPOSE T.P. — Département TEX
75, rue de Tocqueville. — 75017 PARIS.

DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE
recherche plusieurs

ingénieurs software

Ces spécialistes travaillent en étroite collaboration avec nos ingénieurs commerciaux, et assistent notre clientèle dans l'utilisation et le développement de Software sur nos ordinateurs (moyens et grands systèmes)

- Vous avez une solide expérience dans le développement ou la maintenance de Software et une connaissance approfondie d'un ou plusieurs systèmes d'exploitation.
- Vous aimez traiter les problèmes les plus variés d'Assistance Software
- Vous recherchez un poste à responsabilités techniques nécessitant un goût marqué pour les contacts humains.
- Vous avez une bonne connaissance de l'anglais parlé et écrit.

Envoyer votre curriculum vitae avec photo sous référence IS2 au Responsable du Personnel
DIGITAL EQUIPMENT-FRANCE
Centre Silic - Cidex L. 225
94533 RUNGIS - Tél.: 687-23-33.
digital

Société d'éditions, spécialisée dans l'immobilier et le tourisme, quartier Saint-Lazare, recherche

ASSISTANT (E)
du Directeur Général

Minimum 25 ans, de formation supérieure, ayant au moins 2 ans d'expérience administrative et portant de l'intérêt aux problèmes de gestion, d'organisation et de statistiques - Statut cadre.

Adr. lettre man., C.V. dét., photo, s/réf. 241, à : A.S. Carme, Emplois et Entreprises, 18, rue Volney - 75002 PARIS.



emplois régionaux

ARDOISIERES D'ANGERS S.A.
2.000 personnes
C.A. du Groupe : 250.000.000 F
recherchent

INGENIEUR DE FABRICATION

30 ans minimum,
ENSI - Technicien supérieur ou équivalent.
Il aura le commandement d'une unité de fabrication d'ardoises de 260 personnes dont 15 agents de maîtrise.
Il sera formé aux techniques ardoisières sur place, mais devra avoir l'expérience de la conduite d'un atelier (aptitude au commandement - relations avec le personnel).
En collaboration avec le Service Développement, il assurera la modernisation de cet atelier dans les cinq ans à venir, en fonction des nouvelles techniques de fabrication.
Promotion possible vers Bureau d'Etudes ou Atelier d'Entretien.

Rémunération en fonction de la qualification.

Ecrire en envoyant C.V. et photo à Service S

Psychologie appliquée
JUSTET
5, rue Brey - Paris 17e

Village de vacances cherche initiateurs ski alpin. Ecrire au : Village de Vacances Lamoura, 39310 SEPTMONCEL.

Cabinet d'architecture urbanisme Bordeaux recherche : ingénieur T.P. ou équivalent, expér. pour suivi de étud. aménagem. de secteurs, Z A C, dans équipes pluridisciplinaires.
Téléphone : 48-53-72, Bordeaux.

BOURGES
OFFICE COMPTABLE
recherche
CONSEILLER JURIDIQUE ET FISCAL

Le candidat, titulaire d'une licence de droit privé avec option fiscale, devra posséder une expérience professionnelle d'au moins une ou deux années.

Il sera plus particulièrement chargé de la création des sociétés et des problèmes successoraux en agriculture ; il travaillera en liaison étroite avec des conseillers de gestion, des comptables et des juristes spécialisés.

Adresser C.V. manuscrit détaillé et prétentions sous réf. 8.390 à CARRIERES COMPTABLES
2, rue Marengo, 75001 Paris.

OMARK, Europe, fabricant des chaînes Orégon, rech. technic. représentants pour promouv. ses prod., dép. OM, sect. nord de la Loire, préfér. conn. tronçonneuse et si poss. langue angl., sal. suiv. qualific., revue après 3 mois, voit. fourn., frais de rte. Env. CV, photo, M. Jean-Philippe Orliange, 163 ter, r. Joliot-Curie, 69005 LYON.

CENTRE HOSPITALIER DE LIBOURNE (33505) rech.
KINESITHERAPEUTES
pour ouverture nouvx services.
— *Rémunération mensuelle intéressante + prime de service.*
— Logem. possib. pr célibataire.
S'adresser à la direction de l'hôpital : bureau du personnel.

Société de constructions de matériels sidérurgiques de LILLE recherche

INGENIEURS
A.M. ou équivalent.

Fonction à caractère technique et commercial sur secteurs et *clients bien définis pour prospection négoce et chiffrage d'ensembles mécaniques sur plans.*
Clientèle sidérurgique, *métallurgique, chimie,* papeterie.
Lieu de travail LILLE.
Les candidats devront s'intégrer *à une équipe existante et bénéficieront* d'une aide active.

Conviendrait ingénieur mécanicien *ayt quelques années expérience* de la fabrication mécanis. *et des méthodes.*

Ecrire avec C.V. et prétentions sous n° 3.766 B. à BLEU, 17, r. Lebel, 94300 Vincennes, qui tr.

L'Etablissement public d'aménagement de la VILLE NOUVELLE DU VAUDREUIL rech un jeune

CHARGES D'ETUDES
responsable des problèmes de main-d'œuvre : analyse du besoin de main-d'œuvre et de son évolution, liaisons avec les créateurs d'emploi, définition et mise en œuvre d'une politique d'adaptation de l'offre et de la demande.

Ecrire avec C.V. à Michel VIGER, B.P. 5, 27690 LERY.

IMPORTANTE SOCIETE DE MECANIQUE DE LILLE recherche
INGENIEURS
Formation A.M.

Pour assurer la responsabilité des services techniques de la fabrication de biens d'équipement destinés aux industries de la sidérurgie.

— Les candidats devront avoir une expérience de quelques années dans la construction mécanique de petite et et moyenne série.
— Un esprit d'équipe indisp.
— Une bonne aptitude aux contacts humains.
Ecr. avec C.V. et prétent. sous no 2.637 B à BLEU, 17, r. Lebel, 94300-Vincennes, q. tr.

FILIALE FRANCAISE
IMPORTANTE SOCIETE AMERICAINE
OFFRE à HOMME 27 *ans minimum* POSTE

chef comptable

Pour diriger service 20 personnes.

Ayant pratique comptabilité américaine.
Bon niveau langue anglaise.

Lieu de travail : CHAMPS ELYSEES avec déplacements hebdomadaires banlieue Sud. Poste à pourvoir rapidement.

Envoyer C.V. et prétentions à No 74.530 CONTESSE Publicité 20, Avenue Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, — qui transmettra.
C&C

PARIS-8e - SOCIÉTÉ FRANCO-AMÉRICAINE
recherche
INGÉNIEUR DES VENTES

2/3 ans expér. vente EQUIPEMENTS INDUSTRIELS. Bases techniques sérieuses - Anglais apprécié.
Adr. C.V. et salaire souh., à Publ. QUEFFURUS (n° 93) - 5, rue du Parc - 94160 SAINT-MANDE.

PROCHE BANLIEUE OUEST

La filiale française d'un puissant groupe américain de produits chimiques, recherche un :

CHEF COMPTABLE

Ce poste requiert :
- une solide formation comptable : minimum B.T.S.;
- une expérience, d'au moins 3 ans, acquise au sein de sociétés anglo-saxonnes utilisant des moyens informatiques;
- une connaissance réelle de l'anglais;
- l'habitude des responsabilités et des initiatives.

Le lieu de travail, actuellement situé en banlieue nord, sera implanté dans six mois environ en proche banlieue ouest.

Les personnes intéressées doivent envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo et rémunération *souhaitée sous référence M.C.S. 22 - 125 M*, à :

C&L Associates
Management Consultants
42, rue La Boétie - Boîte Postale 451 08
75366 - Paris Cedex 08

FRAMATOME
recherche

spécialiste de gestion financière prévisionnelle

MISSION :
Sous la direction du Chef de Service Gestion Budgétaire.
- Participera à la conception d'un système élaboré de Gestion prévisionnelle s'appuyant sur le Contrôle budgétaire informatisé depuis bientôt 2 ans.
Ce système devra permettre l'établissement des comptes d'exploitation, bilan, planning financiers, etc...
- Sera chargé de sa mise en place et de son exploitation.

PROFIL :
Formation commerciale *supérieure française* ou étrangère.
Sérieuse expérience en tant que gestionnaire d'un tel système au sein d'une entreprise *importante.* Anglais indispensable.

Adresser C.V. détaillé, salaire souhaité en mentionnant la référence F 392 à : FRAMATOME Att. Maurice GARNIER - 77/81, rue du Mans 92403 COURBEVOIE

IMPORT. SOCIÉTÉ MÉCANIQUE GÉNÉRALE NORD-OUEST DE PARIS
Recherche
pour son département TURBINES

CHEF DE BUREAU D'ÉTUDES

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé A.M. ou équivalent.
- Ayant 40 ans minimum.
- Une grande expérience en bureau d'études.
- Il sera chargé sous l'autorité du Directeur Technique de diriger 30 à 40 dessinateurs.
- De coordonner leurs travaux avec ceux des ingénieurs du Service Technique.

Adresser C.V. manuscrit très complet et indiquer prétent. à *CAMPBELL*, n° 819, B.P. 57, 75824 Paris, cédex 17, qui transmettra.

IMPORTANT FABRICANT DE SEMI-CONDUCTEURS
Groupe multinational
recherche pour sa société française

INGÉNIEUR
(Référence 101.)

qui sera chargé :
• De l'assistance technique auprès du réseau de vente • Des *conférences chez les clients* • Des *réunions d'informations* techniques pour les distributeurs • Des études de Marchés à court et moyen termes.

Il est demandé :
• Très bonnes connaissances des Semi-Conducteurs *(Technologies* et applications) • Possibilités d'effectuer de courts mais fréquents déplacements en province • *Présentation et élocution impeccables.*

INGÉNIEUR DE VENTE
(Référence 201.) CONFIRME

• Expérience du Marché calculateurs/industriel appréciée • Bonnes connaissances techniques • Haut salaire pour *candidat* de valeur.

INGÉNIEUR DE VENTE
(Référence 301.) pour le département distribution

Ce poste :
implique la prospection et le suivi des petits *et moyens clients* de la région parisienne. Pourrait convenir à un Ingénieur connaissant bien le domaine des semi-conducteurs et désirant s'orienter vers une carrière commerciale.

Envoyer curriculum vitae manuscrit, prétentions et photo (retournée), en mentionnant la référence du poste au n° 88.265,
PUBLICITE ROGER BLEY,
101, rue Réaumur. — 75003 PARIS, qui transmettra.
(Discrétion assurée.)

Groupem. de conseils juridiq. rech. pour son bureau de Paris *COLLABORATEUR* parlant parfaitement l'anglais, ayant formation *juridique* française et ayant séjourné dans université américaine. - Expérience professionnelle souhaitée mais pas indispensable. Envoyer CV, n° 8.807, à Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, Paris-11e.

LABORAT. UNIVERSITAIRE CHERCHE
PROGRAMMEUR (SE)
Mi-tps. Diplômé PE ou licence
Lang : Fortran-Assembleur
IBM 360. Tél. 329-12-21, p. 49-32.
PARIS-5e.

Ch. ing. ou D.E.A. pour thèse *en physico-chimie industr. dans* labo gde école. Ecr. avec C.V. *Renon*, 75272 Paris Cédex 06.

Fiduciaire expertise comptable, 2 arrt, rech. un réviseur *assistant de cabinet expérimenté.* Libre rapidement. Envoy. C.V. à *S.F.E.C.S., 92, rue de* Richelieu, PARIS-2e.

ECOLE PRIVEE cherche secrétaire - surveillant homme, 25 ans min., 45 h. en 6 jours. Tél. pour rendez-vous 886-01-22.

Impte Sté d'expert comptable *Paris, recherche*

experts comptables stagiaires.

D.E.C.F., format. Cciale supér. appréciés, angl. ou allem. souh., 1 à 2 ans d'exp., mission divers. sur dossiers import., larges possibil. de développ. de carrière. Ecrire BEFEC, 12, rue Marguerite, 75017 PARIS.

Association de paints recrute le responsable de ses bureaux parisiens : relations avec la presse, promotion de l'organisme. *Ecr. à 7.381 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.*

Etablissement public d'aménagement recherche cadre formation économiste de préférance et ayant une expérience en matière de développement d'activités (aptitude à l'innovation souhaitée). Ecr. av. curriculum vitae, prétentions et références à E.P.A. MARNE, parc de Noisiel, à NOISIEL, 77420 CHAMPS-SUR-MARNE.

- **Nous sommes**
un très gros utilisateur télétraitement d'IMS en France.
- **Nous disposons**
du matériel IBM suivant :
- 1 x 370/168 - 3.000 K,
- 2 x 370/158 - 2.000 K,
dont l'un sera bientôt remplacé par un *2ème* 370/168 de 3.000 K,
- *300 terminaux téléprocessing à ce jour.*
- **Vous êtes :**

programmeurs

- **Vous êtes intéressés**
par les bases de données et le téléprocessing.

NOUS AVONS BESOINS DE VOUS.
écrivez-nous, (sous réf. 5690 M)
G.I.E., Service du Personnel
Tour Franklin, Cédex 11,
92081-PARIS-LA DEFENSE.
plein emploi

Organisation gestion
70.000 +

Vous avez une formation supérieure et quelques années d'expérience de l'organisation en liaison avec l'informatique.

L'un des premiers réassureurs français vous offre de participer *à la refonte de son système de gestion* à l'occasion de la mise en place d'un nouvel ordinateur: analyse des problèmes - conception et mise en œuvre des solutions en relation avec les différents services de la Société.

Anglais nécessaire pour les contacts avec les filiales étrangères.

Réponse et discrétion assurées à tte lettre man. +CV + photo+ rém. adressée ss réf.3582 à Mme Burtin

bernard Julhiet psycom
93, av. Ch. de Gaulle - 92200 Neuilly membre de l'ANCEP

Compagnie Générale d'Automatisme
DIVISION INDUSTRIE
recherche pour son activité
ENGINEERING PETROLE
en pleine expansion :

- Pour importants contrats FRANCE et ETRANGER :

INGÉNIEURS D'AFFAIRES
Gdes ECOLES ELECTROMECANIQUE ou équiv.

CHEFS DE CHANTIER
Expérience 3 ans minimum

Qualités requises pour ces postes :
Bonne présentation. Bons contacts humains. Dynamisme et goût des responsabilités.
Langues : *ANGLAIS* nécessaire, *ALLEMAND et FRANÇAIS* souhaitables.

- Pour notre nouveau Centre de BRÉTIGNY (Essonne)

INGÉNIEUR
pour études et suivis dans les domaines MECANIQUE, CHARPENTES METALLIQUES, TUYAUTERIE.
Langues : ANGLAIS ou ALLEMAND souhaitables.

PROJETEURS-ÉLECTRICIENS
pour installation et logique *d'automatisme.*

TECHNICIEN
Formation ELECTROMECANIQUE *pour* études, suivi de commandes et participation mise en service sur chantier.

SECRÉTAIRE-DACTYLO
FRANÇAIS - ANGLAIS pour Secrétariat section technique.

Adresser C.V. et photo à C.G.A. Division Industrie, LE PLESSIS-PATE - 91220 BRETIGNY-SUR-ORGE.

offres d'emploi

POUR ETOFFER SES SERVICES
NOUVELLEMENT INSTALLES A
BOULOGNE BILLANCOURT (92)

IMPORTANTE ENTREPRISE SPECIALISEE DANS LA RECHERCHE PETROLIERE

recrute

- **INGENIEUR**
ayant expérience travaux maritimes, pour préparation et surveillance d'exécution de plates-formes de forage
- **INGENIEUR**
POUR COORDONNER ETUDES ET REALISATIONS projet équipement nouveau pour forage et autres travaux en mer.
- **CHEF DE GROUPE et PROJETEURS_CALCULATEURS**
ETUDES GROSSE MECANIQUE, ayant expérience levage ou équivalent.
- **CHEF DE GROUPE**
ETUDES HYDRAULIQUES (huile sous pression) capable de participer à l'élaboration des schémas en collaboration avec Ingénieurs du service et ensuite de diriger seul l'étude détaillée des installations.
- **DESSINATEURS** ETUDES ET EXECUTION
structures et grosse mécanique.
- **ARCHIVISTE**
- **AGENT CONTROLE DE FABRICATION**
pour vérifier la géométrie et la mécanique chez sous-traitants. Région parisienne et province.
- **AGENTS ADMINISTRATIFS**
pour contrôle budgétaire, planning et coordination.
- **ASSISTANT(e) ADMINISTRATIF**
pour facturation, révision des prix. Expérience T.P. souhaitée.
- **VERIFICATRICE_DACTYLO**
Factures fournisseurs avec connaissance formules de révision.
- **COMPTABLES** ECH 1.2
ayant expérience sur machine Olivetti «Mercator».

Ambiance de travail agréable dans locaux modernes. Restaurant d'Entreprise. Avantages divers.

Adresser C.V. détaillé et prétentions à PUBLIPRESS (sous Réf 8391) 31, Bd Bonne Nouvelle 75002 Paris

---



Etude - gestion - restructuration économique et financière, Entreprises et développement régional,

recherche pour compléter ses équipes :

- **UN INGÉNIEUR**
pour animer son service PROMOTION INDUSTRIELLE, connaissance approfondie des industries, sur les plans financier, régional, professionnel.
Négociations haut niveau, minimum 35 ans.
- **UN ÉCONOMISTE URBANISTE**
pour compléter son service d'économie régionale, avec des spécialistes du développement industriel. Expérience souhaitée d'aménagements régionaux. Facilité de contact et pragmatisme nécessaires.
- **UN SPÉCIALISTE DU DROIT SOCIAL**
ayant la pratique de son application et des contacts dans l'entreprise.
- **DEUX INGÉNIEURS**
formation et expérience de la gestion d'entreprises.
- **TROIS CONTROLEURS DE GESTION**
formation comptable + pratique financière, économique, prévisionnelle des entreprises. Trésorerie, budget, contrôle, analyse, diagnostic, sens des responsabilités et décisions.

Les candidats auront une formation supérieure ou de Grande Ecole. Age minimum : 30 ans.

Adr. C.V. à COGEFI - Tour Septentrion - Cedex 9, 92400 PARIS LA DEFENSE (préciser référence).

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INSTRUMENTATION
Banlieue Ouest
CONSTRUCTEUR DE MATÉRIEL INFORMATIQUE A VOCATION INDUSTRIELLE

recherche

CHEF DE SERVICE NUMÉRIQUE

Ingénieur ESE, Télécomm. ou équivalent. Formation SOFTWARE, indispensable.
Responsable d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens chargés de la conception de systèmes incorporant des mini-ordinateurs.

INGÉNIEUR COMMERCIAL SYSTÈMES

Ingénieur ESE option informatique ou équivalent. Chargé, dans le cadre de la mise en œuvre de mini-ordinateurs, des contacts avec la clientèle, établissement des devis, suivi d'affaires de systèmes temps réel.

Pour ces deux postes, adresser curriculum vitae détaillé en indiquant prétentions sous n° 78.262, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1er), qui tr.

---

offres d'emploi

IMPORTANT GROUPE MECANIQUE DE PRECISION

à vocation internationale
situé parmi les premières entreprises françaises exportant des biens industriels
recherche

pour sa Direction Générale des Relations Humaines PARIS

cadre statisticien économiste pour études quantitatives des problèmes de personnel

CHARGÉ DE :

- mettre en oeuvre les études économiques et statistiques relatives à la gestion prévisionnelle des ressources humaines
- assister les services de personnel des centres d'activité dans tous les domaines relevant des études quantitatives de gestion du personnel
- coopérer avec le département informatique au développement, à la maintenance, à l'utilisation et au contrôle de la banque de données «Personnel».

Le candidat retenu sera diplômé d'une grande école administrative ou d'ingénieurs (INSEE apprécié), possèdera un minimum de 3 années d'expérience industrielle, et si possible, aura participé à la mise en oeuvre des techniques modernes de gestion.

Adresser lettre, C.V. avec photo et prétentions sous No 74103 à CAPIC 18, rue Volney 75002 PARIS

C&C



roussel-uclaf

souhaite recruter

UN MÉDECIN

Homme ou Femme, nationalité indifférente pour lui confier le poste de :

CONSEILLER MÉDICAL A LA DIRECTION DES ACCORDS PHARMACEUTIQUES

Ces fonctions comportent notamment :
— Etudes de produits, contacts avec les Centres de Recherches Universitaires et Hospitaliers et contacts avec les firmes pharmaceutiques françaises et étrangères.
— Elles supposent le sens du contact et une bonne connaissance des méthodes médicales et thérapeutiques.
— Elles impliquent des voyages assez fréquents à l'étranger.
— Elles nécessitent une connaissance parfaite de l'anglais, de bonnes notions d'allemand et une expérience de plusieurs années, soit du Cabinet Médical, soit de l'Industrie pharmaceutique.

Adresser C.V., photo et prétentions à n° 53.975, EUPAC, 34, rue Balard, 75015 PARIS, qui transm.

Importante Société Commerciale
1,2 milliard C.A. leader dans sa branche
recherche pour PARIS, quartier Etoile.

audit interne

Rattaché au Directeur Général, il devra en plus des fonctions habituelles d'audit, assurer la liaison entre les services commerciaux et les services comptable et informatique, assister le Chef Comptable pour l'élaboration des documents analytiques de gestion.

Ce poste exige :
- *Format. supérieure (ESSEC, SUP de CO).*
- *Expertise comptable*
- *Bonnes connaissances en Informatique*
- *2 ou 3 ans d'expérience dans un cabinet d'audit ou dans un poste similaire.*

Env. lettre manus., CV dét. et salaire actuel

GROUPE BBC

Consultants en gestion du Personnel et Développement
4, rue des Martyrs 75009 Paris
Discrétion absolue et réponse assurée
Mentionner les Sociétés auxquelles votre candidature ne devra pas être transmise.

Le Groupe DELALANDE
Produits pharmaceutiques, vétérinaires cosmétiques et chimiques
300 MF de C.A. en 1974

Recherche
pour une de ses filiales vétérinaires
les Laboratoires RIGAUX
10 MF de C.A. en 1974
Siège à Courbevoie

un DIRECTEUR COMMERCIAL

Chargé de développer les ventes et d'assurer la distribution des produits aux vétérinaires sur le marché français avec 3 Inspecteurs et 7 Délégués
Expérience du marché vétérinaire nécessaire
Formation supérieure désirée
32 ans minimum

Adresser candidatures et C.V. au Directeur de l'Encadrement
DELALANDE S.A.
32, rue Henri Regnault, 92402 COURBEVOIE

---

offres d'emploi

Nous sommes une entreprise de moyenne importance en croissance rapide
- C.A. 80 millions -
et nous recherchons :

LE CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET COMPTABLES

- Il prendra directement en charge la comptabilité analytique, supervisera les comptabilités clients et fournisseurs ainsi que la gestion du personnel.
- Ses responsabilités pourront être élargies à d'autres domaines en fonction de ses compétences.
- Nous souhaitons rencontrer un homme jeune, entreprenant, de niveau DECS possédant une solide expérience industrielle.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous référence 410-57 à :



GANIDE
GESTION
ANIMATION
DEVELOPPEMENT
19, Rue de Montmorency
75003 PARIS
chargé du recrutement



Bergerat Monnoyeur

recherche
pour une de ses Filiales

CHEF DU SERVICE ADMINISTRATIF ET DU PERSONNEL

- Expérience de 2 à 3 ans de la fonction Personnel dans une unité de production,
- Formation comptable indispensable,
- Le titulaire sera rattaché directement au directeur de la filiale.

Le poste à pourvoir se trouve à Montlhéry
Il est nécessaire de pouvoir se libérer rapidement.

Adresser C.V. et photo à Monsieur GRANGER 5, rue Christophe Colomb Paris 75008

SPERAR

SOCIÉTÉ CHIMIQUE INTERNATIONALE
dont l'activité générale est le
TRAITEMENT DE L'EAU

recherche

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERC.

Nous demandons :
— *Une formation supérieure chimique ;*
— Un homme de contact capable de nouer des relations sur le plan international, qui soit aussi un animateur ;
— La connaissance des pratiques du commerce *extérieur.*

La souplesse de notre organisation implique une grande mobilité fonctionnelle et géographique des individus au sein du groupe.
Ce poste nécessite l'usage de l'anglais.
La connaissance de l'allemand est souhaitable.

Adr. C.V. et photo s/réf. 1002, Mme LALANNE, 44 bis, rue de la Voûte, 75012 PARIS.

ENTREPRISE T.P. SUR PLAN NATIONAL
(C.A. 350 millions)

recherche

1 INGÉNIEUR T.P.
ou similaire confirmé travaux souterrains (Région Parisienne).

2 INGÉNIEURS T.P.
ou similaires
(Région Parisienne ou Province).

1 TECHNICIEN MÉTHODE
ayant forte expérience chantiers.

Ecr. et env. C.V., sous n° 7.281, « le Monde » Publ., 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-9e.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE
BANLIEUE NORD-OUEST PARIS

recherche pour
ETUDE et DEVELOPPEMENT de MATERIELS ELECTRONIQUES DE BORD

A.T. 3

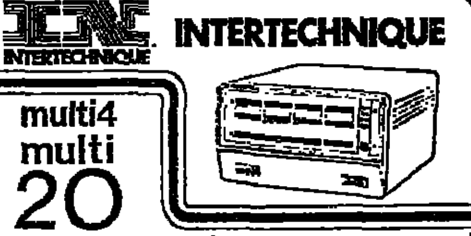
— B.T.S. :
— *Ayant plusieurs années d'expérience des circuits analogiques ;*
— *Une connaissance des technologies micro-électriques est fortement souhaitée.*

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 5018 :
SIPEP 3, rue de Choiseul, 75002 PARIS.

---

offres d'emploi

INTERTECHNIQUE



multi4
multi
20

recherche

CHEF DE PRODUIT

Cet Ingénieur, diplômé grande école, doit avoir une sérieuse connaissance des problèmes de saisie et de gestion en temps réel sur mini-ordinateurs. Rattaché au Directeur du Département Informatique, il assurera la coordination des tâches entre les Etudes, la Production et le Commercial.
REF. 500.

INGÉNIEURS ANALYSTES EXPÉRIMENTÉS

De formation universitaire, ils doivent avoir une bonne expérience de gestion temps réel et organisation de fichiers sur mini-ordinateurs.
Plusieurs postes sont à pourvoir :
— au groupe d'Analystes de la Direction des Etudes ;
— au groupe technico-commercial de la Direction Commerciale (France et réseau international).
REF. 501.

INGÉNIEURS DE VENTE

Ingénieurs expérimentés, ayant habitude des relations avec sociétés de service et ingénierie en matière d'Informatique
Bonne connaissance technique des applications temps réel à base de mini-ordinateurs exigée.
Plusieurs postes à pourvoir :
— *pour la France ;*
— pour le réseau international (Anglais apprécié).
Voiture personnelle indispensable. REF. 502.

ANALYSTES PROGRAMMEURS

Ayant de sérieuses connaissances du logiciel de base des mini-ordinateurs (assembleurs, moniteurs, applications temps réel). REF. 503.

INSPECTEURS DE MAINTENANCE

Techniciens électroniciens, de formation DUT ou BTS, ayant expérience interventions sur mini-ordinateurs et systèmes de gestion associés.
Voiture personnelle indispensable pour déplacements en France et étranger. REF. 504.
Nombreux avantages sociaux par accord d'entreprise, dont prime de fin d'année. Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V., avec prétentions, en précisant référence annonce à : Direction du Personnel.

INTERTECHNIQUE 78370 PLAISIR

PARIS

Société française à vocation internationale dans le domaine de la chimie de synthèse, recherche son :

CHEF DU SERVICE PAYE
(CONFIRMÉ)

Dans un premier temps, la mission consiste à centraliser au siège les opérations actuellement traitées en province.

La fonction :
* implanter le service et former le personnel ;
* proposer et établir de nouvelles procédures concernant la paye traitée sur ordinateur ;
* assurer les travaux courants de réalisation de la paye et les déclarations légales y afférent ;
* participer à l'établissement des budgets et plans de la masse salariale en collaboration avec le contrôleur de gestion.

Le profil :
* être âgé de 30 ans minimum ;
* avoir un bon niveau de culture générale ;
* posséder de bonnes notions comptables et des connaissances en informatique.

Une expérience de plusieurs années, acquise dans cette fonction au sein d'une entreprise multinationale est souhaitable.

Il est offert un niveau de rémunération intéressant et un cadre de travail agréable dans une société en pleine expansion dirigée par une équipe de cadres jeunes et dynamiques.

Les personnes intéressées doivent envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée, sous réf. M.C.S. 21 - 170 M :

C & L Associates
Management Consultants
42, rue La Boétie - Boite Postale 451 08
75366 - Paris Cedex 08

Important Cabinet de Conseils en BREVETS D'INVENTION

recherche

INGÉNIEUR

MECANIQUE, ELECTRICITÉ
(E.C.P., MINES ou équivalent)
pour exercer une activité en rapport direct *avec clientèle française et étrangère.*

Qualités requises :
— expérience de plusieurs années en matière de rédaction et défense de brevets d'invention ;
— connaissance approfondie de l'anglais et de l'allemand techniques ;
— aisance d'expression écrite et parlée.

RÉMUNÉRATION ÉLEVÉE

Envoyer curriculum vitae détaillé au CABINET PLASSERAUD, 84, rue d'Amsterdam, 75009 PARIS.

---

commerciaux

- votre expérience de la vente,
- vos connaissances pratiques comptables,
- vos ambitions légitimes,
- votre habitude des contacts à haut niveau,

vous permettent de prétendre à une évolution de carrière dans le

secteur de l'Informatique de gestion.

Nous vous invitons à rejoindre nos équipes de **TECHNICO-COMMERCIAUX.**
Postes à pourvoir : PARIS et SUD-OUEST.

Ecrire avec CV manuscrit, photo et prétentions au Service L1574 M,

plein emploi 48 Pot Henlat Lyon 2

offres d'emploi

MAJOR INTERNATIONAL PERFUME COMPANY

seeks

An Export Manager

- He will report to the European Export Manager.
- He will be responsible for development of sales and marketing plans in liaison with licensees and distributors in a given area.
- Aged a minimum of 25 years, he will already have a good export sales and administration experience in fast-moving consumer products. Knowledge of cosmetics and toiletries will be an advantage.
- After a training period, he will be expected to travel at least six months each year.
- Excellent knowledge of English will be necessary and knowledge of German an advantage.
- Salary will be negotiable according to experience. Normal expenses will be paid while travelling.

Please submit C.V. and photo under refer. NAUL,



EMPLOIS et CARRIERES
30 rue Vernet 75008 PARIS

Organisme de Formation

filiale d'un groupe industriel qui est actuellement son principal client, spécialisé dans la formation *professionnelle* de base (qualifications industrielles, sténos, dactylos, *personnel de l'informatique, hôtellerie...*) recherche son

animateur commercial

chargé d'élargir et de diversifier la clientèle par son action personnelle auprès des entreprises, et en mettant sur pied une petite équipe de prospection.

Il aura par exemple à détecter les besoins dans une branche industrielle, *à rencontrer les principales entreprises* intéressées, *à rechercher avec elles des solutions efficaces* et économiques et à négocier le contrat.

Ecrire avec C.V. au Service 1135 M

plein emploi 10, rue du Mail, Paris 2e

qui est chargé des premiers contacts.

L'ENTREPRISE GÉNÉRALE INDUSTRIELLE (E.G.I.)

recherche

DIRECTEUR DE TRAVAUX
INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

Responsable de l'exécution *et de la gestion des chantiers* de Génie Civil de haute technicité.

- Une très bonne expérience de ce type de travaux est indispensable.
- Formation CHEBAP et pratique de la précontrainte appréciées.

Le poste implique des déplacements à l'intérieur *du territoire métropolitain.*
L'entreprise exerce son activité dans un secteur en pleine expansion et peut *offrir des perspectives* intéressantes au candidat répondant aux spécifications.

Envoyer C.V. + lettre + prétentions, à E.G.I., 58, rue du Dessous-des-Berges - 75013 PARIS.

SOCIÉTÉ DE FORMATION ET DE CONSEIL EN MARKETING

recherche

ANIMATEURS DE FORMATION

dont un bilingue allemand-français

Si vous avez :
— l'esprit scientifique ;
— le sens de l'animation des groupes.

Si vous désirez vous perfectionner dans les techniques du marketing et de l'organisation tout en formant des cadres commerciaux.

Si vous avez :
27 ans minimum ;
Diplômes grandes écoles ou universités,

notre proposition vous intéresse

Formation méthodes de notre Société assurée par nos soins.
Salaire + intéressement aux résultats après intégration à l'équipe.

Ecrire avec curriculum vitae manuscrit et photo à : Mme Evelyne DELBES, N° 3025, 10, rue de Sèze, 75009 PARIS.

DIRECTION PARISIENNE d'un Groupe de Sociétés implantées en AFRIQUE NOIRE, recherche :

UN ORGANISATEUR

FORMATION COMPTABLE DE BASE (NIVEAU B.P. MINIMUM) + FORMATION EN ORGANISATION CNAM OU ENOES

pour mettre en place un SYSTEME COMPTABLE et un CONTROLE DE GESTION standardisés dans les filiales africaines, puis dans une seconde phase, de repenser les circuits administratifs.

Basé à Paris, ce cadre effectuera plusieurs missions par an en Afrique, d'une durée totale d'environ 5 à 6 mois.

Adresser C.V. détaillé à n° 76.552 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

SOCIETE TRANSIT bd Mac-Donald, cherche

CHEF GROUPE MARITIME

— *Bne expér. professionnelle ;*
— Stabilité et avenir pour élément sérieux.

Ecrire à n° 7.774 PUBLIFOP, 100, rue de Richelieu, PARIS-2e, qui transm.

Nous sommes une société française de première importance

Nous recherchons

QUELQUES

PERSONNES DE CARACTERE

capables, après un STAGE REMUNERE *d'atteindre en quelques mois* UN SALAIRE de 4.000 à 6.000 F mensuels.

Nous leur offrons :

— Une formation complète ;
— Une activité prenante ;
— Un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire « PEAU NEUVE »

Ecrivez avec C.V. et photo à 8.799 PUBLICITES REUNIES, 112, boul. Voltaire, 75011 Paris.

La préférence sera donnée à candidats ayant fait :
— SOIT de bonnes études,
— SOIT la preuve de leur personnalité.

ETABLISSEMENT FINANCIER

d'un important groupe de distribution

recherche

COMPTABLE

2e ECHELON - H. ou F.

(B.T. régime 1963) ou B.T.S.C.

Adr. C.V. manuscrit et *prétentions à ARCHAT,* 34, bd Haussmann, Paris-9e *(S/référ. G.14) qui trans.*

IMPTE SOCIETE PARIS-15e recherche

JEUNE INGÉNIEUR INFORMATICIEN

Connaiss. le *système* d'exploitation SIRIS 7 ou 8 (langage de commande, assembleur), et évent. COBOL, pour travailler au sein d'une équipe système (modes d'utilisation du système, assistance technique, aides à la programmation...).

Une expérience en programmation système sous SIRIS 7/8 serait appréciée.

Ecr. av. C.V. dét., prét., à 714, CREATIONS DAUPHINE *41, av. de Friedland, Paris-8e.*

Sté Internationale Boulogne recherche

DIRECTEUR DES VENTES

ayant minimum 3 ans d'expérience en Vente de Produits de grande consommation (shampooing, lames de rasoir, alimentaires), afin de contrôler la force de vente existante, de l'animer et de trouver de nouveaux canaux de distribution.

Salaire × 13 + voiture + frais. Adr. C.V. photo ss réf. 102 M PUBLIVAL, 238 bis, bd J.-Jaurès 92100 Boulogne.

IMPORTANTE ENTREPRISE

CLAMART

recherche

PROGRAMMEUR

COBOL - ANS

Même débutant pour réaliser des applications de gestion sur un IBM 370-125 en DOS/VS

Le candidat devra justifier d'un niveau I.U.T. ou équivalent.

Adresser C.V., photo sous référence 8.392 à ORGANISATION et PUBLICITE 2, r. Marengo, 75001 Paris q. tr.

Organisme bâtiment 14e arrdt

recherche

SECRÉTAIRE ADMINISTRATIF

— bnes qualités de rédaction,
— sens de l'organisation,
— *ayt une bne connaiss.* de la législation du travail,
— *ayant été, si possible, en* contact avec les milieux de *l'enseignement.*

Adress. C.V. détaillé prétent. C.C.C.A. Service du Personnel, 7, rue du Douanier-Rousseau

---

« Organisme de Recherche » proche banlieue sud recrute :

Un INGENIEUR GDE ECOLE

ou équival., justifiant de 2 ann. expér. profess. en vue d'études sur la circulation routière, conn. informatiq., statistiq. et rech. opér. souhait.

Adresser C.V. et prétentions à : *M. FARGIER — B. P. 28.* 94110 ARCUEIL.

GROUPE INGENIEURS-CONSEILS

recherche

UN DÉCORATEUR QUALIFIE

pour conception impts projets d'architecture intérieure.

Adresser lettre manusc. av. C.V. détaillé sous No 4.052 à : IRP 39, rue de l'Arcade, PARIS-8e, qui transm.

ORGANISME D'ETAT

à effectif limité recherche cadre *expérimenté. 40 ans minimum, responsable gestion administrative et financière.* Envoyer CV détaillé, photo et prétentions à : *n° 595.879, REGIE-PRESSE,* 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Entreprise POLLET recherche

COMPAGNONS COUVREURS

hautement qualifiés.

Se prés. 20, r. Richemond Desbassayns, 92150 SURESNES ou tél. : 506-12-65.

SIEGE SOCIAL D'UN GROUPE DE GRANDES SURFACES *recherche :*

PROGRAMMEUR

Rompu aux problèmes de gestion commerciale, comptables et paie, *avec expérience minimum* de 2 ans sur IBM *série 370 sous DOS V/S* et très bonnes connaissances *du langage Assembleur.*

Pratique de l'anglais ou allemand souhaitable.

Ce poste évolutif, est à pourvoir rapidement.

Lieu de travail : BANL. NORD-OUEST PARIS.

Env. C.V., prét. et photo à : n° 8.830, COFAP, 40, rue de *Chabrol, 75010 Paris, qui trans.*

BOBIGNY — Ville Préfecture recrute *ASSISTANTES SOCIALES D.E.* Renseignements : 843-65-59, Poste 224. PUERICULTRICES D.E. AUXILIAIRE DE PUERICULT. DIPLOMEE. - Candidatures à : M. LE MAIRE.

SOCIETE FRANÇAISE DE PREMIERE IMPORTANCE *recherche* pour les relations commerciales de son département financier

QUELQUES COLLABORATEURS

(5 postes à pourvoir)

Après une période de stage rémunérée, leur salaire pourra, au bout de quelques mois, dépasser 4 000 F mensuels. L'expérience professionnelle plus que le niveau des diplômes sera un élément déterminant de notre *sélection.*

Ecrire avec C.V. et photo à n° 8802 PUBLICITES REUNIES, *112, boul. Voltaire, 75011 Paris.*

Société prod. minéraux cherche

CADRE COMMERCIAL

formation techn. min. licence sciences, allem. nécess., angl. souhaité. 13 mois, prime vac. Ecr. B.M.P., chemin des Vignobles, 78400 Chatou.

Recherche :

TECHNICIEN ELECTRONIC.

poste 1 B pour 1er novembre, spécialisé notamment en technique d'enregistrement physiologique B.F. Adr. CV manuscrit détaillé à M. le Doyen de la Faculté des Sciences Exactes et Naturelles, Parc de Grandmont, 37200 TOURS.

ORLY RESTAURATION
Branche restauration collective *du GROUPE MAXIM'S* recherche pour faire face *à son expansion (30 % an)*

1 CHEF de SECTEUR

65.000 F ann. + intéressement.

1 CHEF de GROUPE

55.000 F ann. + *intéressement.* Les candidats diplômés d'une école hôtelière *et/ou commerciale* devront pouvoir justifier d'une solide expérience de gestionnaire dans le domaine de la restauration.

Envoyer C.V. Orly Restauration, réf. C.R., 15, av. Paul-Doumer, 92500 RUEIL-MALMAISON.

Impte Société d'Electroménager recherche

CHEF COMPTABLE

10 ans d'expérience D.E.C.S. APPRECIE. Ecrire ou se présenter : 36, rue Pierre-Curie, 93120 LA COURNEUVE. *Téléphone : 834-71-39.* Demander la Direction.

Importante Société de Mécanique recherche pour grande exportation (60 % du chiffre d'affaires)

INGENIEUR COMMERCIAL

Il devra avoir de bonnes notions *mécanique* et plastique pour prospection et suivi des affaires.

Le candidat devra avoir :
— 30 ans minimum.
— Une expérience de la vente des biens d'équipement.
— Une connaissance parfaite de l'anglais et de l'espagnol indispensable.

Il bénéficiera d'une large autonomie et devra faire preuve d'imagination et d'un grand dynamisme durant ses nombreux *séjours à l'étranger.*

Env. CV man. av. photo et prét. à n° 76.426 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

A PARIS
Caisse Retraite Commerce *recherche*

AGENT COMPTABLE

expérimenté sérieuses *référ., ayant* l'entière responsabil. tenue comptabilité et bilan. 13e mois, avant. soc. Tél. 231-16-18

Important groupe 16e recherche

ANALYSTES

Téléprocessing Matériel IBM 370-145. *Formation supérieure exigée.*

Expérience *pratique souhaitée.*

Adr. lettre man. avec C.V. et photo à n° 76.805, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er qui transmettra.

TRES IMPORTANTE SOCIETE DE CONSTRUCTION ELECTROMECANIQUE

Recherche pour son siège *social à PARIS :*

AUDIT-D'ENTREPRISE

DE 1er PLAN

Le candidat devra :
— Avoir une expérience d'au moins 5 ans dans un poste similaire.
— Posséder une solide formation comptable (expertise compt. si possible).
— Accepter des déplacements fréquents mais de courtes durées.
— Posséder une forte personnalité.

Ce poste d'un excellent niveau de rémunération dès le départ est appelé à se développer d'une façon importante.

Adres. C.V. détaillé et précis., *mentionnant prétentions à* n° 76.827, CONTESSE Publicité, *20, av. Opéra, Paris-1er q. tr.*

Important Bureau d'Etudes Ivoirien recherche architectes urbanistes et métreurs-vérificateurs, dynamiques, pouvant justifier d'une pratique valable de leur profession. Adresser lettre manuscrite, C. V. et photo au : Cabinet Nodé LANGLOIS, 8, square Chardin, 78150 Le Chesnay.

Société recherche pour VITRY OPERATEUR-PUPITREUR confirmé, ICL de préférence. Tél. pour rendez-vous 681-25-59.

GENERAL FOODS FRANCE

Rueil

ASSISTANT CHEF PRODUITS

Vous êtes diplômé d'une grande école.
Peut-être même avez-vous une courte expérience des produits de grande consommation.
Et vous parlez anglais.

Venez chez nous !

Vous collaborerez activement à la vie de nos produits.

Au sein d'une équipe pratiquant un marketing avancé.

Merci d'adresser votre curriculum vitae à Ph. VAZ, B.P. 106 — 92504 RUEIL-MALMAISON.

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE

LA DEFENSE
recherche

ACHETEUR

Possédant :

- solide expérience dans les achats des différents types de matériel utilisés dans les installations de manutention continue ou automatique ;
- connaissance des procédures d'achats à l'intérieur du Marché commun.

— Sérieuses références exigées.
— Connaiss. anglais ou italien souhaitée.
— Poste à pourvoir très rapidement.

Ecrire avec C.V. et prétentions, à FATA S.A., Tour Franklin, Cedex 11, 92081 PARIS-LA DEFENSE ou téléphoner au 776-42-21, poste 43-57.

Important groupe de réalisations immobilières partenaire de puissantes banques internationales, recherche pour son siège de Paris, un :

CHEF DE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

possédant :

* une formation du niveau D.E.C.S. ou équivalent ;
* une expérience confirmée en comptabilité et en fiscalité immobilières.

Les personnes intéressées doivent envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée, sous référence M.C.S. 22 - 185 M, à :

C & L Associates
Management Consultants
42, rue La Boétie - Boite Postale 451 08
75366 - Paris Cedex 08

AFNOR

Association Française de Normalisation

recherche *pour sa division* PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

JEUNE INGENIEUR ou TECHNICIEN SUPERIEUR

diplômé d'une école d'agriculture.

La fonction comporte : *l'animation de réunions de commissions, l'élaboration de documents de normalisation et des relations extérieures. Connaissance de l'anglais* indispensable.

Ecrire au service du personnel, Tour *Europe, Cédex no 7,* 92080 PARIS LA DEFENSE.

SOCIETE DE SERVICES recherche

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

— Formation *universitaire.*
— 3 ans expérience minimum.
— *Connaissance système* base de données I.M.S. et très *expérim.* PL 1 sous O.S. Tél. : 742-35-25.

Impte société métallurgique recherche pour Siège social IVRY

JEUNE ANALYSTE

Formation B.T.S.-D.U.T. débutant pour lui confier différentes études sous la direction d'un ingénieur responsable. Horaires à la carte.

Adr. C.V. + photo sous la réf. B.O. Service du Personnel BSL, 25, quai Marcel-Boyer, 94201 IVRY.

IMPORTANTE SOCIETE PARIS-8e, recherche pour son Département ETUDES TECHNIQUES AVANCEES

INGENIEURS D'ETUDES

GRANDES ECOLES quelques années d'expérience.

— Dynamique.
— Goût pour la recherche et l'expérimentation.
— Esprit d'équipe.

Fréquents *déplacem. en prov.*

Env. C.V. avec *photo et prétentions s/n° 6.515, à* PRO *MULTIS, 47, rue des* Tournelles, Paris-3e, qui transmet.

CABINET de CONSULTANT

recherche

INGÉNIEURS EN CHEF INGÉN. PRINCIPAUX

ORGANISATION

— Formation Grandes Ecoles appréciée;
— Au minim. 5 ans d'expér. de conseil en gestion;
— Solide culture informatiq.;
— Rompus à la conduite de projets et à l'encadrement d'équipes;
— Acceptant les déplacements de courte durée.

Envoyer C.V. et prétentions à : J. ANDREAN, 90, RUE DE FLANDRE — 75019 PARIS.

Discrétion d'honneur assurée.

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE PARIS SUD, recherche

REDACTEUR

Position AGENT DE MAITRISE Ayant si possible une expérience dans le commerce extérieur et le transit et pouvant rédiger en anglais.
Une bonne connaissance de l'allemand serait appréciée.
Horaire flexible, 40 × 5 jours.
Restaur. d'entrep., avant. socx.
Ecrire avec C.V. et prétentions n° 76.718 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

IMPORTANTE SOCIETE proche BANLIEUE SUD recherche

ADJOINT CHEF COMPTABLE

30 ans min. Format. B.P., ancien régime. Fonction : mise en place cpté s/ordinat. Contrôle budgétaire. Libre rapidement.

TÉL pour rendez-vous : 285-28-63.

Important centre de formation *continue (rég. parisienne) rech.*

CADRE

pour compléter son équipe.
— Expériences pédagogiq. et de la gestion formation souhait.
— Prière d'écr. lettre man. + C.V. n° 7.411, « le Monde » P., 5, r. Italiens, 75427 Paris-9e.

Les candidats retenus seront invités à un entretien individuel.

IMPORTANTE SOCIETE *recherche pour usines récentes* banlieue Est et Nord de Paris

TECHNICIENS SUPERIEURS ELECTRICITE

Postes de responsabilités et d'avenir.

Envoyer C.V. et références à n° 77.844, CONTESSE PUBL., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Société Teddington Bellatrix, 308, bd Charles-de-Gaulle, 92390 Villeneuve-la-Garenne, téléph. 733-44-49, recherche *pour Villeneuve-la-Garenne*

1 CHEF

COMPTABILITE GENERALE

Solide formation, expérience similaire P.M.E., goût du concret et des contacts humains, connais. législation du travail et sécurité sociale.

Age 25 ans minimum.

Prise en charge du service *comptab., financ., gestion du* personnel et contrôle budg. *La multiplicité des questions et* la responsabilité qu'elles impliquent ne nous permettant pas de faire appel à un débutant, ce poste est directement attaché au directeur général.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions.

SOCIETE CHIMIQUE en pleine expansion recherche

JEUNE CADRE TECHNICO-COMMERCIAL

— Formation commerciale ;
— 27 ans minimum ;
— Aimant contacts humains et déplacements (FRANCE) ;
— Susceptible de s'intégrer dans une équipe jeune et dynamique ;
— Formation complémentaire chimie ou biochim. appréciée.

Adr. candidature + C.V. + photo à : HAVAS CONTACT, 156 bd Haussmann, 75008 PARIS, sous référence 60.033.

INTEXAL-RODIER
C.A. 350 M. recherche pour PARIS

ESC, SCIENCES ECO, DECS

pour poste

contrôleur de gestion adjoint

1 ou 2 ans d'expérience dans l'Audit, la gestion ou le contrôle budgétaire sont souhaités.

Le candidat retenu se verra confier des activités concrètes :

- établissement des prévisions, • des budgets et leur contrôle, • établissement des tableaux de bord, etc.

Ecrire avec C.V. à Monsieur le Secrétaire Général

INTEXAL-RODIER
11, Boulevard de la Madeleine - 75001 Paris
Discrétion assurée.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

recherche

Pour son Service d'Inspection Générale

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

LES CANDIDATS DEVRONT :
— Posséder quelques années d'expérience professionnelle ;
— Etre libérés de leurs obligations militaires.

IL LEUR SERA PROPOSÉ :
— Une rémunération intéressante ;
— De larges possibilités de développement de carrière ;
— Les avantages sociaux d'une grande entreprise.

Lieu de travail : PARIS

Ecr. avec C.V. et prétentions sous référence IN GE au Service du Recrutement 9, place Edouard-VII - PARIS-9e.

YARDLEY

Groupe international Parfumerie et Cosmétiques

recherche

pour sa société française

PRODUCT MANAGER

POSTE D'AVENIR

- diplômé école commerciale ou autodidacte expérimenté ;
- expérience 2/3 ans chez annonceur ou agence : gestion produits, études P.L.V., publicité grand public ;
- bon anglais indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo ret., prét., YARDLEY, Service Recrutement, *26, rue Madiras — 92400 COURBEVOIE.*

Si vous êtes actuellement représentant exclusif ou si vous aimez la vente,
pour y démontrer des qualités de contacts avec une clientèle de bon niveau,
pour commercialiser des produits nouveaux connaissant un large développement.

Nous offrons 4 postes

d'AGENTS COMMERCIAUX

dans une filiale de groupes nationaux importants.

Exigences des postes :
— âgé de 24 ans minimum ;
— niveau Baccalauréat ;
— résidence Région Parisienne.

Rémunération : Fixe + frais de déplacement

Adresser lettre manuscrite avec photo, curriculum vitae et prétentions à Mme DELBES, n° 2.124, 10, rue de Sèze, 75009 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE

située dans Paris recherche pour son département composants

INGÉNIEUR

POSITION II

pour assurer l'étude et le développement de composants passifs à base de bobinages, tels que filtres, transfos, etc.

Connaissances technologiques appréciées. *Expérience de la production de série souhaitée.*

Possibilités promotion ultérieure *POSITION III,* en rapport avec compétence.

Ecrire avec C.V. à n° 76.622, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1er), qui transmettra.

emplois féminins

Groupe de Sociétés Siège social PARIS-8e ch. pour son Secrétariat Général

jeune

ATTACHEE DE DIRECTION

formation H.E.C. JF

ayant le goût de la rédaction. Son activité s'exercera dans des domaines très variés :
— rédaction de contrats et actes de sociétés ;
— préparation des réunions de direction et comptes rendus ;
— correspondance avec les administrations ;
— conception de plaquettes publicitaires ;
— organisation des expositions et salons professionnels ;
— relations extérieures.

Adresser C.V. manuscrit et photo à M. PERETTI, INTERPAC, 6, rue de Berri, PARIS-8e.

Sté de diffusion *de Matériel Bureau confie responsabilité de son secrétariat et de son magasin à :*

SECRETAIRE Sténo-dactylo

ayant notions comptabilité et gestion. Libre rapidement. Mo Ternes-Courcelles. Tél. : 766-50-20.

CENTRE FORMATION PROFESSIONN. pr ADULTES recherche

MONITRICE STENO ANGLAIS Prévost-Delaunay.

Ecr. avec C.V., prét. et p. à LABEAU, 130, avenue Victor-*Hugo, 75116 PARIS.*

Maison de quartier dans Z.U.P. rech. animatrice, animat. globale. Envoyer avant le ... novembre 1974 C.V. très détaillé : expérience conceptio... Adresser à *Maison de quartier* bât. 9, av. du Luxembourg 17000 LA ROCHELLE.

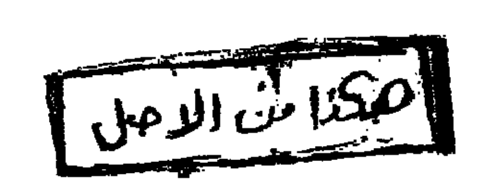
IMPTE SOCIETE PARISIENNE Située proche banlieue PARIS-NORD recherche :

ASSISTANTE SOCIALE D.E.

Susceptible assurer direction colonie de vacances en juillet et août.

Position cadre.

Adress. C.V., manusc. + prét., photo retournée à No 76.64... Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.



هكذا من الأصل

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,02
REPRESENTAT. : Demandes	15,00	17,21
Offres	30,00	35,02
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	36,00	42,03

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER Achat — Vente — Location	24,00	28,02
AUTOS — BATEAUX	22,00	25,68
PROPOSITIONS COMMERC. CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	22,00	25,68

demandes d'emploi

CHEF D'ENTREPRISE
VOUS VOULEZ

Optimiser vos profits, augmenter votre C.A., avoir une politique commerciale agressive et de conquête de marché indispensable dans la conjoncture act. pour survivre et prospérer ?

VOUS DÉSIREZ

UN DIRECTEUR DES VENTES

30 ans, sachant animer et motiver une équipe, déterminer et atteindre les objectifs, lancer de nouveaux produits, déterminer la politique commerciale, le suivi clientèle, la gestion de stock et le planning des ventes ?...

VOUS ÊTES

Une entreprise produisant et commercialisant des produits grands publics spécialisés ou non, située dans la région parisienne ?

ALORS JE VOUS INTÉRESSE !

Ecrire sous le numéro 1.590, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS-2e, qui transm.

Si vous êtes : une association, une société de conseil, un service intégré dans le secteur de la formation de groupes,

avec :
1) une puissance d'investissement capital humain — capital financier nécessaire à la réalisation de vos objectifs.
2) un goût marqué pour la recherche constante, de nouvelles méthodes psychopédagogiques indispensables à vos participants, vos formateurs et vos clients.

Et que vous souhaitiez étoffer votre équipe actuelle en y adjoignant un jeune cadre de 28 ans, 2 ans expérience formation, motivé par la recherche opérationnelle, alors il est fort probable que nous parlions le même langage.

Ecr. n° 81.866, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur (2e)

CHEFS D'ENTREPRISES
L'AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI

vous propose une sélection de collaborateurs dans les catégories suivantes :
- INGENIEURS TOUTES CATEGORIES ;
- CADRES ADMINISTRATIFS et COMMERCIAUX ;
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée).

CADRE COMMERCIAL. — Direct. régional ventes. Grande expérience animation et gestion de réseaux de vente. Secteurs : quincaillerie, adhésifs, droguerie, arts graphiques. Recherche poste à responsabilités commerciales. Paris ou province.

CADRE FEMININ. — 39 ans. « Office Manager » depuis 10 ans. Bilingue anglais. Expér. : achats, import-export (access. auto.), contacts banques et douane, créat. de serv. dont restaur. d'entrepr. Recherche : poste de secrétaire générale ou collaboratrice de direction. Déplacements acceptés.

CADRE COMMERCIAL ET DE GESTION. — Formation économique. Expérience : vente de services, promotion prod. nouveaux, implantation complexes hôteliers, création de collectivités. Secteurs : Hôtellerie. Tourisme.

COLLABORATRICE DE DIRECTION. — 48 ans. Longue expér. secrétariat de Direction. Connaissance de l'anglais. Sens responsabilités, initiatives. Recherche : poste stable même niveau dans Paris.

AGENCE SPECIALISEE DES INGENIEURS ET CADRES, 12, rue Blanche - 75436 PARIS, CEDEX 09. Tél. : 380-61-46 - Poste 29.

CADRE DE BANQUE

Licencié ès sciences économiques
32 ans - 8 ans d'expérience bancaire
Goût pour activité de conseil financier haut niv. auprès entreprises.
Souhaiterait recevoir propositions de collaboration Paris - Province.

Ecrire No 1.549, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75437 PARIS.

J. H., 26 ans, L.O.M.
LIC. DROIT PRIVE
expérience assurances cherche stage chez notaire ou conseil juridique ou poste juriste.
Ecrire HAVAS, 03201 VICHY, sous le n° 2.473.

H.E.C.
EXPERT COMPTABLE
dipl., 36 a., 11 a. collab. principal dans importante fiduciaire, étudierait toutes propositions. Ecr. n° 1.547, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

METHODOLOGIE
administratif et informatique 5 ans expér. Stés internat. Ing. ESEA, Master of science 31 ans, anglais, allemand courant ch. sit. responsab. PARIS, Prov. ou étranger. Ecrire sous référence 8374 à ORGANISATION et PUBLICITE 2, rue Marengo, 75001 PARIS.

CHEF DE SERVICE
ADMINISTRATIF, 39 ans, ESCP sér. expér., étudie propositions à partir de 65.000 F. Ecrire sous référence 328 à G.F.C. 103, rue de la Pompe, 75116 PARIS.

15 ans d'expér. Dessinatrice complète cadre public., édit. respons. studio, très bnes conn. fabricat. maquet. mise en page, calibrage, exécut., recherche poste simil. agence ou imprim. Ecr. no 8.808, Publicités Réunies 112, bd Voltaire, 75011 Paris, q.t.

HOMME 45 ans
EMPLOYE, Bonnes références morales et professionnelles
CHERCHE
TRAVAIL MI-TEMPS
Une semaine matin
Une semaine après-midi
Ecr. n° 6.589, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. H., 24 ans, D.E.C.S., anglais, étudierait ttes proposit., cabinet ou entr., organis., audit., gest. Ecr. n° 1.592 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-2e.

H., 30 a., D.E.C.S., 6 a. exp. prof. dont 2 ds cab. comptable ch. poste respons. d. P.M.E. Ecr. n° 1.588 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-2e.

INGENIEUR CHIMISTE I.T.R. 29 a., spéc. chimie textiles rech. empl. techniq. ou technico-ccial rég. parisienne. Ecr. P. Arnault, 18, rue des 3-Frères, Paris-18e.

Contrôleur de gestion
9 a. expér. profess. dans sect. d'activité variée, rompu aux techniques de contrôle budgétaire, aux analyses économ. et financières, sens de l'organisat., bonnes connaiss. jurid., anglais courant ch. poste adjoint D.G. Paris ou banlieue. Ecr. n° T. 61.254, Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

J. F., 21 ans. Bonne dactylo-facturière + magnéto, expér., ch. emploi stable. Ecr. No 6.587 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

H.E.C., 36 a., domicil. Cologne, expérience chimie-plastiques ch. poste commercial pour Allemagne, évent. pays avoisinants. Ecr. n° 6.591 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-2e.

28 a., technicien fabrication, 7 a. d'expér., Serv. Edit., Agce publicité. Lib. suite. Ch. pl. st. Agence ou Annonceur. Ecrire à M. Alain BLAVETTE, 5, allée des Bordes, 94430 Chennevières-sur-Marne, ou 747-30-00 heures bureau.

J. f., D.O.M., sc. éc., niv. prob., cherche emploi stable expert-comptable ou comptable agréé. Ecrire n° 81596 Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-12e.

Jne Femme, 22 ans, secrétaire sténodactylo, 2 ans expérience, bac G-1, notions angl., lib. ste. Ecr. à 6.588, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. H., 28 ans, DECS, 2 ans exp. cabinet, cherche stage. Ecr. No 7.395 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

CONCEPTEUR MAQUETTISTE 10 ans d'expér., ch. poste chez éditeur, connaiss. fabric, impr., libre imméd. Pralzelin Alain, 55, bd de Charonne, 75011 Paris.

J. Fme, 25 a., très bne culture génér., tril., gdes facultés d'assimilat., entreprenante, ch. collaboration intéressante. Ecr. à 76.397 CONTESSE PUBLICITE, 20, av. Opéra, PARIS-1er, q. tr.

INGENIEUR CNAM
36 ans, chimie industrielle, gde expérience de laboratoire de recherches et de développement, chimie, biochimie, lyophilis., procédés à membranes, rech. poste à responsab. et avenir. Ecr. à 76.655 CONTESSE PUB., 20, av. Opéra, PARIS-1er, q. tr.

J.H., 28 a., excellent vendeur, aimant contacts même haut niveau. Connaissance parfaite service après-vente et gestion. Représentants, cherche place INSPECTION COMMERCIALE. Ecr. à 76.615 CONTESSE PUB., 20, av. Opéra, PARIS-1er, q. tr.

TECHNICIEN du bâtiment, formation suisse (34 ans), cherche à l'étranger, pays francophone (de préférence Afrique). Situation stable et d'avenir. Ecr. s/chif. PG 388.112, Publicitas CH-1002 Lausanne/SUISSE.

J.H., 23 a., dipl. Chbre comm. de Paris, chef de bur. administrat. des ventes, allem., angl., rech. situation Paris ts azimuts. Tél. 236-46-63.

Ch. poste directeur Ccial dans Sté en développ., 39 a., dynam., ambit., travaill., 10 a. expér. en technique bâtiment, gestions et organisation. Ecr. T-061.156 REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

J.F., secr. (sténodactylo), bonne présentation, expérience banc. et comm., resp. INIT, ch. empl. secr. parf. Ec. Mlle DUHAYON, 3, avenue Beaurepaire, 94100 SAINT-MAUR.

J.F., 26 a., maîtrise de gestion, formation juridique et comptable, recherche poste de responsabilités pour gestion administrative et du personnel. M. RENARD, 11, rue Suger, 93200 SAINT-DENIS.

Technicien Chimiste - 32 ans, 6 ans labo (analyse, contrôle, synthèse organique, électrochimie) expér. document. traduct. (Allem., Angl.), format. adultes, étudie toutes propositions posit. cadre rég. 78, 92, 95. Ecr. n° 1.556 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9e

E.S.C., 30 ans

Etudes universités américaines
Bilingue américain
Notions espagnol
Forte expérience marketing et gestion
Responsable équipes de ventes
Connaissant distrib. modernes France et intern.
Libre rapidement

Ecrire No 1.891, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

J. H., 25 a., dipl. ESSCA Paris, Angl. Expérience administ. et commerciale, dynam., ambit., ch. sit. d'avenir dans fonction commerciale. Libre de suite. Ecr. No 1.575 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. H., 28 ans, Sc. Eco., I.E.P., compt., praticiency Cambridge, 3 a. chef de produit gd public ch. respons. comm. (vente, concept.), rég. Toulouse, Montpell. Ecr. n° 1.591 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-2e.

J. F., secrét. sténodactylo ch. place stable, 1 ans expér. Ecr. B. DINATALE, 12, rue des Villegranges, 93 Les Lilas.

J.F. 36 ans comptable 2e éch. ch. pl. respons. sect. client. fourn. relance clients exp. bat. 36.000 an. Ecr. n° 81.551, REGIE PRESSE, 85 bis, r. Réaumur-2e

CADRE ADMINISTRATIF
Form. B.P. compt. + Stages Gest. et contrôle. Très au courant Gest. Entrep. organisation et cont. compt. cherche pl. chef S. Administratif ou Adj. Direct. France ou Ts Pays étrangers. ROUX, 1, allée C.-Pissaro 95200 SARCELLES.

J. F., formation universitaire juridique niveau licence, 25 ans, bonnes connaissances anglais, dactylo cherche poste collaboratrice, rédactrice. Etudie toute proposition. Ecr. n° 81.668 REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

J.F., 26 ans, Maîtrise de Chimie ch. emploi dans Sté chimique ou d'applicat. Paris ou rég. paris. Ecr. n° 1.550 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9e

J. Dame, 34 a., excel. prés. dynamique, sens des responsab. très habit. aux contacts humains expér. assistance sciale, not. anglais, sér. référ., rech. situation st., 3.000X13 - libre de ste. Ec. n° 76.104 CONTESSE Publ. 20, av. Opéra, Paris-1er q. tr.

J.H. 26 a., tr. b. cult. gén. PROF. HISTOIRE, doctorat Sc. Ec. en cours. expér. PRESSE ET EDIT. lang. maternelle espagnole, conn. angl. Etud. toutes propositions. Ecr. n° 1.551, « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9e

HME 27 ans, dipl. Psycho Prat. DES psycho sociale, 3 ans expér. formation permanente et d'amélioration des relations sociales dans entreprise 1.000 personnes (étude des besoins, diagnostic, plans d'actions et animations), rech. poste dans la FORMATION entreprise ou Cabinet ou ADJT à CHEF de PERSONNEL Paris ou proche banlieue. Ecr. n° 76.336 CONTESSE Publ. 20, av. Opéra, Paris-1er q. tr.

J.H. 24 ans, ADJOINT DIRECTEUR CCIAL, dans manufacture d'enveloppes, rech. situat. similaire dans toutes autres branches. Ecrire N° T 61.200 REGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Programmeur D.U.E.S.
3 ans 1/2 exp. méth. Warnier et Corig. Cobol Ans Fortran cherche intérim ou contrats courte durée, libre de suite. Ecr. n° 81.940, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Secrét. de direct., 22 a., BTSS., tril. fran., angl., allem., sténo 3 lang., 2 a. expér., ch. sit. Ecr. : JANIEC Nicole, 60, rue de Nanterre, ASNIERES.

Si vous cherchez un jeune directeur commercial, 32 ans,
- qui puisse élaborer une politique efficace et en suivre l'exécution,
- ayant une connaissance approfondie des techniques modernes de marketing,
- et une expérience éprouvée de la formation et l'animation de force de vente.

mon C.V. est à votre disposition. Ecr. n° 1.573, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Libre très rapidem., suite à restructurat. entreprise, E.S.C., 43 a., not. allem., angl., 15 a. expér. industr., ayt assumé imptes respons. Gestion pers., format., etc., rech. DIRECTION de RELATIONS SOCIALES de entrepr. Paris ou province. Ecr. No 76.198, Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

ECONOMISTE-STATISTICIEN D.E.S., sciences économiques + I.S.U.P. Homme, 28 ans, 3 ans expér. bureau études, habitude contacts haut niveau, spécialiste en recherche analyse et traitement de l'information, cherche situation secteur privé Paris. Ecrire sous n° 6508 Pro Mutlis, 47, rue des Tournelles, Paris-3e, qui transmettra.

CHEF DU PERSONNEL et de SERVICE ADMINISTR. 7 a. réf. dans secteur tertiaire, grande expér. des probl. de paie par ordinateur, gestion personn., droit social, relations syndicales, services généraux, etc. Libre de suite, rech. situation dans entreprise Paris ou banlieue Paris. Ecr. n° 76.349 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Homme 40 ans, 15 ans d'expérience para-médicale, cherche poste délégué médical Paris ou région parisienne. Répondre M. de Novion, 76, rue Lénine, 94200 Ivry ou téléph. 672-38-51.

H., 34 a., cadre comptable, 10 a. exp., bacs, BP, BTS, probatoire DECS, lib. ste, ch. situat. Paris, OM, TUNISIE, MAROC. Ecr. à 1.580, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

DESSINATEUR EN PUBLICITE
- Dessin d'exécution ;
- Calibrage ;
- Mise en page ;
- Collage de texte.

Spécialité « aérographe ». Téléphone : 484-22-94. 9 h. à 13 heures, 18 à 20 h.

J. f., dynam., 28 ans, lic. angl., 3 ann. d'enseign., not. droit et éc., rech. situation évolutive et respons. Etud. toute proposition. Ecrire n° 1574 « le Monde » Pub 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Jeune homme, 25 ans, D.O.M., D.E.S. droit public. Libre de suite, cherche situation. Ecr. Ph. Justier, 100, r. Ridel, 92250 La Garenne.

J. F., 27 a., dipl. sup. urb., Sc. Po., maîtr. hist., expér. adm., docum., enseign., tourisme ch. emploi. Ecr. n° 2.330, Publi-As, 121, r. Réaumur, 2e.

Jeune homme, 21 ans, D.O.M., cherche emploi bureau études bâtiment, archit., métré. Ecrire M. Simarik, chez Mme Margueritte, 45, rue Boissy-d'Anglas-8e.

J. F., 20 ans, dipl. dessin publicitaire cherche place agence ou annonceur. Ecrire No 1.887, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e, q. tr.

COLLABORATEUR HAUT NIVEAU
42 ANS

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL OU DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

EXPÉRIENCE POLYVALENTE CONFIRMÉE :
- Gestion administrative et financière :
- Informatique (IBM 3/6 et 3/10) :
- Gestion stocks et direction approvisionnements :
- Contacts achats-ventes aux plus hauts niveaux ;
- Edition (classique, pédagogique, publicitaire).

OFFRE :
- Dynamisme - Sens des responsabilités. contacts humains - Disponibilité - Volonté réussite à P.M.E. installée Paris ou banlieue ouest ou zone comprise entre Paris et MANTES.

Ecrire No 7.377, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS.

CADRE FEMME
30 ANS

- Doctorat Italien de Sciences Eco. :
- Diplôme Italien de comptabilité.

Expérience administration et analyse financière dans entreprises françaises. Etudierait toutes propositions dans poste similaire ou débuterait dans gestion financière. Libre de suite.

Ecrire No 1.584, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS.

GLOBALISTE, 34 ans

Excellent contact haut niveau - Anglais courant Bon rédacteur. 3 années journalisme en E. O. Connaissance électronique, plastique, exp. publicité, catalogue, impression, etc. *Cherche « Boss » intelligent débordé ou équipe* dynamique pour apporter le peu qu'il a et apprendre davantage.

Téléphoner 589-08-39 ou écrire No 81.944, REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

X, 34 ANS

Etudes et recherches en :
STATISTIQUE, ÉCONOMIE SCIENCES HUMAINES
Investissement intensif possible dans un domaine technique. Anglais courant.
Cherche poste études-responsabilités dans secteurs semi-public et privé

Ecrire No 1.571, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS.

INGÉNIEUR E.S.P.C.I.

(34 ans)
9 années d'informatique scientifique et de système dans importantes sociétés chimiques et de conseil. en Allemagne depuis 5 ans cherche poste valorisant ses connaissances

Ecrire n° 7.408, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens. — 75427 PARIS-9e).

Secrét. dact., 24 a., ch. empl. stable, quart. St-Lazare. Ecrire Mme Joussain, 8, rue Pierre-Loti, 95220 HERBLAY.

J.H., 27 a., bne instr., ch. empl. Lib. suite. J. Ventura, 103, rue Saint-Dominique, PARIS-7e.

Dame, 53 a., secrét., contacts clients, tél., tenue stock. Lévêque, 10, rue Cail. PARIS-10e.

Jeune homme, célibataire, libéré oblig. militaire, possédant C.A.P. mécanicien, cherche place chauffeur VL-PL. — Tél. 336-48-82.

représent. offre

Société importatrice de matériel bureau cherche
VENDEURS
ATTACHES COMMERCX
[d]ynamiques, ambitieux, ayant [ex]périence de la vente directe [a]uprès des sociétés pr diffus. Paris, région parisienne. [N]ouvelle marque en exclusivité de machines à calculer électroniques.
- fixe important ;
- indemnités de déplacement ;
- commissions progressives ;
- primes.

[E]nvoyer C.V. et photo à : [..]. Collaro, 14, r. de la Néva, 8e

IMPORTANTE SOCIETE
[..] sonorisation, siège Boulogne, [ch]erche Paris, banlieue, hommes [et] femmes 25 a. min., 15 h. par [..]m., fix com., poss. 3.500-5.000 [..]ens. T. pr rend.-vs 605-92-10.

[S]ociété Micro-Plastique de pré[ci]sion recherche VRP, technico-[co]mmerciaux, introduits milieux [é]lectronique-Mécanique de pré[ci]sion pour régions suivantes :
- Bretagne;
- Alsace-Lorraine;
- Centre;
- Midi-Pyrénées.

[E]cr. n° 7.407, « le Monde » Pub., [5,] r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

proposit. com. capitaux

[P]LACEMENTS PIERRE revenu [..]% indexé avec garantie ban[ca]ire minimum 1 million de [fr]ancs. Téléphone : 538-72-21.

Vendons équipements publics loués Bail, fort loyer. NATELEC, 8, av. de PARIS 94 CRETEIL. Tél. 207-50-84.

[F]irme allemande, produisant [e]mballages stérilisables pour ins[tr]uments chirurgicaux ch. agent [in]troduit auprès hôpitaux. Envi[sa]gerait également collaboration [a]vec confrère distribuant matér[i]el usage unique pour hôpitaux dentistes. Ecr. Boîte Postale 1261 D - 535 EUSKIRCHEN ALLEMAGNE.

propositions diverses

ENTRAIDE CADRES
aide efficacement
DEMANDEURS EMPLOIS
[A]dresser C.V. envel. à ECIT, [..]2, rue Gare, 95 ERMONT. Entretiens à Paris.

cours et leçons

ANGLAIS MRS THOMPSON dipl. OXFORD. — 633-17-16.

Les élèves de l'Ecole des Mines donnent des leçons particulières. Service entraide. Tél. : 325-28-03.

Maths Leç. part., rattrap. rap. 278-77-71, midi à 14 h.

enseignem.

ART DRAMATIQUE
Préparation au Conservatoire. Reprise des cours le 15 octobre. Renseig. : 602 - 68 - 45, le matin.

occasions

Vends mant. astrakan. T. 44-46., 1.500 F. 707-72-06, heures repas.

MAISON GORVITZ-FAVRE
recherche beaux objets qualité, mobil. de salon, lustres, bronz., vitrines, sièges, porcel., argent. 203, av. de Gaulle Neuilly-sur-Seine **SAB. 87-76**

autos-vente

VOITURES DE DIRECTION
Audi 80, Audi 100. Coupé 100 S RO 80.
Modèles récents. Faible kilomét. Garantie 6 mois.
AUDI NSU
Direction après-vente.
20, rue Barrault, PARIS-13e. Téléphone : 589-43-86.

SONAUTO
IMPORTATEUR EXCLUSIF
PORSCHE
DEPARTEMENT OCCASION
GRAND CHOIX
TOUS MODELES
GARANTIE DE L'IMPORTATEUR
53, rue Marjolin, 92 Levallois.
739-97-40

locat.-autos

TOURISME - UTILITAIRE
48, rue Sarrette, 14e. T. 589-60-85.

transports

DEMENAGEMENTS Combinés aller - retour toute la France Nice et la région RONDEAU, 1 bis, rue Friant, 828-80-41.

L'immobilier

exclusivités

constructions neuves

18e - 6 à 14, RUE LEIBNIZ
STUDIO à 5 PIÈCES
PRIX DEFINITIFS

LIVRAISON DEBUT 1976
Bureau de vente sur place tous les jours de 14 h. à 19 h. (sauf mardi et mercredi). - Tél. : 627-06-49.

Réalisation S.P.G.P.

appartements vente

Paris

17e TERNES. Gd dble living + 5 ch., 270 m² + 2 ch. serv. Travx, Px 900.000 F. LAB. 13-80.

12, RUE VAVIN. 2-3 et 4 Pièces, libres février, mars ou juin 75. ou occupés, confort, ou à rénover. Visite, mardi et jeudi, de 14 à 17 heures, sur rendez-vous à 337-88-14 ou 15.

MARAIS Dans Hôtel particul. époque, 5 pièces, 140 m², Prix 750.000 F. PASTEYER - 266-35-84

7e SUR JARDIN, AU CALME LUX. APPART. équipé, décoré, 150 m², 2 parkings + Studio service. Prix 1.400.000 F. PASTEYER - 266-35-84.

METRO BAC
3e ETAGE - 244 M2
8/9 P. Très belles réception ds imm. 1930 tr. confort. SENEZE - 331-47-76

A AMENAGER
200 M2
BONAPARTE - LUXEMBOURG
ODE. 9510.

Région parisienne

Part. vd appt 75 m², 4e ét., vue impren., entièr. refait par décorat., entrée, living double, 2 ch., S. de B., cuis. éq., cave, park. Vis. s/pl., le matin, 9 à 12 h., soir, apr. 20 h., et dim. Mouard, 60, route des Gardes, escal. 7, Meudon - Bellevue : 250.000 F. Téléphone : 626-28-51.

appartem. achat

Recherche PARIS, 15e, 7e arrts, pour bons clients, appts toutes surf. et imm. PAIEM. COMPT. Ecr. Jean Feuillade, 5, rue A.-Bartholdi (15e) - Tél. : 579-39-27.

locations non meublées

Offre

PARIS XVIe
SANS COMMISSION
Studio 38 m², loyer 921 F, charges en sus. — S'adresser à la gardienne. 46 bis, rue Saint-Didier. — Téléphone : 704-62-25.

NATION Dans résid. neuve et luxueuse Dble living + 3 ch., cuis. équip., garage. 1.400 F mens. - 344-25-27.

FOCH LUX. APPART. 380 M2 8 P. Reprise élevée just. TEL. 4.500 F. - 704-88-18.

bureaux bureaux

24, rue de Paradis -10e

Bureaux à louer
- disponibles immédiatement
- Il reste 4800 m² divisibles (à partir de 200 m²)
- Très bonnes prestations
- Téléphone - Parkings etc...

Richard Ellis S.A.
17, rue de la Baume,
75008 PARIS - tél : 225.27.80

TIFFEN LIPTON
17, rue du Docteur Lancereaux
75008 PARIS - tél : 227.62.31

Pierre Lichau s.a.

A louer 5' gare **ASNIÈRES**
liaison facile autobus

800 m2 env. BUREAUX sr. 2 niveaux divisib. monte-charge
très clairs. Petit bâtiment (110 m2 environ) à usage de bureaux ou laboratoires, chauffage centr., téléphone, très clair Sous-sol à usage d'entrepôts 300 m2 environ, monte-charge.
PRIX TRES INTERESSANT.
Etudierait toutes propositions.
Tél. : M. HARDY - WAG. 63-32.

NOUVEL ORLEANS
PARIS XIVe
97-99, av. du Général-Leclerc
135 m2 BUREAUX avec tél. A VENDRE OU A LOUER
S'adresser sur place au BUREAU de VENTE Tél. 588-87-11 ou 589-55-74

200 F LE M2 ANNUEL
BASTILLE
900 M² Immeuble commercial entièrement libre dont 450 m2 bureaux + 100 m2 archives. Bon état.
A louer sans pas-de-porte. Bail 9 ans. Ecrire à n° 77.761, I.P.F., 12, rue de l'Isly (8e).

bureaux bureaux

A LOUER (disponible immédiatement)

. 10 rue de la Paix
750 m² de bureaux divisibles (à partir 100 m²) entièrement aménagés. téléphone - parking ...

. 23.27 rue Cambon
dans une immeuble luxueusement rénové 500 m² de bureaux divisibles (130 m²) + 2 boutiques (128 m² x 2)

RICHARD ELLIS S.A.
17, rue de la Baume 75008 PARIS - 225.27.80

locaux commerciaux

17e BOUTIQUE 50 m2 + ss-sol, toil., wc, tél. 1.350 F/mens.
11e BOUTIQ. 40 m2, tél., 800 F mensuel. 204-64-50, matin.

Boutique et dépendances, rue Saint-Honoré, près rue Royale, libre, à vendre avec murs. Tél. : 957-07-56, entre 9 et 18 h.

propriétés

PROPRIETE EN CORSE
6.500 M2 PIED DANS L'EAU
S/crique de sable protégée par rochers, tr. gd liv., 4 chbres indép., 3 S. de B., dches, 3 wc, cuis. éq., dépend., patios intér., terras., possib. chauff. électriq., village 3 km., Bonifacio 20 km., vendu meublé (Knoll) ou non, plantat., berger. La Tour d'Auvergne, 21, r. Beranger, Paris. Téléphone : 277-85-36.

Voir la suite de notre immobilier en page 32

	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	6,00	6,89
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,02
REPRESENTAT. : Demandes	15,00	17,21
Offres	30,00	35,02
Offres d'Emploi "Placards Encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	36,00	42,03

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
IMMOBILIER Achat — Vente — Location	24,00	28,02
AUTOS — BATEAUX	22,00	25,68
PROPOSITIONS COMMERC. CAPITAUX	60,00	70,05
OCCASIONS	22,00	25,68

L'immobilier

appartements vente

Paris

7e - BRETEUIL-MASSERAN

Ds immeuble très gd standing 6 P. 149 m2 960.000 F. DISPONIBLE IMMEDIATEM. Tél. Mme Raynaud, 256-98-98

Beau 7 Pces 189 m2 s. Bns + cab. toil. tél. ch. cent. 3.600 + chbes. TRU. 45-21

MARAIS
Ds imm. classé dble liv. + 2 ch. + 2 bns SOLEIL 110 m2. 566-01-04.

59, R. CARDINAL-LEMOINE
Propr. vd direct. ds im. P. de T. beaux Stud. et 2 p. tt cft, mod., asc., cuis. équip., v.-o. S/PLACE ou Tél. 325-00-71.

Luxembourg (prox.) 7 p. standing, 3 sanit., bon plan part. état, prof. pos. 254-41-34.

PARC DES PRINCES
290 m2 en duplex, terras. 100 m2 réceptions + 6 chbres, parking 577-60-10 matin.

Part. vend. 2 pièces cour Paris 60.000 F. T. 909-47-97.

STUDIO alcôve, réf. neuf, 32 m2 gd balcon - soleil - 85.000 F. 325-49-71

AV. SUFFREN récent studio tt cft s/jardin. MARTIN Dr Droit. 742-99-89

R. DES GRANDS-AUGUSTINS
SITUATION EXCEPTIONNELLE S/JARDIN 58 m2 Double exposition. T. 633-29-17.

Mo ST-FARGEAU. Imm. récent 2 P., 47 m2, étage élevé, calme, 168.000. - JAS. 51-84.

UNIQUE, MARAIS
28, rue Saint-Paul
dans bel immeub. de caractère, gd porche d'entrée, vue s/jdin à la Française, gd calme. Reste : 3 VASTES STUDIOS avec 1 ou 2 chbres en galerie loggia, 55-70 et 80 m2, tt cft, cuis. équip. A part. : 5.350 F le m2. Créd. 80 %. Vr propr. lun., jeu., sam. 14 h. 30-17 h. 30.

RUE DU DRAGON
Distribution originale POUR ESPRIT IMAGINATIF 4 P., 65 m2, VUE DEGAGEE et ENSOLEILLEE. - 633-29-17.

RUE DE VERNEUIL
Distribution fonctionnelle AMBIANCE DE STYLE 5 P., 130 m2, ascenseur. Fini de qualité. Tél. : 633-29-17.

56, BD MONTPARNASSE
2 PIECES, cuis., w.-c., poss. bains. TEL., 145.000 F. Mardi 13 à 17 h. ou MED. 99-88.

GEORGES-MANDEL
EXCEPTIONNEL - SOLEIL
Immeuble très grand standing Magnifique appartement 410 m2 8 pièces. Boiseries. Décor lux. 3 ch. serv. + 2 boxes. Px élevé. FRANK ARTHUR - 924-07-69.

12e PROCHE MARAIS
Dans très beaux immeubles de caractère entièrement et luxueusement restaurés, standg. deux ascenseurs, v.-o., interphone, grande cour aménagée. Arbres d'ornement, fontaine. 67 STUDIOS ET DUPLEX Soleil, décoration et aménagements recherchés. INVESTISSEMENT DE CHOIX. Location et gestion assurées. LE PROPRIETAIRE, GIRPA, 325-25-25 et 56-78.

Placem. except. stud. et 2 P. à partir 50.000. - 227-19-75.

2e - RUE PAUL-LELONG
(BOURSE). Dans magnifique immeuble de caractère entièrement restauré, v.-o., interphone, poutres. Prestige ancien. Plafond de 3 à 4,50 m. STUDIOS - 2 PIECES avec loggia en duplex, possible grande surface, décoration et aménagements de classe. INVESTISSEMENT REFLECHI Prix étudiés et définitifs. GIRPA, 325-25-25 et 56-78.

VERNEUIL - UNIVERSITE
Bel appt caract. 5-6 P., bains, époque XVIIIe, vue s/verdure. Beaucoup de charme. Px élevé. Michel et Reyl S.A. - 265-90-05.

18e SACRE-CŒUR
Dans petit imm. montmartrois entièrement rénové, rue bourgeoisement habitée. 10 STUDIOS ET 2 PIECES Grand confort, cuisinette équipée, salle de bains, placard. Eléments de location exceptionnels. Location et gestion assur. LE PROPRIETAIRE GIRPA, 325-25-25 et 56-78.

15e Imm. rénové s/rue et cour, jardin, occupés, 1-2-3 P., w.-c., Joubert et André, 5, rue A.-de-Neuville, 17e, 622-26-63, poste 26.

Broca, 2 p., cuis. à rénover, urgt, 78.000. F.A.C. 337-69-59.

Pernety, studios équip. Rapp. 460 mois. 55.000. 337-69-59.

MONGE, placement 1er ordre ds petit immeub. caract., choix, beaux studios rénovés tt cft, 32, r. de la Clef, 742-89-23, vis. lundi, mardi, mercredi 14-18 h.

8e TERNES - Dans bel Appart. refait entièrement à neuf, imm. gd stand. P. de T. ravalé, 7 PIECES, 253 m2, 2 salles de bains, cuisine entièrem. équipée, balcon, 3 chbres de serv. Libre de suite. 1.100.000 F. UFFI - 522-82-90.

PYRAMIDES (RUE SAINT-HONORE)
Dans bel imm. Cft. Propriétaire vend 2 pièces, cuis., bains, wc, 55 m2. - Tél. 387-44-68.

JUSSIEU
Gd séjour + chamb. en duplex, bains, chauffage. Tél. 280-26-23.

PARC MONCEAU près
EXCEL. AFFAIRE, Imm. p. d t. gd stg, salon, sal. à m., bur., 3 ch., tél., 2 s. d bs, 2 ch. serv., parfait état, possib. profession. RIC. 06-68 et 05-87.

GAMBETTA
IDEAL PLACEMENT, nfs studs en duplex, tout confort moderne. Location assurée, gros rapport, 98.030 F. Tél. 345-55-10, poste 25.

FACE LUXEMBOURG
Dans HOTEL CLASSE XVIIe beau 5/6 p., boiseries. 3e étage, tél., ch. serv., gar., asc. privé. Travaux de modern. à prévoir. Sur place, 58, rue de Vaugirard Mardi 15 de 13 h. 30 à 17 h. FRANK ARTHUR — 924-07-69.

MADELEINE 70 M2
Imm. réc., ét. élevé, dble-liv. + 1 ch., tél., bns. Tél. 260-34-59 260-22-26 — ZANNETTACCI.

7e INVALIDES
ds bel imm. p. de t., stdg. gd 7 p., plus sanitaire, 235 m2 gd balc., soleil, vue dégagée. Excel distribut. + 2 ch. serv. SEGONDI 874-08-45

VUE IMPRENABLE SUR JARDINS LUXEMBOURG
Grand standing, étage élevé. Magnifique 6 pièces, 225 m2, balcons, 2 chambres de service. FRANK ARTHUR - 924-07-69.

19e PROXIMITE RUE DE FLANDRE
Ds bel immeuble briques rénové PLACEMENT ET RENTABILITE SANS PRECEDENT 8 à 12 % immédiats dès livrais. 30 STUDIOS TOUT CONFORT Cuisines équipées, salle de bains, w.-c. Tapissés, moquettés, décorés. LE PROPRIETAIRE : GIRPA - 325-56-78 et 25-25.

121 bis, rue de la POMPE
Gd 8 pces, poss. libér. ou divis. Mardi 14 h 30-17 h - SOL. 39-70.

PARC MONCEAU
AFFAIRE EXCEPTIONNELLE ASCENSEUR, BALCON 5 PCES tt cft, refait neuf par décorateur. PRIX 453.000 F
S/pl., sam., lundi, 14-18 h. 30, 10, rue BARYE ou ALM. 35-15.

Région parisienne

NEUILLY rue Boutard 2e ét. 120 m2. Récept. 2 ch. + sce. Tél. 225-86-08.

Propr. vd appt 200 m2 gd stand. ds pet. imm. Rue de la Celle, Le Chesnay. 3 s. de bns, 2 park. tél., 580.000 F. S'adress. Doct. Mugica, 72, av. Henri-Martin, 16e. 504-29-15.

VUE IMPRENABLE
KREMLIN - BICETRE
Imm. récent, appart 3 pièces, tout conft. 125.000 F + foncier, 6.000 F environ. Tél. 387-27-60.

Province

DEAUVILLE
GIRPA PROPRIETAIRE VEND HOTEL PARTICULIER ENTIER. RESTRUCTURE EN 5 STUDIOS ET 5 CHAMBRES CFT. SUR TRES BELLE VUE SUR PORT TROUVILLE. AMENAGEMENTS SOIGNES (MOQUETTE, TAPISSERIE, KITCHEN. EQUIPEE, SALLE DE BAINS-W.-C.). PLACEMENT EXCEPTIONNEL VENTE DE L'ENSEMBLE OU PAR UNITES. VISITE LES 12-13 DE 11/18 h., 14, QUAI DE LA TOUQUES OU TEL. : 325-25-25 + 56-78.

DEAUVILLE
Dans un quartier résidentiel en bordure de mer 1 à 4 pièces + duplex Habitables 4e trimestre 1975 AGENCE HOINVILLE 14 - BLONVILLE-SUR-MER TEL. : (31) 87-90-13

appartem. achat

Rech. pr personnel de sté studios et appts. Paris, Neuilly, Boulogne. 265-53-94

Dispose paiement comptant, ach. urgent 1 à 2 pièces, Paris. Ecr. Lagache, 16, av. Dame-Blanche, Fontenay-sous-Bois.

Achète urgent rive gauche, préf. 4e, 5e, 6e, 7e, 14e, 15e 16e, 1 A 3 PIECES. Paiement cpt chez notaire. 873-20-67.

PR CLIENT ETRANGER rech. 5 à 7 P. tt cft. 16e, 8e 7e, 6e, Neuilly Monceau Michel et Reyl S.A. 265-90-07

PARTICUL. A PARTICUL. cherche 3 PIECES CONFORT 70 m2, 3e étage. max. dans LEVALLOIS centre. Ecr. No 6.585 « le Monde » Pub. 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

appartements occupés

7e ECOLE MILITAIRE
Dans imm. p. de t. impeccable, propriétaire vend apparts occupés. 3 et 4 pièces. Tél. 387-35-17.

locations non meublées

Offre

Trocadéro 6 pces standing tt cft réf. neuf. 3.000 F. AMP. 55-71.

IVe Près SEINE - Standing Dble liv., 2 ch., reft neuf, tél. 2.200 F. - AMP. 17-47.

Demande

Kathy Rouidas - 747-45-16. Spécial. immob. s/NEUILLY, vous garant. loc. rap. de v/appts

ADMINISTR. DE BIENS SOCIETE FORGET
17, av. Villiers, 924-94-37 rech. BELLES LOCATIONS pour clientèle sélectionnée. POSSIB. DE GESTION.

locations meublées

Offre

5e Prop. loue à MR. stud.+tél. 40 m2. Reft nf. Soir 587-11-48.

Demande

Etudiante cherche louer à Paris, chambre ou petit studio meublé, maximum 400 F. Tél. 627-90-76. Agence s'abstenir.

viagers

NU PPTE (viager possible) CHERCHE-MIDI, 3 p. 85 m2. Charme ancien sur jardin, 3e ét. ECOLE MILIT., 5/6 p., 120 m2 lux. imm. mod. 6e ét. + garage. REF 137 Haussmann ELY. 02-85.

VIAGER libre, imm. récent. 2 p. tt cft sur 1 tête 68 ans. Bouquet, 33.000F, rente 400 F. 878-97-52.

bureaux bureaux

BUREAUX A LOUER
RUE D'ANJOU, PARIS (8e)
Dans hôtel particulier, rénové, deux étages indépendants à louer ensemble ou séparément. Surface utile : environ 300 m2 (150 + 150).
Réceptionniste commune au rez-de-chaussée. Moquette - Téléphone - Ascenseur. Place de garage éventuellement.
Bail : 23 mois - 1.000 F. le m2.
Sérieuses références exigées. Agence s'abstenir.
Pour visiter, écrire C.O.C.E.F., 36, rue Vivienne, 75002 PARIS, qui transmettra.

EUROBUILDING
(Paris-porte de Pantin) à 100 m. métro et périphérique. Reste à louer, prix exceptionnels bureaux disponibles : 39, 45, 115 et 200 m2. gd standing, parkgs, tél. Loyer depuis 450 F le m2. Tél. : 359-92-30 - 92-79 - 29-04.

PROPRIETAIRE
Loue 1 ou plus. bureaux dans immeuble neuf. Tél. : 758-12-40.

TERNES, rez-de-ch. sur rue. 4 BUREAUX, 3 TEL., TELEX. A vendre libre. Tél. MED. 18-80.

ESPLANADE INVALIDES
A vendre ou à louer
440 m2 SUR 3 NIVEAUX 6 lignes téléph. Immeuble neuf grand standing.
Tous les jours de 12 à 18 h. 30. 49 BIS, RUE FABERT, 7e Renseignements : 720-91-46.

EUROPE LOCAL 550 m2 pour comm. ou burx. stand., cft. Bail 9 a. Se pas-pte. Loyer 25.000 F mens. - 231-47-95.

7e PALAIS-BOURBON
Hôtel particul. à usage bur. A louer en partie immédiatement Secrét. Récept. Tél. Telex disp. Tél. 555-17-41.

VIIIe 450 m2 BUREAUX ds immeuble récent tt cft, 10 lignes tél., 4 park. Bail. - 225-66-10.

EXCLUSIVITE
16, PLACE VENDOME, 1er
225 m2 bureaux luxueux immeuble prestig., bail 3-6-9. Richard Ellis, 225-27-88.

MADELEINE Bureaux 110 m2 1er étage s/rue. - 387-51-15.

fonds de commerce

URGENT Kiné vd ou laisse à Assist. sérieux impl. cabinet banl. nord Paris. Tél. Cab. 990-69-69 ou Tél. Appt. 990-20-22.

A VENDRE HOTEL grand standing
100 chambres, situé sur plage à Libreville, Gabon. Pour renseignements : écrire DUO/IB Boîte Postale 20 847. ABIDJAN (COTE - D'IVOIRE).

locaux commerciaux

Cession de bail - 180 m2, 15e arrond. atelier architecture, tél., kitch., douches, wc. loyer 1.500 F + charges. Ecrire à no T 060.904 REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Sté de Rénovation vend dans secteurs commerciaux sélectionnés Murs de Boutiques et Magasins PRES BON-MARCHE ET RUE DE SEVRES RESTAURANT ET GALERIE DE TABLEAUX AVEC BAUX NEUFS

15e FRONT DE SEINE BOUTIQUE plus de bail expulsion avec éviction ou pas en cours. PLACEMENT AVEC GRANDE SECURITE Deux quartiers populeux et d'avenir. GIRPA 325-25-25 et 56-78.

Mo VAUGIRARD, vends ATELIER DE POTERIE entièrem. équipé, clientèle enseig. céramique. Petit loyer. Prix 55.000 F Ecr. no 6.590 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9e

immeubles

DEAUVILLE
14, QUAI DE LA TOUQUES
Futur Port de Plaisance. Très bel immeuble rénové luxueusement, comprenant : 10 CHAMBRES ET STUDIOS Entièrement équipés-décorés. Possible de vendre par unité. INVESTISSEMENT EXEMPLAIRE dans ville touristique numéro 1. Locations fructueuses assurées, saisonnières et de week-end. Renseignements-Visites sur place. Voir le PROPRIETAIRE EXCLUSIVEMENT. les 19 et 20 ou l'appeler à : 325-25-25.

terrains terrains

TERRAINS A BATIR
sur les communes de
La Celle-St-Cloud Vaucresson
S.F.T.B. 929 91 50

hôtels-partic.

VION SA (fondée en 1900) recherche pour sa clientèle hôtels particuliers Paris, Neuilly, 89, faubourg Saint-Honoré. VIIIe. Tél. 266-66-92.

1er Maison indépend. XVIIIe Prox. Place des Victoires Au calme, ds verdure. Original, 140 m2, pour couple, état except. 750.000 F. - 222-93-06.

pavillons

TOURAINE près d'AMBOISE
b. pavil « F-5 », 5 ans, tout cft, ss-sol, 3.000 m2, vue camp., bois. Possibilité Crédit Vendr. Exclusivité BABAULT AMBOISE.

fermettes

Près COURTENAY (Loiret) par A. 6, propriétaire vend excellente FERMETTE, très bien située, 240 m2 couvert d'un seul tenant, 4 pièces + étable + grange, beau grenier, cave voûtée, petit bâtiment, terrain de 4.500 m2 avec point d'eau (viabilité). Prix : 160.000 F à débattre si paiement comptant. Me téléphoner pour rendez-vous 15-38-95-43-52.

villas

450.000 F part. vd à part cau départ province villa 5 pièces ch. de bonne + 3 ss-sols + d pend. Etat nf, jdin amé. clos murs. Calme, banl. Est, 500 autor. A-3, RER fin 75 : 30 mi Opéra (18 km). Tél. : 935-08- seulement pour visite intéressé

maisons de campagne

Part. vend région Rambouill maison de campagne, 7 pièce 1.400 m2 terrain, dépendance Tél. : 483-06-92.

villégiatures

Hôtel - Club Français Vala Suisse. Forfts-ski Noël, févrie Pâques. Voyage en Russie 27 décembre 74 au 2 janvier 7 Doc. ECR. Club SUNWAYS, Ch 1938 CHAMPEX.

domaines

A vdre domaine, 65 km. Pari 2 mais., 9.000 m2 terr. à bâti spac. bâtim. 180 m2, tr. bx arb gd garage, 4 pet. bâtim., auto A-10, A-11 et RN 10. 700.000 F Ecr. no 7.357, « le Monde » Pub 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

ADJUDICATION au siège de l'Office Notarial THION DE LA CHAUME et PICHON, notaires associés, 8, boulevard de Sébastopol à Paris (4e), merc. 30 oct. 1974, à 14 h. 30, par le minist. Me PERINNE, not., PARIS
300 PARTS de 100 F chac. entièr. libérées de la S.A.R.L. « Société Immob. de l'Avenue Marceau », au capital de 40.000 F. ayant son siège à PARIS, 73, avenue Marceau (Société du 6e étage) et dont l'actif se compose de
UN APPARTEMENT 6 P. - 157 m2
au 6e étage av. dépend - Au 7e étage, chambre, loggia, chambre de bonne Terrasse 80 m2 au 8e étage - Cave au sous-sol
1, rue Newton et 73, avenue Marceau, PARIS (16e)
LIBRE - MISE à PRIX : 450.000 Francs
(sous condition suspensive de l'agrément de l'associé). Consignation pour enchérir 100.000 F par chèque certifié. S'adr. pour rens. Et. Mes THION DE LA CHAUME et PICHON, déposit. cahier des charges, T. 277-76-10 ; et vis. sur place Mlle GREDER, tous les jours sauf dim. de 10 à 15 h.

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 31 octobre 1974, à 14 heures.
PROPRIÉTÉ à SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS
(Val-de-Marne) - 83 bis, avenue de Bonneuil
Comprenant : Pavillon d'habitation, 4 pièces, sous-sol, cuisine, salle de bains et jardin - Contenance 416 m2.
MISE A PRIX : 150.000 FRANCS.
S'adr. Me JALLES, avocat à Paris, 36, rue des Petits-Champs (T. 073-62-33).

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 24 octobre 1974, à 14 heures.
UN APPARTEMENT - UN LOCAL A USAGE COMMERCIAL
Jouissance à titre privatif d'un jardin
UN EMPLACEMENT POUR VOITURE - UNE CAVE
Dans un immeuble sis
A SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS (94)
13 bis, avenue Foch
M. à P. : Droits immob. 150.000 F - Fonds comm. 25.000 F.
S'adr. 1) Me LYONNET DU MOUTIER, avoc., 182, rue de Rivoli, Paris ; 2) Me J.-M. GARNIER, syndic, 63, bd St-Germain, Paris (5e) ; et à tous avoc. exerçant près Trib. Gr. Inst. de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à VERSAILLES, le MERCREDI 30 OCTOBRE 1974 à 10 heures.
BELLE PROPRIÉTÉ
Comprenant : Maison d'habitation - Cour et bâtiment à usage d'écurie - D'une contenance totale de 19 A. 94 CA. sise à
MAREIL-sur-MAULDRE (Yvelines)
Angle Route Nationale et rue des Mondions.
MISE A PRIX : 170.000 FRANCS.
S'adresser pour tous renseignem. à Me J. DEVEAU, avocat, 5, avenue de la République à MANTES-LA-JOLIE (477-00-68) ; et sur les lieux pour visiter.

Vente au Tribunal Grande Instance MARMANDE, vendredi 25 octobre 1974, à 14 heures. - VENTE SUR SAISIE IMMOBILIERE D'UN
CHATEAU XIXe SIÈCLE, Style Empire
situé dans un parc de 7 HA. 47 A. 05 CA.
Nombreux arbres, un certain nombre centenaires ; salles à manger et salons, bureau, bibliothèque - 31 chambres avec tout le confort, certaines avec salle de bains, w.-c. particuliers, chauffage central, cuisine au gaz butane, office, le tout en excellent état et désigné sous le nom de
DOMAINE DE PARDIAC A SAMAZAN (Lot-et-Garonne)
Sur la mise à prix de 200.000 francs.
Pour tous rens. s'adr. à la Société Civile d'Avocats LAFON, LASSERRE, DUFOUY, 2, rue de Solleville à MARMANDE, tél. 64-00-40.

Vente sur licitation au Tribunal de Grande Instance à Versailles (78), le mercredi 23 octobre 1974, à 16 heures, en un seul lot
DIVERS BATIMENTS - LOCAUX EN COURS
dépendant de l'ensemble immobilier sis à
VERSAILLES (78) - 42, rue Albert-Joly
MISE A PRIX : 300.000 FRANCS.
S'adresser pour renseignements à Versailles à Me GUEILHERS, avocat, et Me RUELLE, avocat.

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 24 octobre 1974, à 14 heures.
DEUX APPARTEMENTS à SAINT-OUEN
(Seine-Saint-Denis)
45, RUE ROBERT-DHALENNE
LIBRES DE LOCATION ET D'OCCUPATION
MISES à PRIX - 1er Lot : 100.000 F ; 2e Lot : 100.000 F
S'ad. Me B. DE SARIAC, avoc., Paris, 34, r. Bassano ; Me FERRARI, synd., à Paris, 130, rue Rivoli ; Mes HERSAN et FREMEAUX, not. à St-Ouen.

Vente sur saisie Palais Justice Paris, jeudi 24 octobre 1974, 14 h. EN 15 LOTS DANS UN IMMEUBLE A ST-MAUR-DES-FOSSÉS (94) - Lieudit « Champignolles », 60-64, bd de Champigny - Bât. A
8 APPARTEMENTS - 1 BOX - 6 PARKINGS
LIBRES DE LOCATION ET D'OCCUPATION (sauf le 3e lot occupé)
Mises à prix : 1er lot, 121.500 F ; 2e lot, 31.500 F ; 3e lot, 108.000 F ; 4e lot, 126.000 F ; 5e lot, 112.500 F ; 6e lot, 121.500 F ; 7e lot, 126.000 F ; 8e lot, 144.000 F ; 9e lot, 13.500 F ; 10e lot, 4.500 F ; 11e lot, 4.500 F ; 12e lot, 4.500 F ; 13e lot, 4.500 F ; 14e lot, 4.500 ; 15e lot, 4.500 F.
S'adresser pour rens. à Mes Y. BODIN et Ph. LUCET, société d'avocats à Paris (8e), 15, place de la Madeleine (tél. 265-37-48 ou 265-31-62).

Vente au Palais de Justice à PARIS, le JEUDI 31 OCTOBRE 1974, à 14 h. EN UN SEUL LOT :
UNE BOUTIQUE
Un logem., deux remises, une pièce, une cave, w.-c.
dans un immeuble sis à
BOIS-COLOMBES (Hts-de-Seine)
77, rue des Bourguignons
MISE à PRIX : 50.000 F.
S'adr. pr ts renseignements, à : Me J. NOUEL, avocat, 26, bd Raspail, Paris (7e) (544-10-33), et à ts avoc. pr. Trib. de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

Vente sur Saisie Immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY le MARDI 29 OCTOBRE 1974, 13 h. 30
UN PAVILLON
d'une contenance totale de 491 m2, sis à
DRANCY (93)
8, rue Montesquieu
MISE à PRIX : 30.000 F.
S'adresser, pour tous renseignements : Me J. NOUEL, avocat à Paris, 26, bd Raspail, et à ts avocats près les Trib. de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil.

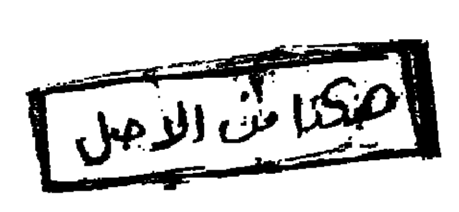
Vente s/Saisie Immob. au Palais de Justice de CORBEIL-ESSONNES (91), le MARDI 29 OCTOBRE 1974, à 14 h.
UN APPARTEMENT
sis à
GRIGNY II (91)
12, rue Victor-Hugo
5 pièces ppales, cave, parking. Bâtiment V6 - Rez-de-chaussée.
MISE à PRIX : 13.000 F.
Renseignements : s'adresser à Mes TRUXILLO et AKOUN, avocats associés à Corbeil-Essonnes, 51, rue Champlouis, tél. 496-30-26/496-14-18.

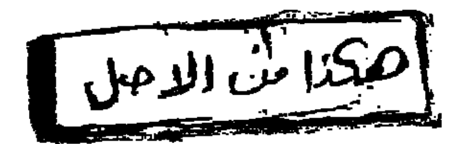
Adj. Et. Me BONNART, not., Paris, 5, r. Louvre, le 30 oct., à 14 h. 30, En un lot de 487 PARTS D'INTÉRÊTS de la SCI la Félicité donn. droit à
UN APPARTEMENT LIBRE
à Paris-17e, 21, r. de la Félicité (hall, liv., 3 ch., c., s. bs, wc, cave).
M. à px 48.700 F. C. 10.000 F.
S'adr. Me BONNART, not., Paris, 5, rue du Louvre.

ADJUD. Tribunal de Commerce Paris le MARDI 22 OCTOB. 1974, à 14 h. 15 Fonds Cce ayt objet INSTALLAT. ANTENNES à LEVALLOIS-PERRET 122, rue A.-Briand M. à p. (NE p. ét. b.) 30.000 F. Cons. 20000 F. - S'ad. Mes M. et X. Demortreux, not., 67, bd St-Germain, Paris et Me Sagette, synd., 6, r. Savoie, Paris

Vente s/Sais. Immob. Palais Justice de Versailles, 3, place Louis-Barthou Mercredi 6 novembre 1974, 10 heures
PROPRIÉTÉ 9, route de Trappes
CHATEAUFORT (78)
MISE A PRIX : 35.000 F.
Pr ts renseign. s'adresser Versailles Me MOURICHOUX, avocat, 24, r. des Réservoirs. Tél. : 950-08-57, et au Greffe Trib. Gde Instance Versailles

Vente s/Sais. Immob. Palais Justice de Versailles, 3, place Louis-Barthou Mercredi 6 novembre 1974, 10 heures
MAISON HABITATION
avec cour, jardin, 8, rue de la Reine
SARTROUVILLE (78)
MISE à PRIX : 50.000 F.
Rens. Versailles : Me MOURICHOUX, av., 24, r. des Réservoirs, tél. 950-08-57 et au Greffe Trib. Gde Inst. Versailles





JUSTICE

LE PROCÈS DES «RATONNADES» DE BAGNEUX

...s peines exemplaires sont requises contre les policiers inculpés

L'interminable plaidoirie de Me René Nicolas — deux tours et demi d'horloge sans inter-...ption — a contraint M. Armand Kopp, qui ...sidait, samedi 12 octobre, la seizième chambre ...rectionnelle de Paris, à lever l'audience vers ... h. 30 et à reporter à vendredi prochain à ... heures la suite du procès dit des « ratonnades » ... Bagneux (« le Monde » des 12 et 13-14 octobre). ... reste à entendre Me Castellane, le dernier ...fenseur des douze policiers poursuivis dans ...te affaire pour de multiples infractions, et ...culpés, notamment, au titre de l'article 314 du ...de pénal, la loi « anti-casseurs ».

Le substitut du procureur de la République, ... Pierre Tatu, a requis des peines « exemplaires » ...ntre les prévenus. Me Hug, avocat de M. Lakdhar Mehdaoui, partie civile, a réclamé 5 000 F de dommages et intérêts pour les coups et blessures infligés à ce dernier — qui est lui-même poursuivi pour violences à agents. — 20 000 F pour les déprédations commises au domicile de son client, et 10 000 F de provision, plus une expertise pour Lionel Hamon, le jeune beau-fils de M. Mehdaoui, qui a eu un tympan crevé à la suite des brutalités policières. L'adolescent est un handicapé physique et mental.

Au nom de la Confédération des Français musulmans rapatriés d'Algérie, Me Catta a réclamé le franc symbolique de dommages et intérêts, et a demandé au tribunal d'examiner le « caractère raciste de cette affaire ».

...ent cinquante minutes de ...idoirie, c'est long, très long, ...tout lorsque la plaidoirie en ...estion peut, sans en souffrir, ...e résumée en quelques lignes. ...ndant deux heures et demie, ...nc, Me René Nicolas s'est ...orcé de démontrer que les dis...sitions de la loi « anti-casseurs » ...i *à caractère exclusivement ...itique* », ne pouvaient « *en au...ne façon* » être retenues contre ... policiers inculpés. Défenseur de ...M. René Garnaud, inspecteur ...visionnaire, et André Cau, ins...cteur principal — le premier est ...stigateur présumé de l'expé...ion punitive du 25 avril 1972 ...igée contre M. Mehdaoui et une ...inzaine de travailleurs immi...és ; le second est l'auteur du ...up *de feu tiré pendant* le sac...ge — l'avocat a estimé que le ...eul tort » de ses clients a été ... cacher à leur supérieur hié...rchique, le commissaire prin...al Jacques Chateau, également ...culpé, qu'ils avaient « *brisé ...elques vitres* ». Un point, c'est ...t.

Une histoire de carreaux ...ssés, ce n'est pas exactement, pour le ministère public, à quoi se limitent les faits reprochés. M. Pierre Tatu établissait de façon implacable que la descente de police du 25 avril 1972 constituait bien une « *action concertée, menée à force ouverte par un groupe* ». Cette opération a entraîné des violences et des déprédations passibles de l'article 314 du code pénal. Mais, pour le substitut du procureur de la République, il y a encore plus grave : après la « visite domiciliaire » à Bagneux, après « l'audition vigoureuse » de M. Lakdhar Mahdaoui, de M. Lionel Hamon et de quelques autres travailleurs nord-africains et portugais au commissariat de Montrouge, les policiers inculpés ont rédigé des *rapports contenant « d'importantes inexactitudes »*. Autrement dit, de faux procès-verbaux.

Or, remarquait alors M. Pierre Tatu, la justice se fonde quotidiennement sur des rapports de police. En l'occurrence, le commissaire Chateau et ses subordonnés — tous suspendus, avec demi-traitement, après l'enquête de l'inspection générale des services, la police des polices — ont « *trahi cette confiance* » et ont « *jeté le discrédit sur l'ensemble de la police* ». C'est pourquoi le substitut du procureur de la République requérait, en insistant sur le mot, des peines « *exemplaires* », après s'est déclaré « *écœuré* » par le système de défense adopté par les douze prévenus, qui nient en bloc tous les faits dont ils sont accusés.

Ce mutisme intégral n'a pas facilité, samedi, la tâche des divers défenseurs. S'attachant surtout à rendre hommage au « *grand corps sain qu'est la police* » — hommage également rendu, longuement, par le ministère public et par la partie civile : tout le monde est bien d'accord, mais quel rapport avec l'affaire, et pourquoi l'honnêteté des deux millions de travailleurs immigrés en France est-elel rappelée à chaque fois qu'un étranger est inculpé ? — les avocats de la défense ont tenté, sans convaincre absolument, de démontrer que leurs clients respectifs n'avaient fait qu'« *obéir aux ordres* » et n'avaient « *en aucun cas participé au saccage* ». Qui, alors ?...

Pour la partie civile, Me Hug insistait d'abord sur le caractère « *tout à fait exceptionnel* » de ce procès, oubliant délibérément toutes les affaires dans lesquelles des policiers ont déjà été impliqués — corruption à Lyon, cambriolages à Nice, brutalités rue Mademoiselle, pour ne citer que les plus récentes. Il mettait ensuite l'accent sur « *l'esprit de vengeance et de haine* » qui animait le « commando » du 25 avril 1972. « *Si M. Mehdaoui n'avait pas été algérien*, déclarait-il, *cette expédition punitive aurait-elle eu lieu ?* »

L'avocat remarquait enfin que les policiers inculpés avaient agi comme s'ils avaient été « *sûrs de l'impunité* » et comme si, pour eux, « *la répression constituait une fin en soi* ».

MICHEL CASTAING.

AU CONGRÈS DE CRIMINOLOGIE

...Le monde des affaires et sa délinquance»

De notre envoyé spécial

Limoges. — « Ne faudrait-il pas dépénaliser sinon totalement, du ...oins partiellement, certains délits d'affaires ? » *Sur ce souhait sur...enant s'est achevé, le 12 octobre à Limoges, le congrès français de ...iminologie. En se donnant pour thème « Le monde des affaires et ... délinquance », ce congrès n'avait manifestement pas pour but de ...ier la* « criminalité en col blanc ». *Après trois jours de débats — ...sez neutres, il est vrai, — on ne pouvait guère s'attendre à une ...nclusion aussi négative. Ce fut pourtant celle du rapport général ...ésenté par Me Roger Merle, avocat, professeur à l'université des ...iences sociales de Toulouse, qui a reproché à la justice une* « création artificielle de la délinquance » *et regretté une* « stigmatisation » ...cessive *des délits financiers dans la presse et même dans les* « déclarations gouvernementales ». *C'était là une manière sans doute ori...nale de faire la synthèse des travaux d'une assemblée où l'on a ...tamment rappelé que la dissimulation fiscale représente chaque ...née le butin de plusieurs millions de hold-up, où un procureur ...néral a déploré que la majorité des délits d'affaires — et parmi ...x-ci les plus graves — ne puissent être poursuivis, où enfin on ...énéralement souligné la nécessité d'un net renforcement de l'appa...l judiciaire dans ce domaine.*

...n dépit de la présence de ...gistrats et de policiers spécia...s, *ce congrès* aura souffert ...voir fréquemment négligé l'exa...n d'exemples concrets dont l'ac...lité récente ne manque pour...t pas. Souvent, les participants ... paru se laisser dépasser par ... « dimension » du sujet et se ...tenter de généralités, ou, à ...verse, d'une précision exces...e sur des aspects annexes. ...si, tandis que l'on venait de ...onnaître qu'il était vain d'éta... un portrait-robot du délin...nt d'affaires, était-il néces...e qu'une commission cherche ...n définir la personnalité jus...à la caricature ? « *Un séduc...r, souvent âgé de quarante à ...quante ans, doué d'une hyper...alité, dont l'attitude n'est pas ...ourvue d'éléments ludiques, ...tôt inadapté, tantôt hyper...apté.* » L'impossibilité — ...n l'inutilité — d'établir des ...ssifications, une typologie, ...ait permettre à Me Merle d'af...ner plus tard : « *Criminologi...ment, le délinquant d'affaires ...iste pas.* »

...e congrès s'est toutefois dé...ti de sa neutralité à l'occasion ...eux interventions. L'une d'elles ...ait être remarquée — et vive...t critiquée. M. Jean-Fran... Lachaume, professeur de ...it à Poitiers, a déclaré : « *L'ar...t, le pouvoir, la politique* ...ème des réflexions de l'une des ...missions) : *voilà un ménage ...rois inéluctable.* » Il a af...é que l'intervention crois...te de l'Etat dans le domaine ...nomique favorisait « *l'inter...nce des puissances d'argent ...s la politique* », et ajouté que ...financement des partis et des ...pagnes électorales par des ca...ux privés entraînait une col...on inévitable dont l'existence ... un facteur criminogène : « *Si ...pouvoir peut s'acheter, il peut ...endre.* »

...n autre juriste, Mme Marie-...abeth Cartier, a accusé cer...es administrations, celle des ...ôts notamment, de ne pas ...rmer suffisamment la justice ... certaines pratiques ou situa...s douteuse.

...lle a également reproché à ...ains organismes de contrôle ... l'enquête leur *manque de col...ration* avec les parquets. Mais ... commission que représentait ...e Cartier a surtout accusé les ...ques de maintenir en connais... de cause leur aide à des ...mes d'affaires *en infraction :* « *L'attitude des banques favorise souvent les pratiques délictueuses.* » Elle a, d'autre part, insisté sur la nécessité de revoir le rôle de certaines professions telles que celles de commissaires aux comptes ou de syndics, afin que celles-ci deviennent effectivement des auxiliaires de la justice, y compris en matière de prévention.

On a bien sûr souhaité qu'en outre les moyens d'investigation donnés aux parquets et aux juges d'instruction soient considérablement augmentés. On a, sur ce point, suggéré la création d'un corps d'experts fonctionnaires dépendant uniquement de l'autorité judiciaire, ainsi qu'il en existe en Allemagne fédérale. Des magistrats ont *dû reconnaître que* les procureurs doivent actuellement faire une sélection devant le nombre des infractions à poursuivre.

Dans le rapport final, Me Merle a clairement avoué son inquiétude devant les propositions des congressistes tendant à élargir le rôle du parquet et à renforcer les contrôles des activités des sociétés : « *Va-t-on tout dénoncer ? Toute la France commerçante et industrielle n'aurait-elle pas lieu d'être inquiète ?* » Faisant allusion aux risques d'un encombrement excessif des tribunaux, l'avocat a précisé que tout cela pouvait « *tourner à la tracasserie* »... Reprenant un plaidoyer dont il avait déjà été l'auteur lors d'un débat d'introduction au congrès (*le Monde* daté 13-14 octobre), l'orateur a ajouté que « *la recherche du profit est la règle dans une société de consommation et dans un système capitaliste, car le profit se confond avec la rentabilité* ». En posant la question : « *Où est la frontière entre le licite et l'illicite ?* » Me Merle a conclu que l'on avait peut-être pris « *le problème à l'envers* ».

Il convient, pour lui, de mettre d'abord en cause la législation et de décriminaliser certaines « *irrégularités* », que l'on peut considérer comme inhérentes au monde des affaires. Pour de semblables propos, M. Jacques Leauté, directeur de l'Institut de criminologie de Paris, était monté quelques instants plus tôt à la tribune pour s'étonner que l'on puisse faire preuve d'indulgence à l'égard de la « *criminalité en col blanc* » sans « *donner l'impression de faire une justice de classe* ».

FRANCIS CORNU.

LA VILLE DE NANCY NE DEVAIT PAS INTERDIRE «L'INFAME» DE ROGER PLANCHON

Le litige qui opposait — à propos de la pièce « l'Infâme » — le metteur en scène Roger Planchon et la Compagnie du Théâtre de la Cité de Villeurbanne à la ville de Nancy vient de se terminer par un arrêt de la cour d'appel de Nancy donnant entièrement gain de cause au metteur en scène et à la Compagnie.

Ayant tout d'abord invité Roger Planchon à donner sa pièce « l'Infâme » les 20 et 21 novembre 1970, la municipalité avait, au dernier moment, décidé de la retirer de l'affiche (« le Monde » du 13 novembre 1970).

Déjà le 26 juin 1972, le tribunal de Nancy avait tenu la ville pour « seule et entièrement responsable de l'inexécution de contrat » en la condamnant à verser à la Compagnie du Théâtre de la Cité, représentée par Me Paul Bouchet, avocat au barreau de Lyon, la somme prévue au contrat, 50 000 F, et 5 000 F de dommages et intérêts.

Sur appel du maire de Nancy, M. Marcel Martin (non inscrit), la cour a confirmé ce jugement en précisant que le paiement du cachet figurant au contrat ne libérait pas pour autant la ville des engagements « intellectuels et moraux » qu'elle avait contractés à l'égard des comédiens comme du public, à moins de « méconnaître les intérêts du Théâtre de la Cité, lesquels n'étaient pas seulement pécuniaires, car on ne saurait traiter un répertoire de théâtre comme une quelconque marchandise dont le fournisseur accepte volontiers de différer la livraison, pourvu qu'on la lui paie ».

● *La cour d'assises des mineurs de Versailles* a, après quatre jours de débats à huis clos, prononcé de lourdes peines, samedi 12 octobre, à l'encontre de quatre des cinq jeunes malfaiteurs coupables d'avoir commis quarante-deux agressions au cours du seul mois de janvier 1971, et inculpé de vols, vols qualifiés, tentatives d'homicide volontaire et port d'armes prohibé.

Gilbert Cazes, vingt-huit ans, a été condamné à vingt ans de réclusion criminelle; Claude Py, vingt-quatre ans, et Rachid Doudou, vingt-trois ans, respectivement à dix-huit et quinze ans de la même peine ; Richard P..., dix-neuf ans, à douze ans de prison. Le cinquième, Dominique N'Godi, vingt-trois ans, a été condamné à cinq ans d'emprisonnement pour port d'armes prohibées.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

ENVIRONNEMENT

Victoire des écologistes à Marckolsheim

Strasbourg. — Les défenseurs de l'environnement et les écologistes ont remporté, le dimanche 13 octobre, à Marckolsheim, leur première victoire politique. Les élections municipales complémentaires organisées pour remplacer les dix conseillers qui avaient démissionné en raison de l'installation, sur le territoire de la commune, des usines chimiques Chemische Werke de Munich, ont fait basculer la majorité de ce conseil municipal de vingt et un membres. Les onze sièges ont tous été remportés à une fort majorité des vox par la liste « Défense des intérêts de Marckolsheim ».

Sur 1 156 suffrages exprimés (inscrits, 1 557 ; votants, 1 214, soit une participation de 78 %), les membres de la liste qui comptait quatre conseillers démissionnaires (les autres ne s'étant pas représentés) ont obtenu une moyenne de 809 voix, soit près de 70 % des votes. Les trois autres listes, toutes favorables à l'équipe restée en place autour du maire, M. Gérard Werny, qui avait accepté la venue de l'entreprise allemande, n'obtiennent aucun siège.

Des contrôles supplémentaires

Le résultat de cette élection, qui est une surprise aux yeux de maints observateurs, peut être interprété comme une réaction de la population face à des prises de position trop abruptes de l'administration qui avait défendu l'usine. Il encouragera les écologistes, qui se relaient depuis quatre semaines, malgré les intempéries, sous leurs abris de fortune pour occuper le terrain convoité sur la zone industrielle. Tandis que s'allonge la liste des signatures de soutien (elles dépassent largement les cinq mille), des centaines de sympathisants ont encore rendu visite dimanche aux contestataires. Parmi eux, on remarquait Lanza del Vasto accompagné de quelques-uns de ses disciples. Le philosophe a déclaré : « *Nous pensons que la cause est bonne. Nous sommes les défenseurs du Larzac. Nous sommes contre les agents de la mort, contre toutes les pollutions.* »

Le résultat de cette consultation fera sans doute aussi réfléchir les responsables de la firme ChemischeWerke, qui affectaient de voir dans les manifestations qui se succèdent depuis plusieurs mois dans la région une agitation superficielle entretenue « *de l'extérieur* ». Même si l'usine s'installe en définitive, son fonctionnement sera soumis à une série *de contrôles* supplémentaires.

Ces contrôles *ont été* précisés récemment au cours d'une réunion qui groupait autour du préfet de région les responsables de l'entreprise d'outre-Rhin ainsi que les représentants de l'Association fédérative régionales pour la protection de la nature (A.F.R.P.N.). Il s'agit d'éviter avant tout la stagnation des fumées contenant du plomb et leur accumulation dans les environs de l'usine *en cas d'inversion* de température.

En cas de conditions atmosphériques trop défavorables, l'administration procéderait purement et simplement à la fermeture temporaire de l'usine. Pour ce qui concerne les risques d'accumulation et de concentration du plomb, le service des mines devra procéder à intervalles réguliers à des contrôles du sol, du tapis végétal et des chaînes alimentaires.

Mais sur ce dernier point le bureau de l'A.F.R.P.N. se montre particulièrement sceptique. Il conteste l'efficacité de ces contrôles puisqu'il s'agit de doser la présence de métaux lourds bien plus *difficiles à déceler que celle de* gaz par exemple. L'affaire est donc loin d'être close.

JEAN-CLAUDE HAHN.

VOIES PIÉTONNES : Quatre fois moins de pollution

Les expériences de voies piétonnes, tentées dans plusieurs rue de Paris le 15 août, ont entraîné une baisse considérable de la pollution atmosphérique.

Le préfet de police vient, en effet, d'indiquer, en réponse à une question écrite de M. Bertrand de Maigret, conseiller de Paris, que les mesures faites alors place de la Concorde, livrée aux piétons, ont montré que la pollution était quatre à huit fois inférieure à celle d'un jour de circulation normale. Selon les services techniques de la préfecture, les teneurs en monoxyde de carbone, substance-test de la pollution par les gaz d'échappement, ont varié entre 1 et 1,5 partie pour mille seulement.

Dans la baie de Bourgneuf

L'ADMINISTRATION INTERDIT UN PROJET DE CENT SOIXANTE-DIX MAISONS

M. Paul Camous, préfet des pays de la Loire, vient, par un arrêté, de refuser à un promoteur, M. Merlin, l'autorisation de créer un important lotissement dans la baie de Bourgneuf-en-Retz, au sud de la Loire-Atlantique.

Le projet consistait à construire cent soixante-dix maisons dans la commune des Moutiers, sur un terrain de 6 hectares. Le maire et le conseil municipal de la localité étaient favorables au projet. *L'arrêté du préfet se fonde* sur plusieurs motifs : dune sauvage, marais possédant une flore et une faune rares, difficultés pour le système d'épuration des eaux usées, risques naturels du fait de la mer.

● TRENTE MILLE TRUITES EMPOISONNEES. — Trente mille truites et plusieurs milliers d'autres poissons sont morts empoisonnés par des déchets toxiques déversés dans un petit cours d'eau, « la Pallu », qui relie Castets (Landes) à l'étang de Léon. Une enquête est ouverte.

A PROPOS DE...

L'AUTOROUTE ET SON ENVIRONNEMENT

GUÉTHARY EN MIETTES ?

Pour être deux heures plus tôt sous les murailles d'Avila, face aux Grecos de Tolède ou sur les gradins des arènes de Bilbao, qui n'a souhaité qu'une autoroute permette de faire sauter les « bouchons » de Bayonne et de Behobie ? Mais qui a souhaité que cette commodité soit payée du prix de merveilles détruites ou entamées ?

Ainsi l'ensemble ravissant de verdure et d'habitat traditionnel qu'est le petit village de Guéthary. Déjà cisaillé dans sa longueur par la voie de chemin de fer Paris-Hendaye qui, comme un mur de Berlin coupant l'Est de l'Ouest, isole la frange côtière de cette minuscule commune de 140 hectares, puis par la nationale 10, plus difficile à traverser en août que la mer Rouge par les Hébreux et plus bruyante alors qu'un chantier de la Défense, on apprend maintenant que ce village miniature va être éventré, troué en son centre même, par l'autoroute AG.

Il ne s'agit pas de dénoncer on ne sait quelle incompétence ou incurie. Les ingénieurs chargés du tracé par la société ACOBA ont fait de leur mieux pour corriger les méfaits de cette éventration, inventant ici de couvrir la route, là de coiffer le tunnel d'un jardinet... Reste que l'ensemble formé par l'église du douzième siècle et les quelques vieilles maisons du village central va être entaillé comme par une balafre.

Des solutions de rechange ? La municipalité de Guéthary et le comité de défense du site en ont suggéré. Par exemple de déplacer le tracé de quelque 600 mètres vers l'est, le faisant passer à travers deux grands domaines plutôt qu'en imposant l'expropriation partielle de plusieurs dizaines de petits propriétaires.

Les campagnes menées sur place pour éviter la réalisation du projet primitif ont abouti à sa remise en question. La section des travaux publics du Conseil d'Etat va en délibérer prochainement. On peut souhaiter que les considérations d'esthétique et d'équilibre écologique seront, mieux que par les entrepreneurs, prises en considération par les magistrats.

JEAN LACOUTURE.

Rhône-Alpes

● LE BUDGET DE RHONE-ALPES. — Une coquille a déformé le sens d'un passage de l'article de Jean-Marc Théolleyre consacré à la préparation du budget de la région Rhône-Alpes (*le Monde* du 28 septembre, page 23). Il fallait lire : « *Quand on sait tout ce qu'il y a à faire dans la région, 110 millions de francs ne paraissent pas excessifs* », et non « *paraissent excessifs* ».

FAITS DIVERS

Dans le Calvados et le Haut-Rhin

CINQ PERSONNES PÉRISSENT ASPHYXIÉES

Trois personnes d'une même famille, domiciliée à Isigny-sur-Mer (Calvados), M. Edmond Chappaz, vingt-quatre ans, et ses deux enfants, Angélique, quatre ans, et Brigitte, deux ans, ont succombé pendant la nuit du 12 au 13 octobre aux émanations d'oxyde de carbone provenant d'un poêle à charbon défectueux. Les deux autres membres de la famille, la mère des enfants et Laurence, un bébé de deux mois, ont pu échapper à l'asphyxie.

D'autre part, à Mulhouse (Haut-Rhin), deux personnes ont également succombé dans la nuit du 11 au 12 octobre à des émanations d'oxyde de carbone provenant d'un poêle à feu continu ; il s'agit de Mme Marceline Scheffel, cinquante-quatre ans, et de sa mère, âgée de quatre-vingt-quatre ans.

Provence - Côte d'Azur

La quasi-totalité des maires du Var s'opposent au transfert de la préfecture

De notre correspondant

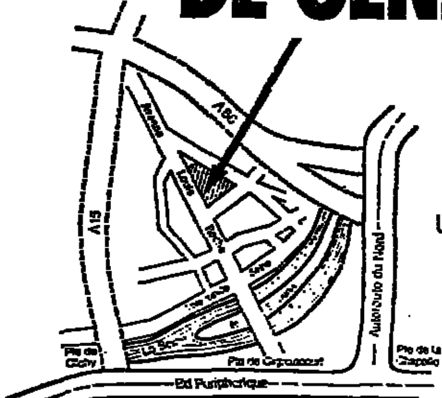
Draguignan. — La décision prise le 25 septembre dernier par le conseil des ministres de transférer la préfecture du Var de Draguignan à Toulon continue de provoquer une véritable levée de boucliers : 143 maires du Var sur 153 se sont réunis samedi 12 octobre en assemblée générale extraordinaire, sous la présidence de M. Edouard Soldani, sénateur, maire de Draguignan, président du conseil général, et se sont prononcés contre le transfert de la préfecture.

Neuf communes étaient absentes : Toulon, dont le conseil municipal moins une voix et une abstention s'est prononcé en faveur du transfert ; Bandol, Le Beausset, La Londe, Hyères, Saint-Mandrier, Tanneron, Le Val et Sanary. Au terme d'une séance qui ne dura pas moins de trois heures, les maires varois adoptèrent une motion à l'unanimité moins une voix, dans laquelle ils manifestent leur hostilité au projet de transfert.

Plusieurs maires ont proposé notamment la démission générale des élus varois et des conseillers généraux. D'autres sont partisans d'une grève administrative totale ou du sabotage conscient et organisé des décisions gouvernementales et préfectorales. Un premier pas a été fait dans cette voie puisque, avec l'accord de l'Association des maires du Var, le conseil municipal des Adrets a décidé de démissionner.

D'autre part, au cours d'une conférence de presse organisée samedi à la mairie de Sanary (Var), les sept conseillers généraux (cinq de Toulon, un d'Ollioules, un du Beausset) sur les quarante et un que comporte le département, et qui sont favorables au transfert de Draguignan à Toulon de la préfecture du Var, ont rappelé, par la voix du maire de Toulon, M. Maurice Arreckx, que la situation des fonctionnaires visés par le transfert sera « *examinée cas par cas* » et qu'« *une aide financière était prévue pour ceux qui auraient contracté des dettes* ». Le départ de Draguignan de certains fonctionnaires sera compensé par le transfert dans cette ville d'environ cent cinquante familles de fonctionnaires toulonnais. D'autre part, soixante fonctionnaires de la préfecture de Draguignan seront maintenus dans les services de la future sous-préfecture, tandis qu'un certain nombre d'autres seront mutés dans des services décentralisés de trois ministères parisiens. Après avoir indiqué que le coût de l'opération, financée par l'Etat, s'élèverait à 45 millions de francs, le *maire de Toulon a souligné que* l'aire toulonnaise comprenant les deux tiers de la population active du Var, le transfert serait un gage du maintien de l'unité du département.







LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LA MONTÉE DES VIEUX

(Suite de la première page.)

En instituant, assez récemment, ce système de signaux journaliers, les autorités danoises ont officialisé, modernisé, ce qui n'était qu'une tradition de bon voisinage et de solidarité, dans un pays où l'on supporte mal la misère et où il est de bon ton de rappeler que le bien-être, physique d'abord, économique ensuite, de chaque citoyen doit être assuré au besoin par l'État-providence.

Les nombreuses mesures prises au Danemark en faveur du troisième âge, longtemps avant la France et la plupart de ses voisins, ont montré à quel point la vieillesse et la solitude étaient ressenties comme une injustice sociale.

Cette action, tout comme les campagnes contre la bombe ou contre la tuberculose, participe de l'instinct de conservation d'un peuple aisé, inquiet de son bonheur et de sa sécurité.

***

Le Danemark est-il un pays de vieux ? Dans le parc de Tivoli, ou au cœur de Ströget, dans ce quartier paradoxal où la vulgarité des sex-shops côtoie l'élégance des boutiques de mode, les voies piétonnières semblent encombrées surtout de groupes d'adolescents qui s'enlacent sans complexes, mais aussi de bataillons de matrones d'âge respectable, qui se retrouvent dans les pâtisseries à l'heure où l'on sort des bureaux. Sur cinq millions d'habitants (environ cent treize personnes au kilomètre carré), répartis pour les quatre cinquièmes dans les zones urbaines, en nombre important, les retraités ont atteint, au cours des dix dernières années, les catégories d'âge où le risque de mortalité devient considérable. Les statistiques font ressortir un vieillissement sensible de la population en même temps qu'un décalage dans la répartition des âges, autrefois très stable.

En un demi-siècle, et surtout depuis l'utilisation répandue de la « pilule », la natalité annuelle a fortement diminué, tandis que décroissait la mortalité. On estime que, en l'an 2000, la population danoise dépassera les six millions d'habitants, dont près d'un million auront franchi l'âge de la retraite : soixante-deux ans pour les femmes seules, soixante-sept ans pour la plupart des citoyens, sauf pour les fonctionnaires, qui peuvent poursuivre leur carrière jusqu'à soixante-dix ans. Selon divers sondages réalisés en 1972, portant sur la population âgée de quinze ans à soixante-quatorze ans, pour deux tiers les Danois exercent une profession. Les ménagères constituent presque la moitié du groupe de personnes sans travail rémunéré ; les retraités et autres personnes ayant cessé de travailler comptent pour un tiers de ce groupe, et le reste comprend les lycéens et les étudiants.

Le rapport numérique entre les générations « productives » et « improductives » révèle, aux deux pôles de l'échelle des âges, un gonflement onéreux des charges de famille et des dépenses sociales, alors qu'ici, rappelons-le, la médecine est presque entièrement gratuite. Dans de telles conditions, le vieillissement démographique entraîne, à long terme, des effets certains sur la production, l'emploi, la consommation, mais aussi sur la vie politique de la nation. Cette évolution n'est sans doute pas étrangère aux préoccupations des pouvoirs publics, de plus en plus soucieux de développer la gérontologie de secteur, mais dans d'autres conditions qu'en France.

Le ghetto dans la ville

Au départ, le Danemark n'était pas mieux loti que la France actuelle pour l'accueil des grands vieillards. Il a fallu fermer peu à peu, depuis quelques années, les plus inconfortables des huit cents hospices et maisons de retraite existants, de conception ancienne, pour les remplacer par des centres gériatiques dont le modernisme, par comparaison, apparaît presque tapageur. Il y a, entre les deux formules, la distance qui sépare des mondes différents.

« *Gamles By* », la « Cité des vieux » située dans Norre-Alle, en plein centre de la ville de Copenhague, fut souvent montrée en exemple comme une grande réalisation sociale de l'ère industrielle : le premier asile « *ouvert sur la ville* ». Ce n'est, hélas ! qu'un austère assemblage de bâtiments de brique datant du dix-neuvième siècle, mélange lugubre de béguinage et de prison sans barreaux. Chaque pensionnaire, certes, y occupe sa propre chambre-appartement — rien à voir avec nos sordides compartiments de salle commune — et chaque fenêtre donne sur les arbres, que survolent des mouettes. Mais au fond des corridors et de ces lits mornes, où un millier de vieillards sans famille, grabataires, handicapés physiques ou semi-mentaux achèvent doucement leur temps, des cris, nous dit-on, retentissent souvent avant qu'une infirmière ne parvienne à se libérer pour prendre soin d'un malade. Au milieu du parc, la tétralogie caractéristique de ce genre d'établissement : la chapelle, la salle des fêtes, le dispensaire et la morgue. En somme, le ghetto.

Tranehaven : un centre de combat

Tout autre se présente le centre de Tranehaven, clinique gériatrique de la commune de Gentofte. Là, parmi les riants pavillons de cette banlieue résidentielle, se déroule l'une des plus intéressantes expériences socio-médicales du Danemark.

« *A vrai dire*, déclare le docteur Vagn Porsman, médecin-chef de Tranehaven, *nous sommes étonnés de l'intérêt que nous suscitons. En France, il existe aussi de fort belles cliniques.* » A première vue, rien ne différencie d'une clinique privée française cet établissement municipal de trois cent soixante pensionnaires parfaitement adapté à la gériatrie, si ce n'est l'importance du personnel soignant — notamment une cinquantaine d'élèves infirmières qui suivent des cours ici même, entre leurs prestations — et l'élégance dernier cri des salles de radiographie, de rééducation, d'ergothérapie, de balnéothérapie. Mais, depuis peu, le centre est organisé selon un schéma qui sera adopté dans l'ensemble du Danemark et qui préfigure une première étape de la stratégie de l'avenir, dans ce domaine complexe où voisinent la gériatrie (soins du vieillard) et la gérontologie (étude du vieillissement).

Qu'elles soient d'ordre social ou médical, les diverses opérations de dépistage, de contrôle thérapeutique et d'assistance humanitaire des personnes âgées sont ici centralisées — ou du moins les informations qui permettront d'établir avec précision le « profil » de la prise en charge socio-médicale de tout résident menacé conjointement par son âge, sa santé, son état de solitude, de perdre son autonomie. Sautant l'étape inutile des querelles et des confrontations que nous aurons connues en France, — pour savoir qui, de tel ministère ou de tel autre, de la mairie, des collectivités ou des œuvres locales, prendra l'initiative d'une action socio-médicale, la coordonnera et en supportera le coût — les communes danoises s'efforcent, avec l'aide de l'État pour plus de la moitié des frais d'équipement et de fonctionnement, de multiplier les cliniques de rééducation (les Danois disent « *réactivation* »). Mieux que des lieux intermédiaires entre l'hôpital et la maison de retraite, comme ils le sont aux Pays-Bas, les établissements de ce type visent à devenir, selon l'expression du médecin-chef de Tranehaven, « *des centres de combat contre tous les facteurs de vieillissement et leurs conséquences* ».

Ces facteurs de vieillissement ne sont pas seulement d'ordre pathologique : hémiplégies, fractures ou maladies chroniques provoquant l'hospitalisation. Ils sont aussi en relation étroite avec l'hérédité, le milieu social, le métier que l'on a exercé, le bruit, la pollution, les sollicitations de la vie actuelle, l'accélération de toutes les fonctions et du rythme d'existence dans le monde industriel. « *L'homme*, a écrit Shelley, *résonne comme une harpe éolienne.* » La vieillesse est d'abord une maladie sociale, et chacun de ceux qui en sont atteints forme un tout.

Une filière permanente

Pour étudier ce tout, pour établir un diagnostic aussi serré que possible, les Danois ont créé une « *filière permanente de survie* » (*voir l'illustration ci-dessus*) dont le point de départ se situe au service d'assistance sociale des municipalités. A Gentofte, ce service opère un premier tri parmi les dossiers socio-médicaux qui lui parviennent soit des hôpitaux, soit du médecin généraliste, soit du domicile même des retraités en détresse. Des travailleurs sociaux, des étudiants chargés de faire les courses quotidiennes, des aides-ménagères, pourvoiront aux premiers soins, assortis d'un éventuel secours financier. Puis l'opération « survie » se déroule en trois temps. Une première « *conférence de situation* » réunit chacune des personnes concernées par le dossier du retraité : médecin, infirmière, assistante sociale, ergothérapeute et physiothérapeute. Elle détermine s'il y a lieu de maintenir l'intéressé à son domicile, de l'admettre dans un appartement réservé au troisième âge dans les immeubles ordinaires (loyer : 200 francs par mois), ou dans un foyer-logement avec restaurant, ou encore dans une maison de soins ou un asile psychiatrique ; ou enfin dans ce centre gériatrique qui représente, à Tranehaven, une sorte de purgatoire avant le paradis, c'est-à-dire avant le retour au logis si la cure est concluante. Une autre conférence rassemble le personnel médical et les travailleurs sociaux à la fin de chaque mois. Elle examine, cas par cas, le recensement général de l'état du malade.

Après le traitement, qui peut durer trois mois, une troisième conférence décide en fin de compte de l'avenir, à moyen terme, du patient : dans la meilleure des hypothèses, le retraité regagne sa maison et sera visité, une fois par semaine durant six mois, par une infirmière du centre gériatrique. L'ensemble de l'opération « survie » a pour but de redonner une autonomie aux personnes handicapées, de faciliter leur réinsertion sociale après un accident ou une maladie grave, et de retarder dans tous les cas, les séquelles. Est-ce à dire que tout est pour le mieux ?

SERVICE SOCIAL MUNICIPAL
HÔPITAL
MÉDECIN
DOMICILE
1ère conférence
Aide ménagère
Aide sociale
Aide financière
CENTRE GÉRIATRIQUE
Logement pour retraités
3e conférence
2e conférence
Foyer Logements
Maison de retraite
Centre médicalisé
Centre psychiatrique

« Dépêchez-vous de vous amuser »

A Tranehaven, dans cette clinique impeccable, astiquée, désinfectée chaque jour par une armée de jeunes femmes en blouse blanche, les vieux messieurs en bretelles et les vieilles dames en pantoufles font leur gymnastique avec enthousiasme, chantant d'une seule voix des chansons d'écoliers. Mais au centre voisin de Peder Lykke (7 000 mètres carrés de foyers-logements ultra-modernes pour retraités) une locataire a giflé le bourgmestre un jour de visite, en déclarant qu'elle payait trop d'impôts.

Choyés, dorlotés, entourés de prévenances comme s'ils étaient aussi fragiles que les porcelaines danoises, les vieux de Tranehaven sont-ils heureux ? Il demeure toujours, au tréfonds de chacun, même du mieux portant, la peur diffuse de l'hôpital ou de l'hospice, de ce moment où le médecin-chef laissera tomber à voix basse le verdict : « *Irrécupérable.* »

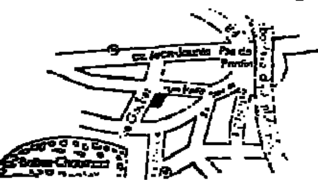
Et puis, le pays d'Hamlet est aussi celui de Kierkegaard, et l'aisance matérielle du plus grand nombre, la fluide facilité ambiante, n'empêchent pas que près de la moitié des lits d'hôpitaux soient occupés par des malades mentaux, ni que le Danemark détienne, pour l'ensemble de la Scandinavie, le record des suicides. « *On n'arrête pas de nous répéter*, nous confiait la vieille dame de Gentofte, *qu'il faut profiter de la vie, comme si la fin en était proche.* » Chaque anniversaire est l'occasion d'une fête en grande pompe, avec bougies, bouquets de fleurs et discours officiels : « *On nous rappelle sans cesse notre âge, on nous dit : dépêchez-vous de vous amuser.* »

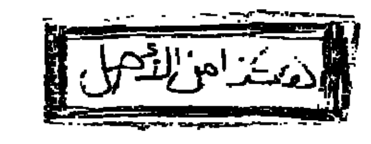
Ailleurs, c'est un autre slogan : « *Vieillissez le plus tard possible.* » Chaque été des charters emportent de Copenhague, vers la Roumanie, des centaines de retraités du troisième âge qui s'en vont au bord de la mer Noire essayer les remèdes-miracles par lesquels on espère, un jour, prolonger l'existence jusqu'à cent ans...

JEAN BENO[IT]

PROCHAIN ARTICLE :

VOIR BUCAREST ET MOURIR...





JE ET SOCIAL
DES VIE

LA VIE ÉCONOMIQUE

ÉNERGIE

LES PAYS DE L'O.C.D.E. LIMITERAIENT EN 1980 LEURS IMPORTATIONS PÉTROLIÈRES A LEUR NIVEAU DE 1972

Le volume des importations de étrole des pays membres de O.C.D.E. (Organisation de coopé- ation et de développement éco- omique) pourrait ne pas excé- er, en 1980, le volume de leurs nportations en 1972, étant donnés s prix actuels du brut, même ces pays retrouvent les taux e croissance prévus avant le qua- ruplement des prix du pétrole. 'est l'une des conclusions du co- ité de l'énergie de l'O.C.D.E., uni à Paris les 10 et 11 octobre, ui va jusqu'à penser qu'une di- inution des importations de pro- uits pétroliers est possible à cette ate si ces pays accélèrent la ise en exploitation de leurs pro- res ressources énergétiques.

Cette opinion semble partagée ux Etats-Unis par l'administra- on fédérale de l'énergie (F.E.A.), ans une esquisse de son « Projet ndépendance ». Alors qu'à court rme seules des économies d'éner- ie permettront de réduire les im- ortations américaines de pro- uits pétroliers (d'un million de arils par jour), à long terme, si prix du pétrole importé se sta- ilise à son niveau actuel, un en- emble de mesures pour accélérer production nationale pourrait endre inutile toute importation n 1985.

Les compagnies pourraient demander une nouvelle majoration des prix des produits pétroliers

Une nouvelle fois, l'augmentation des tarifs des produits pétroliers, en France, est à l'ordre du jour. Les compagnies exerçant leurs activités sur le territoire national vont vraisemblablement demander une hausse des prix. Certes, à la suite des rumeurs quant à une augmentation très prochaine de l'essence, l'entourage du premier ministre a tenu à préciser, le dimanche 13 octobre, que ces rumeurs étaient, « dans l'état actuel des choses, dépourvues de tout fondement ». On notera la formule « dans l'état actuel des choses », qui laisse, en fait, place à bien des interprétations.

Pourquoi les compagnies demandent-elles un rajustement des prix ? D'une part, il s'agirait de répercuter la hausse moyenne de 5 % décidée à Vienne le 13 septembre, lors de la dernière réunion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole. Les experts de la direction des carburants du ministère de l'industrie et de la recherche estiment que la majoration du coût d'accès au brut pour les compagnies après cette décision est d'environ 20 F par tonne. Il reste que l'O.P.E.P., lorsqu'elle a pris cette mesure à Vienne avait fait remarquer qu'elle *n'entraînerait pas de répercussions pour les pays consommateurs*, les majorations des royalties et impôts décidées ne devant toucher que les compagnies qui verraient ainsi une part de leurs super-bénéfices amputée. Une nouvelle fois, c'est donc la question de la réalité des profits des compagnies pétrolières qui est posée.

La seconde raison, avancée pour une hausse des prix des produits pétroliers en France, s'appuie sur ce que les milieux professionnels appellent « le rétroactivité des accords de participation ».

Les pays producteurs ont en effet décidé il y a quelques mois d'accélérer le processus de nationalisation de leurs gisements pétroliers. Les uns après les autres, ils ont décidé de porter leur participation dans le capital des sociétés exploitant le pétrole sur leur territoire, de 25 à 60 %, ce qui entraîne une hausse du prix du pétrole payé par les compagnies puisqu'elles payent plus cher ce que l'on appelle le brut participation.

Les choses se compliquent du fait que ces accords de participation ont été négociés pendant de longs mois et sont conclus avec *effet rétroactif* au 1er janvier 1974. Ainsi, par exemple, l'émirat d'Abou Dhabi vient de demander à la Compagnie française des pétroles (C.F.P.) le versement d'environ 1 milliard de francs, correspondant à l'application avec rétroactivité au 1er janvier 1974 de l'accord portant sa participation de 25 à 60 % dans les deux compagnies pétrolières exploitant le pétrole sur son territoire, et dont la C.F.P. est actionnaire.

Ce paiement ne pose pas de problème à la compagnie qui a constitué des provisions. Mais les pétroliers se retournent maintenant vers les pouvoirs publics, en leur disant en substance : « *Vous fixez les prix des produits pétroliers en vous basant sur les statistiques douanières. Ces statistiques n'ont pas pris en compte pendant plus de six mois l'augmentation de la participation des pays producteurs (puisque les accords n'étaient pas définitivement conclus). Il vous faut maintenant prendre en considération cette rétroactivité et nous permettre de compenser les provisions que nous avons faites et que nous allons verser aux Etats producteurs.* »

Reste à savoir si les services de M. Fourcade accepteront cette revendication. Dans la négative, les compagnies exerçant leurs activités en France devront supporter seules la charge de cette rétroactivité, ce qui risque d'en mettre plusieurs en difficulté. Par contre, si l'on accède à leur demande, il faudra une nouvelle fois augmenter les prix des produits pétroliers, et choisir si l'on fait porter la charge plutôt sur les carburants que sur les fuels ou inversement.

Attendra-t-on de connaître l'évolution des prix du pétrole au cours des prochains mois pour prendre une décision ? La chose n'est pas exclue, puisque certains restent persuadés que les prix du brut vont baisser.

C'est le cas de M. William Eberlé, l'émissaire spécial du président Gerald Ford, qui a déclaré le 12 octobre à Londres que « *la baisse de la demande de pétrole aux pays membres de l'OPEP entraînera une application plus systématique de la vieille loi de l'offre et de la demande, et à un moment donné une baisse du prix du pétrole* ».

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

UNE IMPORTANTE DÉCOUVERTE DE PÉTROLE AURAIT ÉTÉ FAITE AU MEXIQUE

La société d'Etat mexicaine Petroleos Mexicanos aurait découvert d'importants gisements de pétrole en effectuant des forages à grande profondeur dans les Etats de Tabasco et de Chiapas, à 1 400 kilomètres au sud de *Houston*.

Selon le journal américain *Washington Post*, qui cite un géologue travaillant pour cette compagnie américaine, cette découverte serait considérable et pourrait être comparée aux gisements du golfe Persique.

L'U.R.S.S. EST DEVENUE LE PREMIER PRODUCTEUR DE PÉTROLE

Caracas (U.P.I.). — Selon des statistiques rendues publiques par le ministère vénézuélien des mines, l'Union soviétique est devenue le premier producteur du monde de pétrole. Pendant *les six* premiers mois de 1974, sa production s'est élevée à 9 018 000 barils par jour (correspondant à un rythme annuel de 450 millions de tonnes), en hausse de 10 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

Viennent ensuite par ordre (nous donnons entre parenthèses l'évolution par rapport à 1973) :

ETATS-UNIS : 9 millions de barils (— 0,1 %) ;
ARABIE SAOUDITE : 8,3 millions (+ 11,7 %) ;
IRAN : 6,1 millions (+ 5,4 %) ;
VENEZUELA : 3,1 millions (— 7,1 %) ;
KOWEIT : 2,8 millions (— 6,1 %) ;
NIGERIA : 2,3 millions (+ 31,4 %) ;
LIBYE : 1,9 million (— 17,7 %) ;
CANADA : 1,8 million (+ 2,4 %) ;
IRAK : 1,7 million (— 8 %).

● LE PRESIDENT FORD est partisan de mettre fin au contrôle du prix du pétrole produit aux Etats-Unis, a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche.

AGRICULTURE

MANIFESTATIONS PAYSANNES CONTRE LA SPÉCULATION FONCIÈRE ET LES PRIX DE DÉTAIL

Une centaine d'agriculteurs ont manifesté dimanche 13 octobre, à Montcaret (Dordogne), pour empêcher la SAFER (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural) d'acheter une exploitation que voulait vendre la Fédération des œuvres laïques de Paris, après avoir résilié le contrat de la fermière, Mme Prédines. Une manifestation analogue devait avoir lieu ce lundi 14 octobre, à Villefranche-du-Périgord, pour protester contre les spéculations foncières de certains agents immobiliers.

En fin de semaine, des paysans appartenant au mouvement Paysans-Travailleurs, ont procédé à Vitré (Ille-et-Vilaine) à une vente sauvage de viande pour protester contre les écarts entre les prix à la production et à la consommation. Le faux-filet a été vendu à 20 F le kilo et le pot-au-feu à 6,98 F le kilo.

LES EUROPÉENS SE NOURRISSENT MAL estime la F.A.O.

Lausanne *(A.F.P.)*. — Les Européens se nourrissent mal et mettent ainsi leur santé en danger, aussi la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) étudiera-t-elle les régimes alimentaires auxquels ils pourraient se soumettre, a annoncé vendredi M. Gérardo Bildeshein, représentant pour l'Europe de l'Organisation.

La conférence européenne de la FAO, qui vient de s'achever, s'est en outre penchée sur le problème de l'évolution divergente des prix à la production et des prix à la consommation. Les délégués ont admis que les politiques de prix étaient insuffisantes pour régulariser les marchés et assurer des revenus satisfaisants aux agriculteurs. Toutefois, aucune orientation commune n'a pu être dégagée sur ce problème.

● M. JACQUES BARROT, secrétaire d'Etat au logement, qui participait le 11 octobre à Nice à la clôture du quatorzième congrès des sociétés d'économie mixte d'aménagement, de construction et de rénovation, a affirmé sa détermination de « *repenser le système de financement de la construction* ». Pour ces sociétés en tout cas, la rénovation des centres urbains, comme garantie d'une certaine qualité de vie, est impossible si l'Etat n'y participe pas en subventionnant les opérations entreprises. — *(Corresp.)*

CADRES

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AUTOMOBILE

BILLET

Les charmes usés du Salon...

Dimanche, 20 heures. Dans un vacarme assourdissant de klaxons, le Salon dégorge une foule lourde de prospectus. La grande kermesse de l'auto est finie. Un test pour les constructeurs. Réussi avec mention « passable ». Une baisse de 8 % des entrées sur l'an passé, un niveau de commandes « presque normal », d' « excellents contacts ».

On fait contre mauvaise fortune bon cœur et on se déclare satisfait : « Le désir existe toujours. » Peut-être, mais la passion est morte. L'auto-symbole, mythe, exutoire à toutes les frustrations, c'est fini. La ménagère a remplacé le fou du volant.

Des intoxiqués, il en reste. Peu. On les rencontre au détour d'un stand, agglutinés autour d'un nouveau moteur, effleurant d'un doigt respectueux ses formes satinées. Ils se penchent sur les calandres, discutent âprement des performances. Vestiges. C'est une « clientèle de raison » qui remplit les allées.

Des couples paisibles. Ceux-là tâtent les sièges avant les pneus et commandent une voiture comme une machine à laver ou une robe. Deux questions : « Ai-je les moyens de l'acheter ? » « Puis-je l'utiliser en toutes circonstances ? »

Et des préoccupations de fourmi consciencieuse. On cherche à évaluer (c'est nouveau) le coût d'usage de son véhicule. Frais d'entretien, amortissement et consommation. La crise du pétrole, en filigrane, hante les allées. La crainte d'un prochain rationnement aussi, qui explique le niveau modeste des commandes, inférieur de 10 à 15 %, selon les cas, à l'an passé.

Les vedettes du Salon ont changé avec les préoccupations des visiteurs. Les monstres rutilants, dévoreurs d'essence, n'attirent plus guère que de très jeunes garçons ou de vieux nostalgiques. Mais les 2 CV, les R 5, les 104, font recette. Renault affirme que la moitié des commandes passées concernent le bas de la gamme, et les vendeurs multiplient les exemples de clients qui souhaitent troquer leurs grosses voitures pour des modèles plus modestes. Succès aussi pour les voitures à moteur Diesel. Et les gadgets : automobiles électriques, petit véhicule à trois roues, etc.

Un symbole chasse l'autre. La moto a détrôné l'auto. Au fond du hall, blousons et casques s'entrechoquent. On se bouscule pour apercevoir, frôler, rêver sur les machines, entassées dans les stands comme des insectes monstrueux à l'abdomen étincelant. Moyenne d'âge : quinze ans. Le triomphe de la moto explique pour une large part l'abaissement de l'âge moyen de l'ensemble des visiteurs : plus de 50 % ont moins de trente ans.

Succès amer pour les constructeurs automobiles. La foule, chez eux, reste fidèle, raisonnable, ménagère. L'auto attire toujours, mais le rêve est mort. On songerait, au niveau eurofois sur deux. Il avait cette année sur deux. Il avait cette année soixante et un ans : l'âge de la pré-retraite. — V. M.

LES FABRICANTS D'ÉQUIPEMENTS DEMANDENT LA LIBERTÉ DES PRIX

Le Syndicat des fabricants d'équipements et de pièces pour automobiles (SFEPA) va adresser à la direction des prix une lettre dans laquelle il lui demande de rendre à ses adhérents l'entière liberté de leurs prix soumis jusqu'alors au régime des contrats de programme.

La SFEPA estime que la profession, tout comme la construction automobile, remplit toutes les conditions *fixées* par l'arrêté du 25 septembre dernier pour bénéficier de cette mesure de libéralisation. L'équipement automobile est une branche *très concurrentielle. Elle exporte plus* de 54 % de sa production. Sa situation sur le marché intérieur est telle que toute hausse excessive des *tarifs au-delà du strict nécessaire* est difficile. Enfin, en raison des glissements de fabrication vers les véhicules de petites cylindrées, sa production en *volume durant* les neuf premiers mois de l'année devrait atteindre un niveau comparable à celui atteint au cours de la *période correspondante de 1972.*

Si la direction des prix donnait une *suite positive* à la *requête de* la SFEPA, il resterait aux fabricants de pièces à s'entendre avec les constructeurs sur les hausses de tarifs *envisageables.*

CONJONCTURE

LE DÉFICIT COMMERCIAL FRANÇAIS A ATTEINT 1 MILLIARD DE FRANCS EN SEPTEMBRE

La balance commerciale française a été en déficit de 1 026 millions de francs — après correction des variations saisonnières — en septembre. *Ce déficit s'était élevé à* 2 137 millions de francs en août et à 3 014 millions de francs en juillet. En septembre 1973, l'excédent *commercial avait été de 621 millions* de francs.

La *réduction du déséquilibre* des échanges extérieurs provient en fait d'une baisse sensible des achats à l'étranger, alors que *les* ventes ont *pratiquement* stagné. Les importations ont, en effet, atteint en septembre 20 259 millions de francs, en diminution de 5,5 % par rapport à août, mais en augmentation de 49,6 % par rapport à septembre 1973. Les exportations se sont, quant à elles, élevés à 19 233 millions de francs, en quasi stagnation (— 0,5 %) sur un mois et en hausse de 35,8 % en un an. Le taux de couverture des *achats* par les ventes a été, en septembre, de 94,9 % contre 90,1 % en août et 104,6 % en septembre 1973.

En chiffres bruts, le déficit commercial a atteint 1 479 millions de *francs*. Les importations se *sont* élevées à 19 488 millions et les exportations à 18 009 millions de francs, ce qui correspond à un taux *de couverture de 92,4 %.*

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars		Deutschemarks		Francs suisses	
48 heures	9 1/4	10 1/4	8 3/4	9 3/4	3	4
1 mois	10 1/8	10 5/8	9	9 1/2	8 5/8	9 1/8
3 mois	10 3/4	11 1/4	9 1/4	9 3/4	9 3/8	9 7/8
6 mois	10 3/4	11 1/4	9 1/4	9 3/4	9 3/8	9 7/8

EMPLOI

L'accord sur le chômage

(Suite de la première page.)

Pourtant, ces derniers, à mesure *que s'étirent* les négociations, ont le sentiment que l'ordre des priorités s'est inversé. Le gouvernement, *estiment-ils*, en assurant aux sans-travail l'équivalent de leurs ressources antérieures, vise à rendre le chômage « indolore ». Il est beaucoup moins soucieux de *maintenir l'emploi* et encore moins de modifier sensiblement le droit de licenciement, ce qui serait ouvrir une brèche dans le *pouvoir patronal*.

Si les partenaires sociaux n'ont guère progressé dans leurs discussions sur la garantie de l'emploi, ils ont fini par aboutir à un *compromis* sur les garanties de ressources aux travailleurs privés d'emploi.

Le projet de création *d'un fonds de garantie de ressources* comportait à l'origine l'harmonisation du régime d'Etat d'aide aux chômeurs et du régime complémentaire de l'UNEDIC, regroupant en un seul organisme les aides aux victimes du chômage total, du *chômage partiel, du chômage* des jeunes, à quoi s'ajoutait la création d'une indemnité d'attente assurant aux intéressés un revenu égal à *leur salaire antérieur pendant* un an. Tout cela en coordination avec le placement assuré par l'Agence nationale pour l'emploi et, si besoin était, les opérations *de formation professionnelle* ou de recyclage.

Pour réaliser le premier de ces points — l'harmonisation des aides — les syndicats ont présenté une exigence, pour eux, primordiale : l'allocation officielle, qui est de dix francs par jour depuis le 1er janvier 1974, doit être portée au niveau de l'aide minimale versée par l'UNEDIC, soit, depuis cet été, seize francs par jour. *Cette revalorisation doit*, pour les syndicats, s'accompagner d'un système d'indexation de la prestation de l'Etat en fonction de l'érosion monétaire.

Quant au financement de l'indemnité d'attente, certains partenaires sociaux, notamment au C.N.P.F., avaient d'abord envisagé de *le faire supporter* par les pouvoirs publics « qui sont responsables des difficultés économiques ».

Mais ceux-ci pouvaient alors être *tentés d'intervenir dans la* gestion de l'UNEDIC. Pour préserver l'autonomie de leur régime, les patrons et les salariés convinrent d'assumer *la* charge de l'indemnité d'attente, *comme* ils le faisaient pour les prestations de l'UNEDIC. C'est-à-dire à raison de quatre cinquièmes pour les patrons et un *cinquième* pour les salariés d'une cotisation qui est actuellement fixée à 0,80 % sur les salaires.

Le taux devra certainement être relevé. *A bref délai, selon* certaines estimations, il pourrait passer à 1 ou 1,10 %.

Cependant, les syndicats ont *subordonné leur acceptation à la* satisfaction de leurs revendications relatives aux bénéficiaires.

Le compromis global a pu s'établir en *s'appuyant sur* les principaux points *que voici.*

● *Salariés bénéficiaires.* — Après s'y être longtemps opposés, les *employeurs ont accepté* qu'il n'y ait pas de discrimination entre les licenciements collectifs ou individuels *prononcés* pour cau[se] économique (c'est-à-dire sa[ns] raison disciplinaire ou au[tre] motif personnel).

Pour bénéficier de la nouve[lle] garantie, les chômeurs doiv[ent] avoir moins de soixante ans (plus âgés bénéficient de la p[ré]retraite) ; avoir été affilié[s à] l'UNEDIC durant au moins *mois*, au cours des *douze* m[ois] précédant la rupture du cont[rat] de travail ; être inscrits com[me] demandeurs à l'Agence nation[ale] pour l'emploi. *D'autre part, l'év[en]tuel* bénéficiaire ne doit pas ê[tre] au chômage saisonnier, ne [pas] avoir refusé un emploi ou un sta[ge] *de formation* proposé par l'Agen[ce].

De plus, mais ceci ne concer[ne] pas le C.N.P.F., les syndicats v[eu]lent que le nouveau disposi[tif] *s'applique aux agents non ti*[tu]laires de l'Etat ou des collectivi[tés] locales, soit environ sept c[ent] mille personnes.

D'autre part, l'harmonisation [du] régime complémentaire et [du] régime d'Etat conduira nota[m]ment à annuler les dispositio[ns] plus restrictives que comport[e] ce dernier, telle que le *plafond* [de] ressources ou la durée d'activ[ité] antérieure.

● *Montant de l'indemnité d'at*[*tente*]. — Elle sera de 90 % [du] salaire brut, ce qui correspond [à] *100 % du salaire net moins* [les] cotisations sociales. Les e[m]ployeurs ont renoncé à déduire [de] cette aide les indemnités [de] licenciement prévues dans les co[n]ventions collectives. Celles-ci s[ont] considérées comme dommages [et] intérêts. Le taux de l'indemn[ité] sera uniforme pendant un [an], alors que les *employeurs le so*[u]haitaient dégressif. Le plafond [de] la garantie de ressources devr[a] être examiné entre les part[ies] *signataires* et le *ministère* [du] travail.

● *Le contrôle.* — L'indemn[ité] *sera versée pendant* un an, m[ais] tous les trois mois, une commissi[on] paritaire validera en quelq[ue] sorte les droits de l'intéressé af[in] de créer une incitation à la r[e]cherche d'un emploi. *Une certai[ne]* rigueur est nécessaire, tant po[ur] protéger les salariés contre eu[x-]mêmes que pour éviter *les abus* [des] *patrons, tentés, par un régime* tr[op] laxiste, de se débarrasser à bo[n] compte d'un excédent de main-d'œuvre.

JOANINE ROY.

TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Le congrès du CID-UNATI

NOUS DEVONS AXER NOTRE COMBAT CONTRE LA PLANIFICATION déclare M. Nicoud

A l'occasion du sixième congrès national du CID-UNATI, réuni dimanche 13 et lundi 14 octobre, à Grenoble, M. Gérard Nicoud a défini les perspectives du mouvement. *Les effectifs de celui-ci* sont en diminution par rapport à l'an dernier, et plus d'un commerçant sur trois n'a pas renouvelé son adhésion en 1974.

M. Nicoud a attribué cette baisse de régime « *à un certain essoufflement des adhérents* ». Pour y faire face les thèmes du mouvement devront être élargis pour redevenir mobilisateurs. Il a ainsi souligné la nécessité de « *définir une philosophie qui déboucherait sur un statut du travailleur indépendant* ». « *Nous devons axer notre combat contre la planification, c'est-à-dire jouer l'homme contre la machine* », a-t-il notamment indiqué.

Quatre thèmes figurent à l'ordre du jour du congrès : le problème du regroupement des petits commerçants dans le cadre d'une évolution des structures de distribution ; l'avenir du régime maladie des travailleurs ; l'extension de l'influence du CID-UNATI, avec la création d'une section « petites entreprises » ; les finances de la confédération.

A l'issue du congrès, lundi soir, les participants éliront, les vingt et un membres de la collégiale, à la tête de laquelle a été porté M. Etienne Régnier, *qui succéderait* ainsi à M. Gérard Nicoud.

CONSEIL ÉCONOMIQUE

M. MALTERRE POURRAIT ÊTR[E] CANDIDAT A LA PRÉSIDENC[E]

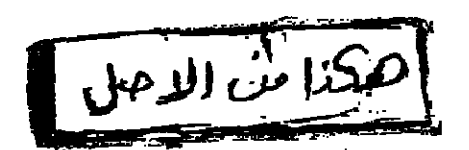
M. Gabriel Ventejol, secrétai[re] confédéral de Force ouvrière, n[e] sera peut-être pas le seul *candi*dat à la présidence du Cons[eil] économique et social. En effe[t], M. André Malterre, président d[e] la Confédération générale de[s] cadres, pourrait se porter sur le[s] rangs. « *Ma candidature n'es[t] pour le moment, qu'une hypothès[e] à ne pas exclure* », a-t-il décla[ré] à ce sujet, à l'agence *Fran*[*ce-*]Presse. Alors que le bureau de [la] C.G.C. se réunit ce lundi 14 oct[o]bre, la candidature de M. Ma[l]terre pourrait être confirmée.

Jusqu'ici, seul M. Ventejol a d[é]posé officiellement sa candid[a]ture. L'élection au poste de pr[é]sident du Conseil économique d[oit] avoir *lieu le 16 octobre, afin* [de] remplacer M. Emile Roche, qui [a] décidé de ne pas solliciter le r[e]nouvellement d'un mandat qu['il] exerçait depuis vingt ans. (*Le Monde* des 13-14 *octobre*.) C'e[st] vraisemblablement à l'issue de [la] réunion des présidents des gro[u]pes de l'assemblée de la pla[ce] d'Iéna, le mardi *15 septembre*, q[ue] seront définitivement connues l[es] candidatures officielles.

SÉCURITÉ SOCIAL[E]

● LES MANIFESTATIONS OR[GANISEES] PAR LA C.G.T[.,] LA C.F.D.T. et vingt et u[ne] organisations diverses de ga[u]che, les 14 et *15 octob*[*re*] devaient *se traduire* par [la] collecte de pétitions puis p[ar] l'envoi de délégations ma[rdi] *15 octobre* à l'Assemblée nati[o]nale, lors du débat sur le pr[o]jet de loi proposant u[ne] compensation financière ent[re] tous les *régimes* de sécuri[té] sociale.

● QUATRE MILLE MUTIL[ES] ET INVALIDES DU TRAVAI[L] se sont rassemblés à Troy[es] dimanche 13 octobre, en pr[é]sence de MM. Robert Galle[y], ministre de l'équipement, mai[re] de la ville, et Paul Grane[t], secrétaire d'Etat auprès d[u] premier ministre (formatio[n] professionnelle). M. Jacqu[es] Chenu, secrétaire général de [la] Fédération nationale des mut[i]lés du travail, s'est élevé cont[re] le projet gouvernemental v[i]sant à instituer une protectio[n] de base commune aux dive[rs] régimes de Sécurité socia[le] qui, a-t-il dit, « *risquerait d'em*[*]pêcher toute évolution du rég[i]me des salariés en les contra[i]gnant à supporter, à la pla[ce] de l'Etat, les mesures de so[li]darité envisagées pour les non salariés* ».



exercice.

Que voient vos amis ?



Synectics-France

communication, créativité, innovation

formation professionnelle en 1975

Stages interentreprises à dates fixes
3 jours à Paris

Nouvelle approche des relations humaines dans le travail en groupe:
18, 19, 20 mars / 27, 28, 29 mai / 28, 29, 30 octobre.

Les techniques de créativité et d'innovation dans l'entreprise :
15, 16, 17 avril / 17, 18, 19 juin / 14, 15, 16 octobre / 18, 19, 20 novembre.

Le management des idées : de l'idée au produit :
13, 14, 15 mai / 9, 10, 11 septembre / 9, 10, 11 décembre.

Organisation de stages sur demande.

Pour répondre à vos besoins spécifiques, *adaptation des stages précédents à votre entreprise.*

Autres domaines abordés :
maîtrise des situations conflictuelles
formation à l'animation de groupe
les styles de commandement
techniques d'étude de motivations créative
analyse créative des valeurs etc.

études et conseil

En collaboration avec vous:

mise en œuvre des techniques d'étude de motivations et de créativité, adaptées aux problèmes qui se posent aux différents niveaux de l'entreprise.

Principaux domaines abordés :
prospective
conception et lancement de produits
positionnement et image
recherche de noms.

groupe Bernard Julhiet **Synectics-France.** 93, av. Charles-de-Gaulle - 92200 Neuilly Tél. 722.22.94 Synectics Incorporated, Cambridge - Mass. U.S.A.

LA VIE ÉCONOMIQUE

AFFAIRES

LES DIFFICULTÉS DANS L'IMPRIMERIE

Le groupe Néogravure prépare un nouveau plan de redressement

Deux magistrats du tribunal de commerce de Paris procèdent à une enquête sur les raisons qui ont amené la société La Néogravure à déposer une demande de suspension provisoire de poursuites en cas de non-paiement. L'affaire est d'importance et la C.G.T. organisait ce lundi matin une conférence de presse à ce sujet.

Néogravure, née en juin 1973 de l'absorption de Crété par Chaix Desfossés-Néogravure, est la première société française d'imprimerie (50 % du marché et un chiffre d'affaires de l'ordre de 450 millions de francs) avec trois secteurs principaux : l'héliogravure, l'offset, le brochage. Elle imprime notamment *Paris-Match, Télé 7 jours, Parents, Lui, Marie-Claire, la Vie ouvrière.* Avec ses filiales, le groupe emploie environ six mille personnes dans ses usines de la région parisienne (Saint-Ouen, Corbeil, Issy-les-Moulineaux) et de province (Lille, Rennes et Mulhouse).

Qu'est-il arrivé en seize mois pour acculer le chef de file de l'imprimerie française à une procédure judiciaire ? Réalisée sous l'égide du groupe bancaire Paribas, la fusion de Chaix Desfossés-Néogravure et de Crété évoquait dès le départ l'alliance d'un moribond et d'un agonisant. Les deux sociétés souffraient en effet depuis plusieurs années d'un déficit chronique. Les pouvoirs publics, qui, semble-t-il, voyaient dans ce rapprochement l'amorce d'une nécessaire restructuration de l'imprimerie française, apportèrent leur soutien sous la forme de prêts du F.D.E.S. et du Crédit national d'un montant total de 25 millions de francs.

Un plan en trois ans prévoyait la suppression de neuf cents emplois, la vente de l'usine d'Issy-les-Moulineaux et une refonte des moyens de production. Il semble que, dès cette époque, la réorganisation du secteur offset ait été négligée, ce dont s'est inquiété l'Institut du développement industriel dans un rapport sur la situation de l'entreprise.

En juin 1974, la régression du marché des périodiques et la réduction de la pagination liée à l'amoindrissement des budgets publicitaires provoquent une chute du chiffre d'affaires. Pendant l'été, la dégradation s'accélère après l'abandon par plusieurs des clients de la quadrichromie. Hydro-Energie (Paribas), actionnaire principal de la Néogravure, consent une ultime avance de 10 millions de francs. Enfin, le 30 septembre, le conseil d'administration dépose une requête de suspension provisoire des poursuites.

A cette requête est joint un nouveau plan de trois ans, qui précise que la liquidation en cours des activités de l'usine d'Issy-les-Moulineaux doit entraîner une économie de 25 millions de francs par an. La rentabilité de l'héliogravure doit être assurée par une augmentation des tarifs et une révision des contrats édition-imprimerie. Quant au secteur offset, la direction précise que ses moyens financiers ne lui permettent pas d'assurer sa nécessaire rénovation. Elle envisage la cession de ce secteur soit en totalité, soit par parties. On parle à ce propos de la création d'une société dénommée « Néoffset », qui regrouperait les secteurs offset de la Néogravure, des éditions Montsouris, des imprimeries Paul Dupont, Georges Lang, avec le soutien des groupes financiers Suez et Paribas et avec le concours des pouvoirs publics. Faute d'une telle solution, la direction envisage la fermeture immédiate de l'établissement de St-Ouen (sept cent trente personnes) « *avec les conséquences sociales d'une telle fermeture* », précise-t-elle.

Les préoccupations des syndicats

Ce projet provoque la réaction des syndicats qui dénoncent une nouvelle fois la « *logique du néo-capitalisme* » qui consiste à conserver les activités bénéficiaires et à confier à l'Etat le soin de résoudre les problèmes humains, financiers, industriels des secteurs en perdition. Les cédétistes accusent la direction de se livrer à un véritable chantage à l'emploi auprès des pouvoirs publics. Faisant allusion aux prêts du F.D.E.S. et du Crédit national, la C.G.T. dénonce l'utilisation des deniers des contribuables au profit des sociétés privées.

Mais, dans cette affaire, on constate les mêmes préoccupations des patrons et des syndicats, face aux pouvoirs publics. Depuis des années, les organisations syndicales réclament en effet une restructuration de l'imprimerie, des allégements fiscaux sur le papier et les salaires, des négociations tripartites (gouvernement, patronat, syndicats), le rapatriement des travaux français réalisés à l'étranger.

Si les syndicats réprouvent la forme, ils ne peuvent sur le fond qu'appuyer la tentative de remise en ordre de l'imprimerie française à travers la Néogravure. Cette restructuration leur paraît tellement indispensable qu'ils ont fait preuve d'une grande modération lors du transfert de l'usine d'Issy-les-Moulineaux à Corbeil, à l'occasion duquel il y a eu près de quatre cents suppressions d'emplois. La marge d'action des syndicats n'en n'est aujourd'hui que plus étroite, et ils ne cachent pas leur crainte d'avoir à mettre le doigt dans un dangereux engrenage.

Quant à la direction de la Néogravure, faute d'avoir négocié en temps utile avec l'ensemble de la profession une réorganisation de l'imprimerie française et surtout parisienne, elle est économiquement contrainte de poser d'une façon brutale et précipitée le problème de son avenir et de mettre en cause le sort d'au moins deux mille salariés.

● LA FIRST NATIONAL CITY BANK a annoncé le 11 octobre une réduction de son taux d'intérêt privilégié (« prime rate ») de 11 3/4 à 11 1/2 %, ce qui marque une nouvelle étape de la baisse des taux d'intérêt à court terme enregistrée depuis environ un mois aux Etats-Unis et favorisée par la Réserve fédérale. Deux petites banques de Saint-Louis et Washington avaient déjà réduit leur « prime rate » à 11 1/2 %. Ce mouvement devrait se généraliser prochainement. — (A.F.P.)

ERICSSON VA CONSTRUIRE UNE NOUVELLE USINE A LIEVIN

(De notre correspondant.)

Lille. — Le groupe d'origine suédoise Ericsson va construire sur la zone industrielle de Liévin, dans le Pas-de-Calais, une usine qui emploiera à terme huit cents personnes. Cette unité nouvelle fabriquera du matériel électronique destiné à l'équipement téléphonique et aux télécommunications. La majorité des emplois seront occupés par des femmes.

Ericsson est l'un des plus importants constructeurs de matériel téléphonique en France. La filiale française du groupe est installée à Colombes où elle possède déjà une usine. Le développement des besoins français en équipements téléphoniques explique la création d'une nouvelle usine dans le Pas-de-Calais.

L'ENTREPRISE DE CONSTRUCTION STRIBICK CONNAIT DES DIFFICULTÉS

L'entreprise de bâtiment et de travaux publics Jean-Charles Stribick, à Saint-Etienne, pourrait être contrainte à déposer son bilan prochainement. L'entreprise stéphanoise n'a pu en effet assurer son échéance du 10 octobre en raison de la restriction du crédit.

La direction de la firme, qui emploie au total mille deux cents personnes, demanderait au tribunal à être autorisée de poursuivre son activité en la réduisant en fonction du montant des crédits disponibles. Cette réduction d'activité entraînerait le licenciement de cinq cents à six cents salariés.

La situation difficile de Stribick l'avait conduite à s'associer avec la société Fougerolle, avec laquelle elle avait créé le 19 septembre un groupement d'intérêt économique (*le Monde* du 24 septembre). — (A.P.)

● INVESTISSEMENTS EN BAISSE, EPARGNE EN HAUSSE EN ALLEMAGNE FEDERALE. — Selon le dernier rapport mensuel de la Bundesbank, les entreprises ont investi, au cours du premier semestre 1974, 7 % de moins que durant la même période de 1973. Cependant, l'épargne privée a augmenté de 10,5 %. Les ménages ont mis de côté en moyenne 14 % de leurs revenus disponibles en 1974 contre 13,5 % en 1973. Enfin, les revenus effectifs de ces ménages ont augmenté de 8,5 %. — (A.F.P.)

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

(Principaux postes sujets à variation en millions de francs)

ACTIF	26-9	3-10
1) OR ET CREANCES SUR L'ETRANGER	40 039	41 521
Fonds de stabilisation des changes	4 921	5 803
Annuités de prêt de la B.I.R.D. et de l'Export Import Bank	379	379
2) CREANCES SUR LE TRESOR	18 505	15 432
Monnaies divisionnaires	129	201
Comptes courants post.	175	406
Concours au Trésor public	18 206	14 825
3) CREANCES PROVENANT D'OPERATIONS DE REFINANCEMENT	89 937	97 165
Effets escomptés	13 758	13 866
Effets achetés sur le marché mon. et obl.	90 333	78 715
Avances sur titres	43	45
Eff. en cours de recouv.	5 803	4 537
4) DIVERS	2 582	2 841
PASSIF		
1) BILLETS EN CIRCULATION	89 930	93 893
2) COMPTES CREDITEURS EXTERIEURS	3 581	5 140
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	898	1 865
Compte spéc. du Fonds de stabilis. des changes. Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	2 693	2 693
3) COMPTE COURANT DU TRESOR PUBLIC	421	8 14
4) COMPTES CREDITEURS DES AGENTS ECONOMIQUES ET FINANC.	61 474	50 370
Comptes cour. des étab. astreints à la constitution de réserves	58 768	48 884
Autres comptes ; dispos. et autres engag. à vue	1 706	1 685
5) CAPITAL ET FONDS DE RESERVE	1 021	1 021
6) DIVERS	6 524	7 425

La situation hebdomadaire arrêtée au 3 octobre 1974 reflète le dépôt par le gouvernement impérial d'Iran d'une somme de 300 millions de dollars des Etats-Unis au titre de la première tranche de l'accord financier conclu le 27 juillet 1974 entre la France et l'Iran. Cette opération a entraîné une augmentation du poste « or et disponibilités à vue à l'étranger », qui passe de 34 738 millions à 36 138 millions de francs. L'engagement correspondant est inscrit, au passif du bilan, à une nouvelle rubrique du poste « comptes créditeurs extérieurs », sous l'intitulé « Dépôts en devises des banques et institutions étrangères. »

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CREDIT LYONNAIS

EUROPARTENAIRES :
Banco di Roma
Banco Hispano-Americano
Commerzbank

SITUATION AU 3 SEPTEMBRE 1974

La situation au 3 Septembre 1974 s'élève à *123.597 millions* contre 125.962 millions au 31 Juillet 1974.

Au passif, le poste Institut d'Emission, Banques et Entreprises non bancaires admises au marché monétaire s'établit à 40.341 millions. Les Comptes d'Entreprises et divers se chiffrent à 17.090 millions, et *les Comptes de* Particuliers à 32.003 millions. Les Bons de Caisse atteignent 13.921 millions.

A l'actif, les Crédits à la Clientèle Portefeuille s'établissent à 30.903 millions, et les Comptes débiteurs à *28.889 millions.*

Les Crédits mobilisés, hors-bilan, figurent pour 16.916 millions.

ALSER

Le conseil a examiné récemment les comptes de l'exercice clos le 30 avril 1974.

Pour ce premier exercice consécutif à la fusion d'ALSER et d'ALSER-DISTRIBUTION, le chiffre d'affaires hors taxes a atteint *52,16 millions* de francs.

Après dotation de 2,17 millions de francs aux amortissements, de 6,17 millions à la provision pour impôts et de 0,46 million à la provision pour participation, le bénéfice net ressort à 6,135 millions.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, convoquée le 31 octobre, la distribution d'un dividende net de 12 francs par action auquel s'ajoutera un avoir fiscal de 6 francs (contre 9 francs, avoir fiscal compris, pour le précédent exercice).



PRICEL

ATTRIBUTION GRATUITE D'UNE ACTION NOUVELLE PAR ACTION ANCIENNE

La société procède, à compter du 14 octobre 1974, à la répartition :

— d'une action gratuite, jouissance 1er janvier 1974, par action ancienne.

A la suite de l'augmentation du capital de *109 275 000* francs à 218 550 000 francs par incorporation de réserves.

Les demandes d'attribution sont reçues aux guichets des établissements suivants :

Banque Veuve Morin Pons — Crédit Lyonnais
Banque Nationale de Paris — Société Générale — Mutuelle Industrielle
Crédit Commercial de France — *Société Lyonnaise de dépôts et de crédit* industriels.

B.A.L.O. du 30 septembre 1974.

C.T. BOWRING AND CO. LIMITED

RÉSULTATS POUR LE PREMIER SEMESTRE AU 30-6-1974

Les bénéfices consolidés non audités du groupe pour les six premiers mois de 1974 s'élèvent à 3 825 000 livres contre 8 365 000 livres pour les premiers mois de 1973.

	six mois au 30-6-1974 £ (milliers)	30-6-1[973] £ (milliers)
Chiffres d'affaires	234,611	256,530
Bénéfices consolidés du groupe	3,825	8,365
A déduire : frais financiers sur emprunt - bruts	639	639
Bénéfices avant impôts	3,186	7,726
Impôts	1,689	3,639
Bénéfices après impôts	1,497	4,087
Bénéfices distribuables aux intérêts minoritaires	186	118
	1,311	3,969
Dividende préférentiel	5	5
Distribuable aux actionnaires ordinaires	1,306	3,964

La hausse des taux d'intérêt, entraînant un loyer de l'argent exceptionnellement élevé pendant toute la période, n'a pas facilité les activités du secteur du crédit à la consommation pendant le premier semestre 1974. Ceci a entraîné pour Bowmaker une perte de *598 000* livres contre des bénéfices de 3 204 000 livres pendant le premier semestre *1973.*

Depuis le mois de juin, les activités sont redevenues bénéficiaires et devraient le rester, à moins qu'il n'y ait une augmentation sensible du loyer des capitaux d'emprunt.

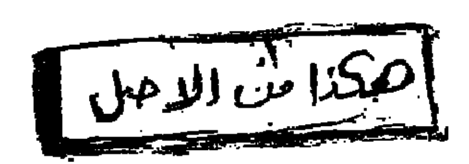
En plus de ses ressources normales, la société Bowmaker dispose de concours bancaires considérables, elle n'a pas d'engagements importants dans le secteur immobilier et la situation de ses effets à recevoir est satisfaisante.

Les résultats du courtage d'assurance, du commerce, du transport maritime et de la compagnie d'assurances Crusader ont continué de s'améliorer pendant les deux premiers mois de l'année.

Les résultats de la banque d'affaires ont été meilleurs que ceux du semestre précédent ; néanmoins le total de ces résultats et de ceux des sociétés immobilières ainsi que des sociétés anglaises et américaines d'assurances ont été inférieurs à ceux du premier semestre 1973.

Bien que les conditions demeurent difficiles, les administrateurs estiment que, sauf événements imprévus, les bénéfices du groupe pour le deuxième semestre seront meilleurs que ceux du premier.

Les dirigeants ont décidé qu'un dividende intérimaire de 0,67 pence par action sera déclaré payable le 9 décembre 1974 aux actionnaires figurant sur le registre au 8 novembre 1974. Cette distribution représentera 678 383 livres, compte tenu du crédit d'impôt de dividende ressortant à 1 pence par action, ce qui est équivalent au dividende intérimaire de 1973.



LES MARCHÉS FINANCIERS

ÉTATS-UNIS

...if ralentissement des achats étrangers de valeurs mobilières.

Washington (Agefi). — La Securities and Exchange Commission indique que, durant le premier semestre de 1974, les investisseurs étrangers n'ont été acheteurs nets de valeurs mobilières américaines que pour un total de 390 millions de dollars, contre 1,43 milliard de dollars un an auparavant. Leurs achats en actions privilégiées et ordinaires ont atteint 4,3 milliards de dollars et leurs ventes 3,9 milliards, contre respectivement 6,2 milliards et 1,4 milliard au cours des six premiers mois de 1973.

De son côté, le Trésor des États-Unis rapporte qu'en juin les investisseurs étrangers ont acheté des valeurs américaines valant 508 millions de dollars et que leurs ventes ont atteint 507 millions.

...aidoyer en faveur de l'unification des Bourses de valeurs.

Madrid (Agefi). — Au cours de l'assemblée de la Fédération internationale des bourses des valeurs, tenue dans la capitale espagnole, le sénateur Williams, membre de la commission bancaire du Sénat américain et chef de la sous-commission des valeurs mobilières, a prononcé un vibrant plaidoyer en faveur de la disparition des barrières qui s'opposent encore au libre mouvement des capitaux et de l'établissement d'« une unique bourse mondiale des valeurs ». Soulignant que les *efforts faits* actuellement par la Communauté européenne et l'O.C.D.E. pour unifier la structure financière et le marché des capitaux européens constituent une étape sur la voie du rapprochement des marchés des valeurs, le sénateur a ajouté qu'un marché international des valeurs viable ne saurait exister que là où les réglementations sont compatibles.

...ROITS DE SOUSCRIPTION

VALEURS (actions et parts)	Modalités	Derniers cours
...bary c. 13	13 p. 5	.. ..
...gén. Lyon-Guil., dr.	1 p. 2	18
...ves-M. Châtillon, c. 15	1 p. 3	o 1 50
...idence (I.A.R.D.), dr.	1 p. 4	.
...iaso, c. 26 et dr.	1 p. 18	o 0 10
...dier. c 8	2 p 3	4 70

...OURS DU DOLLAR A TOKYO

	11.10	14.10
...dollar (en yens)	288 ..	298 30

LONDRES

Indécis

La semaine s'est ouverte à Londres sur une note assez indécise. Sur des rachats du découvert, cependant, les industrielles avaient effacé, peu après l'ouverture, une partie des pertes subies vendredi. Léger progrès des pétroles et des fonds d'État. Recul des mines d'or.

OR (ouverture) dollars) : 154 50 contre 157 ..

VALEURS	CLOTURE 11/10	COURS 14-10
War Loan 3 1/2 %	23 5/8	23 5 8
Beechamps	129 ...	130 1/4
British Petroleum	254 ...	258 1/2
Shell	138 ..	141
Vickers	86 ...	88 1/4
Imperial Chemical	158	159 ...
Courtaulds	67 1/2	68 3/4
De Beers	162 ...	162 ...
* Western Holdings	28 ...	27 5 8
Rio Tinto Zinc Corp.	91 . .	91
* West Driefontein	37 1 2	38 1/2

(*) En livres

NOUVELLES DES SOCIETES

C.F.A.O. : résultat net consolidé de 79 millions de francs (+ 59 %) pour l'exercice clos le 30 avril. Paiement le 4 novembre d'un acompte de 12,20 F net sur le dividende de l'exercice en cours.

C.d.F.-CHIMIE. — Ethylène plastique, filiale du groupe, et la société d'engineering Vénot-Pic viennent de signer avec la Tchécoslovaquie un contrat pour la construction à Bratislava d'une unité de polyéthylène basse densité d'une capacité de 80 000 t.-an. Ce contrat, dont le montant représente le quart des exportations annuelles de la France vers la Tchécoslovaquie, est le plus important jamais signé entre les deux pays.

B.A.S.F. — La firme chimique allemande va lancer début novembre des cassettes quadriphoniques.

Bénéfices semestriels

COMPAGNIE BANCAIRE : net consolidé hors plus-value : 37,1 millions de francs contre 57 millions.

RADAR : net de 10,5 millions de francs auxquels s'ajoutent 4,35 millions de plus-values à long terme. Chiffre non comparable : les comptes au 30 juin 1973 couvraient un exercice entier, durant lequel la société, alors dénommée Docks rémois, était encore exploitante.

FERODO : net de 15,3 millions de francs contre 21,8 millions.

NOBEL-BOZEL : avant impôts, de 6,8 millions contre 1,9 million.

AQUITAINE : 305,03 millions de francs contre 157,6 millions.

RICARD : 27,5 millions contre 18,5 millions.

B. A. L. O.

Le numéro du 14 octobre publie, notamment, les insertions suivantes :

Caisse centrale de crédit coopératif. — Émission d'un emprunt de 300 millions de francs représenté par 300 000 obligations de 1 000 F, 11,40 %. Ces obligations, réparties en trois séries égales, seront amorties par moitié le 14 octobre des années 1979, remboursement au pair, respectivement 1984 et 1989.

L'Oréal. — Attribution gratuite de 1 169 517 actions de 100 F, jouissance 1er janvier 1974 (1 pour 1). Le capital est porté de 116 951 700 F à 233 903 400 F.

La Préservatrice. — Attribution gratuite de 47 500 actions de 125 F, jouissance 1er juillet 1974 (1 pour 10). Le capital est porté de 59 375 000 F à 65 312 500 F.

La Préservatrice-Vie. — Attribution gratuite de 25 000 actions de 60 F, jouissance 1er janvier 1974 (1 pour 6). Le capital est porté de 9 millions à 10 500 000 F.

Établissements Ruggieri. — Attribution gratuite de 25 884 actions de 50 F, jouissance 1er octobre 1973 (1 pour 5). Le capital est porté de 6 471 000 F à 7 765 200 F.

Assurance Franco-Asiatique. — Inscription au hors cote des 140 000 actions représentant le capital.

Pakhoed Holding N.V. — Insertion en vue de l'introduction à la Bourse de Paris des 3 585 065 actions de 20 florins de valeur nominale composant le capital de la société.

Compagnie suédoise des roulements à billes S.K.F. — Attribution gratuite de 1 641 877 actions de série « A », 1 311 848 *actions de série « B »* libres et 46 475 actions de série « B » non libres, de K.R.S. 50. Les actionnaires recevront ainsi gratuitement une action nouvelle de K.R.S. 50 pour trois détenues, étant entendu que les actions anciennes de série « A » donnent droit à l'attribution d'actions de même catégorie ; il en est de même pour les actions libres et non libres de la série « B ».

MARCHE MONETAIRE

	Taux Banque de France	Taux du marché
Effets publics	....	....
Effets privés	....	13 1/4 %
Moyen terme	....	11 7/8 %

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE. Base 100 : 28 déc. 1973.)

	10 oct.	11 oct.
Valeurs françaises	67,9	67,9
Valeurs françaises	74,7	74,7

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	57,4	57,7

BOURSE DE PARIS — 11 OCTOBRE — COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
. %	38	0 090
. %	67	3 466
. % 1920-1960	129 20	3 466
. % amort. 45-54	82 50	0 592
. 1/4 % 1963	98 40	1 688
. 1/4-4 3/4 % 63	82 90	0 143
...mp. N. Eq. 5½ 65	93 70	5 455
...mp. N. Eq. 6 % 68	92 20	0 181
...mp. N. Eq. 6 % 67	89 90	2 186
...mpr. 7 % 1973	94 40	5 159
...D.F. 6 1/2 1950	.	2 582
— 5 % 1960	95 70	3 260

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
...D.F. parts 1956	332 20	332 20
— parts 1959	331 60	331 60
... France 3 %	99 ..	99 10
...eille-I.G.A.R.D.	400 ..	*416 .
...eille (Vie)	250 ..	*257 ..
...P.	351 .	349 .
...ncorde	269	269
...argne France	398 .	395
...c. T.I.A.R.D.	75 .	77 50
...cière (Vie)	198 .	199 ..
...nce (I.A.R.D.)	300	310

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
France (Vie)	423	430 ..
Préservatrice S.A.	301 ..	301 ..
Prévoyance	1028	1031 ..
Protectrice A.I.R.	225	220 ..
Alsacien. Banque	283	283 .
(Li) Bque Dupont	208	208
Banque Hervet	250	250
Banque Indochine	124 50	135 50
Sté B. et Partic.	u230 .	230
Banque Worms	156 ..	157 50
C.F.E.C.	.. ..	567
C.G.I.B.	80 .	79
Codetel	100 50	100 60
Cofica	.. ..	57 70
C.A.M.E.	o 5 80	o 5 80
Créd. gén. indust.	112 50	117 ..
(M) Crédit Mod.	56	56 ..
Financière Sofal	105	106 ..
Finextel	108	103
Fr. Cr. et B. (Cie)	67 20	64 50
France-Bail	195 .	195 .
Hydro-Energie		37 .
Immobanque	115 10	118 10
Immoffice	111	110
Interbail	117	115
Locafinancière	112	113 ..
Lyon-Alemand	110	113 ..
Soc. Mars. Crédit	255 30	255 30

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Séquanaise Banq.	175	179 .
SLIMINCO	127 ..	129 90
Sté Cent. Banque	74 ..	74 .

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Acier Investiss.	83	84 .
Gestion Sélect.	168	162
Invest. et Gest.	96	98

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Paris-Rhône	116	119 50
Piles Wonder	401	401
Radiologie	d151 ..	d155 50
SAFT. Acc. fixes	715	715
Schneider Radio	121 50	126 50
S.I.N.T.R.A.	265	262
Carnaud	67 50	57 .
Cefilac	77	76 50
Davum	335 ..	348 50
Escaut-Meuse	189	185 50
Fonderi précis.	34 70	33 40
Gueugnon (F. de)	98 15	97 .
Profilés Tubes Est	39 80	39 10
Senelle-Maub.	81	80 ..
Tissmétal	..	48 ..
Vincey-Bourget	.. ..	60 ..
Huaron	100	96
Kinta	282	288 50
Mokta	... ..	110 10
Amrep G.	293	295
Antargaz	...	171 ..
Hydroc. St-Denis	160	160
Labo. Industrie	79 .	82 ..
Lille-Bonnières-C.	116 .	120 ..
Omn. F. Pétr.	230	229
Oblig. Conv.	269 80	269 20
Shell française	... ..	80
Astral	70 ..	76 .
Carbone-Lor.	82 50	93
Castaigne S.A.	d317 50	d328
Cochery	33 20	34 10
Delalande S. A.	430	434
Finalens	28 50	28 50
FIPP	56 40	58 40
(Ly) Gerland	243	245
Gévelot	510	505 .
Grande-Paroisse	85 .	82
Huiles G. et dér.	68 .	85 .
Labaz	...	372 .

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
I.B.C.	35	35 30
Kubota	5 75	5 75
S.K.F.	336 .	345
Femmes d'Aujour.	.. ..	53 60
Marks Spencer	13 90	13 50
A.E.G.	... .	125 10
E.M.I.	6 50	7 .
Hitachi	1 85	2 ..
Honeywell Inc.	121 60	u130 ..
Matsushita	5 20	5 15
Otis Elevator	d118	d125
Sperry Rand	126 50	126 50
Xerox Corp.	338 ..	349 .
Arbed	..	528 .
Cockerill-Ougrée	161	167 .
Fmsider	. ..	2 28
Hoogovens	110 20	110 50
Mannesmann	288 ..	290
Steel Cy of Can.	...	118 .
Thyss. c. 1 000	...	112 .
Blyvoor	57 10	55 50
De Beers (port)	. ..	15 10
De Beers p. cp.	.. ..	.
General Mining	... ..	117 50
Hartebeest	142 ..	140 .
Johannesburg	83 .	85 .
Middle Witwat.	21 50	21 50
President Steyn	.. .	138 .
Stilfontein	.. ..	28 ..
Vaal Reefs	207 ..	204
West Rand	. ..	30 10
Alcan Alum.	116 .	108 .
Cominco	108 ..	116 .
Finoutremer		148
Minerals Resourc.	13 50	d 13 60
Noranda	148	180 .
Vieille Montagne	522	546 ..
Am. Petrofina	122	127 .
British Petroleum	31 30	28 70
Gulf Oil Canada	100	110
Petrofina Canada	d 85 ..	87 60
Shell Tr. (port)	. ..	15 70

VALEURS	Émission frais incl.	Rachat net
France Placement	115 70	110 41
Gestion Rendem.	165 01	157 53
Gest. Sél. France	130 38	124 47
I.M.S.I.	120 60	115 05
Indo-Valeurs	134 70	128 59
Intercroissance	129 16	116 67
Intersélection	113 33	108 19
Livret portef.	156 72	149 62
Paribas Gestion	105 83	101 03
Pierre Investiss.	152 47	145 56
Rothschild-Exp.	210 56	201 01
Sélect. Croissance	414 56	395 76
Sélect. Mondiale	88 15	84 15
Sélection-Rend.	119 94	114 50
Slivafrance	127 26	121 48
Slivam	95 42	91 09
Slivarente	128 67	122 84
Slivinter	103 99	99 27
Sogépargne	234 38	223 68
Sogevar	250 58	239 22
Soleil-Investiss.	116 40	111 12
U.A.P. Investiss.	93 69	89 44
Unifoncier	259 46	247 69
Unijapon	114 14	108 96
Unisic	107 30	102 35
Worms Investiss.	182 14	173 88
14/10		
Crediinter	110 39	105 38
Croissance-Imm.	121 78	116 26
Epargne-Unie	283 32	222 74
Euro-Croissance	117 43	112 11
Financière privée	278 70	264 16
Fructidor	124 24	118 61
Gestion Mobilière	150 53	143 70
Mondiale Invest.	158 77	149 66
Obfisem	123 03	117 45
Optima	116 36	111 08
Sicavimmo	150 12	143 31
S. I. Est	298 54	285 ..
Soginco	96 11	91 75
Sogister	314 44	300 18
Univalor	125 83	120 13
Valorem	121 67	116 15

*Cours précédent

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Prem. cours	Dernier cours	Compt. Prem. cours
55	4,50 % 1973	499 90	500 .	498 90	498 50
0	C.N.E. 3 %	967	966 .	955 50	956 .

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Prem. cours	Dernier cours	Compt. Prem. cours
74	Terres Roug.	68	68	66	67 30
122	Thomson Br.	137	135 .	133 10	135
133	U.I.S.	137 10	137 10	137 10	136 10
174	U.C.B.	185 90	185	185	181 30
121	Un. Fr. Bques	136	127	126	128 90
58	U.T.A.	58	57 50	57 50	56 50
93	Usinor	97 50	97 30	97 30	97 10
128	— (obl.)	129 10	126 50	126 50	124 .
130	Vallourec	137	139 20	138	139 20
570	V.Clicquot-P.	550	535	540	548 .
505	Viniprix	479	479	480	479 .
205	Amer. Tel.	218 .	212 70	212 60	208 50
20	Ang. Am. C.	20 95	21 50	21 50	21 10
215	Amgold	228 .	222	221 50	218 ..
285	Astur. Mines	278 ..	278	279	279 ..
240	B. Ottoman	232 ..	227 .	223	225 ..
226	BASF (Akt.)	231 .	233 ..	232 .	230
197	Bayer	194 10	194	194 .	197 20
128	Buffelsfont.	143 ..	140	139 ..	141
10	Charter	10 15	10 40	10 40	10 50
158	Chase Manh.	133 90	137 50	137 50	139
345	C.F. Fr.-Can.	348	353 .	353	354 90
18	De Beers (S)	12 20	12 60	12 65	12 80
190	Dome Mines	239 ..	231 ..	234	231 ..
675	Du Pont Nem	496 ..	502	502 .	507 ..
360	East Kodak	344 ..	339	340 ..	342 ..
95	East Rand	97 .	93 50	93 50	92 10
200	Ericsson	208 90	213	216 50	214 .
323	Exxon Corp.	316 .	301	300	305 .
189	Ford Motor	172 .	164	163 80	163
149	Free State	164 50	151 70	154 80	152 50

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Prem. cours	Dernier cours	Compt. Prem. cours
178	Gen. Electric	175 ..	177 10	175 ..	180
189	Gen. Motors	175 ..	168 .	168 ..	167 ..
19	Goldfields	20 .	19 20	19 20	19 .
45	★ Harm. Gold	52 50	51 50	51 80	52 55
205	Hoechst Akti.	210 30	207 ..	207 60	207 10
18	Imp. Chem.	19 50	18 ..	18 16	18
129	Imperial Oil	132 ..	130	127 80	129 .
810	I.B.M.	840 ..	841	835	841
116	Internickel	115 10	117	118 30	114 80
79	I.T.T.	75 50	72 50	72 30	72 50
178	Mob. Oil Co.	176 10	169 70	169 70	158 70
3800	Nestlé	3610 .	3700	3680 .	3760
335	Norsk Hydro	391	355 ..	356 ..	351
7	Olivetti	6 95	7 ..	6 95	6 90
416	Petrofina	432 .	417 50	404 ..	405
44	Philips	43 40	43 30	43 ..	43 15
139	Prés. Brand.	149 50	148 80	150 .	151 60
188	Quilmès	199 ..	200	200 .	197 .
151	★ Randfont.	184 .	173 ..	176 10	175 10
43	Rand. Select	45 .	45 50	45 50	45 05
121	Royal Dutch	118 50	118	117 80	117 .
9 50	Rio Tinto Zinc	10 30	10 25	10 25	10 20
175	St-Helena	184 ..	181 50	181 20	182 50
406	Schlumberger	394 ..	391 .	387 ..	390 .
18	Shell Tr (S.)	16 80	15 75	15 70	15 80
345	Siemens A.G.	347	341 .	340	345
27	Sony	25 70	26 50	26 50	26 50
11	Tanganyika	11 10	11 80	11 70	11 60
137	Unilever	135 80	137	137	135 10
26	Union Corp.	26 55	25 45	25 30	25 45
144	U. Min. 1/10	148 50	147 .	145 90	147 ..
250	West Drief.	278 .	273 40	274 ..	270 .
106	West Deep.	134 30	132 50	131 ..	130 ..
225	West Held.	229 90	229 ..	228 .	229 .
4 10	Zambia Cop.	4 50	4 55	4 55	4 55

★ VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

o. : offert ; c. : coupon détaché ; d. : demande ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation unique, portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 11/10	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 769	4 757	4 74
Canada ($ can. 1)	4 845	4 840	4 78
Allemagne (100 DM)	184 800	183 750	182 75
Belgique (100 fr.)	12 265	12 250	12 10
Danemark (100 krd.)	78 920	78 450	77 75
Espagne (100 pes.)	8 322	8 310	8 13
Grande-Bretagne (£ 1)	11 067	11 117	11 03
Italie (100 lires)	0 712	0 712	0 68
Norvège (100 krn.)	86 550	86 850	85 50
Pays-Bas (100 fl.)	178 880	178 200	177 25
Portugal (100 esc.)	18 860	18 750	17 50
Suède (100 krs.)	108 320	108 120	107 75
Suisse (100 fr.)	162 500	163 110	161 75

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES et DEVISES	COURS préc.	COURS 11/10
Or fin (kilo en barre)	24560	24475
Or fin (kilo en lingot)	24590	24460 ..
Pièce française (20 fr.)	268 40	268
Pièce française (10 fr.)	208 10	209
Pièce suisse (20 fr.)	257 ..	254 50
Union latine (20 fr.)	253 ..	249 90
Souveraine	264	261 30
Pièce de 20 dollars	1342	1333 60
Pièce de 10 dollars	740	735
Pièce de 5 dollars	460 .	450 50
Pièce de 50 pesos	1008	1000 50
Pièce de 10 florins	232 80	233 ..

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 13-14 octobre 1974 a été tiré à 487 088 exemplaires.

A B C D F G H

La crise ministérielle en Italie

M. FANFANI EST CHARGÉ DE FORMER LE GOUVERNEMENT

De notre correspondant

Rome. — M. Giovanni Leone a convoqué, lundi 14 octobre, M. Amintore Fanfani, secrétaire de la démocratie chrétienne, pour lui confier la tâche de former le gouvernement qui succédera au cabinet Rumor, démissionnaire depuis le 3 octobre.

Le chef de l'État n'avait guère le choix. *« Ce sera Fanfani ou les élections »*, affirmait-on de tous côtés à Rome ces derniers jours. *« Ce sera Fanfani, puis les élections »*, corrigeaient les plus pessimistes ou les plus malins.

Craignant un piège de la part de certains démocrates chrétiens qui lui ont proposé de cumuler les charges de président du conseil et de secrétaire du parti, redoutant surtout la difficulté de l'entreprise, M. Fanfani avait fait savoir qu'il n'accepterait de former le gouvernement qu'en étant sûr à l'avance de réussir. Ce n'est pas tant la perspective de faire *« maigre figure »* qui le retenait, mais la crainte d'être accusé d'un échec volontaire conduisant à une dissolution de la Chambre et à des élections anticipées. Or M. Fanfani jure qu'il n'a jamais nourri de si noirs desseins.

Le nouveau président du conseil devra compter d'abord avec les quatre partis de la majorité dont les positions sont les suivantes :

Les sociaux-démocrates, après s'être montrés plus conciliants, se remettent à parler d'élections anticipées. *« Quand on est malade, on va à l'hôpital »*, vient de remarquer leur président, M. Mario Tanassi, qui est cependant critiqué à l'intérieur de son parti.

M. Tanassi ne croit pas à l'avenir du centre gauche et souhaiterait, *faute d'une dissolution* de la Chambre, un gouvernement formé de démocrates-chrétiens (266 députés sur 630), de sociaux-démocrates (29 députés) et de républicains (5), avec l'appui des libéraux (20).

Les socialistes continuent de s'opposer avec force aux élections *anticipées. Ils reprochent* aux sociaux-démocrates des manœuvres de diversion *« au nom d'un anti-communisme de guerre froide »*. Pour eux, les véritables questions sont économiques. C'est d'elles — et d'elles seules — qu'ils veulent discuter avec leurs partenaires du centre-gauche. Le P.S.I. pousse notamment la démocratie chrétienne à se prononcer sur la défense de l'emploi et l'ouverture du crédit aux petites et moyennes entreprises, estimant que l'inflation ne se combat pas par la récession. S'ils n'obtiennent pas de garanties, les députés socialistes envisageraient de retirer leur soutien au gouvernement.

Les démocrates-chrétiens, divisés en une dizaine de courants, *tendances et sous-tendances, sont* officiellement opposés à un retour aux urnes. Ils continuent de vouloir jouer les médiateurs entre sociaux-démocrates et socialistes, sans toutefois se prononcer eux-*mêmes de manière précise sur un* programme de gouvernement. La D.C. est le seul parti dont on *ne peut se passer pour former* le futur cabinet.

Les républicains soutenaient le *dernier gouvernement Rumor* sans y participer. Ils ont fait preuve jusqu'à présent d'une grande *discrétion* et attendent pour se décider que les autres partis se prononcent. Réclamant des mesures économiques urgentes, ils ne cachent pas leur scepticisme devant *« l'immense distance »* séparant socialistes et sociaux-démocrates.

ROBERT SOLÉ.

LA LIRE AU PLUS BAS DEPUIS VINGT MOIS

Selon les calculs effectués par la Banque d'Italie, la lire s'est dépréciée de 20,41 % par rapport aux principales devises étrangères entre le 9 février 1973, date de sa mise en flottement, et le 11 octobre dernier. Cette dévaluation *de facto* est la plus élevée enregistrée par la monnaie italienne depuis sa sortie du « serpent » européen. D'abord constant, le glissement s'est accentué à partir du printemps, passant de 16 % en avril, à 17 % en mai, 18,06 % fin juin et 18,70 % le 30 septembre.

Le franc, qui avait fléchi la semaine passée, s'est bien redressé lundi, non seulement par rapport à *la lire*, mais vis-à-vis de la plupart des autres monnaies.

LES RÉSERVES DE CHANGE DE LA FRANCE S'ÉLÈVENT A 36 071 MILLIONS DE FRANCS

Les réserves publiques de change en or et en devises de la France *s'élèvent, au 30 septembre, à 36 071* millions de francs, en augmentation de 66 millions (+ 1,8 %) par rapport au 31 août. *Les avoirs officiels* de change, quant à eux, atteignent, sur la base des parités et taux centraux actuellement en vigueur, 36 609 millions de francs, en hausse de 431 millions (+ 11 %) pour le mois.

En Angola

M. Holden Roberto demande à ses partisans de cesser les combats

M. Holden Roberto, président du Front national de libération de l'Angola (F.N.L.A.), a lancé, samedi 12 octobre, un appel aux combattants membres de son parti pour qu'ils suspendent les combats dès mardi 15 octobre, à 0 heure.

Au cours de cet appel, *diffusé* à Kinshasa, le chef du F.N.L.A. a indiqué qu'un accord était intervenu entre son parti et le gouvernement portugais, qu'une mission officielle du F.N.L.A. serait prochainement envoyée à Luanda, mais qu'après un entretien avec le général Fontès Pereira de Melo, chef d'état-major adjoint des forces armées portugaises, à bord du navire présidentiel zaïrois, sur le fleuve Zaïre, les deux parties en présence étaient convenues d'un cessez-le-feu.

Le représentant du gouvernement portugais s'est également entretenu dans la capitale du Zaïre, séparément, avec MM. *Daniel Chipenda, délégué* du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (M.P.L.A.), et Jonas Savimbi, président de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA).

A son retour de Kinshasa, le général Pereira de Melo a déclaré que les conversations de Kinshasa constituaient la *suite normale de* la rencontre qui avait eu lieu, le mois dernier, aux îles du Cap-Vert, entre les généraux *Antonio Spinola* et Mobutu Sese Seko.

Bien que les entretiens de Kinshasa n'aient pas eu le caractère *d'une « table ronde »*, et *que* la délégation portugaise ait rencontré séparément les représentants des mouvements *angolais de* libération, l'annonce de ces conversations et de leurs résultats a suscité un climat d'optimisme à *Luanda*, où la population donnait depuis plusieurs semaines des signes de morosité.

On pense, dans la capitale angolaise, qu'un gouvernement provisoire pourrait être rapidement formé.

De son côté, *M. Mario* Soarès, ministre portugais des affaires étrangères, a salué dimanche les décisions adoptées à Kinshasa comme « une étape vers la décolonisation complète ».

En Papouasie-Nouvelle-Guinée

DES ÉLÉMENTS DE DROITE MANIFESTENT CONTRE LE GOUVERNEMENT

Port-Moresby (*Reuter*). — Plusieurs centaines de manifestants ont défilé samedi 12 octobre dans les rues de Port-Moresby pour *demander* la démission du gouvernement de coalition du premier ministre, M. Somare. Ils sont passés par le marché central de la capitale en criant : *« Les Blancs et les Kongkongs* (Chinois) *dehors ! »*

« Nous ne nous arrêterons pas tant que ne nous ne verrons pas quelques boutiques en feu », a déclaré M. Simon Kauni, secrétaire général du ministère de l'intérieur, qui a demandé aux manifestants de marcher sur *les quartiers habités* par des Blancs. M. Kauni souhaite la démission de M. Somare, accusé d'être soumis à ses conseillers techniques blancs. Il faut, selon M. Kauni, instaurer un véritable gouvernement noir.

M. John Kaputin, ancien ministre de la justice, démis de ses fonctions par le premier ministre pour avoir soutenu certains articles du projet de Constitution considérés comme racistes par M. Somare, se trouvait dans le cortège.

[Le thème du « pouvoir noir » *est développé depuis longtemps* à Port-Moresby par une poignée d'intellectuels. Cette fois, le défi lancé à *M. Somare est plus important.* Or derrière des slogans de « gauche » pourrait se cacher une opération en fait réactionnaire. M. Kaputin représente les intérêts commerciaux de la population des Tolais et s'est opposé aux projets de M. Somare visant à décoloniser l'enseignement. Il est, d'autre part, aisé de détourner la colère de la population contre les boucs émissaires que sont les commerçants chinois — qui ont d'ailleurs depuis *plus d'un an, pour* la plupart, quitté le pays et investi en Australie.

DEUX JOURNALISTES ASSASSINÉS A BUENOS-AIRES

Buenos-Aires (A.P., U.P.I.). — Deux journalistes argentins, MM. Ernesto Laham et Pedro Barraza, ont été assassinés par des inconnus à Buenos-Aires le dimanche 13 octobre. Aucune organisation politique n'a encore revendiqué ces deux assassinats mais il ne fait pas de doute pour les autorités que les journalistes sont les dernières victimes de la vague de violence qui sévit en Argentine depuis trois mois.

Après avoir essayé d'éliminer son ancien associé

Un entrepreneur nantais a été écroué pour complicité de tentative d'assassinat

(De notre correspondant.)

Nantes. — M. Jean Graton, quarante-huit ans, *président-directeur* général de la Carrière des maraîchères à Bouguenais, dans la banlieue nantaise, et actionnaire de plusieurs entreprises de travaux publics de Loire-Atlantique, vient d'être écroué à la maison d'arrêt de Nantes pour complicité de tentative d'assassinat avec guet-apens, préméditation et récidive.

Afin de se venger d'un associé devenu son concurrent, il avait engagé et payé des tueurs à gages *pour le supprimer. Une première tentative* ayant échoué, un second homme avait été chargé de commettre le meurtre.

Pour M. Serge Brethomé, directeur *de l'entreprise de* travaux publics Brethomé et Compagnie, qui emploie une centaine de personnes, c'est la fin d'un cauchemar qui durait depuis dix mois, depuis ce samedi matin 26 janvier 1974, où un homme avait tiré sur lui deux coups de revolver *alors qu'il sortait dans le jardin* de sa maison relever sa boîte à lettres.

Les deux entrepreneurs s'étaient connus en 1963. M. Serge Brethomé, jeune ingénieur, cherchait à monter sa *propre* entreprise de travaux publics. Il s'associa avec le carrier Jean Graton, dont l'assise financière était une sérieuse garantie, mais en 1972, *il décide de se dégager de ce* fournisseur exclusif et contraignant qui pratique des prix au-dessus des cours du marché. Dans le milieu des travaux publics, la brouille entre les *deux hommes* est connue. M. Graton menace son associé d'un procès pour résiliation des accords initiaux, mais son conseil l'en dissuade en raison de *la forme du contrat*.

C'est alors que le carrier décide de se débarrasser de son associé en le faisant assassiner. Profitant d'un de ses nombreux voyages à l'étranger, *M. Graton trouve*, dans un cabaret de Bruxelles, un homme *prêt à accomplir le forfait contre* une somme de 70 000 F. Il s'agit de Christian Verhoeven, trente ans, qui est le gérant de ce cabaret. Le pre*mière tentative ayant échoué*, un second tueur est engagé qui n'est autre que le barman du cabaret, Jean-Paul Jaccachoury, vingt-quatre ans, né à *Belfort. Christian Verhoeven* est arrêté en Belgique au mois de mai pour une affaire de coffre-fort. Quant à Jean-Paul Jaccachoury, *qui n'a pas pu passer à l'action, il* a été arrêté à la fin du mois d'août à Lure (Haute-Savoie).

Hospitalisé depuis plusieurs mois

M. CHOU EN-LAI NE PEUT PLUS RECEVOIR DE VISITES

La santé de M. Chou En-lai, premier ministre chinois, ne s[em]ble guère s'améliorer. Se[lon] M. Cairns, vice-premier mini[stre] australien, actuellement en vi[site] en Chine, *« M. Chou En-lai [est] encore à l'hôpital. Son état [n'a] pas empiré*, a-t-il dit au c[ours] d'une conférence de presse, *m[ais] les médecins ont mainten[ant] décidé qu'il ne devait pas recev[oir] de visiteurs. »* M. Cairns a pré[cisé] qu'il avait été informé de l'[état] de santé du chef du gouverne[ment] chinois par M. Li Chi[ang], ministre du commerce extéri[eur].

D'autre part, le *Daily Telegr[aph]* de Londres, affirme dans un a[rti]cle de son spécialiste des affa[ires] communistes, David Floyd, [que] M. Mao Tse-toung a eu [une] grave attaque à la fin septem[bre] et qu'il a dû *interrompre* [ses] activités politiques. Ces inform[a]tions *« auraient été connues [par] l'intermédiaire d'hommes d'af[fai]res occidentaux qui ont des r[ela]tions uniques avec de très imp[or]tants dirigeants chinois »*, [le] journal ajoute que le chef [du] parti chinois se reposerait d[ans] le sud de la Chine.

[Ces nouvelles sont à accue[illir] avec circonspection car ce n'est [pas] la première fois que l'on annonc[e la] maladie, ou la mort, du dirige[ant] chinois. Cela dit, il a près de qua[tre-]vingt un ans et il y a longte[mps] qu'il passe l'hiver dans le sud d[e la] Chine pour fuir les rigueurs du [cli]mat pékinois.]

A PARIS

Des membres de la LICA et de l'Action français[e] ont participé à la marche de la faim des hark[is]

Organisée par le Comité de soutien aux harkis qui, depuis quarante jours, font la grève *de la* faim dans l'une des cryptes de l'église de la Madeleine (1), une marche de la faim s'est déroulée à Paris, dans l'après-midi du 12 octobre, de la rue Royale à l'Étoile. Cette manifestation a réuni plusieurs centaines de musulmans français d'Algérie et d'Européens rapatriés d'Afrique du Nord ; des dirigeants de la LICA (Ligue internationale contre l'antisémitisme) et des royalistes de l'Action française ont participé à cette manifestation.

Peu après 18 heures, les manifestants, qui portaient des drapeaux tricolores, sont arrivés devant l'Arc de triomphe, et et M. M'Hamed Laradji, prési*dent de la Confédération* des Français musulmans rapatriés d'Algérie, a déposé une gerbe de *fleurs ornée d'un large ruban* portant l'inscription : *« Aux Français musulmans morts pour la France. »*

Peu avant le départ de cette manifestation, M. Amar Boudousouir, âgé de trente-deux ans, ancien sous-officier d'une harka algérienne, était venu de Strasbourg pour rejoindre ses huit camarades. Mais deux de ceux-ci, victimes de syncope, ont dû être hospitalisés.

M. Mario Bénard, député du Var (U.D.R.) et parlementaire en mission, chargé des problèmes des rapatriés auprès du premier ministre (2), qui avait reçu vendredi dernier les dirigeants des principales associations de Français d'Afrique du Nord et de spoliés de la décolonisation, a établi un *calendrier pour étudier les cinq* principaux problèmes les concernant ; celui des Français de *confession islamique*, le plus douloureux, sera longuement examiné entre le 21 et le 26 octobre.

Les autres aspects du contentieux seront abordés :

● Le 17 octobre, pour les saisies et ventes par décision ju[di]ciaire ; pour les modalités d'em[ploi] des crédits prévus au projet [de] loi de finances pour 1975 et p[our] les fonds bloqués dans divers pa[ys] d'outre-mer.

● Du 24 au 31 octobre, p[our] les retraites.

Pour ce qui concerne plus par[ti]culièrement la question des s[ai]sies et ventes, le groupe de tra[vail] aura à examiner un projet [de] texte qui, s'il était adopté par [les] pouvoirs publics, permettrait [de] résoudre près de 80 % des affai[res] en cours.

(1) *Le Monde* des 12 et 13-14 oc[to]bre 1974.
(2) 10, rue de Rivoli à Paris (4[e]).

